



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 052
Le jeudi 6 novembre 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 6 novembre 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

● (1000)

[Traduction]

LE COMMISSAIRE À L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président: Je dois déposer à la Chambre, conformément au paragraphe 23(5) de la Loi sur le vérificateur général, les rapports de l'automne 2025 du commissaire à l'environnement et au développement durable.

[Français]

Conformément à l'article 32(5) du Règlement, ces rapports sont réputés renvoyés en permanence au Comité permanent de l'environnement et du développement durable.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Jacques Ramsay (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, en vertu de l'article 32(2) du Règlement et en conformité avec la politique sur le dépôt des traités devant le Parlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le traité intitulé « Accord entre le Canada et l'Ukraine concernant l'assistance administrative mutuelle en matière douanière », fait à Kiev le 24 août dernier.

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36(8)(a) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles et sous forme électronique, la réponse du gouvernement à trois pétitions.

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité mixte permanent d'examen

de la réglementation, intitulé « Examen des textes réglementaires ». Si la Chambre donne son consentement, je proposerai l'adoption de ce rapport plus tard aujourd'hui.

LE CODE CRIMINEL

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC) demande à présenter le projet de loi C-255, Loi modifiant le Code criminel (méfait — biens religieux).

— Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, qui vise à modifier le Code criminel en ce qui concerne les méfaits à l'égard de biens religieux. Je tiens à remercier ma collègue, la députée de Thornhill, d'avoir appuyé le projet de loi.

Au cours des 10 dernières années, il y a eu une augmentation alarmante du nombre de méfaits commis contre des biens religieux au Canada. Des églises, des synagogues, des mosquées et d'autres lieux de culte continuent d'être vandalisés. Le projet de loi vise à transférer le fardeau financier causé par le vandalisme de la victime au criminel. Il élargirait également la portée pour inclure tous les méfaits commis contre des lieux de culte, et pas seulement ceux motivés par la haine.

Bien que certaines des peines proposées dans le projet de loi soient nouvelles, elles présentent de fortes similitudes avec les mesures contre le vandalisme des monuments commémoratifs de guerre qui figurent déjà dans le Code criminel.

J'espère que tous les députés se joindront à moi pour soutenir les Canadiens de toutes les confessions.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

● (1005)

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, si la Chambre donne son consentement, je propose que le premier rapport du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, présenté à la Chambre plus tôt aujourd'hui, soit adopté.

*Affaires courantes**[Français]*

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose la motion veuillent bien dire non. C'est d'accord.

La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS**LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Monsieur le Président, les citoyens d'Ottawa—Vanier—Gloucester ont lancé une pétition.

[Traduction]

Je suis heureuse de présenter une pétition concernant les règles d'admissibilité au remboursement de la TPS pour les acheteurs d'une première maison. Elle a été signée par 1 765 Canadiens.

Les pétitionnaires soulignent que le remboursement est basé sur la date de l'entente d'achat plutôt que sur la date de clôture de l'achat, ce qui exclut injustement de nombreux acheteurs d'une première maison qui n'est pas encore construite. Ces acheteurs devront payer la TPS au moment de la clôture de l'achat.

[Français]

Ils demandent au ministre des Finances et du Revenu national de fonder l'admissibilité sur la date de clôture ou de prise de possession afin d'assurer l'équité et la cohérence pour tous les acheteurs d'une première habitation.

*[Traduction]***LES OPIOÏDES**

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom de mes concitoyens pour présenter quatre pétitions.

La première est signée par des parents en colère. B.C. Housing propose d'établir un centre de consommation supervisée juste en face de la cour de l'école traditionnelle d'Abbotsford que fréquentent leurs enfants. Les parents ne veulent pas que cela se produise et ils demandent au gouvernement du Canada de cesser de financer B.C. Housing jusqu'à ce qu'elle respecte les droits et l'innocence des enfants.

La deuxième pétition que je souhaite présenter aujourd'hui est signée par des habitants de Mission—Matsqui—Abbotsford et porte sur le projet de décriminalisation en Colombie-Britannique. Ce projet est en place depuis un certain nombre d'années maintenant et les habitants de la Colombie-Britannique sont préoccupés par le fait que les surdoses et l'intoxication aux drogues sont la principale cause de décès chez les jeunes. Des parents et des citoyens de la Colombie-Britannique demandent au gouvernement du Canada de mettre fin à son entente spéciale avec ma province dans le but de sauver des vies et d'adopter une approche différente qui est axée sur le rétablissement, et non sur la distribution de drogues gratuites aux personnes qui ont besoin d'être hospitalisées et soignées dans un établissement sûr.

LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je présente une troisième pétition aujourd'hui au nom

des gurdwaras et des églises d'Abbotsford, qui demandent au gouvernement de rejeter les recommandations 429 et 430 du rapport du comité des finances de l'année dernière. Les églises et les gurdwaras de ma circonscription font un travail extraordinaire pour loger les pauvres, nourrir les gens et prendre soin des malades. Nous voulons que ces établissements continuent leur excellent travail, et qu'ils ne perdent pas leur statut d'organisme de bienfaisance.

LA TRAITE DES PERSONNES

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, la dernière pétition que je présente aujourd'hui est signée par des Britanno-Colombiens qui sont préoccupés par la hausse effarante des activités de traite des personnes. Il faut renforcer les lois canadiennes. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de reproduire les lois des États-Unis, qui prévoient des peines plus sévères et les moyens nécessaires pour arrêter les gens malveillants qui font la traite des jeunes et des travailleurs dans notre pays.

● (1010)

LES DROITS DE LA PERSONNE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, en cette semaine du Souvenir, alors que nous rendons hommage aux anciens combattants, la présente pétition revêt une importance particulière. Des citoyens ont demandé à leurs députés de soumettre la question suivante à l'examen de la Chambre des communes.

En 1948, le Canada a dirigé la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'a signée. Il s'y engageait, en coopération avec les Nations unies, à assurer le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les pétitionnaires soulignent que la Commission de vérité et de réconciliation du Canada et l'adoption par le Canada de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones reprennent cet engagement. En même temps, à l'échelle internationale, le Canada assure, nous l'espérons, le maintien des bases de la justice, de l'égalité, de la liberté, de la sécurité et du bien-être, ainsi que la prévention des conflits et des guerres.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de réaliser que, avec la fermeture du Centre Pearson — nommé bien sûr en l'honneur d'un ancien premier ministre aujourd'hui décédé, le seul premier ministre canadien à avoir reçu le prix Nobel de la paix, sans avoir fait campagne pour l'obtenir, je tiens à le souligner —, nous avons besoin d'un nouveau centre pour promouvoir l'excellence en matière de paix et de justice axé sur la recherche, l'éducation non partisane et la formation en résolution de conflits, en diplomatie et en opérations de paix pour les civils, les services de police et le personnel militaire canadiens dans le contexte du multilatéralisme et de la communauté internationale, au sein de laquelle le Canada a traditionnellement joué un rôle de premier plan.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.]

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 5 novembre, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais mentionner que je vais partager mon temps de parole avec le député de Calgary-Est.

Le premier ministre et le ministre des Finances ont présenté un budget déficitaire irresponsable et imprudent. Pour être clair, dans sa forme actuelle, je ne peux pas appuyer ce budget. Les Canadiennes et les Canadiens méritent un budget abordable pour une vie abordable. Malheureusement, dans ce budget, il n'y a rien pour les citoyens et les citoyennes.

Les libéraux ont décidé de continuer à utiliser la carte de crédit des générations futures. Ils continuent de dépenser, avec un déficit au-delà de 78 milliards de dollars. Cela va coûter 1 900 \$ par Canadien et Canadienne. Pour être clair, ce déficit est inacceptable.

Lors de l'énoncé économique de décembre 2024, on prévoyait un déficit de 43,2 milliards de dollars. Pendant la période électorale, le premier ministre a promis que le déficit ne dépasserait pas 62 milliards de dollars. Avant-hier, les libéraux ont brisé leur promesse. Le premier ministre a brisé sa promesse. Qui va en payer le prix? Ce sont les générations futures. Il est important de souligner aux Canadiens combien les libéraux vont ajouter à la dette nationale pendant les prochaines années.

Cette année, en 2025-2026, c'est 78 milliards de dollars. Pour 2026-2027, on annonce déjà un déficit de 65 milliards de dollars; pour 2027-2028, un déficit de 64 milliards de dollars; pour 2028-2029, un déficit de 58 milliards de dollars; et pour 2029-2030, un déficit de 57 milliards de dollars. On arrive à un total de 322 milliards de dollars qui vont s'ajouter à la dette du Canada au cours des cinq prochaines années. C'est la dette que nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants devront payer. Je ne serais pas surpris, en plus, que ce déficit augmente à nouveau.

C'est ça, le legs qu'ils veulent donner à nos enfants. C'est ça, le legs qu'ils veulent donner à nos petits-enfants. Est-ce que c'est ça, leur budget générationnel? C'est honteux. Ils ont rempli quatre, cinq, six cartes de crédit de nos enfants, de nos petits-enfants et de nos arrière-petits-enfants et ils ont le culot de dire que c'est un budget générationnel.

Il ne faut pas se laisser aveugler par le premier ministre et le ministre des Finances. Peu importe le nombre de colonnes par lequel ils divisent le déficit, qu'il s'agisse de deux, trois, quatre, cinq ou six colonnes, peu importe le nombre de fois par lequel ils veulent le diviser, à la fin, on additionne les colonnes et il y a un seul grand déficit et c'est celui qu'on connaît.

Il faut rappeler que quand les libéraux sont arrivés au pouvoir, le déficit du Canada était de 700 milliards de dollars. Maintenant, on

Le budget

frise les 1 400 milliards de dollars et on continuera d'en ajouter au cours des cinq prochaines années, au-delà de 300 milliards de dollars. Notre parti parle beaucoup du fait que le déficit actuel signifie des coûts et des sacrifices pour les prochaines générations. Après 10 ans de déficit sous Justin Trudeau, les Canadiens en paient le prix et c'est le même gouvernement qui continue avec le premier ministre actuel.

Maintenant, parlons de l'intérêt de la dette. Pour l'année budgétaire 2025-2026, c'est 55,6 milliards de dollars. Cela va juste continuer à augmenter, parce qu'on ajoutera des centaines de milliards de dollars à la dette nationale au cours des prochaines années. Ainsi, en 2026-2027, l'intérêt de la dette va être de 60 milliards de dollars; en 2027-2028, l'intérêt de la dette va être de 66,2 milliards de dollars; en 2028-2029, on va être rendu à 71,4 milliards de dollars d'intérêt; et en 2029-2030, l'intérêt sur la dette va dépasser 76 milliards de dollars. Rendu là, je suis persuadé que cela va continuer de monter et que cela va être encore plus désastreux.

● (1015)

Mettons les choses en contexte. Les intérêts sur la dette, qui s'élèvent à 55,6 milliards de dollars, dépassent désormais les 54,7 milliards de dollars que le gouvernement consacre au Transfert canadien en matière de santé pour l'ensemble des provinces. Ce qu'on donne actuellement en paiement d'intérêts sur la dette, c'est plus que toutes les sommes d'argent données aux réseaux de la santé partout au pays. On préfère prendre cet argent, le jeter aux poubelles et le donner aux grands banquiers plutôt que de l'investir dans nos réseaux de la santé. Chez nous, le réseau de la santé est quelque chose de très important pour mes concitoyens et je suis persuadé que c'est le cas pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes. Malheureusement, on dépense moins d'argent dans le réseau de la santé qu'on en dépense pour le paiement d'intérêts sur la dette.

Il y a quelque chose qui est encore plus fou. Le jeudi, les Canadiens paient des impôts sur leur paie, et, chaque fois qu'ils font des achats, ils paient aussi des taxes, comme la TPS. Or, tout l'argent qu'on perçoit sous forme de TPS d'un bout à l'autre du pays en une année, c'est 54,4 milliards de dollars. Cela veut dire que la somme totale qui est payée par les Canadiens sous forme de TPS d'un bout à l'autre du pays chaque année ne correspond même pas à ce qu'on verse en intérêts sur la dette.

Nous ne pouvons pas appuyer un tel budget. Le gouvernement continue de mener le Canada sur une voie où les contribuables devront verser des milliards de dollars aux banquiers pendant des décennies. J'ai passé une dizaine d'heures depuis deux jours à étudier ce budget. J'ai remarqué que le gouvernement annonçait à peu près 12 nouveaux programmes. C'est une chose de proposer des nouveaux programmes. Toutefois, j'aimerais savoir quels programmes inefficaces on élimine. On ajoute des programmes, on continue d'en ajouter une couche, mais on n'élimine jamais rien. C'est ça, les libéraux. On ajoute des programmes; on ajoute des dépenses; on ajoute de la bureaucratie; on ajoute du gaspillage. À un moment donné, c'est toujours le même contribuable canadien qui paie. Nous nous devons d'éliminer le gaspillage libéral et nous nous devons de faire du ménage. C'est ce que nous proposons et les libéraux continuent d'ajouter des nouveaux programmes, des nouvelles structures.

Le budget

Je vais donner l'exemple de l'organisme Maisons Canada. On ajoute une nouvelle structure pour le développement. C'est parfait. Combien de fonctionnaires a-t-on ajoutés? Si on divise le montant total par le nombre de portes que les libéraux annoncent dans leur budget, on obtient un montant de 3,2 millions de dollars par porte. Dans Richmond—Arthabaska, je suis convaincu qu'il y a une file d'entrepreneurs qui vont offrir leurs services pour profiter d'un prix comme celui proposé dans le nouveau programme Maisons Canada. C'est complètement démesuré. C'est le gaspillage constant et le manque de prudence qui m'inquiètent.

Ce gouvernement a abandonné ses faibles ancrages budgétaires. Maintenir un ratio de la dette au PIB en baisse n'est plus une priorité pour ce gouvernement. Le ratio de la dette au PIB continue d'augmenter. Il y a une augmentation de presque 2 %. C'est tout simplement irresponsable.

Le gouvernement libéral n'a plus aucun ancrage budgétaire. Ce n'est pas sérieux. Il est impossible de vivre avec de tels déficits. De notre côté de la Chambre, nous avons présenté des propositions au ministre des Finances et du Revenu national, mais il a fait la sourde oreille. Nous aurions aimé voir notamment la suppression des taxes cachées sur les aliments, la réduction des taxes sur le travail, la construction de logements, des investissements dans l'énergie et la fin des taxes inflationnistes. Rien de tout cela ne figure dans le budget libéral de 2025. Nous avons demandé au gouvernement de limiter son déficit à 42 milliards de dollars, comme c'était prévu dans sa dernière mise à jour budgétaire. Ce n'est pas nous qui le proposons, c'est le gouvernement qui avait mis ça dans sa dernière mise à jour budgétaire. Il avait dit qu'il ne dépasserait pas les 42 milliards de dollars. On est rendu à 78 milliards de dollars. On dépense toujours sans compter.

• (1020)

Soyez assuré, monsieur le Président, que je vais continuer d'analyser ce budget et les finances publiques et que je serai toujours présent pour les citoyens et les citoyennes de la circonscription de Richmond—Arthabaska et pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'estime que les arguments des députés d'en face sont faux. Nous investissons dans le Canada et les Canadiens et nous sommes déterminés à bâtir l'économie la plus forte du G7. Voilà l'objectif, et grâce au premier ministre, nous l'atteindrons.

Au sujet de la dette, il est important de reconnaître que le Canada affiche le ratio de la dette par rapport au PIB le plus faible du G7. En matière de déficit, un seul pays du G7 affiche un déficit inférieur à celui du Canada: le Japon. De plus, nous comptons parmi les deux seuls pays du G7 détenant une note de crédit AAA.

Pourquoi le député d'en face refuse-t-il de reconnaître qu'il est temps de bâtir un Canada fort? Pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas proposé d'amendement?

[Français]

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, mon collègue d'en face devrait être gêné de se lever. Il devrait être gêné envers ses enfants et ses petits-enfants. Hier, nous avons posé la question au gouverneur de la Banque du Canada relativement au G7. J'inviterais le dé-

puté à aller réécouter le témoignage au Comité permanent des finances.

De notre côté, nous allons continuer de vouloir remettre de l'argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes, qui sont présentement étouffés à cause de la mauvaise gestion libérale.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son premier discours sur un budget des finances publiques. Il a parlé de manque de prudence, de gaspillage. Je suis assez d'accord avec lui, sur plusieurs points d'ailleurs. J'aimerais toutefois savoir s'il partage mon opinion sur une chose en particulier.

Nous savions déjà que les pétrolières allaient avoir des crédits d'impôt à hauteur de 83 milliards jusqu'en 2035. Or, ce budget prolonge les crédits d'impôt jusqu'en 2040. Ce sera maintenant 100 milliards de dollars qui vont être envoyés aux pétrolières sous forme de crédits d'impôt.

N'est-ce pas une démonstration de gaspillage et de manque de prudence de la part du gouvernement? Qu'en pense mon collègue?

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, le Canada possède une des grandes richesses, et c'est que nous avons des ressources naturelles. Nous sommes riches sous nos pieds. Nous nous devons d'exploiter nos ressources naturelles. C'est ainsi que nous allons réussir à bâtir un Canada fort.

• (1025)

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue du Québec, qui a vraiment fait un bon discours contenant beaucoup de messages très importants à écouter pour les Canadiens.

Dans notre pays, nous avons un grand problème en ce moment, soit celui de l'abordabilité.

[Traduction]

Il faut en faire plus pour s'attaquer aux problèmes d'abordabilité pour les Canadiens ordinaires, y compris pour les aînés. Il n'y a rien dans le budget pour répondre aux besoins des aînés à l'échelle du pays. Beaucoup d'entre eux ont un revenu fixe et ont du mal à joindre les deux bouts. La situation devient de plus en plus difficile pour eux chaque jour qui passe.

Mon collègue peut-il parler des gens qui sont souvent les grands oubliés dans notre pays, à savoir les aînés?

[Français]

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, justement, à l'intérieur du budget, il n'y a actuellement rien pour nos aînés. Voici ce qu'on retrouve, par contre.

Les conservateurs sont en faveur des coupes dans les taxes et les impôts. Or sait-on dans quoi les libéraux ont choisi de faire des coupes? Ils ont décidé de faire des coupes dans la taxe pour les bateaux de luxe et les yachts, plutôt que d'aider nos aînés. C'est le choix des libéraux. Ce sera à eux de vivre avec leurs choix.

[Traduction]

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, y a-t-il vraiment quelqu'un au Canada qui s'en sort mieux aujourd'hui qu'auparavant? Le budget rendra-t-il un tant soit peu la vie plus abordable ou plus sûre?

Le budget

Nous pensions que Justin Trudeau était le pire gestionnaire des fonds publics de l'histoire du Canada. L'actuel premier ministre le fait passer pour un Séraphin, car il vient de présenter le budget le plus coûteux de l'histoire du Canada, hormis pendant la pandémie de COVID. En fait, il va doubler le déficit de Justin Trudeau, si les députés peuvent le croire. Il est inconcevable que, dans le budget, le gouvernement libéral ait simplement ajouté, en plus de toutes les autres taxes et dépenses, 5 400 \$ supplémentaires de coûts pour les ménages canadiens. C'est un budget de promesses creuses.

Qui s'en porte mieux? Je pense aux 2,2 millions de Canadiens qui font la file une fois par mois devant une banque alimentaire, et 700 000 d'entre eux sont des enfants. Je pense aux personnes âgées qui doivent choisir entre manger et se chauffer, ou à la mère seule qui va à l'épicerie et qui voit que l'inflation causée par les libéraux a fait monter le prix de tous les aliments. En fait, l'inflation alimentaire est deux fois plus élevée que la cible de la banque et elle augmente deux fois plus rapidement chez nous qu'aux États-Unis. Cette mère doit choisir ce qu'elle peut acheter pour ses enfants cette semaine, que ce soit nutritif ou non, parce que les aliments nutritifs coûtent plus cher sous le gouvernement libéral. Devra-t-elle se priver et sauter des repas pour que ses enfants puissent manger à leur faim?

Le budget ne prévoit absolument rien pour le Canadien ordinaire. Je me souviens que, quand j'ai déménagé ici avec ma famille, les gens pouvaient s'en sortir avec un seul revenu. Je me souviens qu'à l'école primaire, je livrais des journaux pour aider ma famille. Nous sommes arrivés au pays avec presque rien. Nous étions extrêmement pauvres. Nous faisons la queue pour recevoir des laissez-passer d'autobus offerts aux personnes à faible revenu. Cependant, nous avions de l'espoir. À l'époque, les gens qui travaillaient fort pouvaient avoir une vie abordable. Ils avaient les moyens de payer l'épicerie et le logement, mais surtout, ils pouvaient vivre dans des quartiers sûrs.

Après 10 ans d'un gouvernement qui a doublé le coût du logement, doublé l'inflation et le prix des aliments, doublé le recours aux banques alimentaires et augmenté le taux de criminalité de 55 %, notre pays n'est plus le Canada que nous connaissions. Il ne l'est certainement plus, parce que le gouvernement s'est joué des Canadiens et a jonglé avec leur sécurité et leur argent.

Le premier ministre a eu le culot de dire aux jeunes Canadiens qu'ils devront faire encore plus de sacrifices afin qu'il puisse dépenser davantage, et Dieu sait qu'il va le faire. En fait, s'il fait doubler le déficit, il n'aura plus beaucoup d'options pour le rembourser. Il devra hausser de nouveau les impôts ou imposer une taxe silencieuse, l'inflation, qui fera en sorte que tout coûte plus cher pour les Canadiens.

Quoi d'autre les jeunes Canadiens devront-ils sacrifier? Examinons la crise de l'abordabilité que le gouvernement a créée.

Les jeunes Canadiens font tout ce qu'il faut, ils travaillent fort, ils poursuivent leurs études et ils obtiennent leur diplôme, et pourtant, ils n'arrivent pas à se trouver un emploi; ils ne peuvent pas déménager du sous-sol de la maison de leurs parents et ils n'ont pas les moyens d'acheter quoi que ce soit. Ils ne peuvent pas franchir les étapes de leur vie qui sont si importantes et que nous considérons autrefois comme le rêve canadien, c'est-à-dire aller à l'école, obtenir un emploi, se marier, acheter une maison et fonder une famille.

Tout cela est sacrifié parce que le premier ministre juge qu'il est plus important que ses copains banquiers perçoivent encore plus

d'intérêts sur la dette massive que le gouvernement impose aux Canadiens. En fait, la situation est tellement mauvaise que ses copains banquiers et créanciers obligataires obtiennent plus d'argent que ce qui va aux provinces sous la forme de transferts en santé. Ses copains banquiers touchent plus d'argent que ce que le Canada perçoit au titre de la TPS.

Le présent budget n'aide en rien les Canadiens qui craignent pour leur vie. La criminalité a pris des proportions démesurées. Le taux de criminalité a augmenté de 55 %. Le nombre de crimes commis avec une arme à feu s'est accru de 130 %. Les cas d'extorsion ont grimpé de 330 %, la communauté sud-asiatique ayant été particulièrement touchée. Les libéraux n'ont même pas su mentionner le mot « extorsion » dans ce budget.

● (1030)

Les Canadiens ne se sentiront pas plus en sécurité désormais. Qu'ils soient chez eux, dans leur voiture ou en train d'accompagner leurs enfants à l'école, ils disent tous qu'ils ont peur. Sous ce gouvernement, qui applique des politiques laxistes en matière de criminalité, les criminels ont plus de droits que les victimes. Le budget ne change rien à tout cela.

Le premier ministre est connu pour ne pas tenir ses promesses. Il a déclaré qu'il était celui qui saurait négocier avec le président Trump. En réalité, il a plutôt courbé l'échine et les tarifs imposés au Canada ont augmenté. Partout où sa ministre des Affaires étrangères et lui vont, les tarifs augmentent, et le Canada recule dans le classement mondial. Il est allé en Chine; les tarifs ont augmenté. Il a dit qu'il pouvait traiter avec Trump; de nouveau, les tarifs ont doublé. Si le premier ministre avait vraiment joué du coude, le Canada serait dans une meilleure situation et occuperait une meilleure place dans le monde, mais ce n'est pas le cas, de toute évidence. Il a déclaré qu'il réduirait les dépenses. En fait, il a doublé le déficit et imposé une dette plus lourde aux Canadiens.

Chaque promesse non tenue coûte plus cher aux Canadiens, qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts sous le gouvernement actuel. Les jeunes Canadiens ont perdu tout espoir d'accéder à la propriété. Hier, une autre promesse a été rompue, comme l'a prouvé le gouverneur de la Banque du Canada. Le gouvernement libéral continue de dire que nous avons l'économie la plus forte et celle qui connaît la croissance la plus rapide du G7. J'ai demandé au gouverneur de la Banque du Canada ce qu'il en pensait. Il a répondu qu'en fait, le Canada n'a pas l'économie la plus dynamique du G7, mais plutôt l'économie qui se contracte le plus rapidement, et que notre économie est en train de s'effondrer. C'est la raison pour laquelle le Canada affiche aussi le deuxième taux de chômage en importance au sein du G7.

Pourquoi? Parce que le gouvernement libéral, avec ses lois anti-développement et anti-énergie, a fait fuir vers les États-Unis 600 milliards de dollars d'investissements canadiens. Rien que sous l'actuel premier ministre, 60 milliards de dollars d'investissements canadiens dans des emplois, des talents et des machines sont partis aux États-Unis. Les libéraux ne veulent rien bâtir ici. Tout ce qu'ils font, c'est alourdir la bureaucratie. Et ce sont les contribuables qui en font les frais.

Le budget

Il faut se débarrasser des lois libérales hostiles au secteur de l'énergie qui nous empêchent de construire quoi que ce soit. Les libéraux parlent d'investissements. Or, on ne voit pas plus d'investissements du secteur privé au Canada. Il n'est pas rentable d'investir ici sous le gouvernement libéral. C'est pourquoi les pipelines sont construits ailleurs, et rien n'est bâti ici. C'est pourquoi notre taux de chômage augmente et les jeunes n'ont aucun espoir de trouver un emploi après avoir obtenu leur diplôme.

Ce que nous devons faire, et ce que le chef de l'opposition fera lorsqu'il deviendra premier ministre, c'est libérer notre économie en éliminant toutes les lois libérales hostiles au développement. Nous allons supprimer la taxe sur le carbone pour les industries, abroger les dispositions issues des projets de loi C-69 et C-48 et supprimer le plafond imposé au secteur pétrolier et gazier, afin que le prix des aliments puisse réellement baisser. Nous aurons de bons emplois au Canada, et les Canadiens pourront à nouveau toucher de bons salaires.

Nous renforcerons le système judiciaire pour que les Canadiens puissent se sentir de nouveau en sécurité, en abrogeant les lois qui permettent aux récidivistes violents d'être relâchés dans la société. Nous les emprisonnerons au lieu de leur accorder une mise en liberté sous caution, afin qu'ils restent là où ils doivent être, c'est-à-dire derrière les barreaux, et que les Canadiens puissent se sentir de nouveau en sécurité.

Nous allons redonner aux Canadiens des logements abordables. N'oublions pas que, sous le gouvernement conservateur, le prix des logements était deux fois moins élevé et la nourriture coûtait beaucoup moins cher. Auparavant, un seul chèque de paie suffisait. Nous allons faire en sorte que le Canada redevienne un pays où l'ardeur au travail est récompensée par un bon chèque de paie, et où le fardeau fiscal est faible afin que les Canadiens aient les moyens de se loger et de se nourrir et puissent garder espoir. De plus, les Canadiens pourront de nouveau vivre en toute sécurité dans leur collectivité.

Sur ce, je propose:

Que l'amendement soit modifié par substitution, aux mots suivants les mots « l'énoncé budgétaire du gouvernement », de ce qui suit:

- « car, au lieu de présenter un budget abordable afin que les Canadiens puissent mener une vie abordable, il a présenté un budget qui :
- a) ne tient pas compte du fait que chaque dollar dépensé par le gouvernement libéral provient des poches des Canadiens sous forme de hausse d'impôts et d'inflation;
- b) ne réduit pas le déficit au niveau promis par les libéraux dans leur mise à jour financière de l'année dernière, soit 42 milliards de dollars;
- c) n'abolit pas les taxes cachées sur les denrées alimentaires, notamment la taxe sur le carbone payée par les émetteurs industriels agricoles, la taxe sur les emballages alimentaires qui ajoute des milliards de dollars aux coûts et la taxe sur les normes liées aux combustibles qui ajoute 17 cents le litre au diesel et à l'essence que paient les agriculteurs;
- d) ne met pas fin à la taxe inflationniste en réduisant les coûts du gouvernement, mais imprime plutôt de l'argent pour payer les factures des libéraux;
- e) n'inclut pas de plan pour la construction d'oléoducs et de gazoducs qui renforceraient l'économie de notre pays et permettraient à nos ressources de se rendre aux marchés. »

● (1035)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le sous-amendement est recevable.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie a la parole.

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours de mon collègue et j'ai une question pour lui. Le Canada est un pays du G7 avec une économie avancée et des citoyens qui attendent des solutions concrètes pour l'avenir. Notre budget investit massivement dans le logement, les infrastructures et l'innovation pour bâtir un Canada plus fort, résilient et équitable. Pourtant, le Parti conservateur s'oppose à ces mesures essentielles.

Comment mon collègue peut-il justifier sa position? C'est comme s'il voulait qu'on retourne à l'âge de la pierre taillée. Il faut que le pays avance.

● (1040)

[Traduction]

Jasraj Hallan: Monsieur le Président, je n'ai rien trouvé de tout cela dans le budget. En fait, ce que l'on y trouve, c'est ce que l'on trouvait dans les neuf derniers budgets des libéraux. On voit que les logements coûteraient plus cher et que l'on en construirait moins au Canada, et on constate que le déficit serait plus élevé, ce qui signifie que les Canadiens paieront plus cher à cause de l'incompétence des libéraux. Les porteurs d'obligations et les banquiers amis du premier ministre recevraient plus d'argent que ce qui va aux provinces sous forme de transferts en santé. Les Canadiens auront encore plus de raisons de faire la file aux banques alimentaires après la publication de ce budget.

Ce que les libéraux auraient dû faire, c'est cesser de se mettre en travers du chemin, plafonner les dépenses gouvernementales, éliminer les taxes sur les aliments pour que l'inflation alimentaire et le coût des aliments puissent diminuer, et se débarrasser des lois anti-développement afin que le Canada puisse bâtir, bâtir et encore bâtir.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Monsieur le Président, on peut dire sans se tromper que le budget se fait démolir.

Voici quelques grands titres publiés aujourd'hui sur le budget: « Selon les organismes de secours, les compressions dans l'aide canadienne auront de profondes répercussions dans les zones de crise du monde »; « Le budget fédéral indique le nouveau ton [du premier ministre] en matière de politique climatique, mais il est plutôt vide de substance »; « Un "budget générationnel" qui ne fait que laisser les dépenses fédérales à la dérive » — soit dit en passant, cet article est signé par l'ancienne sous-ministre déléguée de Finances Canada —; et voici un autre titre d'éditorial: « Le déficit de confiance croissant des libéraux ».

Je vais remplacer le nom du premier ministre par son titre dans les prochains exemples: « Le budget montre que [le premier ministre] ne sait pas à quel point la situation est difficile pour les Canadiens ordinaires »; « Excellent budget, monsieur [le premier ministre]. Il serait dommage que les Canadiens n'y adhèrent pas » et « Après tout ce battage publicitaire, le premier budget [du premier ministre] n'est pas à la hauteur. »

Ces exemples sont tous tirés de la même publication: le *Globe and Mail*. Voici ce que dit le *Toronto Star*: « Encore une fois, [le premier ministre] n'est pas tout à fait à la hauteur des attentes ».

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

Le budget

Jasraj Hallan: Monsieur le Président, je remercie mon collègue et ami pour cette question difficile, mais juste, et il a tout à fait raison. Le premier ministre reconnaît qu'il ne fait même pas ses courses lui-même. Comment pourrait-il donc savoir que ses politiques infructueuses et tous les conseils qu'il a donnés au premier ministre précédent ont fait doubler l'inflation alimentaire par rapport à la cible de la banque, ou encore que la taxe sur le carbone pour les industries, le plafonnement imposé à l'industrie pétrolière et gazière et la taxe sur les emballages alimentaires des libéraux ont fait grimper le prix des aliments? Comment pourrait-il savoir, alors qu'il ne fait pas le plein d'essence lui-même, que sa taxe sur le carbone pour les industries ou sa norme sur les carburants propres augmentent le coût du carburant dont les Canadiens ont besoin pour emmener leurs enfants à l'école et à leurs activités sportives?

Tout cela rend la vie plus chère. Nous devons mettre fin à toutes ces politiques inefficaces du Parti libéral afin que les Canadiens puissent recommencer à vivre dans des conditions abordables et sécuritaires.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, les conservateurs se targuent d'être les défenseurs de la rigueur budgétaire. J'aimerais rappeler à mon collègue que, en 2009, sous le gouvernement Harper, il y avait un déficit de 55 milliards de dollars. Si on prend ces données et qu'on les actualise avec l'inflation en date d'aujourd'hui, on est pas mal dans les mêmes eaux.

Les conservateurs nous disent que c'est un budget trop déficitaire et qu'ils auraient limité ça à 42 milliards de dollars. Ce que je vois dans ce budget, qui ressemble plutôt à un budget conservateur, c'est des dépenses militaires record, une baisse d'impôt massive et des cadeaux aux pétrolières.

Est-ce que les conservateurs s'opposent vraiment au déficit ou est-ce qu'ils s'y opposent parce que ce n'est pas leur déficit?

[Traduction]

Jasraj Hallan: Monsieur le Président, je formulerai ma réponse du point de vue des Canadiens ordinaires. Dans les faits, sous le dernier gouvernement conservateur, les aliments ne coûtaient pas aussi cher que maintenant. Le logement coûtait deux fois moins cher. Il n'y avait pas de crise inflationniste. L'ancien premier ministre Stephen Harper, chef du dernier gouvernement conservateur, nous a permis de traverser une crise financière mondiale et a veillé à ce que l'inflation n'augmente pas. Pour sa part, le gouvernement libéral incompétent a dépensé plus que tout autre gouvernement avant lui et a plongé les Canadiens dans une crise inflationniste, ce qui a entraîné les hausses de taux d'intérêt les plus rapides de l'histoire du Canada.

Que se passe-t-il aujourd'hui? Plus de Canadiens que jamais font la queue devant les banques alimentaires; ils sont 2,2 millions, dont 700 000 enfants. Les défauts de paiement hypothécaire augmentent parce que les Canadiens qui renouvellent leur prêt hypothécaire constatent que leur taux d'intérêt a presque doublé. Le gouvernement ne peut pas s'empêcher de dépenser l'argent des contribuables canadiens de façon incontrôlée, ce qui cause cette hausse.

[Français]

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je dois vous informer que je partage mon temps de parole avec le député de Mississauga—Lakeshore.

Le budget déposé mardi a comme objectif de bâtir un Canada fort et prospère. Cela se résume essentiellement à trois thèmes: construire, protéger et renforcer.

Avant de parler du budget lui-même, je pense que c'est très important de parler du contexte dans lequel ce budget s'insère. La réalité, c'est que le monde a changé, il y a un an, en novembre 2024, avec l'élection d'un nouveau président américain. Cette élection a déclenché une reconfiguration du commerce mondial. Toutes les règles qui existaient auparavant et qui réglaient les échanges entre les pays ont complètement disparu du jour au lendemain. Cela mène à l'affaiblissement des institutions multilatérales. L'imposition de droits de douane arbitraires, injustes et illégaux a un énorme impact sur l'économie canadienne. Cela a mené à une reconfiguration des chaînes d'approvisionnement, ce qui provoque une augmentation des coûts de production et ce qui a énormément ralenti la croissance économique au Canada comme ailleurs dans le monde. La croissance économique mondiale a donc beaucoup ralenti en 2025, y compris aux États-Unis.

Nous, au Canada, sommes frappés des deux côtés. Nous sommes frappés par une augmentation des coûts provoqués par les droits de douane et nous commençons aussi par être frappés par un ralentissement de la demande américaine. Les exportateurs canadiens commencent à souffrir beaucoup. D'ailleurs, si on se réfère à la conversation avec le gouverneur de la Banque générale du Canada d'hier en comité parlementaire, on voit qu'à l'échelle intérieure, l'économie canadienne fonctionne encore relativement bien. La faiblesse nous provient des secteurs externes et du commerce international, donc des exportations. On sait bien sûr que 80 % des exportations canadiennes s'en vont aux États-Unis.

Ce à quoi nous faisons face, ce n'est pas un cycle économique normal où, après un creux, on peut s'attendre à une reprise. Nous faisons face à un choc structurel important. Comme notre premier ministre l'a mentionné plusieurs fois, il s'agit d'une rupture avec le passé. Cela demande une réponse de notre part. Ce doit être une réponse forte et elle doit être formulée maintenant. Ce n'est pas dans trois ans, ce n'est pas dans cinq ans, c'est maintenant qu'il faut agir. C'est maintenant qu'il faut faire face à cette rupture. C'est maintenant qu'il faut compenser la faiblesse qui nous vient de l'extérieur.

À cet égard, nous faisons exactement ce que nous avons dit que nous ferions. Nous allons investir massivement dans notre économie pour favoriser et faciliter cette transformation. Le moment, c'est donc maintenant. C'est ce que nous allons faire. Nous allons le faire pas seulement parce que c'est la chose à faire, mais parce que nous avons les moyens de le faire.

On a beaucoup parlé à la Chambre du déficit de 78 milliards de dollars. On a dit que c'était un déficit monstrueux, le pire depuis l'âge de pierre ou depuis je ne sais trop quand. Ce sont vraiment des exagérations incroyables. Il s'agit de 78 milliards de dollars. Quand on parle de déficits, de dettes ou de beaucoup d'indicateurs économiques et financiers, il faut toujours les relativiser. On ne peut pas parler d'un déficit de 78 milliards de dollars dans l'abstrait. Il faut toujours le relativiser. Dans ce cas-ci, il faut le relativiser à la taille de l'économie. Nous ne sommes plus en 2010 ou en 2000. Nous sommes en 2025. En proportion de la taille de l'économie canadienne, le déficit supposément monstrueux de 78 milliards est de 2,5 % du PIB. En fin de compte, c'est l'un des déficits les plus bas du G7. Nous avons l'espace fiscal pour agir et nous agissons de façon musclée et vigoureuse parce que le moment demande une intervention massive. C'est ce que nous faisons.

Le budget

• (1045)

La dette publique, c'est 42 % du PIB. Oui, on parle de milliards et de milliards de dollars et de toutes ces affaires, mais, en proportion de la taille de l'économie, c'est 42 % du PIB. Encore une fois, c'est un niveau d'endettement qui est bien inférieur à la moyenne. Il se trouve même sous la moyenne des pays du G7.

D'ailleurs, puisque nos amis aiment tellement les comparaisons et les commentaires que d'autres agences et d'autres intervenants font, je les réfère au dernier rapport sorti le 31 octobre, donc juste avant le budget, de l'agence Moody's. Moody's, cela leur dit peut-être quelque chose. Je parle de l'agence de notation. Le 31 octobre, l'agence Moody's a réaffirmé la cote de crédit AAA du Canada. L'agence a dit le 31 octobre que le Canada avait toujours une solidité financière, parmi les meilleures au monde.

• (1050)

[Traduction]

Nous ne sommes pas un cas désespéré. Voyons, réveillez-vous.

Une voix: Il y a 700 000 enfants aux banques alimentaires.

Carlos Leitão: Monsieur le Président, nous avons l'une des meilleures notes de crédit au monde.

[Français]

Nous avons l'espace pour agir et nous allons agir à l'intérieur de nos moyens.

J'aimerais avoir la chance de continuer mon discours. Je n'ai pas interrompu mes collègues.

[Traduction]

Une voix: Vous devriez avoir honte.

Carlos Leitão: Vous devriez avoir honte. Nous sommes dans une démocratie. Nous devons nous écouter les uns les autres.

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre.

Il y a eu assez d'échanges de part et d'autre. Je rappelle la Chambre à l'ordre.

Le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie a la parole.

[Français]

Carlos Leitão: Monsieur le Président, je vais continuer mon discours et garder mon calme.

Ce que nous avons aussi au Canada, c'est un problème de productivité. Il y a un problème de productivité dans notre pays, et ce problème vient de loin. Ce problème est le résultat d'un manque d'investissements privés en machinerie et en équipement, et c'est ce à quoi nous allons nous attaquer avec ce budget.

Le budget contient des mesures très concrètes, très réelles pour déclencher une vague d'investissements qui va nous mener à une augmentation de la productivité. En effet, la seule façon de pouvoir rendre la vie des Canadiens plus abordable, c'est d'augmenter les revenus des Canadiens. Ce n'est pas en faisant baisser les prix.

Est-ce que nos amis d'en face comprennent que, une baisse du niveau des prix, cela s'appelle la déflation? Est-ce que nos amis sont au courant qu'une déflation engendre généralement une grande dé-

pression économique? Ce n'est pas ainsi qu'on améliore l'abordabilité. C'est en augmentant les revenus des Canadiens.

Pour augmenter les revenus des Canadiens, il nous faut de la productivité. Il faut que les Canadiens puissent avoir les outils pour être plus efficaces dans leur travail et donc avoir des salaires plus élevés. C'est à cela que notre budget s'attarde, en déclenchant ce que nous croyons être une vague de 1 billion de dollars d'investissements, c'est-à-dire 1 000 milliards de dollars, qui vont nous mener à une augmentation notable de la productivité.

Nous allons investir dans les infrastructures, nous allons investir dans le logement et nous allons bien sûr investir dans la productivité des entreprises. Je donne juste un exemple, mais il y en aura d'autres: une super déduction pour vraiment promouvoir l'investissement.

Puisque mon temps de parole achève, je dirai en conclusion que nous avons fait ce qu'il fallait faire et que nous l'avons fait au moment opportun.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite de son discours mon collègue, qui est un ancien ministre des Finances du Québec, un économiste et un ancien banquier.

Dans le budget que le gouvernement libéral présente, il y a une comptabilité créative qui est de calibre olympique. On y fait passer des dépenses pour des investissements en capitaux. Voici un exemple: la sécurité entourant la FIFA est considérée comme un investissement en capital, et non comme une dépense. Il y a dans ce budget des exemples comme celui-là qui sont fort intéressants à aller dénicher.

Or mon collègue de l'autre côté, qui est un économiste, un ancien ministre des Finances, un banquier, n'est-il pas gêné d'associer son nom à une comptabilité créative qui pourrait porter un autre nom dans ce budget-là?

• (1055)

Carlos Leitão: Monsieur le Président, on a pu remarquer que, dans mon discours, j'ai parlé du déficit total de 78 milliards de dollars. Je n'ai pas caché quoi que ce soit, et le document du budget ne cache absolument rien. Tout est clairement indiqué.

Nous indiquons que nous allons investir massivement dans le logement, dans la productivité et dans le soutien aux Canadiens. C'est ce que nous allons faire.

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours très éloquent. De l'autre côté de la Chambre, on parle souvent de la jeunesse et on dit que c'est très difficile pour elle. Or, dans ce budget, le gouvernement investit un peu plus de 1 milliard de dollars pour donner des opportunités aux jeunes Canadiens et aux jeunes Canadiennes.

Mon collègue pourrait-il nous en dire un peu plus à ce sujet?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, avec le budget, nous allons investir massivement dans l'économie en mettant un accent particulier sur les jeunes. Nous savons très bien que la situation des jeunes est complexe, et, pour les aider, il faut leur donner des opportunités. Il faut faire en sorte que le marché du travail fonctionne mieux pour que les opportunités puissent se matérialiser. C'est comme cela que nous allons procéder.

Le budget

Le programme Emplois d'été Canada fait partie des mesures que nous proposons en ce sens. C'est un programme extrêmement important pour soutenir les jeunes qui sont encore aux études.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, mon collègue de Drummond a posé une question très simple à un ancien ministre des Finances, et je m'attends à une réponse très simple de la part de cet ancien ministre des Finances.

Comment peut-il expliquer le fait que les dépenses pour la sécurité entourant l'organisation de la FIFA se trouvent dans la colonne des investissements du gouvernement fédéral de ce budget, plutôt que dans la colonne des dépenses? Je vais me concentrer sur cet exemple précis. Est-ce que mon collègue peut m'expliquer en quoi le fait de dépenser pour la sécurité entourant l'organisation de la FIFA est un investissement?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, la sécurité, c'est la sécurité. Que ce soit la sécurité pour la FIFA ou pour autre chose, c'est la sécurité nationale. Je répète que j'ai très clairement indiqué dans mes propos que le déficit était de 78 milliards de dollars. Nous ne cachons rien. Tout est là. Tous les détails sont là.

[Traduction]

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, ma circonscription est, bien sûr, très éloignée d'Ottawa, et nous dépendons fortement des services que le gouvernement fédéral offre localement pour pouvoir faire des choses comme produire nos déclarations de revenus et déterminer notre admissibilité à divers programmes gouvernementaux. Or, le budget prévoit des compressions importantes.

Le député pourrait-il nous dire quels services seront supprimés dans ma circonscription?

Carlos Leitão: La question est fort pertinente, monsieur le Président. Nous allons protéger les services publics. Nous allons veiller à ce que les Canadiens continuent d'avoir accès aux services dont ils ont besoin. À cet égard, je voudrais mentionner une mesure qui vient d'être annoncée, à savoir le versement automatique des prestations fédérales pour les personnes à faible revenu, dans le cadre desquelles l'Agence du revenu du Canada préremplira les déclarations de revenus afin que les Canadiens défavorisés, qui ne remplissent généralement pas de déclaration de revenus, puissent avoir accès aux programmes auxquels ils ont droit.

Charles Sousa (Mississauga—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Marc-Aurèle-Fortin de partager son temps de parole avec moi.

Je suis fier de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer le budget de 2025. Ce budget donne au Canada les moyens de relever les défis mondiaux et de saisir l'occasion de reconfigurer son économie et son avenir.

Je tiens par ailleurs à remercier les nombreux habitants de Mississauga—Lakeshore qui m'ont fait part directement, lors d'assemblées publiques et de réunions de circonscription, de leurs suggestions concernant le budget de 2025. Ce budget reflète leurs priorités. Il témoigne également des priorités et des valeurs du nouveau gouvernement, c'est-à-dire réaliser les investissements nécessaires pour bâtir, protéger et renforcer le Canada.

Le Canada traverse actuellement une période de profonds changements. Les systèmes économiques mondiaux, les routes commerciales et les alliances évoluent à un rythme inégalé ces dernières années. Une telle instabilité pose des défis aux travailleurs, aux fa-

milles et aux entreprises, mais elle offre également au Canada l'occasion de tracer sa propre voie.

Les perturbations du commerce mondial, les droits de douane et le ralentissement de la croissance se font sentir partout au pays. Les familles doivent faire avec la hausse des coûts, les jeunes ont plus de mal à démarrer leur carrière et les petites entreprises reportent leurs projets en raison de l'incertitude. En revanche, l'économie nationale demeure stable, avec une croissance prévue légèrement supérieure à 1 % en 2025. Cette stabilité reflète la résilience et la détermination de la population canadienne.

Le gouvernement rejette la voie de l'austérité et du recul. Au lieu de sabrer les programmes et d'attendre la reprise qui découlerait de la théorie économique des effets de retombée, le Canada investira de manière décisive dans lui-même, renforçant ainsi sa capacité, son indépendance et ses possibilités.

Le budget de 2025 a été conçu comme une réponse générationnelle à des défis historiques. Le Canada aborde cette période dans une position de force financière, avec le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7 et l'un des déficits les plus faibles comparativement à nos homologues. La dette est fonction de la richesse et elle y est liée. Cette stabilité prouve que nous avons la marge de manœuvre nécessaire pour réaliser des investissements audacieux et stratégiques. Au cours des cinq prochaines années, les initiatives publiques et privées devraient générer plus de 100 milliards de dollars d'investissements totaux.

L'année écoulée a montré qu'une forte dépendance à un seul marché ou fournisseur rend le pays vulnérable. Ce budget s'engage à aider les secteurs stratégiques, notamment l'acier, l'aluminium et les secteurs de l'automobile, de la foresterie et de l'agriculture, à s'adapter et à se développer. Un fonds d'intervention stratégique de 5 milliards de dollars aiderait les entreprises à se rééquiper, à concevoir de nouveaux produits et à accéder à de nouveaux marchés. Un programme de liquidités de 1 milliard de dollars aiderait les petites et moyennes entreprises à traverser cette période d'incertitude, et de nouveaux programmes de reconversion professionnelle prépareraient 50 000 travailleurs aux secteurs émergents.

Pour renforcer nos capacités nationales, nous devons nous concentrer sur les marchés qui nous approvisionnent et ceux où nous vendons. La stratégie de diversification commerciale du Canada vise à doubler les exportations outre-mer en 10 ans, ce qui permettrait de débloquer 300 milliards de dollars en nouveaux débouchés, tandis qu'une nouvelle politique d'achat canadien garantirait que les marchés publics fédéraux donnent la priorité aux fournisseurs nationaux.

De l'acier à Hamilton et à Sault Ste. Marie à l'aluminium à Saguenay et aux automobiles des usines de l'Ontario et de tout le pays, nous créons des emplois de qualité dans nos collectivités et soutenons l'industrie canadienne face à des tarifs douaniers illégaux et injustes, tout en bâtissant des chaînes d'approvisionnement nationales résilientes sur lesquelles les Canadiens peuvent compter. La politique d'achat de produits canadiens nous permet de nous assurer que chaque dollar public que nous dépensons contribue à rendre le Canada plus fort, plus sûr et plus prospère pour tous. Ces initiatives renforceront la capacité nationale, garantissant que les chocs économiques futurs pourront être surmontés grâce à des solutions conçues au Canada.

Le budget

Les nations fortes bâtissent des fondations solides. Le budget de 2025 propose la plus grande vague d'investissements dans les infrastructures depuis des décennies. Les projets moderniseront les autoroutes, les ports, les pistes d'atterrissage et les réseaux énergétiques afin de relier les régions et de renforcer les chaînes d'approvisionnement. Un fonds consacré à l'infrastructure dans l'Arctique et un programme pour bâtir des collectivités fortes diversifieront les possibilités dans les régions nordiques et rurales, créant des emplois bien rémunérés et de nouveaux corridors pour le commerce et les déplacements.

Pour de nombreux Canadiens, l'accès à la propriété semble de plus en plus hors d'atteinte. Sous la direction d'Ana Bailão, une bonne amie, Maisons Canada s'attaquera à cette crise, en collaboration avec le gouvernement, en doublant le rythme de la construction au cours des 10 prochaines années, en tirant parti des matériaux fabriqués au Canada, des travailleurs qualifiés locaux et des partenariats stratégiques partout au pays.

● (1100)

Pour rendre la vie plus abordable, le gouvernement a réduit l'impôt sur le revenu de 22 millions de Canadiens. Ce budget rendra permanent le Programme national d'alimentation scolaire et permettra de verser automatiquement des prestations fédérales à 5,5 millions de ménages à faible revenu. Ensemble, ces mesures réduiront les pressions actuelles du coût de la vie pendant que des investissements plus importants prennent forme.

Un pays confiant et souverain doit être en mesure de se protéger. Le budget de 2025 prévoit 30 milliards de dollars sur cinq ans pour la défense, soit l'investissement le plus élevé que notre pays ait fait depuis des dizaines d'années dans ce domaine. Il permettra de moderniser l'armée canadienne, de renforcer la sécurité dans l'Arctique et de respecter nos engagements envers l'OTAN et le NORAD. Ces fonds permettront de développer nos industries de la construction navale, de l'aérospatiale et de la cybersécurité tout en créant des emplois au pays dans les secteurs de la technologie et de la fabrication de pointe. Ce budget investira dans la protection et la prospérité, renforçant les capacités canadiennes qui défendent notre souveraineté nationale et qui stimulent notre croissance sur le plan international.

L'augmentation de la productivité est essentielle à la prospérité à long terme. Ce budget prévoit des mesures ciblées pour mobiliser les talents, les idées et les investissements. De nouvelles mesures incitatives encourageront la recherche et la commercialisation dans les domaines des technologies propres, de l'informatique quantique et de l'intelligence artificielle. L'élargissement des crédits d'impôt récompensera l'innovation dans les entreprises et la formation des travailleurs, surtout dans les secteurs à forte demande comme la construction, la fabrication de pointe et l'énergie renouvelable. Le gouvernement collaborera avec les syndicats et les employeurs pour aider les Canadiens à perfectionner leurs compétences et à faire la transition vers de nouvelles carrières mieux rémunérées.

Ces investissements majeurs doivent s'accompagner d'une discipline budgétaire. Le gouvernement mettra en place un cadre de budgétisation des immobilisations pour bien distinguer les dépenses de fonctionnement courantes des investissements pour la croissance à long terme. Cette transparence garantira une utilisation stratégique des deniers publics pour renforcer la productivité et la prospérité. Nous sommes déterminés à équilibrer le budget de fonctionnement d'ici à l'exercice 2028-2029, avec un ratio déficit-PIB en baisse constante. Ayant moi-même déposé un budget équilibré, je

peux dire que c'est plus difficile à faire qu'il n'y paraît, mais il faut dire que le premier ministre est le seul chef à la Chambre qui a l'expérience et les compétences nécessaires pour y parvenir.

Nous ne parlons pas ici de court terme. Cela va au-delà des cycles électoraux. Dans les années à venir, bien d'autres personnes inaugureront les initiatives prises aujourd'hui par le gouvernement.

En cinq ans, nous réaliserons des économies de 60 milliards de dollars. Nous protégerons les programmes sociaux essentiels, comme les garderies à 10 \$ par jour, les soins dentaires et l'assurance-médicaments. Nous réorienterons les ressources afin d'éviter les chevauchements et le manque d'efficacité. Nous aurons ainsi un gouvernement plus avisé, moins de chevauchements, une prestation de services modernisée et des opérations allégées. Notre gouvernement sera plus efficace et de taille plus modeste. Il investira de façon ambitieuse, mais en dépensant de manière responsable, tout en maintenant les importants programmes sociaux auxquels les Canadiens et nos voisins tiennent tant.

L'investissement générationnel concerne non seulement les infrastructures, mais aussi les personnes. Le gouvernement élargira les possibilités d'apprendre, de travailler et de réussir qui seront offertes aux Canadiens. Des programmes de formation et de mobilité aideront les jeunes et les travailleurs à se diriger vers les métiers, les énergies propres et la fabrication de pointe. Grâce au soutien apporté aux syndicats et aux programmes d'apprentissage, les Canadiens pourront construire leur avenir de leurs propres mains.

La transformation économique sera tributaire d'une main-d'œuvre adaptable, qualifiée et sûre. Le budget de 2025 renforcera cette assise en harmonisant la politique d'immigration, l'éducation et les stratégies d'emploi pour combler les pénuries de travailleurs et offrir des voies d'accès à chaque génération. Lorsque les Canadiens ont accès à un emploi valorisant, à un logement abordable et à des services publics fiables, leur confiance s'accroît. La prospérité est plus forte lorsqu'elle est partagée, et l'inclusion reste au cœur de l'approche du gouvernement.

Le budget de 2025 repose sur la confiance dans la population, les ressources et les valeurs du Canada. Il reconnaît l'incertitude, mais refuse de se laisser définir par elle. Le plan permettra au Canada de se positionner comme un chef de file des secteurs de l'énergie, des minéraux critiques, de la technologie et de l'innovation, tout en protégeant l'environnement et les programmes sociaux qui définissent notre identité nationale. Les avantages du Canada sont évidents: des ressources abondantes, des talents de calibre mondial et des institutions démocratiques stables.

Grâce à des dépenses ciblées, à une gestion budgétaire rigoureuse et à une collaboration étroite avec les provinces, les communautés autochtones et les partenaires privés, le gouvernement actuel transformera la résilience en croissance. Chaque investissement, qu'il s'agisse de logements, d'autoroutes, de formation ou de corridors commerciaux, n'aura qu'un seul objectif, celui de permettre aux Canadiens de forger leur propre destin.

● (1105)

Les choix que nous faisons en 2025 façonneront la prochaine génération de Canadiens. Le gouvernement a choisi la voie de l'investissement et de l'autonomisation. Nous continuerons de favoriser la croissance et de soutenir le Canada et les Canadiens pour créer un avenir meilleur.

Le budget

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, je veux savoir de qui provient le discours du député. On dirait qu'il a été rédigé il y a 10 ans par Justin Trudeau et son cabinet de l'époque. Qu'est-ce qui a changé? Justin Trudeau est arrivé au pouvoir il y a plus de 10 ans, et les libéraux sont au pouvoir depuis 10 ans.

Qu'est-ce qui a changé? La dette s'élevait à 600 milliards de dollars, elle s'élève maintenant à près de 1,3 billion de dollars et elle atteindra 1,6 billion de dollars d'ici 2030. Voilà ce qui a changé. En Colombie-Britannique, on a perdu 29 scieries et des milliers d'emplois. Au bout du compte, ce sont les contribuables qui paient la note. Les libéraux utilisent au maximum leur carte de crédit, mais ils n'obtiennent pas beaucoup de résultats.

Ma question est simple: quand le gouvernement libéral commencera-t-il enfin à comprendre et à respecter le fait qu'il dépense l'argent des contribuables? Quand commencera-t-il à respecter...

• (1110)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Mississauga—Lakeshore a la parole.

Charles Sousa: Monsieur le Président, la question porte sur la dette et les déficits, des concepts que je maîtrise parfaitement, puisque j'ai livré six budgets dans le passé. À la suite de la crise financière de 2008, j'étais conscient que l'Ontario et le Canada entier étaient à leur point le plus bas. Nous avons investi dans les infrastructures pour stimuler la croissance économique et nous avons pris des mesures pour remédier à la situation en stimulant et en faisant croître l'économie.

L'endettement est une fonction de la richesse. Nous avons la possibilité d'emprunter pour investir et générer plus de recettes, et c'est ce que nous avons fait. Cela nous avait permis d'accroître nos recettes et d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Ce budget porte sur le Canada et les occasions qui s'offrent aux Canadiens et qui seront bénéfiques dans les années à venir. Le député d'en face sait peut-être que sa grand-mère devait 20 000 \$ pour une maison qui ne valait que 80 000 \$. De nos jours, une habitation de valeur moyenne, c'est-à-dire environ 800 000 \$, est liée à une dette de 100 000 \$ à 200 000 \$.

L'important, c'est l'avantage net pour les Canadiens, et nous travaillons dans l'intérêt des Canadiens.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, il y a une forte incohérence dans les propos de mon collègue de Mississauga—Lakeshore. Aujourd'hui, il dit qu'une dette permet de créer de la richesse. Pourtant, lorsqu'il était ministre des Finances de l'Ontario, il se disait déterminé à équilibrer les budgets pour remettre de l'ordre dans la maison. Or, aujourd'hui, il défend un budget déficitaire de 78 milliards de dollars, dont 45 milliards ont été artificiellement requalifiés en investissements pour réduire le déficit sur papier.

Le Parti libéral dit aujourd'hui que le monde a changé. J'aimerais que mon collègue m'explique ce qui a changé: ses principes de rigueur budgétaire ou la définition libérale de la transparence.

[Traduction]

Charles Sousa: Monsieur le Président, nous en sommes tout à fait conscients. Mon collègue, qui a été ministre des Finances du Québec, et moi-même avons à nous deux présenté environ 11 bud-

gets. Ce qui figure dans le budget s'apparente à quelque chose que nous avons déjà fait, c'est-à-dire faire la distinction entre les emprunts pour financer les dépenses de fonctionnement et les emprunts pour réaliser des investissements de manière à accroître la prospérité. Nous avons misé sur les programmes de dépenses en infrastructures, ce qui permettra d'accroître la prospérité et les recettes de façon marquée. Même aujourd'hui, des gouvernements continuent d'inaugurer des projets que nous avons approuvés, car nos budgets allaient au-delà des cycles électoraux pour être tournés vers l'avenir des familles et du Canada.

C'est ainsi que nous avons atteint l'équilibre.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est vraiment encourageant de pouvoir compter sur les talents exceptionnels des membres du caucus libéral, notamment un et un ancien ministre des Finances du Québec et un ancien ministre des Finances de l'Ontario, qui vient de prendre la parole. Le premier ministre a été gouverneur de la Banque du Canada et gouverneur de la Banque d'Angleterre. C'est un économiste. Il est absolument essentiel de comprendre l'économie.

Je me demande si mon collègue pourrait nous donner son point de vue sur les raisons qui font toute l'importance de bâtir un Canada fort en ce moment.

Charles Sousa: Monsieur le Président, il est important de reconnaître qu'il existe deux façons de stimuler la croissance économique au Canada. L'une d'entre elles, c'est la politique monétaire, qui, selon l'opposition, ne devrait même pas exister.

Il faut un examen indépendant de la politique monétaire afin de contrôler l'inflation, et c'est déjà fait. Les Canadiens ont dû subir certains maux, mais le monde souffre encore aujourd'hui. La Banque du Canada a pris les mesures nécessaires pour juguler l'inflation, qui constitue un phénomène mondial.

Ici, à la Chambre, nous avons la possibilité de contrôler ce sur quoi nous pouvons nous pencher, c'est-à-dire la politique financière. Nous investissons de manière à stimuler la croissance. Voilà l'objectif fondamental de ce budget.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, CPC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon voisin le député du potager du Canada.

Les Canadiens ont élu le premier ministre parce qu'ils croyaient que son expérience serait peut-être synonyme de stabilité en période d'incertitude. Ils ont cru que quelqu'un traiterait peut-être enfin les finances du pays avec prudence.

Or, le budget trahit cette confiance. Il représente une promesse écrite à l'encre rouge et gravée dans la pierre, une promesse d'endettement que ma génération et celle de mes enfants seront forcées d'honorer bien après le départ du gouvernement libéral actuel. Il double le déficit cumulé au cours des années Trudeau. Il déborde de l'encre rouge qui a coulé pendant la crise financière mondiale, sans rien laisser aux Canadiens qui ressemble à un plan de croissance équilibrée. Il dépense sans retenue, sans stratégie et sans rendre compte objectivement de la façon dont la dette sera un jour remboursée.

Le budget

Les dépenses en capital et les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire chaque dollar dépensé, doivent être payées d'une manière ou d'une autre. Alors que le budget abandonne la cible budgétaire qui nous a guidés pendant des décennies, le ratio dette-PIB, qui guide toujours nos alliés et qui astreint les pays responsables à une discipline, le gouvernement ose dire qu'il est généreux parce qu'il offre un allègement fiscal d'une main tout en alourdissant la dette de chaque Canadien d'environ 2 000 \$ de l'autre.

Au cours des cinq prochaines années, la dette nationale augmentera de 324 milliards de dollars. Cela revient à remettre à chaque famille canadienne une facture de carte de crédit de 20 000 \$, en lui disant: « Bonne chance, vous allez y goûter. » Ce montant représente 10 millions de dollars de dette par heure, c'est-à-dire que chaque heure qui passe ajoute 10 millions de dollars à la carte de crédit nationale. Les intérêts à eux seuls passeront de 55 milliards de dollars à 76 milliards de dollars, soit plus que l'ensemble des recettes de la TPS.

En tant que professionnelle de la finance, je suis préoccupée par une autre tromperie. Le gouvernement manipule la définition même de budget d'investissement en capital et de budget de fonctionnement en déplaçant les allègements fiscaux et les subventions vers la colonne des investissements en capital pour donner l'illusion qu'il fait preuve de prudence financière. À la page 322 du budget, commodément enfoui dans les annexes à la fin — et uniquement parce que le gouvernement était obligé de le divulguer —, les crédits d'impôt sur le revenu des sociétés sont traités comme des investissements en capital. On confirme ainsi que le gouvernement envoie l'argent des contribuables canadiens aux grandes entreprises et qualifie cela d'investissements en capital.

Est-ce ainsi qu'on procède au Royaume-Uni ou à Singapour? Est-ce ainsi qu'on procède dans les provinces canadiennes? Non, mais c'est ce que fait le gouvernement libéral, puis il dit aux Canadiens qu'il équilibrera le budget de fonctionnement en trois ans et qu'il fait preuve de prudence financière, alors qu'il ne fait que déplacer les gros montants fournis aux entreprises privées sous forme de subventions et d'allègements fiscaux vers la colonne des investissements en capital. Même les dépenses de sécurité pour la FIFA seront considérées comme un investissement en capital. Ce n'est pas jouer de prudence, c'est jouer à manipuler le budget du Canada.

Il est toujours risqué pour une entité de modifier ses paramètres comptables, surtout lorsque les rapports sont retardés, que les déficits grimpent en flèche et que la situation économique se détériore. Ce changement accablant n'est rien de plus qu'une stratégie de communication politiquement opportuniste. Il représente un risque inutile pour la note de crédit et l'intégrité financière du Canada en cette période d'incertitude.

Les Canadiens croyaient que le gouvernement était capable de diriger le pays d'une main ferme. Or, ce budget n'a ni main, ni volant, ni carte routière. Il est d'une imprécision déconcertante. Il fait allusion à de grands projets sans les nommer, et à des dépenses militaires sans stratégie. Sept mois après les élections, nous ne savons toujours pas où le gouvernement nous mène. Nous savons seulement qu'il prévoit dépenser 141 milliards de dollars de plus, en choisissant les gagnants et les perdants au lieu de régler les problèmes fondamentaux.

Le budget aurait dû déployer les capitaux nationaux de manière à maintenir les investissements au pays, plutôt que de manière à les faire fuir.

• (1115)

Le budget aurait dû régler la question du poids des redevances d'aménagement et éliminer les obstacles à la construction de logements. Or, comme le dit la Building Industry and Land Development Association:

[...] le traitement réservé aux redevances d'aménagement dans le budget de 2025 est particulièrement préoccupant. [Le] discours du gouvernement fédéral a nettement changé, s'éloignant de l'engagement [qui] n'est plus qu'un cadre pour les ententes fédérales, territoriales et provinciales, plutôt qu'un plan concret visant à réduire d'urgence les droits municipaux en matière de logement.

Le gouvernement libéral aurait dû traiter tous les Canadiens de manière équitable et étendre l'exonération de la TPS/TVH à tous ceux qui achètent une maison. Il aurait dû tenir sa promesse électorale de réduire de 50 % les redevances d'aménagement municipales.

Il aurait dû approuver les pipelines pour transporter le gaz naturel liquéfié vers la côte Est afin de libérer nos alliés de leur dépendance au gaz russe, tout en pavant la voie vers les énergies renouvelables. Il aurait dû ouvrir la voie à l'exploitation des minéraux critiques dans le Cercle de feu en Ontario et à la construction des infrastructures nécessaires pour les acheminer vers les marchés. Il aurait dû réduire les formalités administratives qui étouffent nos entrepreneurs et baisser leurs impôts afin qu'ils puissent investir, grandir et embaucher.

Or, nous nous retrouvons plutôt avec un déficit de 80 milliards de dollars, soit 16 milliards de plus que la promesse électorale du premier ministre lui-même, sans aucune perspective de retour à l'équilibre.

Derrière chaque chiffre se cache une histoire humaine. L'inflation alimentaire frappe durement. À l'heure actuelle, environ 700 000 enfants se rendent dans les banques alimentaires chaque mois. C'est toute une génération d'enfants qui grandissent en voyant leurs parents avoir de la difficulté à payer l'épicerie parce que le gouvernement continue de vivre au-dessus de ses moyens.

Les investissements du secteur privé s'effondrent. Depuis l'entrée en fonction du premier ministre, trimestre après trimestre, les entreprises perdent confiance dans la capacité du gouvernement à comprendre comment se crée la richesse. Lorsque la confiance disparaît, les capitaux s'envolent aussi.

Un jeune Canadien sur trois envisage aujourd'hui de quitter le pays. Ce n'est pas par manque de patriotisme, mais parce qu'ils ne croient plus pouvoir se permettre d'y rester. C'est là toute la tragédie de ce budget.

Le gouvernement devrait revenir à la raison et retrouver la discipline qui faisait du Canada un modèle de stabilité et de saine gestion. Il ne peut pas dépenser sans compter pour rendre la vie abordable. Un gouvernement qui ne peut pas vivre selon ses moyens ne rendra jamais la vie abordable pour ceux qui doivent vivre selon les leurs. Les Canadiens ne l'ont pas élu pour qu'il remplisse la carte de crédit du pays.

Je crois en un Canada où la responsabilité financière n'est pas un slogan, mais une norme; où le gouvernement agit avec prudence et détermination; et où chaque dollar est dépensé avec humilité, sachant qu'il appartient d'abord à ceux qui l'ont gagné. Je crois en un Canada où nos enfants héritent de possibilités, et non de dettes, et où ils peuvent envisager un avenir fait de prospérité, et non de désespoir face à des montagnes de dettes. C'est le Canada que nous devons nous battre pour rétablir aujourd'hui.

• (1120)

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, je crois que les gens n'arrivent pas à saisir la portée de ce budget. Dans ce budget, nous avons mis une grosse enveloppe pour la défense du Canada. Nous sommes un pays du G7 et nous devons nous protéger étant donné le monde qui change aujourd'hui.

J'aimerais savoir ce que ma collègue pense de nos investissements dans la défense au Canada.

[Traduction]

Sandra Cobena: Monsieur le Président, le budget contient de bons éléments. Toutefois, en ce qui concerne la défense, le budget crée une nouvelle couche de bureaucratie. Le gouvernement prévoit consacrer des milliards de dollars à un programme qui ne repose sur aucune stratégie. Le budget ne fournit aucun détail sur la façon dont cet argent sera utilisé. Nous y voyons un problème parce que le budget annonce des programmes encore plus gros et une augmentation des dépenses, mais pas un mot sur les compressions. C'est pourquoi le gouvernement prévoit un déficit de près de 80 milliards de dollars. Il ne peut tout simplement pas être fier de ce bilan.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, il y a une question que j'aime poser aux conservateurs. Bizarrement, chaque fois, je n'ai pas de réponse et ça m'étonne toujours. Alors, je vais tenter ma chance avec une nouvelle collègue. J'aurai peut-être plus de chance cette fois-ci.

J'ai posé la même question tantôt à mon collègue de Richmond—Arthabaska. On parle du gaspillage effectué par le gouvernement actuel. On parle de déficits générationnels, comme les libéraux aiment le rappeler. Dans ce budget, on a vu un prolongement des crédits d'impôt pour les pétrolières jusqu'en 2040. On savait déjà que, jusqu'en 2035, cela allait coûter grosso modo 83 milliards de dollars en crédits d'impôt destinés aux pétrolières. Avec ce prolongement, cela va coûter au-dessus de 100 milliards de dollars. La réponse que j'ai eue, c'est que c'est important d'exploiter nos ressources naturelles. Ce n'est pas de ça que je parle.

La question que je me pose est la suivante. Est-ce que les conservateurs sont d'accord sur le fait qu'on donne 100 milliards de dollars en crédits d'impôt à une industrie qui n'en a manifestement pas besoin?

• (1125)

[Traduction]

Sandra Cobena: Monsieur le Président, nous croyons qu'il faut soutenir le secteur pétrolier et gazier et construire des pipelines parce que c'est ce dont le Canada a besoin pour maintenir son avantage concurrentiel. Ce ne sont pas tous les pays qui ont des ressources naturelles, mais le Canada a la chance d'en avoir. Exploiter tout le potentiel du secteur pétrolier et gazier stimulerait la création d'emplois et la prospérité économique. Cela se traduirait par des revenus pour les familles canadiennes, qui en ont désespérément besoin.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, tout à l'heure, j'ai posé une question à un député au sujet de la réduction des services dans des endroits comme ma circonscription, qui est très éloignée d'Ottawa, et où la population dépend

Le budget

fortement des services offerts localement. Il a répondu que, par souci d'améliorer l'efficacité, l'Agence du revenu du Canada préremplirait les déclarations de revenus et les formulaires des Canadiens.

Étant donné que les réponses fournies par l'Agence du revenu du Canada sont peu fiables — je crois comprendre que seulement 17 % de ses réponses sont exactes à l'heure actuelle —, ma collègue pourrait-elle nous parler de la réduction des services dans sa circonscription et ailleurs au Canada?

Sandra Cobena: Monsieur le Président, il est vrai que nous avons un problème avec l'Agence du revenu du Canada, un problème qui s'est aggravé au cours des dernières années et que le gouvernement n'a malheureusement pas réglé.

Lorsque l'Agence du revenu du Canada — l'agence chargée de percevoir les impôts sur le revenu au pays — n'est pas en mesure de faire son travail, les conséquences sont très graves, surtout pour notre situation financière. L'Agence n'est pas en mesure de fournir des réponses exactes. Même son robot conversationnel, doté d'une intelligence artificielle, n'est pas en mesure de fournir des réponses exactes. Plus récemment, il y a eu une fraude liée à la production automatisée. L'Agence a accordé presque 5 millions de dollars de crédit à une entreprise qui ne génère que 250 000 \$ de revenus. C'est insensé. Une telle situation pose de grands risques.

Nous devons régler les problèmes structurels de l'Agence afin qu'elle puisse enfin être efficace.

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, CPC): Monsieur le Président, malgré ce qui est écrit sur la page couverture, ce budget ne contribue pas à bâtir un Canada plus fort. Il affaiblit le pays, porte la dette à un niveau record, fait grimper les coûts et laisse les travailleurs canadiens assumer la responsabilité des dépenses du premier ministre et des années d'échecs des libéraux.

On a dit aux Canadiens de s'attendre à quelque chose de « génératif ». On leur a promis un plan sérieux visant à rétablir la discipline après une décennie de dépenses excessives et de déficits inflationnistes libéraux. Au lieu de cela, ils ont eu droit à un budget de banquier, un budget qui prévoit plus d'emprunts, qui alourdit davantage le fardeau fiscal des contribuables et qui offre moins de résultats que jamais auparavant.

Dans ce plan, le gouvernement est obsédé par l'apparence de stabilité, mais pas par la réalité de l'abordabilité. Les ministres libéraux se réjouissent de promesses creuses et d'objectifs financiers vagues qui n'existent que sur papier. Pendant ce temps, les Canadiens se retrouvent pris avec d'autres types de papiers: de vrais reçus d'épicerie sur lesquels on voit moins d'articles et des prix plus élevés, et de vrais relevés bancaires indiquant que leurs économies diminuent mois après mois. Je dis souvent que nous ne pouvons pas attribuer une note de crédit AAA à un hot-dog et que nous ne pouvons pas non plus acheter un souper avec une projection de déficit.

Derrière tous les beaux discours, les chiffres disent la vérité. Il s'agit du plus important déficit de l'histoire du Canada, à 78 milliards de dollars, un montant bien supérieur aux 62 milliards de dollars que le premier ministre a promis il y a quelques mois à peine. Le ratio dette-PIB augmente, il ne diminue pas. Les dépenses publiques ont augmenté de 90 milliards de dollars par rapport à l'année dernière. Cette somme représente 5 400 \$ de nouvelles dépenses pour chaque ménage au pays.

Le budget

Malgré toutes ces dépenses, la situation des Canadiens n'est pas meilleure. Elle empire. Le taux de croissance est tombé à 1,1 %, ce qui classe le Canada à l'avant-dernier rang du G7. Le taux de chômage atteindra 6,4 % en moyenne au cours des cinq prochaines années. L'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi. Les files aux portes des banques alimentaires sont plus longues que jamais, et 700 000 enfants y sont allés. L'investissement s'effondre, les mises en chantier de maisons stagnent et le taux de productivité n'a jamais été aussi bas depuis des décennies.

Ce n'est pas ce qu'on peut appeler bâtir un Canada fort. C'est plutôt affaiblir l'économie et créer un fardeau plus lourd pour la prochaine génération.

De toute évidence, ce soi-disant nouveau gouvernement libéral et le premier ministre banquier n'ont rien appris de la dernière décennie sous Justin Trudeau. Accroître les dépenses, ce n'est ni progresser ni se renforcer. C'est la raison pour laquelle les familles sont aux prises avec des prix, des taxes et des impôts plus élevés et une vie plus ardue chaque jour.

J'en veux pour preuve la taxe sur le carbone. Pendant des années, les conservateurs ont affirmé que cette taxe imposée aux consommateurs punissait les familles et faisait monter le coût de la vie. Pendant des années, les libéraux se sont levés à la Chambre et ont nié cela en faisant valoir que, d'une certaine façon, la taxe rendait la vie plus abordable. Aujourd'hui, dans le présent budget, le gouvernement se vante d'avoir aboli cette taxe. Les libéraux la qualifient de pomme de discorde et se félicitent en disant que, parce qu'ils l'ont fait, les prix de l'essence ont baissé, tout comme le taux d'inflation.

Cependant, dans le même plan, ils reviennent à la charge et maintiennent la taxe sur le carbone pour les industries. Cette taxe fait monter les coûts pour les agriculteurs et les constructeurs de maisons et elle accroît les prix pour tout le monde. Combien cela coûtera-t-il aux Canadiens? Quels préjudices cette taxe causera-t-elle avant que les libéraux admettent qu'ils ont fait erreur encore une fois?

Nous ne pouvons pas taxer les éléments dont les agriculteurs ont besoin pour produire de la nourriture et ne pas nous attendre à voir les prix des aliments augmenter. Nous ne pouvons pas taxer les matériaux dont les constructeurs de maisons ont besoin pour bâtir des logements et ne pas nous attendre à voir le prix des maisons croître. Nous avons été témoins de cette habitude dans le passé: les libéraux admettent finalement l'existence d'un problème, puis ils virent de bord et répètent les mêmes erreurs.

• (1130)

Voici un autre exemple. Dans le budget, ils promettent d'apporter plus de certitude au marché, mais ils font exactement le contraire pour le secteur canadien de l'automobile. Après avoir menacé pendant des années les constructeurs automobiles d'imposer des quotas de vente de véhicules électriques, ils ont maintenant suspendu cette mesure. Reportons la décision. Retardons-la. Réexaminons-la. Ils ne peuvent toujours pas dire ce qui va se passer par la suite.

Comment les constructeurs automobiles peuvent-ils planifier l'avenir si la politique libérale change tous les quelques mois? Les modèles 2028 sont en cours de finalisation en ce moment même; ces décisions auront une incidence sur l'emploi et les investissements pour les années à venir. Que doivent penser les employés de Honda Canada à Alliston lorsque le gouvernement continue de jongler avec l'idée d'imposer une politique qui menace leur gagne-

pain, d'autant plus que les libéraux n'ont pas réussi à défendre leur industrie contre les Américains?

C'est pourquoi les slogans du budget semblent creux. Les échecs des libéraux ont entraîné un exode des emplois, des investissements et de la confiance. Ils transfèrent les débouchés vers d'autres pays au lieu de les créer ici même, chez nous. S'ils souhaitaient véritablement bâtir un Canada fort, ils protégeraient les emplois et les investissements canadiens et offriraient un choix aux consommateurs en supprimant définitivement, dès aujourd'hui, l'obligation relative aux véhicules électriques.

Le premier ministre a passé des mois à insister sur le fait que le budget ne représente pas des dépenses, mais des investissements. Nous avons entendu le même discours de la part de Justin Trudeau pendant 10 ans. Les Canadiens ne sont pas dupes. Si ce prétendu investissement était vrai, pourquoi s'arrêter à 280 milliards de dollars? Pourquoi ne pas le doubler? Pourquoi ne pas le tripler? Si l'investissement est si avantageux, si chaque dollar rapportait plus qu'il ne coûte, il n'y aurait aucune raison d'arrêter de dépenser.

Nous avons déjà vu les résultats de ces prétendus investissements. Prenons l'exemple de Northvolt, l'usine de batteries au Québec. Les libéraux y ont investi des milliards. L'entreprise a fait faillite, aucune batterie n'a été fabriquée et les contribuables se sont retrouvés sans rien. Il y a aussi Novavax et les 130 millions de dollars investis dans une usine de vaccins qui n'a jamais produit un seul vaccin. Que dire de la Banque de l'infrastructure du Canada? Depuis 2017, elle a approuvé jusqu'à 13,2 milliards de dollars pour 76 projets, mais seuls deux ont été menés à bien. Quelle part des 280 milliards de dollars que le gouvernement libéral qualifie d'investissements en capital donnera des résultats semblables?

Après 10 ans, il est devenu évident que ce que les libéraux appellent des investissements est ce que les Canadiens appellent du gaspillage. La preuve de ce gaspillage ne se limite pas aux projets qui ont échoué; elle se trouve dans les résultats pour les gens ordinaires et dans l'impact que ce gaspillage a sur leurs communautés. Après une décennie de ces prétendus investissements, notre économie est plus faible, la productivité est en baisse et les salaires stagnent.

Prenons la page 63 du budget. Même le budget des libéraux l'indique. À la page 63, les libéraux admettent que, si la croissance de la productivité du Canada avait simplement égalé celle des États-Unis depuis 2017, le revenu médian d'une famille avec un enfant serait supérieur de près de 11 000 \$. Voilà le véritable rendement des investissements des libéraux: moins de croissance, des revenus plus bas et moins de possibilités pour les Canadiens.

C'est la même histoire que les Canadiens revivent depuis 10 ans: un gouvernement qui confond les annonces avec les réalisations et les dépenses avec les progrès. Les Canadiens travaillent plus, paient plus et obtiennent moins en retour. Ils n'ont pas besoin d'un budget pour les banquiers qui augmente la dette alors qu'ils en arrachent de plus en plus. Après tout, les dépenses publiques n'ont jamais assuré la prospérité du Canada. Celle-ci découle de la détermination des Canadiens: la famille de Tottenham qui économise pour acheter sa première maison, la petite entreprise d'East Gwillimbury qui prospère et réussit, et l'agriculteur qui cultive les légumes qui nourrissent le pays, qui travaille 16 heures par jour pour produire les carottes qui alimentent les Canadiens.

Le budget

• (1135)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je mets en doute l'exactitude de certaines déclarations du député, mais il y a une différence notable entre ce que fait le gouvernement et ce qui se passe chez nos collègues d'en face. Nous croyons que c'est en investissant dans le Canada que nous bâtirons un pays plus fort et plus sain. Investir dans le Canada créera de meilleures routes, de meilleurs ponts et de meilleures infrastructures qui favoriseront une économie plus vigoureuse et des communautés plus sûres. C'est ce que le Parti libéral — le gouvernement — cherche à faire: bâtir un Canada plus fort. Les conservateurs, quant à eux, veulent plutôt éliminer une partie de ces infrastructures.

Ils ne votent pas en faveur du budget. Ils préfèrent travailler à déclencher des élections qu'à bâtir un Canada plus sain. Le député peut-il expliquer pourquoi?

Scot Davidson: Monsieur le Président, les conservateurs se soucient de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Voilà l'objectif du budget.

Lors de la dernière campagne électorale, le gouvernement nous a dit qu'il allait agir à une vitesse que les Canadiens n'avaient jamais vue auparavant. Ce budget allait être générationnel. Après la création du nouveau Bureau des grands projets, j'ai pris la parole à la Chambre pour demander ses adresses postale et électronique, et son numéro de téléphone. Eh bien, le Bureau n'a pas encore été établi. Nous avons maintenant une autre agence qui alourdit la bureaucratie: Maisons Canada. Où est le bureau de Maisons Canada? Eh bien, cette agence n'a pas encore été établie.

Nous avons déjà entendu cette rengaine.

• (1140)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je pense que vous devriez laisser plus de temps à mon collègue de New Tecumseth—Gwillimbury. C'est toujours divertissant quand il nous envoie ses réponses. Je le félicite pour son discours.

On critique souvent le budget libéral que vient de présenter le gouvernement en disant qu'il est très conservateur. Or dans ce budget, il y a des mesures, et je voudrais demander à mon collègue laquelle de ces mesures il apprécie le plus. S'il s'agit vraiment d'un budget conservateur, on va le voir. Nous allons le tester.

Le plus grand poste budgétaire, c'est la défense avec 56 milliards de dollars. Il y a des baisses d'impôts de 28 milliards de dollars, des coupes dans la fonction publique totalisant 51 milliards de dollars. Il n'y a pas d'argent pour l'environnement et on met des milliards de dollars en crédit d'impôt pour les pétrolières.

Laquelle de ces mesures conservatrices du gouvernement libéral plaît le plus à mon collègue conservateur?

[Traduction]

Scot Davidson: Monsieur le Président, il y a une mesure conservatrice dont je me réjouis, c'est l'élimination de la taxe sur le carbone. Nous nous sommes battus à la Chambre pendant 10 ans pour éliminer la taxe sur le carbone, et, en face, les députés ministériels se battaient contre nous tous les jours à ce sujet. Il s'agit d'une mesure qui a disparu dans ce budget grâce aux conservateurs, et j'en suis ravi.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement vante souvent son bilan en matière de dette nette, mais il ne tient pas compte du fait que le Canada est la plus petite économie du G7. Il a la plus petite devise des économies du G7 et ce n'est pas une devise de réserve comme le dollar américain ou l'euro. Le gouvernement ne tient pas compte non plus de la dette du pays à l'échelon infranational. Elle atteint un des niveaux les plus élevés dans l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OCDE, et elle est garantie par le gouvernement fédéral. Il y a à peine cinq ans, une province s'est trouvée dans l'incapacité de rembourser sa dette, a manqué d'argent, n'a pas pu payer ses médecins et son personnel infirmier, et n'a pas pu lever un sou sur les marchés de capitaux d'emprunt. Le gouvernement fédéral a dû venir à sa rescousse.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

Scot Davidson: Monsieur le Président, c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. On parle de 80 milliards de dollars. Pour que les Canadiens comprennent bien, le service de la dette coûte à lui seul plus cher que ce que l'on dépense en soins de santé et en assurance-chômage. Il faudrait que la TPS soit à 15 % rien que pour couvrir les intérêts sur la dette. La situation est complètement hors de contrôle.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'ai pris note des observations du député au sujet de la pauvreté et je me suis demandé s'il avait vu le nouveau rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'il ne l'ait pas vu, car ce rapport vient d'être publié ce matin. Il souligne que le Canada accuse du retard dans l'atteinte de ses objectifs de développement durable visant à réduire la pauvreté. Les chiffres les plus récents montrent que, depuis 2020, même si nous avons connu une baisse de la pauvreté pendant la période de la COVID, le taux de pauvreté a augmenté, passant de 6,4 % à 10,2 % en 2023, et il continue d'augmenter.

J'aimerais savoir ce que le député en pense.

Scot Davidson: Monsieur le Président, voilà pourquoi j'ai dit que le budget aurait dû être axé sur l'abordabilité pour les Canadiens.

En ce qui concerne l'environnement, la plantation de 2 milliards d'arbres est maintenant chose du passé. C'est un autre revirement, une autre promesse non tenue. Le budget aurait dû s'intituler « Promesses non tenues ».

Pauline Rochefort (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole au nom des habitants de Nipissing—Timiskaming afin d'appuyer le budget de 2025 et le plan des libéraux pour bâtir un Canada fort et pour bâtir une Nipissing—Timiskaming forte.

Le budget revêt une importance déterminante pour les 90 000 résidents répartis dans les 35 localités qui composent ma circonscription. Au cours des semaines qui ont précédé la présentation du budget, j'ai rencontré des gens de ma circonscription afin de comprendre leur situation. J'ai aussi parlé avec des membres d'organismes communautaires, notamment le club Rotary de North Bay, la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités et l'association des services municipaux de Temiskaming.

Le budget

Dans l'ensemble, je dirais que la circonscription que je représente n'est pas bien différente d'autres circonscriptions dont j'entends parler à la Chambre. Le logement et l'itinérance y constituent des enjeux. Les familles grattent les fonds de tiroir. Les droits de douane perturbent les chaînes d'approvisionnement des entreprises, et les municipalités doivent composer avec des déficits infrastructurels. Cela dit, j'ai constaté que les gens sont conscients que le Canada traverse une période économique difficile. Même s'ils souhaitent qu'il en soit autrement, ils savent que le Canada doit redéfinir ses relations en matière de commerce international et de sécurité.

Je partagerai mon temps de parole avec la députée de Rivière-des-Mille-Îles.

De nombreux concitoyens m'ont également dit qu'ils se sentent rassurés d'avoir un premier ministre stable, calme et crédible sur le plan économique à la tête du Canada en cette période de turbulences. Un habitant de ma circonscription m'a fait remarquer que, lors de la récente réunion des Nations unies, à New York, plus de 700 demandes de rencontre avec notre premier ministre ont été présentées par des dirigeants étrangers, des PDG et des représentants d'entreprises du monde entier. On m'a expliqué qu'il s'agit d'un nombre historique de demandes pour un dirigeant canadien dans le cadre d'un tel événement, ce qui témoigne de la confiance que les autres pays ont envers le Canada. C'est le premier ministre qui explique le mieux la situation lorsqu'il dit que le Canada « a ce que le monde veut ».

En tant que députée de Nipissing—Timiskaming, je suis fière de dire que le monde a besoin de bon nombre des produits et des services offerts dans ma circonscription. Des entreprises de Nipissing—Timiskaming dans des secteurs comme l'exploitation minière, la foresterie, l'aviation, l'aérospatiale, la fabrication de pointe et l'agriculture expédient leurs produits partout au Canada et dans le monde entier. C'est pourquoi, dans les quelques jours qui ont suivi la présentation du budget, j'ai reçu des appels de représentants d'entreprises qui voulaient obtenir des informations sur la nouvelle superdéduction à la productivité. Ils ont rapidement compris de quoi il s'agissait, et l'un d'entre eux a dit : « Cette mesure permettra à mon entreprise de croître, car je pourrai maintenant déduire d'importants investissements de capitaux. » Je connais d'autres entreprises qui ont déjà profité de l'Initiative régionale de réponse tarifaire administrée par l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, le programme de diversification du commerce d'Exportation et développement Canada. Dans ma circonscription, des représentants d'entreprises du secteur minier examinent le Fonds souverain pour les minéraux critiques de 2 milliards de dollars et la façon dont il peut s'inscrire dans leurs activités commerciales.

Le budget contient de nombreuses mesures visant à stimuler la croissance des entreprises. Il prévoit notamment un soutien à d'importants organismes de développement économique, dont la Northern Ontario Farm Innovation Alliance. Il prévoit également des fonds pour Wood WORKS! et Innovation Initiatives Ontario North. J'ai invité les responsables de toutes les entreprises et de tous les organismes de ma circonscription à lire le budget et à comprendre qu'il fait du Canada, notez-le bien, le pays le plus compétitif au monde pour les nouveaux investissements des entreprises. Je pense donc que tout le monde conviendra que le budget favorise les investissements et la croissance.

Cependant, en fin de compte, les habitants de Nipissing—Timiskaming et les autres Canadiens bénéficieront vraiment du budget.

C'est un budget qui stimulera la croissance du Canada, certes, mais qui, ce faisant, créera des emplois bien rémunérés, réduira le coût de la vie et, surtout, protégera notre mode de vie canadien. Avant le dépôt du budget, nos bureaux de circonscription à Temiskaming Shores et North Bay recevaient des appels de la part de gens inquiets que des compressions atteignent le programme de soins dentaires, qui est devenu essentiel pour les familles de notre circonscription. Nous avons reçu des appels de personnes âgées bouleversées à cause de l'information erronée qui circulait au sujet de supposées réductions des prestations de sécurité de la vieillesse. Aujourd'hui, je suis heureuse de confirmer aux habitants de Nipissing—Timiskaming que le budget de 2025 protège les programmes sociaux essentiels pour les habitants de notre circonscription, et je vais les nommer.

● (1145)

Il s'agit de l'Allocation canadienne pour enfants, du Programme national d'alimentation scolaire, de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, du Programme de sécurité de la vieillesse, du Programme canadien de prêts et bourses aux étudiants, des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour, de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, du Régime canadien de soins dentaires et de l'assurance-médicaments.

Il est difficile de résumer tout ce que le budget de 2025 réserve aux citoyens de Nipissing—Timiskaming, mais j'aimerais me concentrer sur quelques points.

En tant qu'ancienne mairesse, je sais qu'il existe d'importantes lacunes en matière d'infrastructures que les collectivités n'ont tout simplement pas été en mesure de combler. Par exemple, dans ma circonscription, la ville de Powassan et le canton de Nipissing ont dû fermer un pont rural qu'ils partageaient parce que sa réparation coûtait tout simplement trop cher. Malheureusement, cela a eu des conséquences pour les agriculteurs locaux, qui doivent désormais emprunter un détour.

Ces municipalités pourront désormais présenter une demande au Fonds pour bâtir des collectivités fortes. Ce fonds de 115 milliards de dollars sur cinq ans permettra de répondre aux besoins des collectivités de Nipissing—Timiskaming, depuis Englehart, au nord, jusqu'à Trout Creek, au sud, et depuis la Première Nation de Temagami, à l'ouest, jusqu'à la ville de Mattawan, à l'est, en passant par toutes les autres collectivités.

Il est tout aussi important de mentionner que ces fonds publics seront assortis d'une obligation d'acheter des produits canadiens. Le Canada passe d'une approche d'encouragement des achats canadiens à une exigence claire en ce sens. Cela s'appliquera à nos deux excellents conseils d'administration des services sociaux, qui s'efforcent de fournir un toit à chacun. Je sais qu'ils travaillent déjà sur des projets qui apporteront des solutions pour loger les sans-abri, les personnes qui ont besoin d'un logement avec services de soutien et celles qui ont besoin d'un logement abordable.

Le budget

Nipissing—Timiskaming compte également six communautés des Premières Nations, et le budget de 2025 reconnaît leurs besoins urgents en matière de logement. Elles ont collaboré avec le gouvernement afin que le budget traite du logement des Autochtones en milieu urbain et dans les réserves. Il est important de noter que les 25 milliards de dollars que le gouvernement a consacrés au logement constituent le plan de logement le plus ambitieux du Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est considérable. Le budget continue également de traiter de questions telles que les services Internet à Marten River, à Temagami, et dans les communautés situées sur les rives du lac Nosbonsing et de la rivière Mattawa.

• (1150)

[Français]

Je sais que les jeunes de ma communauté sont enthousiasmés par le nouveau programme Corps jeunesse pour le climat et par le programme Emplois d'été Canada. Nipissing—Timiskaming compte une importante population francophone et le soutien apporté à Radio-Canada est le bienvenu.

Je tiens également à souligner l'attention accordée à la fraude grâce à la stratégie nationale de la lutte contre la fraude. North Bay abrite le Centre antifraude du Canada et nous nous réjouissons de l'accent mis sur la protection des résidents contre la fraude.

Il faut aussi mentionner les organisations qui travaillent d'arrache-pied dans notre circonscription pour promouvoir notre environnement, comme le Centre écologique du Canada.

[Traduction]

J'aimerais conclure en abordant un dernier aspect du budget qui est important pour ma circonscription, c'est-à-dire la défense.

North Bay se targue du fait qu'aucune autre collectivité au Canada n'aime l'armée autant que ses habitants. Depuis 1951, la ville loge l'Aviation royale canadienne et protège la souveraineté aérienne de l'Amérique du Nord. Avec une équipe de hockey junior de niveau A qui s'appelle le Battalion et dont la mascotte se nomme Sarge, la ville de North Bay comprend l'importance des investissements considérables que fait le Canada dans le personnel, l'équipement, la formation et les infrastructures pour s'assurer que les Forces armées canadiennes sont en mesure de protéger le pays.

Je pourrais en dire encore beaucoup plus sur le budget de 2025. J'ajouterais simplement que je suis fière d'appuyer un budget qui investit dans les résidents, les organismes et les collectivités de Nipissing—Timiskaming et qui assure un avenir prospère aux enfants de la circonscription de Nipissing—Timiskaming.

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, au bout du compte, nous savons que le plafond d'émissions est un plafond de production. À la page 127 du budget, on peut lire: « Des marchés du carbone efficaces, un règlement renforcé sur le méthane provenant du secteur pétrolier et gazier ainsi que le déploiement à grande échelle de technologies telles que le captage et le stockage du carbone créeraient les conditions dans lesquelles les plafonds d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier ne seraient plus nécessaires, car ils n'auraient qu'une valeur marginale en matière de réduction des émissions. »

Cela veut-il dire que le gouvernement prévoit abaisser au minimum la production d'énergie dans notre pays, puisque les plafonds seront marginaux en matière d'émissions?

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, ma collègue pose une très bonne question, mais j'aimerais, en réponse, parler des nombreuses mesures positives que le budget prévoit et mettre l'accent sur le véritable allègement qu'il procurerait aux Canadiens.

J'aimerais parler des préposés aux services de soutien à la personne de ma communauté. Cela illustre à merveille à quel point ce budget est différent des précédents et pourquoi il est important pour les Canadiens. Par exemple, mon père est âgé de 95 ans, et les préposés aux services de soutien à la personne jouent un rôle important dans sa vie et celle de ma famille. Nous étions absolument ravis que le gouvernement présente les tout premiers régime de pension et crédit d'impôt pour ces préposés.

D'ailleurs, la déléguée syndicale en chef de la Service Employees International Union, qui représente près de 60 préposés aux services de soutien à la personne à Nipissing, habite dans ma communauté. Elle dit que les préposés se réjouissent de ces initiatives et de ces investissements importants. Voilà comment on investit dans le Canada et soutient les Canadiens.

• (1155)

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien entendu le discours de ma collègue. À l'entendre parler, les licornes vont venir à nous, à Ottawa, parce que c'est un budget qui règle tous les problèmes.

Ce que j'ai particulièrement aimé de ma collègue, c'est qu'elle a vraiment mis en lumière ceux à qui répond ce budget, c'est-à-dire l'élite économique, les amis du premier ministre. Elle a parlé des nombreuses rencontres dans son discours. Ceux que le premier ministre veut aider, ce sont ses amis, ses *chums* les banquiers et les multinationales déjà riches, et non le vrai monde qui a besoin d'argent, c'est-à-dire les aînés, les jeunes familles, les gens qui en arrachent chaque jour pour payer leurs factures, acheter des aliments à l'épicerie, se vêtir, se loger. Elle l'a clairement dit.

Là, elle nous dit que ce budget prend soin de tout le monde. Non, il prend plutôt soin des entreprises pétrolières et gazières avec un crédit d'impôt de 100 milliards de dollars jusqu'en 2040. Cela va-t-il répondre aux besoins de chez elle? J'en doute très fort. Cette ancienne mairesse a aussi parlé des infrastructures. Neuf milliards de dollars d'investissements en infrastructures, ce sont des miettes. C'est une goutte d'eau. Elle ne me fera pas croire que cela va régler les problèmes d'infrastructures au Canada.

J'aimerais que ma collègue m'explique en quoi elle voit que ce budget, avec ce que j'ai dit, va réellement aider les gens qui en arrachent chez elle?

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, j'aimerais parler à mon collègue des femmes qui font partie de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes, qui sont actives dans ma communauté au sein des communautés de New Liskeard, Earlton et Belle Vallée.

Elles m'ont envoyé une pétition de près de 100 noms. Ce qui est important pour elles, c'est que le budget ne retienne aucune réduction au programme offert par le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres. C'est un exemple de la façon dont notre gouvernement écoute et répond aux besoins.

Aujourd'hui, je me réjouis de pouvoir répondre que le gouvernement est à l'écoute et que le budget confirme un octroi de 600 millions de dollars sur cinq ans pour assurer les services aux femmes au sein de notre pays.

Le budget

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que ma collègue me parle de ce que le gouvernement, dans son budget de 2025, fait pour les minorités linguistiques comme les francophones à l'extérieur du Québec.

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, je suis fière de vivre dans une communauté du Nord-Est de l'Ontario où près du tiers de la population est francophone ou parle le français.

Pour nous, tout le soutien qui est accordé par le gouvernement fédéral est très important. Cela améliore grandement les choses pour une communauté en situation minoritaire hors Québec. Le gouvernement fédéral joue un rôle clé et ce budget-ci assure des services importants à notre communauté.

J'ai mentionné des services qui sont offerts par l'entremise de Radio-Canada. C'est important, la vie culturelle de notre communauté. Ce n'est qu'un exemple de ce que fait notre gouvernement pour la population francophone hors Québec.

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je prends la parole aujourd'hui pour parler du budget de 2025 qui a été déposé par le ministre des Finances et du Revenu national cette semaine. Mon objectif est de faire connaître les avantages de ce budget pour les gens des Basses-Laurentides et de Rivière-des-Mille-Îles.

Ce budget est une vision d'un Canada solide, responsable et ambitieux, un Canada qui continue d'investir dans les gens tout en gérant les finances publiques avec rigueur. Nous avons choisi le Canada. Nous voulons investir dans notre pays. C'est notre avenir. Nous voulons construire un Canada fort.

Nous vivons une période de transition mondiale sur le plan économique, technologique et social. Le Canada et le Québec en particulier doivent saisir ce moment pour se positionner parmi les leaders de demain. Le budget de 2025 le fait avec intelligence. Il investit davantage, mais dépense mieux. Il mise sur ce qui donne des résultats concrets: la santé, les familles, les jeunes, les aînés, les entreprises et les communautés locales.

Il le fait sans couper dans les programmes qui changent les choses. Tous nos grands programmes fédéraux sont maintenus. C'est important. Tous les programmes sociaux sont maintenus; ils continuent d'aider les gens et plusieurs sont même bonifiés. C'est un budget de progrès, de stabilité et de confiance.

S'il y a une mesure qui illustre parfaitement la philosophie de ce budget, c'est bien le Régime canadien de soins dentaires. Ce programme transforme la vie de milliers de familles partout au pays, y compris chez nous, dans Rivière-des-Mille-Îles. La circonscription de Rivière-des-Mille-Îles comprend les municipalités de Deux-Montagnes, Saint-Eustache, Boisbriand et Rosemère sur la couronne nord de Montréal. Ce que ce budget signifie, c'est de redonner aux gens la dignité, la santé et le sourire. Ce programme est un investissement dans la santé publique et dans la justice sociale. Il permet d'éviter des visites à l'urgence, de prévenir des complications et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Je souligne et je répète que ce budget ne supprime aucun programme. Au contraire, il maintient et renforce tous ceux qui soutiennent les familles, les aînés et les jeunes. C'est la preuve qu'on peut investir tout en gérant de façon responsable.

Ce budget apporte un appui concret à ceux et à celles qui tiennent notre système de santé à bout de bras. Le nouveau crédit d'impôt pour les préposés aux services du soutien à la personne

vient reconnaître la contribution essentielle des travailleuses et des travailleurs de première ligne. Ces personnes s'occupent de nos parents, de nos voisins, de nos proches les plus vulnérables. Souvent dans l'ombre, elles accomplissent un travail exceptionnel. Je partage mon admiration pour ces personnes. Si elles n'étaient pas là, je ne serais pas ici aujourd'hui. C'est très important de souligner que les travailleurs de première ligne aident nos aînés.

Dans Rivière-des-Mille-Îles, ce soutien profitera directement aux CHSLD, aux résidences pour aînés et aux organismes de soins à domicile. Ces gens méritent plus que notre reconnaissance. Ils méritent un soutien tangible. Ce budget leur en donne un.

Dans ma circonscription, les aînés occupent une place centrale. Ils sont le pilier de nos familles, de nos institutions et de nos valeurs. Le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, renouvelé dans ce budget, en est une belle illustration. Il permet de financer des projets locaux qui ont un impact direct sur le bien-être de nos aînés. Le programme a cours dans toutes les circonscriptions. Chez nous, à Deux-Montagnes, le programme a permis de rénover la toiture du club Héritage, un centre communautaire pour les aînés. On a aussi déjà pu appuyer et rénover le Club Lions, qui soutient lui aussi notre communauté. Ces projets sont des histoires humaines, des lieux où on se rassemble, où on brise l'isolement et où on continue de participer activement à la vie collective. Ce programme renforce le cœur de nos communautés. Ça, c'est notre tissu social. Dans ce budget, les aînés sont au cœur de notre vision d'un Canada inclusif et bienveillant.

● (1200)

Pendant que nous reconnaissons la contribution des aînés, nous pensons aussi à la relève. Le budget de 2025 renforce le programme Emplois d'été Canada, un programme que je connais très bien et qui change réellement les choses dans nos communautés. Avec près de 600 millions de dollars sur deux ans, ce programme permettra la création de 100 000 emplois d'été en 2026. Pour nos jeunes, c'est une première expérience de travail, une source de fierté et une porte d'entrée vers le marché de l'emploi. Dans Rivière-des-Mille-Îles, ce sont des jeunes qui travaillent dans les camps de jour, dans des organismes communautaires, dans les petites entreprises et dans les municipalités. Ce programme change la donne dans les familles, parce que lorsqu'on a des camps de jour accessibles où on peut réduire les coûts, les familles peuvent y envoyer leurs enfants et continuer de s'adonner à leur travail. C'est en donnant des chances à nos jeunes qu'on bâtit une économie plus forte et un pays plus confiant.

Je souhaite aussi saluer les mesures du budget qui soutiennent nos entrepreneurs et nos PME. Avant d'être députée, j'ai été entrepreneure et j'ai aussi eu l'honneur de présider le Regroupement des gens d'affaires de Boisbriand. Je sais à quel point les petites et moyennes entreprises forment la colonne vertébrale de notre économie. Je sais également à quel point l'achat local est primordial. La réaffirmation de la politique d'achat canadien est une excellente nouvelle. Chaque fois que le gouvernement fédéral investit, nous devons faire en sorte que cet argent soutienne d'abord les travailleurs, les travailleuses et les entreprises d'ici. Acheter canadien, c'est valoriser notre expertise, maintenir nos emplois et encourager la croissance économique régionale. Dans les parcs industriels de Rivière-des-Mille-Îles, à Boisbriand, à Saint-Eustache ou à Deux-Montagnes, des entrepreneurs innovent chaque jour. Ils créent des emplois, forment des apprentis, exportent leurs produits et contribuent à notre fierté collective. Ce budget leur envoie un message clair: le gouvernement croit en eux.

Le Québec, c'est aussi un moteur d'innovation et d'avenir. Le Québec ressort gagnant de ce budget. Les investissements annoncés dans l'aéronautique, dans l'aérospatiale et dans l'intelligence artificielle vont renforcer notre leadership à l'échelle mondiale. Dans les Basses-Laurentides, nous avons énormément de belles entreprises dans le domaine de l'aéronautique: L3Harris, Airbus, Bell Textron, Safran. Nous avons aussi de belles entreprises dans le domaine du transport: Nova Bus, qui fait des autobus électriques, et Paccar, qui fait des camions électriques. Il faut continuer à encourager ces entreprises pour continuer à progresser. Je pense aussi à Kinova, une entreprise de Boisbriand qui développe des solutions robotiques au service de la santé et de la mobilité. Kinova, c'est une histoire de talent québécois de Boisbriand, d'innovation et de persévérance. D'ailleurs, je salue les gens qui travaillent chez Kinova. Grâce aux mesures dans ce budget, des entreprises comme celle-ci pourront continuer à croître, à créer des emplois de qualité et à faire rayonner notre savoir-faire partout dans le monde. Ces investissements confirment que le Québec n'est pas seulement un partenaire économique, mais un moteur de transformation canadienne.

Le budget met également l'accent sur la mobilité durable et les infrastructures modernes. Le projet de train à grande vitesse qui connectera Québec à Toronto passera par la couronne nord de Montréal, probablement à Laval. C'est un projet très intéressant qui permettra de baisser les émissions de gaz à effet de serre. On peut imaginer le nombre de transports entre ces deux villes en passant par Montréal. C'est un très beau projet qui est sur la table à dessin présentement. C'est un projet visionnaire qui marie développement économique et responsabilité environnementale.

Je veux aussi saluer les engagements du gouvernement envers la francophonie et la protection des minorités linguistiques. Le français n'est pas seulement une langue: c'est une culture, une façon de voir le monde, un lien qui unit les communautés. Le budget de 2025 confirme des investissements dans la culture et dans les médias de langue française comme Radio-Canada. Préserver et promouvoir le français, c'est défendre notre identité et notre diversité. C'est aussi mieux faire vivre l'histoire à travers les générations.

En conclusion, le budget de 2025 est un budget de confiance. Il soutient les familles, les travailleurs, les jeunes, les aînés. Il encourage l'innovation, la formation et la création d'emplois. Il appuie les entrepreneurs et les communautés. Nous choisissons le Canada. Nous investissons dans notre pays. C'est notre avenir. Construisons ensemble un Canada fort.

Le budget

• (1205)

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question quand même assez précise à ma collègue.

Je suis député d'une circonscription où il y a beaucoup de pêcheurs et je suis porte-parole du Bloc québécois en matière de pêche. Une des grandes surprises de ce budget, c'est qu'il n'y a rien pour renouveler le fonds des pêches.

Le fonds des pêches, c'est une quarantaine de millions de dollars, dont 30 % sont fournis par le gouvernement du Québec et dont 70 % sont fournis par le gouvernement du Canada. Cela permet l'innovation. Cela permet de faire des projets scientifiques. Cela permet finalement au secteur des pêches de se mettre à jour, d'être toujours plus productif et connecté sur la science.

Dans le budget, il n'y a rien concernant ce fonds. Comment cela se fait-il?

Linda Lapointe: Monsieur le Président, cela me fait plaisir de répondre à une question du député de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj. Au printemps dernier, le Parti libéral a remporté 44 sièges sur 78 au Québec. C'est le meilleur résultat obtenu dans la province depuis 1980.

Le député devrait savoir que, dans le budget, on prévoit une rénovation très importante: de l'argent sera investi dans l'aéroport des Îles-de-la-Madeleine. J'ose espérer que le député de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj va appuyer notre budget de 2025.

[Traduction]

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue du Québec d'avoir soulevé la question de la pêche.

Beaucoup de citoyens de ma circonscription communiquent avec moi depuis la publication du budget, en particulier au sujet du Fonds des pêches de l'Atlantique, qui est très important pour Terre-Neuve-et-Labrador. Ma collègue d'en face pourrait-elle parler de ce fonds et dire si le gouvernement a l'intention de le maintenir en place?

• (1210)

[Français]

Linda Lapointe: Monsieur le Président, les conservateurs ne ratent jamais une occasion de dénigrer l'économie canadienne et les travailleurs canadiens. Le budget de 2025 reflète les forces et les ambitions du Canada.

J'aimerais bien savoir si les députés de l'autre côté de la Chambre vont appuyer notre budget.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme mon amie et collègue l'a mentionné, le budget prévoit de nombreuses mesures pour aider les aînés.

Je suis très heureux de constater que la députée défend constamment les intérêts des femmes et des aînés. Il ne fait aucun doute qu'elle est une ardente défenseuse de cette cause.

La députée pourrait-elle ajouter quelques mots pour expliquer pourquoi il est crucial que le gouvernement soutienne les aînés, les jeunes et les femmes au Canada?

*Le budget**[Français]*

Linda Lapointe: Monsieur le Président, notre budget tient compte de plusieurs réalités comme la langue française, les jeunes et les aînés. Il tient compte également de l'importance de s'assurer que les femmes vont accéder aux mesures qui leur sont destinées et de s'assurer de l'égalité des genres. Notre budget prévoit des fonds pour soutenir les organismes de première ligne qui luttent contre la violence fondée sur le genre. L'argent sera disponible. Une enveloppe de 660 millions de dollars sur cinq ans a été annoncée, et tous les groupes qui représentent et aident les femmes étaient ravis de cette annonce dans le budget.

Je suis aussi ravie de savoir que le programme Nouveaux horizons pour les aînés sera maintenu, car il a des effets positifs énormes dans nos communautés.

Le programme Emplois d'été Canada est une ressource pour les jeunes. Il leur permet d'accéder à un premier emploi et d'acquérir une expérience de travail.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, tout à l'heure, mon collègue de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj a posé une question extrêmement respectueuse à ma collègue de Rivière-des-Mille-Îles. Il lui a parlé du fonds des pêches parce que c'est une question qui préoccupe de façon importante les Gaspésiens et les citoyens des Îles-de-la-Madeleine. Il lui a demandé pourquoi le fonds des pêches ne se retrouvait pas dans le budget, alors que ce fonds est important pour cette industrie.

Ma collègue d'en face a répondu avec une certaine agressivité en parlant de l'élection du printemps qui a permis d'élire 44 députés libéraux au Québec et elle a trouvé le tour de répondre quelque chose au sujet de l'aéroport des Îles-de-la-Madeleine.

La question de mon collègue portait sur le fonds des pêches. Pourquoi il ne se retrouve-t-il pas dans le budget? Est-ce que ma collègue peut donner une réponse respectueuse à une question respectueuse?

Linda Lapointe: Monsieur le Président, les pêches, c'est quelque chose de très important.

J'ai la chance de siéger au Comité permanent du commerce international et nous cherchons activement des nouveaux endroits pour exporter les homards et tous nos poissons. Cette question est certainement prise en compte et je remercie mon collègue de l'avoir soulevée. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour ouvrir nos marchés afin d'être moins vulnérables face à l'économie au sud de la frontière.

[Traduction]

Roman Baber (York-Centre, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Long Range Mountains.

Tout le monde est déprimé. Pourquoi? C'est parce que tout le monde est fauché. Nous sommes plus fauchés que nous le croyons. Les gens se souviennent-ils de la vieille publicité de la Banque Scotia, qui disait « Vous êtes plus riche que vous le croyez »? Après plus d'une décennie de ce gouvernement libéral, nous sommes plus fauchés que nous le croyons. Il y a deux jours, le gouvernement a présenté un budget de 400 pages qui prévoit un déficit de 78 milliards de dollars. Le premier ministre, qui nous fait la leçon sur l'économie et a provoqué une inflation record en Angleterre, va maintenant refaire la même chose au Canada en continuant de dépenser de l'argent que nous n'avons pas.

Qu'est-il arrivé à notre pays? Plus de 2 millions de personnes, dont plus de 700 000 enfants, ont recours aux banques alimentaires. Alors que 700 000 enfants canadiens souffrent de la faim, le premier ministre et le ministre des Finances prétendent que tout va bien. J'ai parlé à des centaines, voire des milliers de personnes. Tout le monde, peu importe sa place dans l'échelle économique, se trouve dans une situation pire qu'il y a six mois, cinq ans et certainement dix ans.

À la période des questions, les libéraux prétendent que critiquer notre économie n'est pas patriotique. C'est le contraire. Défendre notre pays quand il est en difficulté est la chose la plus patriotique qu'on puisse faire. Je vais le faire, parce que je me souviens de ce qu'il était il y a 10 ans. En 2014, le *New York Times* a publié une étude selon laquelle la classe moyenne du Canada était en meilleure posture que celle des États-Unis. Il y a 10 ans, le Canada avait la classe moyenne la plus riche au monde. C'est ce dont je me souviens. Quand les conservateurs étaient au pouvoir, nous avions plus d'argent dans nos poches. Nous pouvions inscrire nos enfants à des cours de hockey ou de musique. Nous avions la possibilité de voyager et d'aller au restaurant avec nos proches. Nous dormions mieux la nuit parce que nous avions de l'argent.

Puis est arrivé Justin Trudeau, qui a promis d'investir davantage. Il a dit que nous avions besoin d'une économie qui fonctionne pour tout le monde et que, pour cela, il enregistrerait quelques petits déficits. Dix ans plus tard, nous sommes fauchés. Maintenant, l'actuel premier ministre et le même vieux gouvernement libéral promettent de faire la même chose. Quand les libéraux disent qu'ils vont investir davantage, c'est qu'ils vont dépenser davantage.

J'étais assis dans cette salle il y a deux jours, et le page m'a remis le budget. Je l'ai examiné. Le ministre des Finances peut dire tout ce qu'il veut, mais je n'en croyais pas mes yeux. Nous avons un déficit de 78 milliards de dollars. Pour mettre les choses en perspective, cela représente 5 400 \$ par famille canadienne. Les ménages canadiens devront 5 400 \$ de plus aux banques et aux détenteurs d'obligations. Peut-être qu'il imprimera cette somme, inondant l'économie d'argent pour acheter presque la même quantité de biens, car nous n'avons aucune croissance. Cela fera augmenter ou gonfler le prix de tout ce que nous achèterons.

Mes collègues comprennent-ils que l'année prochaine, nous verserons 55 milliards de dollars en intérêts seulement? Cela représente des intérêts de plus de 1 milliard de dollars par semaine. Cette somme est plus élevée que ce que le gouvernement fédéral perçoit en TPS auprès de tous les Canadiens. Pensons-y un instant. La prochaine fois que nous verrons la TPS sur un reçu, avec la TVH qui s'ajoute à la TPS, cet argent servira à payer les intérêts sur la dette de notre pays. À la fin de l'année, notre dette s'élèvera à 1 347 000 000 000 \$. Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement libéral prévoit ajouter 320 milliards de dollars à cette dette. Au cours des cinq prochaines années, le Canada versera près de 330 milliards de dollars en intérêts seulement à des étrangers, à des banques et aux amis du premier ministre.

Une chose est claire: le gouvernement n'a pas d'argent. C'est notre argent. Soit il nous le prend sous forme de taxes, soit il l'imprime. Les Canadiens sont déjà parmi ceux qui paient le plus d'impôts au monde. Une famille canadienne moyenne verse plus de 42 % de son revenu à l'impôt, que ce soit par le biais de l'impôt sur le revenu, des charges sociales, de la taxe de vente, de la taxe sur le carburant ou de la taxe sur l'alcool. Il y a des taxes partout. Qu'obtenons-nous en échange? Recevons-nous de bons soins de santé? Avons-nous des infrastructures solides? Non. Nous avons un premier ministre qui a créé un déficit deux fois plus élevé que celui de Justin. Justin fait la fête avec Katy Perry alors que nous sommes tous dans le pétrin.

Nous devrions être le pays le plus riche au monde, parce que nous avons la chance d'avoir les meilleures ressources naturelles au monde. Nous possédons les réserves de pétrole et de gaz naturel de la meilleure qualité au monde. Nous pourrions répondre à la demande insatiable d'électricité des autres pays. Nous avons les minéraux des terres rares que tout le monde recherche.

• (1215)

Nous devrions vivre comme des princes saoudiens. Nous devrions être comme le Qatar. Ce budget contient 400 pages, mais oh, surprise! on n'y mentionne pas d'oléoducs. Nous nous tirons dans le pied. Pourquoi ne faisons-nous pas cavaliers seuls? Pourquoi le gouvernement ne libère-t-il pas la voie pour que nous puissions forer afin de produire de l'énergie, exporter du gaz naturel et utiliser nos merveilleuses ressources naturelles pour mettre plus d'argent dans les poches des Canadiens?

En réalité, nous importons du pétrole de la Russie. Mes collègues devraient trouver cela insensé. Les autres producteurs de pétrole ne cessent pas leurs activités, mais ils polluent l'environnement. Le Canada applique les meilleures pratiques environnementales au monde. Ceux qui se soucient de l'environnement devraient acheter le pétrole canadien et non le pétrole sale du Moyen-Orient.

En libérant le potentiel de nos ressources naturelles, y compris le pétrole et le gaz, nous enrichirions la classe moyenne. Il y aurait moins de gens dans les banques alimentaires, et notre vie serait meilleure. Réduisons réellement les impôts. Chaque jour, le ministre des Finances proclame qu'il rend la vie de 22 millions de Canadiens plus abordable. La réduction de l'impôt sur le revenu des libéraux représente 20 \$ par mois par famille. Une famille moyenne reçoit 280 \$ par année, pas un sou de plus.

Je n'aurais jamais pensé qu'un budget prévoit autant de dépenses, mais si peu de choses concrètes. Que construit le gouvernement? Il construit quelques milliers d'appartements de la taille d'une boîte à chaussures qui reviennent à 3 millions de dollars chacun si on tient compte du coût de la bureaucratie.

Le gouvernement essaie de nous bernier en scindant le déficit en deux. Le premier ministre nous dit qu'en réalité le déficit n'est pas de 78 milliards de dollars, mais de seulement 38 milliards, puisque 40 milliards serviront à des dépenses d'investissement. Le premier ministre invente ses propres règles comptables: il dit « abracadabra » et le déficit n'est plus de 78 milliards de dollars, mais de 38 milliards. Les libéraux devraient avoir honte de leur budget, qui accule les Canadiens à la ruine.

Je suis allé à l'épicerie récemment. Il y avait une dame très gentille devant moi. Elle avait un petit panier d'épicerie, qui contenait un concombre anglais. J'adore les concombres. Elle a demandé quel était le prix du concombre à la caissière, qui le lui a dit. La dame a

Le budget

dit qu'elle n'en aurait pas besoin et elle a laissé le concombre. La caissière lui a souri poliment. Je n'ose pas imaginer combien de fois par jour elle voit des gens passer à la caisse, puis laisser des articles parce qu'ils n'ont pas les moyens de les acheter.

Comment les députés ministériels osent-ils être fiers du budget? Avec toutes leurs taxes et dépenses inflationnistes, ils ruinent les Canadiens. Ils devraient avoir honte.

• (1220)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député d'extrême droite a comparé la situation de la classe moyenne d'aujourd'hui avec celle de l'époque de Stephen Harper. Je viens de faire une recherche rapide sur Google. Fait intéressant, j'ai trouvé un article qui dit: « Pendant des décennies, les États-Unis se sont targués d'avoir la classe moyenne la plus riche. Cependant, depuis 2019, la classe moyenne du Canada est la plus riche au monde. »

Le député parle du déficit. En 2009 et 2010, lorsque son chef faisait partie du gouvernement, le déficit des conservateurs était plus élevé, en dollars réels, que celui prévu dans le budget actuel. Pense-t-il que le chef du Parti conservateur a agi de façon irresponsable à l'époque en imposant un tel déficit aux Canadiens?

Roman Baber: Monsieur le Président, je ne comprends pas ce que dit le député. En 2008 et 2009, lors de la crise financière mondiale, l'ancien gouvernement conservateur a géré la situation avec brio. Voilà ce qui s'est passé en 2008 et en 2009. Il y a à peine 10 ans, la classe moyenne du Canada était la plus riche. C'est ce qu'on peut lire dans le *New York Times*.

Il y a 10 ans, les libéraux sont arrivés au pouvoir, et il y a maintenant 2 millions de personnes qui fréquentent les banques alimentaires, dont 700 000 enfants. Vous devriez avoir honte.

Le vice-président: Je rappelle aux députés qu'ils doivent s'exprimer par l'intermédiaire de la présidence et non pas s'adresser directement à elle. Cependant, je ne m'offusquerai pas de ces propos.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Drummond a la parole.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr que vous voulez que même les insultes passent par vous. Ce serait bien qu'on fasse preuve d'un peu de réserve.

J'ai écouté avec intérêt le discours de mon collègue conservateur. Il a dit quelque chose dans son discours qui a vraiment soulevé une interrogation chez moi. Il a dit qu'on importe du pétrole de la Russie. Je ne sais pas si c'est vrai.

Je sais qu'il y a une interdiction d'importation de pétrole russe depuis 2022 et qu'on n'en importe plus depuis 2019. Si c'est vrai qu'on importe encore des produits pétroliers de la Russie, j'aimerais que mon collègue étaye un peu cette affirmation en me donnant des chiffres.

Qu'est-ce qu'on importe exactement de la Russie? Ce n'est pas légal au Canada.

*Le budget**[Traduction]*

Roman Baber: Monsieur le Président, l'année dernière, nous avons importé du pétrole de la Russie. Nous importons du pétrole du Kazakhstan et du Venezuela. Nos réserves prouvées de pétrole sont parmi les plus abondantes au monde. Nous devrions être le pays le plus riche du monde au lieu de dépendre d'autres pays pour notre approvisionnement en énergie.

• (1225)

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de la passion dont il fait preuve; elle me touche particulièrement.

Quand le gouvernement cherche à cibler le coût de la vie avec les programmes qu'il propose, quels sont vraiment les résultats pour les concitoyens du député?

Roman Baber: Monsieur le Président, la réalité, c'est que les libéraux tentent de régler les problèmes qu'ils ont créés, mais ils ne s'attaquent jamais au véritable problème. Plutôt, tout ce qu'ils font avec les programmes qu'ils proposent, c'est de multiplier les structures bureaucratiques.

Pensons à ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Ils ont proposé de construire davantage de logements, mais, au lieu de le faire par l'intermédiaire du ministère du Logement, ils ont créé une nouvelle agence, Maisons Canada. Ils ont proposé de réaliser davantage de projets; ils parlent de quatre projets préexistants sur les cinq premiers et, au lieu de les gérer depuis le Cabinet du premier ministre, ils ont créé une nouvelle agence appelée le Bureau des grands projets. Ils ont parlé d'aider les Canadiens en matière d'approvisionnement en défense, mais, au lieu de le faire par l'intermédiaire du ministère de la Défense, ils ont créé une nouvelle agence pour l'approvisionnement en défense, dirigée par une personne qui n'a aucune expérience militaire. C'est de la folie.

Nous devons permettre aux Canadiens de garder plus d'argent dans leurs poches au lieu d'enrichir la bureaucratie.

L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.): Monsieur le Président, le député a été dûment élu à l'assemblée législative provinciale, mais ce parti, au niveau fédéral, n'affiche pas des valeurs progressistes.

À l'époque, le premier ministre Ford avait traité certaines observations du député d'irresponsables. Il avait dit: « En répandant de la désinformation, il mine à un moment critique les vaillants efforts des travailleurs de la santé qui sont sur le terrain. » Le premier ministre Ford avait aussi affirmé ceci: « Il n'est pas question que je mette la vie du moindre Ontarien en danger en ignorant les avis de santé publique. »

Je conviens que les contribuables travaillent fort. Le député s'est présenté à diverses reprises à des élections et il est payé à même le Trésor public. Je demande au député, compte tenu de ses commentaires d'aujourd'hui au sujet du Trésor public, s'il n'a aucune considération pour le fait qu'il est employé par le Trésor public et que le gouvernement a...

Le vice-président: Je dois interrompre la députée afin de donner la possibilité au député d'York-Centre de répondre.

Roman Baber: Monsieur le Président, je suis fier de ma carrière politique. Je suis fier de ma carrière à l'Assemblée législative de l'Ontario. Je suis fier d'avoir défendu des millions de Canadiens qui n'avaient pas de voix, je suis fier que le chef de l'opposition m'ait accueilli dans son parti et au Parlement et je suis également fier que

les habitants d'York-Centre m'aient élu une fois encore pour les représenter.

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, hier, les libéraux ont présenté leur 10^e budget, qui prévoit le pire déficit jamais enregistré, si l'on exclut la période de la COVID. Ce déficit est 2 fois plus élevé que celui que le gouvernement libéral précédent a laissé.

Les Canadiens paient davantage et ils obtiennent moins en retour. Le budget fait grimper le coût de la vie pour tous les Canadiens. Il fait grimper le prix de la nourriture, du logement, de tout ce que les familles achètent.

Pour les gens de chez nous, à Terre-Neuve-et-Labrador, la vie semble coûter plus cher que jamais. La province affiche le taux de chômage le plus élevé au pays et le taux d'émigration nette le plus soutenu proportionnellement à sa population. Elle a la population la plus âgée du Canada, et le prix des aliments y est parmi les plus élevés au pays. Quand Ottawa dépense trop, on le sent. Le premier ministre ténélien a dit hier que pour ce qui est de déterminer si le budget fédéral sera ou non avantageux pour les Terre-Neuviens et les Labradoriens, celui-ci soulève beaucoup plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Je suis tout à fait d'accord.

Le premier ministre a rompu toutes les promesses qu'il avait faites il y a quelques mois à peine. Il avait promis un déficit de 62 milliards de dollars, mais il est plutôt question d'un déficit de 78 milliards de dollars. Il avait promis de réduire le ratio dette-PIB, mais il l'a augmenté. Il avait promis de dépenser moins, mais il dépense 90 milliards de dollars de plus que prévu. Pour mettre les choses en perspective, cela représente 5 400 \$ de dépenses inflationnistes par ménage. Le premier ministre avait promis d'investir davantage, mais le budget qu'il a lui-même établi révèle une chute des investissements trimestre après trimestre.

En particulier, le budget et le gouvernement ne tiennent pas compte de la réalité des Canadiens qui vivent en milieu rural. À titre de membre du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, j'écoute directement ce que disent les gens qui sont laissés pour compte. Dans le cadre de son étude sur la transition obligatoire vers les véhicules électriques, le Comité a entendu aujourd'hui le témoignage d'un propriétaire d'entreprise et employeur qui vit en région rurale. Son message était on ne peut plus clair.

Le témoin a formulé la mise en garde suivante: « Si vous poursuivez dans cette voie, vous allez handicaper l'industrie de l'automobile, la détruire, et ruiner la vie d'une foule de gens dans les municipalités rurales partout au pays. Si cette transition est imposée, mon commerce ne sera pas suffisamment rentable pour survivre. Les manchettes diront: "Le gouvernement pousse à la faillite une entreprise familiale en exploitation depuis 45 ans." » Malgré ces mises en garde, le gouvernement refuse de s'engager à abandonner l'idée d'imposer cette transition qui n'apporte rien de bon au Canada rural. Il aurait pu l'annuler dans le budget, mais il ne l'a pas fait.

L'imposition de cette transition ne fera qu'accroître le coût de la vie dans les régions où les températures chutent beaucoup l'hiver, où les distances sont vastes et où les bornes de recharge sont rares. Les déplacements, l'épicerie, le chauffage: tout coûte plus cher qu'avant, et ce sont les Canadiens ordinaires qui font les frais des décisions de ce gouvernement déconnecté de la réalité. Les gens peinent à joindre les deux bouts. Ils travaillent et ils paient leurs impôts, mais ils sont tout de même à court d'argent parce qu'Ottawa dépense toujours de plus en plus tout en produisant de moins en moins de résultats.

Les familles de Port aux Basques, Stephenville et Deer Lake travaillent dur. Elles font tout ce qu'il faut, mais elles ont de plus en plus de difficultés. Une personne âgée de Brig Bay a déclaré à mon bureau que chaque mois, les décisions devenaient plus difficiles: manger ou se chauffer, et acheter des provisions ou payer la facture d'électricité.

Greta Gillingham, de Trout River, m'a dit que sa pension de survivant avait été réduite de près de 300 \$ par mois, ce qui l'oblige à se battre pour payer les premières nécessités alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Catherine Alexander, de Stephenville Crossing, m'a dit qu'elle n'achetait plus que des produits en promotion et qu'elle cultivait ses propres légumes pour compenser le coût des courses. Elle m'a dit qu'elle n'achetait plus de fruits au plein prix et qu'elle n'allait plus au restaurant parce qu'elle n'en avait tout simplement pas les moyens.

Ce ne sont pas des cas isolés; ils reflètent ce qui se passe partout au Canada. À l'échelle nationale, le recours aux banques alimentaires a doublé depuis 2019. Cela devrait choquer tous les députés. Récemment, un rapport de ma province a clairement illustré cette situation. Les bénévoles des banques alimentaires disent que les familles qui venaient une fois par mois viennent désormais toutes les deux semaines et que de nombreux parents sautent délibérément des repas pour que leurs enfants puissent manger.

La Single Parent Association de Terre-Neuve-et-Labrador a rapporté le cas d'une mère qui avait tellement faim qu'elle a mangé froid dans sa voiture, car c'était le seul repas qu'elle prenait ce jour-là. Food First NL dit que 40 % des enfants de Terre-Neuve-et-Labrador vivent désormais dans des foyers en situation d'insécurité alimentaire. C'est l'un des taux les plus élevés du pays.

Lorsque les parents se privent de nourriture pour que leurs enfants puissent manger, il ne s'agit pas d'un progrès économique, mais d'un signe que le gouvernement a perdu le contact avec la réalité.

• (1230)

Ce sont des gens qui travaillent dur et qui veulent un gouvernement capable de comprendre ce qu'est le coût de la vie à Terre-Neuve-et-Labrador. Ils veulent un gouvernement qui sait qu'on ne peut pas lutter contre l'inflation en dépensant plus, un gouvernement qui se rend compte que, lorsque le prix du carburant augmente, le prix de tout le reste augmente aussi, un gouvernement qui comprend que les taxes alimentaires cachées et intégrées font augmenter le prix des denrées alimentaires.

De nombreux biens et services nous parviennent de l'extérieur de notre province. Les frais d'expédition, les suppléments pour le carburant et l'inflation s'additionnent. C'est la raison pour laquelle les prix des denrées alimentaires à Terre-Neuve-et-Labrador sont parmi les plus élevés du pays, ce qui oblige les familles à se procurer moins de produits pourtant essentiels.

Le budget

Alors que les familles paient déjà plus cher, ce budget rend la vie encore plus coûteuse. Dans une province qui vit déjà un exode rural, il devient plus difficile pour les jeunes de rester et de bâtir leur avenir chez eux. Nous perdons beaucoup trop de jeunes qui partent vers d'autres endroits au Canada parce qu'ils ne peuvent pas s'en sortir chez eux. Si les salaires d'une famille ne lui suffisent pas à payer la nourriture, l'essence et le loyer, elle finit par quitter l'endroit qu'elle aime.

Ernest Snooks est revenu dans la province en 2015 après avoir vécu en Alberta, avec pour objectif de se construire un avenir à Terre-Neuve-et-Labrador. Il a repris ses études et a tout fait pour réussir, mais il arrive à peine à joindre les deux bouts. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Ses factures quotidiennes s'accumulent et il s'inquiète pour sa santé, car les aliments sains sont devenus hors de prix pour lui.

Chaque dollar dépensé par le gouvernement provient des poches des Canadiens. De fait, Statistique Canada a confirmé une nouvelle fois ce mois-ci que l'inflation alimentaire continue d'augmenter. Selon Sylvain Charlebois, grand spécialiste de l'alimentation, le Canada est le seul pays du G7 où l'inflation alimentaire a augmenté pendant quatre mois consécutifs. Entre mars et septembre 2025, le prix des fraises a augmenté de 25 %, celui du bœuf de 25 % et celui du café de 20 %. Bref, les familles canadiennes paient plus cher pour tous les produits de base.

Les conservateurs ont présenté un plan visant à réduire le coût des denrées alimentaires, à mettre fin à la taxe sur les emballages alimentaires, à abolir le Règlement sur les combustibles propres, qui ajoute 17 cents par litre au prix de l'essence et du diesel, et à mettre un terme aux déficits inflationnistes, mais les libéraux l'ont rejeté. Seuls les conservateurs mettront fin aux taxes cachées sur les denrées alimentaires et rétabliront le bon sens en matière d'accessibilité financière.

Les conservateurs pensent que les Canadiens méritent un budget abordable pour une vie abordable. Au nom de tous nos concitoyens que les libéraux ont privés de nourriture, de logement et même d'espoir, nous nous opposons à ce budget déficitaire coûteux qui met en péril l'avenir du pays.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a qualifié ce budget d'occasion manquée « de fournir un allègement fiscal significatif ». La Large Urban Centre Alliance a indiqué que le budget « s'appuie sur des données rétrospectives » qui masquent la crise du logement. L'économiste Mike Moffatt a déclaré qu'il « ne s'était pas suffisamment préparé à la déception qu'il allait ressentir ».

Même ceux qui voulaient croire aux promesses du gouvernement perdent confiance.

Où que les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador aillent, en Alberta, en Ontario ou ailleurs, ils trouvent toujours le moyen de se réunir, d'échanger des histoires et de rester en contact, car ils sont fiers de leur région, et ils lui sont éternellement attachés. Ils ne demandent pas grand-chose: seulement une chance équitable de se construire une vie là où ils sont nés. Ils méritent d'avoir un gouvernement qui reconnaît leurs difficultés et respecte leurs efforts, et un budget qui leur permet de rester chez eux, d'élever leurs enfants et de retrouver l'espoir.

Le budget

Lorsqu'un gouvernement dépense sans compter et fait grimper l'inflation, ce sont les Canadiens des régions rurales qui en paient le prix le plus lourd. Lorsque ce même gouvernement ferme les yeux sur le coût de la vie dans des régions comme la mienne, il risque de perdre les collectivités mêmes qui ont bâti le pays. Ce n'est pas de la compassion que de dépenser ce qu'on n'a pas et de laisser la facture à ceux qui peuvent le moins se le permettre. Ce n'est pas juste que les familles en milieu rural paient plus cher simplement parce qu'elles veulent vivre là où elles sont nées.

Nous demandons au premier ministre de travailler avec nous pour bâtir un avenir positif, plein d'espoir et abordable, où les familles de Long Range Mountains pourront regarder leur facture d'épicerie, leur note de mazout et leur déclaration de revenus et se dire qu'elles peuvent mieux respirer, qu'elles peuvent rester et qu'elles peuvent construire leur vie à Terre-Neuve-et-Labrador.

● (1235)

Philip Earle (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, beaucoup de négativisme émane de l'autre côté de la Chambre. De ce côté-ci de la Chambre, on entend plutôt beaucoup de commentaires positifs. On entend souvent les députés d'en face parler de prendre de l'argent dans les poches des gens, alors que, de ce côté-ci de la Chambre, on cherche à laisser de l'argent dans les poches des gens.

L'assurance-médicaments est toujours dans le budget. Le programme de soins dentaires se trouve dans le budget. Le programme national d'alimentation scolaire est toujours dans le budget. L'Allocation canadienne pour enfants est toujours dans le budget. Une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens se trouve toujours dans le budget. J'aimerais demander à la députée d'en face si elle appuie ces programmes, car ils laissent de l'argent dans les poches des Terre-Neuviens et des Labradoriens.

Carol Anstey: Monsieur le Président, je suis heureuse de répondre à la question du député. Je vais donner un exemple concret en ce qui concerne la philosophie du gouvernement en matière d'investissements et de programmes. J'ai communiqué avec toutes les écoles de ma circonscription au sujet du programme national d'alimentation scolaire. Or, très peu d'écoles en savent quelque chose et très peu en tirent quelque avantage que ce soit.

Je tiens également à souligner un investissement que les libéraux ont prévu dans une usine de transformation du lait dans ma collectivité. Ils l'ont annoncé en 2021 et de nouveau en 2022, mais cela ne s'est jamais concrétisé.

J'aimerais bien être comblée d'espoir pour l'avenir, mais les solutions des libéraux ne fonctionnent tout simplement pas.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lestiguj, BQ): Monsieur le Président, je voudrais que ma consœur nous parle d'un sujet qui, je pense, nous préoccupe tous les deux. Il s'agit du non-renouvellement du fonds des pêches.

Pour ma part, je pense au Fonds des pêches du Québec. De son côté, elle pensera au Fonds des pêches de l'Atlantique. C'est une déception qui est assez grande, parce qu'il y a plusieurs crises auxquelles ont n'a pas répondu dans ce budget, notamment en matière de logement, de pouvoir d'achat des aînés et de santé.

En ce qui concerne les pêches, on s'attend à ce qu'il y ait un fonds des pêches pour permettre l'innovation et l'investissement dans la science. Est-ce que ma consœur peut expliquer à la

Chambre pourquoi le renouvellement du fonds des pêches, tant au Québec que dans l'Atlantique, devrait être une priorité?

[Traduction]

Carol Anstey: Monsieur le Président, le député aborde un sujet qui préoccupe de nombreuses personnes dans les régions rurales, en particulier les localités côtières, qui se sentent négligées par le gouvernement libéral.

Le député a tout à fait raison de souligner l'importance capitale de la pêche dans ma circonscription, et c'est pourquoi j'ai présenté une pétition sur les ports pour petits bateaux, car je crois qu'il est essentiel d'investir dans l'industrie de la pêche à Terre-Neuve-et-Labrador. Je suis convaincue que cela revêt également une importance capitale au Québec.

● (1240)

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, quand nous discutons du budget à la Chambre, nous avons tendance à perdre de vue l'aspect humain et les conséquences pour les gens. La députée a donné d'excellents exemples des conséquences concrètes qui résultent de la mauvaise gestion, du gaspillage et des dépenses excessives des libéraux.

Je me demande si la députée pourrait nous donner plus de détails sur les répercussions humaines concrètes de ce budget.

Carol Anstey: Monsieur le Président, vous avez tout à fait raison. J'ai frappé à des milliers de portes pendant la campagne électorale et je discute régulièrement avec mes concitoyens. J'aborde constamment ce sujet, car il est très pertinent et réel.

Quand des aînés me disent qu'ils passent leur journée chez Tim Hortons parce qu'ils n'ont pas les moyens de se nourrir chez eux, alors qu'ils devraient pouvoir vivre le reste de leur vie dans la dignité, cela me touche profondément et me motive à agir.

Il y a des conséquences concrètes, et il faut changer les choses. Le coût de la vie à Terre-Neuve-et-Labrador doit diminuer.

L'hon. Bardish Chagger: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'ai voulu éviter de gâcher l'extrait vidéo de la députée, car je sais que c'est très important pour le Parti conservateur du Canada et qu'il est important que les électeurs entendent sa position, mais la députée doit s'adresser à la présidence.

Le vice-président: En effet, la règle veut qu'on n'utilise pas le mot « you » en anglais ni son équivalent en français. Les députés ne doivent pas s'adresser directement aux autres députés; ils doivent le faire par l'entremise de la présidence.

Nous poursuivons les questions et observations. Le secrétaire parlementaire du premier ministre a la parole.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il est clair que la députée d'en face se passionne pour la conduite dans les régions rurales du Canada, même si nous ne nous entendons pas forcément sur certains points à la Chambre.

Il y a deux semaines, le député de Central Newfoundland a qualifié le Programme national d'alimentation scolaire de « foutaise ». J'étais à Terre-Neuve-et-Labrador lorsque le premier ministre de l'époque, M. Trudeau, en compagnie du premier ministre Furey, a lancé le premier programme du Programme national d'alimentation scolaire dans la circonscription de la députée, à l'école primaire du Gros Morne.

Le programme aidera des élèves partout au pays. La députée partage-t-elle l'opinion du député de Central Newfoundland, selon qui ce programme, c'est de la foutaise?

Carol Anstey: Monsieur le Président, je me passionne par mon coin de pays. Les gens me disent tout le temps qu'ils veulent pouvoir nourrir leurs enfants eux-mêmes. C'est pourquoi ils souhaitent que le coût de la nourriture diminue.

[Français]

Peter Schiefke (Vaudreuil, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Humber River—Black Creek.

C'est un honneur pour moi de prendre la parole en ce jour d'anniversaire de mon fils Anderson, qui a 11 ans, au nom des membres de la communauté de Vaudreuil pour parler du budget de 2025 de notre nouveau gouvernement libéral.

Ce budget répond aux besoins des Canadiens et des Canadiennes en cette période importante pour notre pays. Il comprend des mesures qui répondront aux besoins des familles et des aînés et qui soutiendront les jeunes. Il vise à rendre la vie plus abordable et à bâtir un pays plus fort.

Ce budget a l'intention de bâtir une économie plus prospère et résiliente au moment où nous ne pouvons plus compter sur le commerce avec notre principal partenaire commercial et où l'incertitude économique mondiale est en augmentation. L'abordabilité reste primordiale pour les Canadiens et les Canadiennes. C'est pourquoi, dans notre budget de 2025, nous réduisons les impôts sur la classe moyenne, permettant aux familles avec deux revenus d'économiser 840 \$ par année. Cela signifie plus d'argent dans la poche des gens à un moment où ils en ont le plus besoin.

C'est aussi pourquoi nous continuons d'investir dans l'élargissement du Régime canadien de soins dentaires, qui devrait permettre aux familles d'économiser en moyenne 800 \$ par année. Grâce à la plus récente expansion du programme, désormais disponible pour ceux qui ont un revenu familial net inférieur de 90 000 \$, plus de 5 millions de Canadiens et de Canadiennes qui s'y sont inscrits vont en profiter. Nous faisons en sorte que les soins dentaires sont un droit et non un privilège. Personne ne devrait avoir à choisir entre bien manger et prendre soin de ses dents.

Le budget de 2025 comprend également un investissement pour développer le Programme national d'alimentation scolaire mis en place par notre gouvernement libéral. Cela va permettre aux familles d'économiser encore plus d'argent et éviter que des dizaines de milliers d'enfants canadiens se retrouvent à l'école avec le ventre vide.

Rendre la vie plus abordable passe aussi par le logement. Aujourd'hui, si on est jeune et qu'on tente de trouver sa première maison, on sait à quel point c'est difficile. Ce n'est pas seulement les jeunes. Partout au pays, des parents voient leurs enfants adultes rester plus longtemps à la maison. Ce n'est pas par choix, mais parce que ces derniers ne peuvent pas se permettre de louer sans même parler d'acheter une maison. C'est pourquoi dans le budget de 2025 notre gouvernement supprime la TPS sur les maisons de moins de 1 million de dollars pour les acheteurs d'une première propriété, ce qui représente des économies de dizaines de milliers de dollars pour ceux qui souhaitent franchir cette première étape importante.

Nous agissons aussi sur l'offre, car nous savons que l'abordabilité dépend aussi de la rapidité à construire plus de logements. C'est

Le budget

pour cette raison que nous nous sommes engagés à doubler le rythme de construction résidentielle au Canada. Pour y arriver, dans le budget de 2025, nous avons lancé Maisons Canada, un plan ambitieux pour ramener le gouvernement dans le secteur de la construction résidentielle et intensifier la construction de logements en misant sur les technologies canadiennes, le bois canadien et la main-d'œuvre canadienne. En soutenant des approches innovantes comme les maisons modulaires et préfabriquées, nous réduisons les délais, diminuons les coûts et créons des emplois au passage.

Qu'on cherche à acheter une première maison, à louer un logement abordable ou à aider ses enfants à se loger, le gouvernement libéral est à l'écoute et il agit, parce que tous les Canadiens méritent un foyer sécuritaire et abordable.

● (1245)

[Traduction]

Un autre pilier du budget de 2025 dont j'aimerais parler, c'est notre plan pour bâtir l'économie canadienne de demain, une économie plus résiliente, plus diversifiée et moins dépendante du commerce avec les États-Unis. Il comprend des mesures décisives pour protéger les familles canadiennes, les emplois canadiens et les travailleurs canadiens contre les droits de douane injustes et injustifiés qu'a imposés par le président Trump.

Notre plan mûrement réfléchi comporte de nombreux volets. Premièrement, depuis trop longtemps, les barrières commerciales entre les provinces fragmentent l'économie du pays et ralentissent sa croissance. C'est pourquoi nous harmonisons les règlements, nous éliminons les obstacles au commerce intérieur et nous investissons dans des infrastructures qui relieront les collectivités des diverses provinces. Pour nous, il doit y avoir une économie unique au pays, une économie unifiée, plus efficace et, bien sûr, plus concurrentielle.

C'est important pour les petites entreprises de Vaudreuil qui souhaitent prendre de l'expansion à l'extérieur du Québec. C'est important pour les agriculteurs de ma région qui doivent acheminer leurs produits jusqu'aux marchés. C'est important pour tous les Canadiens qui souhaitent que notre fédération fonctionne comme une seule équipe, plutôt que comme 13 équipes qui érigent indûment des obstacles à la prospérité.

Ensuite, le budget de 2025 prévoit des investissements dans les infrastructures, tant les infrastructures physiques que les orientations politiques connexes, afin de favoriser l'unification de l'économie. Cela va du train à grande vitesse à l'augmentation de la capacité portuaire pour que les marchandises canadiennes circulent plus rapidement et que notre économie gagne en vigueur. Nous sommes riches en ressources naturelles, riches en innovation et riches en main-d'œuvre qualifiée.

Avec le budget de 2025, nous construirons les infrastructures nécessaires à la conclusion des nouveaux accords dont nous avons besoin pour faire profiter le monde de nos actifs à nos conditions. L'une de ces conditions, c'est de continuer à bâtir de manière durable le Canada que nous voulons et dont nous avons besoin, porteur d'un avenir plus fort, plus résilient et plus sain pour nos enfants et nos petits-enfants.

Le budget

Le budget de 2025 réaffirme notre engagement non seulement à renforcer notre économie, mais aussi à prendre des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques. Cela signifie trouver des moyens nouveaux et novateurs de limiter les émissions et chercher des façons d'acheminer jusqu'aux marchés l'énergie, les minéraux et les autres produits de notre pays tout en respectant nos obligations envers les générations futures pour ce qui est de la lutte contre les changements climatiques.

Le budget de 2025 comprend la Stratégie de compétitivité climatique du gouvernement libéral. En effet, comme je l'ai dit à maintes reprises à la Chambre, la lutte contre les changements climatiques doit continuer de faire partie intégrante de la stratégie économique du Canada. Alors que certains voudraient encore nous faire croire que nous devons choisir entre l'environnement et l'économie, le gouvernement sait que la prospérité est indissociable de la durabilité. Je préside le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités depuis quatre ans et je peux attester des retombées que ces investissements et ces politiques auront d'un océan à l'autre.

Troisièmement, notre plan diversifie l'économie canadienne en réduisant notre dépendance à l'égard du marché étatsunien, tout en renforçant nos partenariats avec nos alliés du G7 et de l'Union européenne et en créant de nouveaux débouchés commerciaux sur les marchés mondiaux. Cette approche transparaît dans le choix du premier ministre de se rendre en France et au Royaume-Uni pour ses deux premières visites officielles à l'étranger après son entrée en fonction. Il a ainsi renforcé les liens avec nos deux proches amis, alliés et partenaires du G7.

Le dernier pilier du budget de 2025 dont j'aimerais parler est notre plan pour protéger le Canada et les Canadiens. Il signifie protéger notre souveraineté économique, notre intégrité territoriale et notre prospérité commune dans un monde de plus en plus instable. C'est pourquoi la troisième visite du premier ministre ne l'a pas mené dans une autre capitale, mais dans l'Arctique canadien. Ce n'est pas un hasard. Alors que les changements climatiques ouvrent de nouvelles voies de navigation et que les grandes puissances rivalisent d'influence dans le Nord, le Canada agit pour défendre sa souveraineté dans l'Arctique, protéger son environnement naturel et assurer l'avenir économique des communautés nordiques.

Nous modernisons le NORAD, nous renforçons nos partenariats avec l'Australie pour déployer des systèmes de radar avancés et nous consacrons des sommes sans précédent aux Forces armées canadiennes afin de faire face aux menaces du XXI^e siècle. Dans un monde marqué par la montée de l'autoritarisme et l'instabilité mondiale, les Canadiens méritent un pays qui dispose des ressources, du savoir-faire et de la capacité nécessaires pour défendre les valeurs canadiennes, défendre notre souveraineté, soutenir nos alliés et se montrer à la hauteur de la situation avec force et unité.

C'est pourquoi le budget de 2025 prévoit un financement de portée historique des Forces armées canadiennes et la sécurité de nos frontières, y compris une somme qui nous permettra de renforcer nos frontières en embauchant 1 000 agents des services frontaliers qui seront formés à Rigaud, dans ma circonscription, Vaudreuil. Avec l'argent prévu, nous pourrions également embaucher 1 000 nouveaux agents de la GRC pour assurer la sécurité de nos collectivités et lutter contre le crime organisé. Le budget de 2025 augmente la rémunération et les avantages sociaux de nos courageux hommes et femmes en uniforme et il prévoit un financement de portée historique grâce auquel les Forces armées canadiennes

pourront se procurer le matériel nécessaire afin de répondre aux besoins des Canadiens, au pays, ainsi que pour relever les défis et affronter les menaces à l'étranger.

Le budget présente une vision et un plan clairs. Je suis fier de l'appuyer. Je suis fier de faire partie du gouvernement libéral et, surtout, je suis fier de servir les gens de Vaudreuil, qui m'ont élu pour la quatrième fois en avril dernier. Je suis fier de travailler en leur nom pour essayer de bâtir un Canada meilleur, pour eux et pour leur famille. C'est exactement ce que ferait le budget de 2025, et j'invite tous les députés à l'appuyer.

• (1250)

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé du déplacement du premier ministre dans l'Arctique. Il a aussi parlé des parties du budget qui seraient consacrées à certains projets dans la région. Je me suis rendu assez souvent dans l'Arctique. S'il y a bien une chose pour laquelle le gouvernement libéral est connu, c'est pour ses projets inachevés dans la région qui dépassent le budget prévu.

Une question a été inscrite au Feuilleton au sujet du projet d'assainissement de la mine Giant de 1 milliard de dollars lancé par les conservateurs. Nous venons d'apprendre que plus de 200 millions de dollars ont été versés à des consultants.

Le député peut-il donner au Parlement l'assurance que le budget mettra fin à la corruption et qu'il permettra de réaliser des projets dans le Nord?

Peter Schiefke: Monsieur le Président, pour protéger la souveraineté du Canada, il est essentiel d'investir dans le Nord. C'est exactement ce que nous faisons avec ce budget. C'est précisément pour cette raison que le premier ministre est allé dans le Nord pour la troisième fois. Il voulait faire passer un message, non seulement à nos partenaires du monde entier, mais aussi aux collectivités de l'Arctique et aux Canadiens. Il voulait leur faire savoir que le Nord est et demeurera une priorité pour le nouveau gouvernement libéral.

• (1255)

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a parlé de l'importance de maintenir des emplois. Parmi les premières victimes de la crise actuelle, il y a les 300 pères et mères de famille qui ont été licenciés chez Paccar. Or, dans une entrevue récente avec Mario Dumont, la députée libérale de Thérèse-De Blainville a dit à ces travailleurs de ne pas prendre cela personnellement. Elle les invite à aller voir les organismes d'aide alimentaire. Elle leur dit de se trouver un plan B, de changer de carrière et de retourner à l'école. Ce sont les mots de la députée libérale de Thérèse-De Blainville.

J'aimerais savoir si c'est ce que le député appelle « s'occuper de son monde », « s'occuper du Québec », « s'occuper des Québécois ». J'aimerais savoir par-dessus tout s'il approuve les propos de cette députée qui traite ses propres concitoyens de cette façon-là.

Peter Schiefke: Monsieur le Président, c'est drôle d'entendre le Bloc québécois parler de protection des emplois. C'est exactement ce que nous faisons avec le budget. Nous sommes en train d'investir pour protéger les travailleurs au Canada, au Québec, dans ma communauté de Vaudreuil.

Les Québécois veulent avoir cet argent pour investir, pour protéger leurs emplois. Je ne comprends pas pourquoi le Bloc québécois veut voter contre un budget dans lequel on investit pour protéger les Québécois et les Québécoises.

J'invite mon honorable collègue à voter en faveur du budget afin que nous puissions travailler ensemble à protéger notre économie en cette période difficile et cruciale pour notre pays, notamment contre l'administration de Donald Trump.

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, le président-directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, Jean-François Lévesque, affirme que le budget fédéral envoie enfin un signal clair aux entreprises en faisant de la productivité une priorité nationale.

Est-ce que mon collègue peut envoyer un message au président-directeur général?

Peter Schiefke: Monsieur le Président, la réalité, c'est que nous sommes en train d'investir pour bâtir l'économie de demain, pour protéger des emplois. Le message que je souhaite transmettre, c'est que nous sommes en train de répondre aux besoins des travailleurs et des travailleuses dans ma circonscription, Vaudreuil, et partout au Canada. C'est ce que nous sommes en train de faire.

Si les partis de l'opposition, et je parle du Bloc québécois et des conservateurs, veulent vraiment protéger les Canadiens, la façon de le faire, c'est de voter pour notre budget de 2025 afin de soutenir les Canadiens durant ce moment crucial.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, nous savons que les libéraux n'ont pas pensé plus loin que l'exercice en cours dans ce budget. Cela dit, dans ma région, l'Initiative de la Stratégie relative au saumon du Pacifique qui vise à protéger le saumon sauvage du Pacifique arrive à échéance, tout comme le fonds de restauration pour le saumon de la Colombie-Britannique. Le saumon est essentiel à la sécurité alimentaire, à l'économie, au bien-être et au mode de vie de la population de la côte Ouest. À l'échéance de ces programmes, ces infrastructures vont disparaître.

Mon collègue peut-il s'engager auprès des gens de la côte Ouest à protéger le saumon sauvage du Pacifique et à investir dans la protection de son habitat dans les années et les décennies à venir?

Peter Schiefke: Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour mon collègue. Protéger le saumon en Colombie-Britannique et le gagne-pain des gens qui vivent de cette industrie revient à protéger le gagne-pain des Canadiens partout au pays. Si le député me demande mon appui pour que cela continue, il peut compter sur moi.

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravie de prendre la parole aujourd'hui au sujet de ce budget exceptionnel, qui constitue une véritable feuille de route pour bâtir notre grand pays et le rendre plus fort. Nous sommes tous fiers d'être Canadiens. De toute évidence, le budget est un plan tourné vers l'avenir. Il regorge de mesures, et je pense qu'il faudra un certain temps aux gens pour tout comprendre et prendre la mesure des investissements que nous faisons et de ce qui fera vraiment la différence.

En tant que présidente du Comité permanent du commerce international, je vais me concentrer sur ce sujet. J'ai eu l'occasion, avec les excellents députés qui siègent aussi au Comité, d'inviter les re-

Le budget

présentants de nombreuses entreprises à venir témoigner dans le cadre de notre examen de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Nous écoutons directement les témoignages d'un grand nombre de gens d'affaires, de particuliers et de professionnels. Ils nous font part de leurs préoccupations concernant l'incertitude qui prévaut, des obstacles qu'ils doivent affronter et de leur volonté d'aider le Canada à surmonter certaines des difficultés actuelles.

Je sais à quel point notre prospérité est étroitement liée à l'économie mondiale. En tant que fière députée de Humber River—Black Creek, je sais combien il est important que nos politiques nationales apportent des bénéfices tangibles aux familles, aux travailleurs et aux entreprises, partout au pays.

Je me suis récemment réunie avec la ministre des Petites Entreprises et avec des gens de la zone d'amélioration commerciale Emery Village. Nous avons parlé des difficultés avec lesquelles ils sont aux prises, surtout dans le dossier de l'acier et de l'aluminium, mais aussi dans celui de notre important secteur de l'automobile, bien sûr. Leur stress et leur inquiétude par rapport à tout ce qui se passe étaient perceptibles. Certains sont propriétaires d'entreprises fondées par leurs pères. À leurs yeux, tout cela est menacé, vu les tarifs et les autres pressions que le Canada subit à l'heure actuelle. Ce fut une réunion émouvante, et j'en suis sortie d'autant plus déterminée à faire tout ce que nous pouvons pour trouver des solutions, resserrer nos rangs et les épauler.

Nous traversons une époque de profonds changements sur la scène internationale. L'ordre international fondé sur les règles, qui a favorisé la prospérité du Canada, est en train d'être redéfini, que cela nous plaise ou non. Les tarifs augmentent, les chaînes d'approvisionnement se modifient, et les entreprises et les travailleurs partout au pays souffrent de l'incertitude économique. Dans le budget de 2025, le gouvernement ne se dérobe pas à la tâche. Il présente un plan clair pour construire un Canada fort en investissant dans notre économie, en protégeant nos collectivités et en donnant aux Canadiens les moyens d'agir à l'échelle du pays.

Le Canada est particulièrement bien placé pour profiter de ce nouveau contexte mondial, avec les bons investissements et un leadership avisé qui, je l'espère, viendra de nous tous, en notre qualité de députés. À ce stade-ci, tous les parlementaires sont appelés à faire de leur mieux pour aider les entreprises et les familles qui en arrachent, à agir ensemble comme parlementaires et à délaissier la partisanerie. Nous pouvons en faire beaucoup plus et le faire encore mieux si nous travaillons tous de concert.

Dans le budget, le gouvernement lance une stratégie de diversification commerciale pour doubler les exportations outre-mer au cours de la prochaine décennie. Je préside le comité du commerce international depuis déjà quelques années. J'y ai entendu de nombreuses entreprises qui sont très satisfaites de leurs réalisations. Nous leur avons demandé pourquoi elles ne prennent aucune mesure pour diversifier leurs marchés et en rechercher de nouveaux, elles ont répondu que la diversification et la recherche de nouveaux marchés ne sont pas des choses simples et qu'elles obtiennent de bons résultats avec le statu quo.

Le budget

Je crois qu'une partie de notre rôle, en tant que parlementaires, consiste à faciliter la tâche des entreprises qui souhaitent diversifier leurs marchés. Nous devrions les accompagner, si nécessaire. Exportation et développement Canada contribue à cet effort, mais encore une fois, ce n'est pas suffisant pour répondre aux besoins actuels. Nous voulons que les entreprises canadiennes sachent qu'elles peuvent compter sur nous pour les aider à remplir les formalités administratives et les accompagner dans leur démarche visant à saisir ces occasions. Je pense que davantage d'entreprises canadiennes le feront. Nous en parlons, mais nous ne leur apportons pas une aide suffisamment rapide ou efficace pour les encourager à s'aventurer à l'étranger et à diversifier leurs marchés. Il sera très important que nous le fassions à l'avenir, pour la suite des choses.

● (1300)

Cela suppose davantage de produits canadiens. Qu'il s'agisse de l'acier de Hamilton, des technologies de Toronto ou des produits alimentaires de nos nombreuses fermes, il est essentiel d'atteindre de nouveaux marchés et de créer de nouveaux emplois pour assurer un avenir prospère au Canada.

En tant que présidente du Comité permanent du commerce international, je tiens à souligner que ce n'est là qu'un exemple de la manière dont ce budget s'aligne sur les priorités qui ressortent de notre étude actuelle de l'Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, l'ACEUM, et de l'avenir du commerce nord-américain. Les intervenants de tous les secteurs nous ont fait savoir que la stabilité, la prévisibilité et l'application des règles sont essentielles pour maintenir la confiance dans nos relations commerciales. Le budget de 2025 renforce l'engagement du Canada à l'égard d'un système commercial fondé sur des règles, garantissant que nos exportateurs peuvent soutenir la concurrence de manière équitable et que nos accords sont respectés par tous.

Nous avons également entendu parler de la nécessité de disposer des infrastructures commerciales, des ports, des chemins de fer et des systèmes numériques qui permettent d'acheminer les marchandises canadiennes vers les marchés. Ce budget répond à cette nécessité, avec des investissements importants dans les infrastructures qui renforceront nos chaînes d'approvisionnement et soutiendront la croissance à long terme. Nous avons souvent entendu parler des défis auxquels font face Churchill et d'autres régions, et du fait que nos ports ont besoin d'investissements dans les infrastructures afin d'augmenter leur capacité d'expédition. Je pense que les idées qui ont déjà été avancées concernant les ports et les infrastructures nécessaires à leur expansion ne se seraient peut-être jamais concrétisées. Or, aujourd'hui, le budget montre que, compte tenu de la situation où nous nous trouvons, nous allons investir massivement dans les infrastructures afin que les entreprises puissent acheminer leurs marchandises plus rapidement vers les marchés.

Nous avons entendu parler de l'importance de la résilience économique, qui permet au Canada de résister aux chocs mondiaux et de rester compétitif. Le budget de 2025 soutient cette approche en investissant dans les industries nationales, en diversifiant nos partenariats commerciaux et en lançant une politique d'achat au Canada qui donne la priorité aux fournisseurs et aux travailleurs canadiens.

Ce budget tient compte des besoins de nos exportateurs, de nos fabricants et de nos travailleurs, et prend des mesures décisives pour les soutenir.

Le budget de 2025 accélère la réalisation de grands projets d'infrastructure par l'entremise du nouveau Bureau des grands projets,

simplifie les procédures d'approbation et fait en sorte que les travaux débutent plus rapidement. En tant que parlementaires et anciens conseillers municipaux, nous avons subi des formalités administratives et des délais qui nous ont empêchés de faire avancer des projets, que ce soit à l'échelle fédérale, provinciale ou municipale. Il y a toujours des délais extrêmes. Il faut parfois quatre ou cinq ans pour mener à bien certains projets. Cette situation doit cesser. C'est ce qui se produira, je l'espère, grâce au Bureau des grands projets, qui simplifiera bon nombre de ces projets, en particulier ceux liés aux infrastructures.

À elle seule, la première tranche de projets entraînera 150 milliards de dollars d'investissements en capital. Les députés ont-ils remarqué que j'ai dit « milliards »? Auparavant, on investissait des millions, mais on parle maintenant de milliards. Je pense que c'est plus d'argent que ce que n'importe qui d'entre nous pourrait imaginer. Ces investissements changeront le Canada pour toujours et créeront des milliers d'emplois bien rémunérés. À Toronto, et surtout dans Humber River—Black Creek, ils se traduiront non seulement par de meilleurs services de transport en commun, des routes plus sûres et plus de logements abordables, mais aussi par de bons emplois dans la construction, le génie et les métiers spécialisés. Oui, il faudra du temps, mais d'ici là, pendant que nous agrandissons les ports, que nous construisons des ponts, et ainsi de suite, toutes ces mesures créent des emplois et font en sorte que les Canadiens travaillent.

Grâce au Fonds pour bâtir des collectivités fortes, des municipalités comme Toronto disposeront des outils dont elles ont besoin pour améliorer les infrastructures locales et soutenir la croissance économique. Dans le cadre du programme Maisons Canada, nous travaillons en partenariat avec des villes et des communautés autochtones pour construire des logements rapidement et à grande échelle. J'ai eu l'occasion d'aller observer plusieurs projets de logement, et j'ai pu constater qu'il est possible de construire une maison en un mois. Nous pourrions construire des logements beaucoup plus rapidement, notamment grâce à l'engagement de construire des maisons préfabriquées. Les choses iront bien plus vite. Encore une fois, il s'agit avant tout de créer des emplois.

● (1305)

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, la députée d'en face a beaucoup parlé aujourd'hui de commerce international et du fait qu'elle préside le comité du commerce international.

Ayant passé toute ma carrière professionnelle dans le commerce international et ayant ensuite eu le privilège d'être ministre du Commerce et de l'Économie de la Saskatchewan, où nous exportons environ 90 % de notre production, je peux dire en toute connaissance de cause que, au cours des 10 dernières années, tout ce que le gouvernement libéral a fait a empiré les choses. Je parle de toutes ses politiques, surtout celles des sept derniers mois. Depuis que le premier ministre est en poste, chaque fois qu'il se rend quelque part, le Canada se retrouve avec des droits de douane plus élevés.

La députée peut-elle souligner un élément du budget qui aidera nos exportateurs et nos producteurs à aller de l'avant, et qui augmentera les échanges commerciaux au lieu de les limiter?

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député à la Chambre. Je ne pense pas que nous ayons déjà eu l'occasion d'avoir une discussion.

Comme je l'ai dit plus tôt, à l'instar de tous les parlementaires, je suis ouverte aux observations et aux suggestions sur la façon de faire avancer ces dossiers. Le Bureau des grands projets a été créé en partie pour que nous puissions faire avancer les choses. Nous sommes tous bien conscients des obstacles qui existent. Il faut les éliminer, et c'est ce que nous tentons de faire en partie avec ces investissements.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma consœur de son exposé et de ses propos, notamment sur les échanges commerciaux et sur l'importance de diversifier les marchés.

Ma question concerne un sujet qui est très important pour les gens de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. C'est l'industrie des pêches. Le Fonds des pêches du Québec est un fonds de 44 millions de dollars dans lequel le fédéral investissait et qui permettait de stimuler l'innovation et de faire des études scientifiques pour améliorer la productivité du secteur des pêches.

Ma consœur peut-elle nous expliquer pourquoi le renouvellement du Fonds des pêches ne fait pas partie du budget qui a été déposé cette semaine?

• (1310)

[Traduction]

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, il existe toutes sortes de domaines et de capacités. Les pêches sont un aspect très important, tout comme l'agriculture et le bois d'œuvre. Il y a plusieurs industries. Si le député lit attentivement le document, il constatera que des fonds ont été réorientés afin d'obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine.

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier ma collègue de son excellent travail dans ce dossier.

Malheureusement, elle n'a pas eu la chance de terminer son discours. Je veux donc lui donner l'occasion d'ajouter certaines observations qu'elle n'a pas eu le temps de formuler dans son discours et lui demander de souligner à quel point le gouvernement libéral est celui qui a renforcé les partenariats commerciaux dans le monde entier, plus que tout autre gouvernement au Canada.

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, nous pouvons prendre le temps de revenir sur ce que nous avons accompli dans le passé. Dans le budget, avec les sommes qui sont enfin investies dans des infrastructures importantes, on s'engage à faire avancer les choses plus rapidement qu'auparavant. Des changements sont apportés à d'autres règlements, notamment, qui contribueront réellement à faire avancer les choses. Je suis ravie que nous prenions cet engagement.

Nous savons tous que cela prend du temps et que ces choses ne se font pas du jour au lendemain. J'aimerais bien sûr que cela se fasse beaucoup plus rapidement qu'auparavant, lorsque nous étions tous bloqués par la réglementation. Nous venons de signer un accord avec l'Indonésie. Nous avons des accords avec les Philippines et le Royaume-Uni. Tous ces accords offriront des débouchés à bon nombre de nos entreprises.

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, la députée a généreusement proposé d'accepter nos observations et suggestions. Tout récemment, le projet de loi C-3 a été adopté, et bon

Le budget

nombre des observations et suggestions formulées en comité ont été rejetées.

Pourquoi devrions-nous croire que nos suggestions et observations seront prises en compte?

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, les questions liées au budget que nous traitons aujourd'hui et que nous allons approfondir touchent ma famille et toutes les autres familles. Il s'agit de l'avenir de mes enfants et de mes petits-enfants. Nous voulons que les choses progressent. Nous devrions travailler de concert.

Il n'y a aucune garantie que les modifications apportées en comité seront...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. Le député de Simcoe-Nord a la parole.

Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole au nom des habitants de Simcoe-Nord. Je partagerai mon temps de parole avec le nouveau député de Souris—Moose Mountain, qui est formidable et qui, j'en suis sûr, fera...

Le vice-président: Je dois interrompre le député.

Il semble y avoir un appareil à proximité du microphone qui complique le travail des interprètes.

Le député peut maintenant poursuivre.

Adam Chambers: Je m'excuse auprès de nos fantastiques interprètes. Si le problème persiste, je serais reconnaissant que l'on me le signale.

Entrons dans le vif du sujet. Au vu des grands titres au sujet du budget, qui permettent de mesurer comment le budget est accueilli, ça doit être très difficile d'être un député libéral aujourd'hui: « Le budget montre que Mark Carney ne sait pas à quel point la situation est difficile pour les gens ordinaires ». Un autre...

Le vice-président: Les députés ne peuvent pas désigner le premier ministre ou un ministre par son nom, que ce soit directement ou indirectement. Quand nous rapportons des propos, il est préférable d'utiliser le titre du député dont nous parlons.

Je vais laisser le député de Simcoe-Nord reprendre son intervention.

Adam Chambers: Je m'excuse, monsieur le Président. Les vieilles habitudes ont la vie dure.

Le titre dit ceci: « Le budget montre que [le premier ministre] ne sait pas à quel point la situation est difficile pour les gens ordinaires ». Voici un autre grand titre: « Le déficit de confiance croissant des libéraux ». Un autre dit qu'après tout le battage médiatique, le premier budget du premier ministre « n'est pas à la hauteur ». Un autre titre dit ceci: « Encore une fois, [le premier ministre] n'est pas tout à fait à la hauteur des attentes ». Ce titre est suivi de la remarque que voici: « Le grand jour, les choses ne se sont pas déroulées tout à fait comme on l'avait annoncé. » Reuters écrit que le premier budget du premier ministre « ne respecte pas son engagement de transformer l'économie canadienne ». Le titre qui est sans doute le plus dévastateur est celui d'un article dont l'un des coauteurs est Don Drummond, qui travaillait au ministère des Finances à l'époque du gouvernement Chrétien. Il se lit comme suit: « Un budget “générationnel” qui ne fait que laisser les dépenses fédérales à la dérive. » Cela résume en quelque sorte les réactions au budget.

Le budget

Si on se demande comment les 10 dernières années se sont déroulées, il suffit d'examiner le budget. Le gouvernement a écrit ceci à la page 63 de son budget: « Si la croissance de la productivité du Canada avait été comparable à celle des États-Unis de 2017 à 2023, le revenu médian d'une famille avec un enfant serait supérieur de près de 11 000 \$ à son niveau actuel. » Cette phrase se trouve dans la publication du gouvernement. C'est un compte rendu absolument accablant de ce qui se passe sous le gouvernement libéral. Je suis renversé que cette phrase figure dans le budget et que les libéraux admettent à quel point les choses se passent mal pour le gouvernement.

Les 10 dernières années ont été difficiles. Nous tentons de nous remettre des séquelles de l'ancien premier ministre Trudeau. Le budget vient compléter le processus visant à éliminer certaines mesures héritées de l'ancien premier ministre Trudeau. La taxe sur les services numériques, la taxe de luxe, la taxe sur les logements sous-utilisés et l'impôt sur les gains en capital ont été éliminés.

Dans ce budget, les libéraux ont complètement fait volte-face en ce qui concerne les cryptomonnaies stables et les bitcoins. Auparavant, ils en avaient fait un enjeu politique et nous ont acculés contre un mur. Lorsque le chef de l'opposition officielle a déclaré que le Canada devrait être la capitale mondiale des technologies financières, le gouvernement en a fait une question politique et a plutôt fait reculer les innovations dans ce domaine au Canada. Le gouvernement dit désormais vouloir contribuer à la révolution des technologies financières. Il affirme maintenant qu'il pourrait se débarrasser du plafond d'émissions. Bien sûr, il abolit ce qu'il appelle la taxe sur le carbone qui sème la discorde. Je suis désolé, mais le gouvernement ne peut pas avoir une médaille simplement parce qu'il répare les pots qu'il a cassés.

Toutes ces belles paroles dans le budget parlent d'une activité économique qui pourrait ne même pas avoir lieu. La superdéduction sur laquelle ils s'appuient ne représente que quelques centaines de millions de dollars de plus par année que ce qui existe déjà pour les mesures de relance. Ils auraient dû se rallier à l'idée des conservateurs, qui consistait à accorder une exemption des gains en capital aux Canadiens ou aux entreprises canadiennes qui vendent un actif dans le but de le réinvestir au Canada.

Même le congé de TPS surfait du gouvernement pour les acheteurs d'une première maison n'aidait que quelques milliers d'acheteurs par année. Le gouvernement aurait pu adopter l'idée des conservateurs, qui consistait à éliminer la TPS sur toutes les maisons construites au cours de l'année. Cela aiderait beaucoup plus de gens et favoriserait la construction de logements au pays.

N'oublions pas que le gouvernement a dit qu'il allait obtenir beaucoup d'investissements productifs grâce à Technologies du développement durable Canada et à la révolution de l'énergie verte. Il a dit qu'on allait accroître les capacités de production de véhicules électriques, de vaccins et de respirateurs, mais cela ne s'est jamais concrétisé. Le premier ministre s'organise pour avoir un grave problème de crédibilité. Il a toujours été favorable à la taxe sur le carbone, et il était même en désaccord avec l'ancien premier ministre Trudeau lorsque ce dernier a supprimé la taxe sur le carbone pour le chauffage domestique dans le Canada atlantique. Cela n'avait pas d'importance de toute façon. Il a fini par annuler la taxe sur le carbone quelques mois plus tard. Ensuite, il a qualifié la taxe de « punitive » et a dit qu'elle rendait le coût de la vie moins abordable, alors qu'auparavant, on disait qu'avec la taxe sur le carbone, tous se porteraient mieux à la fin du mois.

• (1315)

Le premier ministre a écrit un livre sur les changements climatiques dans lequel il dit que le gouvernement doit prendre chaque décision en tenant compte du climat. Maintenant, il ne semble pas en parler beaucoup. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a dit que la Chine représentait la plus grande menace pour la sécurité du Canada, et il dit maintenant que la Chine offre de nouvelles possibilités pour le Canada. Laquelle des deux affirmations est la bonne? La Chine est-elle une menace pour la sécurité ou un partenaire? Le premier ministre montre lui-même que nous ne pouvons tout simplement pas nous fier à sa parole, mais c'est aux fruits qu'on jugera l'arbre.

Un de mes enseignants préférés au secondaire, un homme merveilleux qui s'appelle M. Cercone, a dit que ce n'est pas le salaire qui compte, mais le montant qu'on dépense. En fin de compte, les gens peuvent être riches s'ils surveillent leurs dépenses. Malheureusement, les résultats de ce plan financier sont dévastateurs pour les générations futures. Auparavant, nous versions environ six cents de chaque dollar en intérêts sur la dette nationale. On prévoit maintenant que ce montant doublera pour atteindre 13 cents sur chaque dollar. Environ 76 milliards de dollars iront aux détenteurs d'obligations et aux banquiers au lieu de financer les services sociaux. Même le FMI, que le gouvernement se plaît à citer parce qu'il aime les institutions multilatérales, affirme que le montant qu'un gouvernement consacre aux intérêts sur la dette correspond à une diminution des sommes consacrées aux services sociaux.

Le gouvernement emprunte aussi chaque année des sommes colossales sur les marchés obligataires. Pourquoi est-ce important? C'est important pour deux raisons. La première, c'est qu'il emprunte toujours à court terme, alors il doit reporter cette dette d'une année à l'autre. Autrement dit, le gouvernement est très sensible aux hausses des taux d'intérêt. La Banque du Canada nous a informés que 40 % des investisseurs en dette publique sont en fait des fonds spéculatifs qui achètent et revendent rapidement des titres de dettes publiques à l'échelle mondiale. Si ce système cesse de fonctionner comme il le fait actuellement, nous assisterons à une flambée des rendements au Canada. Cela se traduira par une hausse des taux d'intérêt, ce qui entraînera une augmentation des coûts du service de la dette.

Nous consacrons déjà plus d'argent au service de la dette qu'aux prestations de soins de santé que les provinces reçoivent chaque année. Nous consacrons plus d'argent au service de la dette que le gouvernement n'en perçoit chaque année par la TPS. Les montants de la TPS que les Canadiens paient tous les jours sur chacun de leurs achats, qu'il s'agisse d'une voiture, de produits d'épicerie, de vêtements pour leurs enfants ou de toute autre chose, ces montants de la TPS, qu'affiche chaque reçu, ne couvrent même pas les intérêts sur la dette nationale.

C'est pour ces raisons que les conservateurs ne peuvent appuyer le présent budget. Le ministre des Finances s'est fixé une nouvelle cible budgétaire, et je suis prêt à parier que la cible du ratio déficit-PIB ne sera pas atteinte, car le ministre est déjà sur le point d'abandonner celle qu'il s'est fixée dans le budget il y a deux jours.

• (1320)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai deux questions. Comme le député d'en face est plutôt habile, je suis persuadé qu'il pourra répondre aux deux.

Je pense que les conservateurs doivent choisir leur camp vis-à-vis de la Chine. J'entends des députés, en particulier ceux des provinces de l'Ouest, parler de l'importance de dialoguer avec la Chine pour supprimer les droits de douane sur le canola. Le député suggère que dialoguer avec la Chine est une mauvaise idée. Je pense que les conservateurs devraient clarifier leur position concernant cet enjeu.

Plus important encore, au sujet de la dette dont le député a parlé, il a dit qu'elle était catastrophique et insoutenable. Le député reconnaîtra-t-il au moins que nous consacrons environ 10 ¢ pour chaque dollar au service de la dette? En 1990, le ratio s'élevait à 35 ¢ pour chaque dollar. Nous sommes donc loin de la trajectoire budgétaire que nous suivions en 1990, et le plan du gouvernement est viable à long terme.

Adam Chambers: Monsieur le Président, les libéraux ne sont pas sur une trajectoire viable, car ils ont plus que doublé le montant consacré au service de la dette. Ce montant ne fait qu'augmenter, pourvu que rien ne change. Il atteignait 6 ¢ par dollar dépensé en 2015 et il atteindra 13 ¢ dans quelques années à peine, pourvu qu'absolument rien ne change. Selon moi, il ne s'agit pas d'une trajectoire viable. Même l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, dit qu'il faut vraiment s'inquiéter quand le gouvernement dépasse le seuil de 10 %, soit 10 ¢ par dollar dépensé.

En ce qui concerne la Chine, c'est le premier ministre qui doit expliquer à la Chambre pourquoi, il y a quelques mois à peine, il a dit que ce pays représentait la plus grande menace pour la sécurité de notre pays et pourquoi il semble maintenant s'acoquiner avec lui.

• (1325)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, tout à l'heure, notre collègue de York-Centre a dit dans son discours que le Canada importait du pétrole, des produits pétroliers, de la Russie. Je lui ai demandé de préciser cela en me donnant des chiffres parce que je sais que c'est interdit, que le Canada a interdit les importations de produits pétroliers de la Russie depuis 2022 et qu'on ne le fait plus déjà depuis 2019. Il m'a répondu qu'on en avait importé l'an dernier et qu'on en avait aussi importé du Venezuela.

Je pense qu'on peut très bien avoir des débats et des désaccords, mais il faut se baser sur des faits. Si c'est vrai que le Canada importe encore des produits pétroliers de la Russie ou du Venezuela de différentes façons, par des entournures que je ne connais pas, je considère, en tant que supporteur de l'Ukraine, que c'est totalement inacceptable et qu'on devrait dénoncer cela.

J'aimerais savoir si le Parti conservateur affirme que le Canada importe encore, malgré l'interdiction, des produits pétroliers de la Russie. Est-ce que c'est la position du Parti?

[Traduction]

Adam Chambers: Monsieur le Président, malheureusement, je n'ai pas entendu l'intervention de mon collègue et je ne sais pas de quelles statistiques parle le député. Je crois que des sources crédibles ont laissé entendre que, étant donné que certains types de pétrole provenant de divers pays sont mélangés, certaines cargaisons de pétrole dans le monde pourraient contenir du pétrole russe. Ce serait évidemment très préoccupant si ce pétrole se retrouvait sur le territoire canadien.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, le budget prévoit beaucoup de dépenses pour certaines choses, mais il promet aussi de réduire les dépenses, y compris

Le budget

celles liées aux services qui sont chers aux Canadiens. J'ai posé une question à ce sujet plus tôt ce matin et j'étais censée être rassurée par une réponse de mes collègues selon laquelle l'Agence du revenu du Canada interviendrait pour améliorer l'efficacité en produisant présomptivement les déclarations de revenus d'un certain nombre de Canadiens.

Étant donné que moins de 20 % des réponses des agents de l'ARC sont exactes, comparativement au tiers des réponses des robots conversationnels, je me demande si le député pourrait nous parler de l'importance de ces services pour les Canadiens et de l'amélioration des services gouvernementaux, surtout en cette période critique pour notre pays.

Adam Chambers: Monsieur le Président, il faut absolument améliorer les services aux Canadiens, mais je mets en garde le gouvernement contre son désir d'offrir aux Canadiens plus de services qui n'existent pas aujourd'hui alors que les gens qui téléphonent à l'Agence du revenu du Canada continuent d'être mis en attente pendant deux heures. Je ne suis pas certain que la décision de confier des tâches supplémentaires à l'Agence du revenu du Canada lui permettra d'offrir le service que les libéraux envisagent.

L'Agence du revenu du Canada a déjà essayé de produire des déclarations de revenus au nom de millions de Canadiens qui n'en produisent pas au moyen d'un programme de déclaration de revenus par téléphone. Les résultats ont été incroyablement décevants, je ne sais donc pas trop ce que les libéraux pensent accomplir en faisant cela.

Soit dit en passant, les gens font-ils confiance à l'Agence du revenu du Canada pour faire correctement leur déclaration de revenus en leur nom? Je pense que cela ressemble un peu à un conflit d'intérêts.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, je sais que vous avez un peu étudié l'histoire, et je tiens simplement à souligner qu'il y a 158 ans aujourd'hui, le Parlement du Canada se réunissait pour la première fois.

Pendant 148 de ces années, tous les gouvernements que nous avons eus ont dépensé moins que ce que les libéraux ont dépensé au cours des 10 dernières années. Je sais que lorsque les Canadiens ont entendu le titre du budget, « Un Canada fort », ils s'attendaient à un budget qui rendrait leur vie plus abordable, qui récompenserait le dur labeur et leur permettrait d'avoir de nouveau confiance en l'avenir. Au lieu de cela, le ministre des Finances a présenté un budget qui prévoit davantage de dépenses et d'emprunts, mais qui donne moins de résultats.

Il s'agit du 10^e budget libéral, et après près d'une décennie de dépenses inconsidérées de la part de ce parti, les Canadiens sont appauvris, les investissements ont diminué, et notre économie perd de plus en plus de terrain par rapport à nos concurrents mondiaux. Ce n'est pas de la force. C'est de l'entêtement déguisé en leadership.

Le budget

Le ministre des Finances a dit aux Canadiens qu'il freinerait les dépenses et rétablirait la discipline à Ottawa, mais une fois de plus, le gouvernement n'a pas pu résister à la tentation d'utiliser de l'argent emprunté pour masquer les problèmes plus graves. Il a promis de réduire les déficits, mais ceux-ci continuent d'augmenter. Il a promis de rendre la vie plus abordable, mais les Canadiens doivent payer plus cher pour l'épicerie, l'essence et le logement, ainsi qu'en intérêts. Il a promis que le budget redonnerait confiance aux Canadiens, mais leur confiance s'effrite, les investissements s'en vont à l'étranger et la productivité canadienne, l'élément principal qui définit notre niveau de vie, demeure stagnante.

Malgré toutes ses promesses d'édifier le pays, le gouvernement maintient dans ce budget ses habitudes dangereuses d'endetter davantage le pays et d'alourdir la bureaucratie sans produire de résultats. Le gouvernement dépense maintenant plus d'argent pour payer les intérêts sur la dette que pour financer les soins de santé. Ce n'est pas le signe d'un pays fort; c'est le signe d'un gouvernement qui refuse de faire les choix difficiles.

Les Canadiens font des sacrifices au quotidien, mais le gouvernement fédéral refuse d'en faire en leur nom. Chaque dollar consacré au service de la dette est un dollar que nous ne pouvons dépenser pour aider les aînés, soutenir les hôpitaux ou investir dans les infrastructures. La situation est intenable. Le gouvernement n'agit pas de façon responsable.

Je voudrais vous raconter une anecdote concernant une famille d'agriculteurs que j'ai rencontrée récemment dans ma circonscription. C'était une rencontre sans flafla, juste un café autour d'une table de cuisine où nous avons parlé de leur ferme. Cette famille exploite une petite ferme mixte, où elle cultive des céréales et élève du bétail. Ce ne sont pas des gens qui se plaignent. C'est le genre de famille qui se lève tôt, travaille tard et vient en aide à ses voisins quand ils en ont besoin. Au cours de notre conversation, l'épouse a dit quelque chose qui m'a beaucoup intéressé. Elle a déclaré: « Nous avons toujours été prudents avec notre argent, mais depuis un an, tout va trop vite et nous n'arrivons plus à suivre. » Le prix du carburant, des engrais, des réparations, des assurances, des produits d'épicerie, tout a augmenté, mais pas leurs revenus.

Comme tant d'autres jeunes familles d'agriculteurs, celle-ci fait tout ce qu'il faut. Elle gère sa dette, travaille plus longtemps et réduit ses dépenses là où elle le peut, mais elle continue de perdre du terrain. Puis l'épouse m'a dit quelque chose que je ne m'attendais pas à entendre de la part d'agriculteurs. Elle m'a dit, calmement: « Nous avons dû aller à la banque alimentaire. » Enfin, elle a ajouté autre chose qui m'a profondément touché: « Nous sommes agriculteurs. Nous nourrissons le Canada et le monde entier, et maintenant nous dépendons de la banque alimentaire pour nourrir notre propre famille. »

Elle ne recherchait pas ma sympathie. Elle n'était pas en colère. Elle était gênée, mais elle n'aurait pas dû l'être. Il s'agit d'une famille qui participe aux levées de fonds communautaires, aide ses voisins et aide à nourrir tout le pays et le monde. Après près de 10 années de politiques libérales ayant fait monter les prix tous azimuts, même les personnes qui nourrissent le Canada ne sont plus sûres de pouvoir nourrir leurs enfants.

Ce n'est pas ce à quoi ressemble un pays fort. Ce n'est pas le Canada qu'on leur a promis. S'il existe un symbole du succès dans les Prairies, c'est bien le canola, une innovation bien canadienne que les agriculteurs ont transformée en une denrée mondiale de premier plan. Cependant, le gouvernement n'a pas réussi à défendre la

réussite que le canola représente. Les droits de douane étrangers sont encore là, les obstacles au commerce persistent et l'accès aux marchés se rétrécit.

Au lieu de lutter pour nos agriculteurs, le gouvernement diffuse des communiqués et participe à des séances de photos, pendant que le travail à faire en faveur du commerce n'avance pas. Au lieu de réduire les taxes sur le carburant et les engrais, le gouvernement les augmente. Au lieu d'aider les producteurs à mettre leurs récoltes en marché, il ajoute des formalités administratives.

Les agriculteurs n'ont pas besoin de gestes de charité; il leur faut des accords commerciaux et du respect. Le budget ne leur offre rien de cela.

• (1330)

Dans le budget, le gouvernement prétend investir dans l'avenir, mais quand nous en lisons les détails, les Prairies sont encore une fois traitées comme la cinquième roue du carrosse. Le budget ne comporte aucun plan de construction de routes ou de voies ferrées pour transporter nos exportations, il n'y a aucun investissement digne de ce nom dans des corridors commerciaux, et il n'y a aucune aide pour l'infrastructure rurale, l'eau, les services à large bande et les ponts dont les collectivités dépendent. Nous obtenons plutôt un autre fonds souverain géré par Ottawa et un autre échelon bureaucratique qui décide quelles régions seront entendues et lesquelles seront laissées pour compte. Ce n'est pas un partenariat; c'est du paternalisme. La population des Prairies n'a pas besoin d'Ottawa pour mener d'autres programmes. Ce qu'elle veut, c'est qu'Ottawa arrête de lui mettre des bâtons dans les roues.

La même négligence touche nos industries primaires qui construisent notre économie, financent nos programmes sociaux et soutiennent des milliers de vaillantes familles. Depuis les mines de potasse aux environs de Rocanville jusqu'aux champs pétrolifères près d'Estevan et de Weyburn, les travailleurs sont prêts à innover, à prospérer et à aider le Canada à parvenir à l'indépendance énergétique. Cependant, ce budget n'offre rien pour accélérer le développement responsable, rien pour améliorer les échanciers en matière de réglementation et rien pour acquérir des capacités d'exportation durables. Le gouvernement ajoute plutôt des règles, des taxes et des délais qui retardent la progression des projets et qui incitent les investisseurs à aller chercher ailleurs.

Un pays fort a besoin d'industries primaires fortes, mais ce budget les affaiblirait au lieu de les renforcer. Malgré toutes les dépenses engagées, ce budget ne contient pratiquement aucune mesure visant à rendre le pays plus productif. Il ne prévoit rien pour faciliter la création d'entreprises, rien pour réduire les formalités administratives ou le chevauchement des réglementations, ni rien pour attirer les investissements et les maintenir ici.

Le ministre des Finances parle de « croissance inclusive », mais les Canadiens sont exclus. Ils ont besoin de possibilités. Ils ont besoin d'être convaincus que leurs efforts seront récompensés. Ce budget ne leur donne pas cette confiance.

Les conservateurs ne peuvent pas appuyer ce budget pour une raison simple: il rendrait la vie plus difficile à ceux-là mêmes qu'il prétend aider. Il ferait grimper l'inflation en raison de dépenses incontrôlées, il découragerait les investissements en raison de l'augmentation des impôts et de la réglementation, il affaiblirait les provinces en raison de l'ingérence fédérale et il ferait fi des secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de la fabrication qui créent de la richesse.

Les Canadiens ne demandent pas davantage de programmes. Ils demandent la possibilité d'améliorer leur sort grâce à leur travail acharné. Ce budget rendrait cela plus difficile, et non plus facile.

Les conservateurs croient en un Canada qui travaille pour ceux qui travaillent. Nous croyons qu'il faut récompenser les efforts, et non les punir. Nous croyons que toutes les régions et les provinces devraient avoir les mêmes chances de réussir. Nous croyons qu'un gouvernement devrait respecter ceux qui nous nourrissent, qui construisent nos maisons et qui animent notre économie. Notre vision est simple. Nous rendrions la vie abordable de nouveau, nous mettrions fin aux dépenses inflationnistes et nous bâtirions plus rapidement des maisons et des infrastructures. Nous célébrerions l'agriculture et la mise en valeur de nos ressources, au lieu de les punir, et nous rétablirions l'espoir dans le travail acharné afin que, de nouveau, cela suffise pour améliorer leur sort. Voilà le pays auquel nous croyons.

Ce budget dit aux Canadiens que le gouvernement a toujours raison. Les conservateurs croient que ce sont les Canadiens qui ont toujours raison.

Ce budget ferait croître le gouvernement tout en réduisant les possibilités. Il punirait le travail, il minerait la confiance et il laisserait pour compte des générations entières. Pour cette famille qui travaille dur dans ma circonscription et pour tant d'autres qui lui ressemblent au pays, les conservateurs ne peuvent pas et ne veulent pas appuyer ce budget. La véritable force du Canada ne vient pas d'un autre déficit ou d'une autre annonce, mais des Canadiens qui bâtissent, qui cultivent et qui produisent la richesse qui fait vivre ce pays. Ils méritent un gouvernement qui leur fait confiance, les respecte et, enfin, les défend.

• (1335)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a mentionné deux sujets qui me tiennent à cœur: l'agriculture et le canola. Ayant travaillé à ce dossier et assisté à la rencontre bilatérale qui a eu lieu récemment entre le premier ministre et le président Xi, j'aurais deux questions pour le député.

Premièrement, j'entends constamment les députés conservateurs dire que le gouvernement ne devrait pas interagir avec la Chine ni tenter de rajuster sa relation avec ce pays. Je me demande si le député peut nous dire ce qu'il en pense, compte tenu de l'importance de ce dossier dans sa circonscription. Je me demande s'il peut transmettre un brin de sagesse à certains de ses collègues en leur parlant de l'importance d'entretenir cette relation pour pouvoir soutenir les agriculteurs de l'Ouest.

Deuxièmement, le député a dit que le budget ne met pas assez l'accent sur l'agriculture. Je ne suis pas d'accord avec lui. Plusieurs points relatifs à l'agriculture sont mentionnés dans le budget, y compris des mesures de soutien. Ce que je trouve le plus surprenant, cependant, c'est que le programme des conservateurs ne contenait rien du tout pour le secteur agricole. Le député aurait-il quelque chose à dire là-dessus également?

Steven Bonk: Monsieur le Président, le commerce avec la Chine est extrêmement important pour le secteur du canola. Cependant, chaque fois que le gouvernement libéral négocie avec la Chine, il revient avec de nouveaux droits de douane. La prochaine fois que les libéraux s'engageront dans des négociations, je veux qu'ils accordent une plus grande attention non seulement aux gens qui nourrissent notre pays et qui soutiennent l'agriculture, mais aussi aux

Le budget

nombreux emplois qui dépendent du secteur de l'agriculture. C'est un dossier que le gouvernement libéral doit prendre au sérieux. Il doit revenir ici avec des résultats au lieu de se contenter de paroles creuses, de promesses et de séances de photos.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais parler à mon collègue d'un sujet qui me préoccupe beaucoup, soit la science, la recherche et l'innovation. En tant que porte-parole du Bloc québécois, je me fais toujours un devoir d'exprimer les inquiétudes et les revendications de la communauté scientifique.

Dans ce budget, on ne retrouve aucune hausse de financement prévue pour les trois organismes subventionnaires ni aucune bonification pour les bourses étudiantes. Il n'y a rien pour compenser l'inflation qui étouffe les chercheurs des universités. Pourtant, ce gouvernement dit qu'il veut être le chef de file mondial de l'innovation. Pour innover, il faut faire de la recherche.

J'aimerais que mon collègue m'explique comment ce gouvernement prétend diriger l'innovation mondiale s'il refuse d'investir dans la science qui la rend possible.

[Traduction]

Steven Bonk: Monsieur le Président, je vais parler du secteur de l'agriculture. À bien des égards, le Canada est un chef de file en matière d'innovation dans le secteur de l'agriculture. Malheureusement, en raison de l'insuffisance des mesures de soutien et des systèmes en place, il est plus difficile pour les innovateurs de mettre en marché les fruits de leurs efforts au Canada. Nous constatons que beaucoup de nos entrepreneurs et de nos innovateurs mettent au point leurs produits au Canada, puis ils vont les mettre à profit à l'extérieur de nos frontières. Cette question n'a pas été abordée dans le budget, mais elle est très importante pour assurer la future croissance économique du Canada.

• (1340)

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement veut emprunter 321 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années, dont un emprunt de 78 milliards de dollars uniquement pour cette année. Cela représente 8 000 \$ pour chaque Canadien. Où est la prospérité économique dans le budget? Où sont les avantages pour les Canadiens dans le budget? Ce budget propose d'ajouter 8 000 \$ au fardeau fiscal de chaque Canadien.

Steven Bonk: Monsieur le Président, la question de mon collègue aborde exactement le point que j'ai soulevé dans mon discours au sujet de la famille d'agriculteurs que j'ai rencontrée.

Le gouvernement libéral continue de dépenser sans compter. Chaque fois qu'il imprime de l'argent, il augmente l'inflation. Chaque fois qu'il augmente l'inflation, il augmente le prix de tous les biens que les agriculteurs doivent acheter, de tous leurs intrants et de toutes leurs dépenses quotidiennes. Ces dépassements et ces déficits ont un coût humain concret. J'aimerais que les libéraux prennent cela un peu plus au sérieux, au lieu de penser qu'ils disposent d'une tirelire illimitée.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député m'a vraiment surpris lorsqu'il a parlé tout à l'heure du rôle qu'il a joué en Saskatchewan. Il a parlé de l'importance du commerce. Quand on pense au commerce, on peut parler de ce que le premier ministre a accompli jusqu'à présent.

Le budget

Il n'y a aucun doute là-dessus. Au cours des 10 dernières années, le gouvernement libéral a signé plus d'accords commerciaux que tous ses prédécesseurs, mais le député a tenté de donner la fausse impression que le commerce pourrait ne pas être bon pour les agriculteurs canadiens des Prairies. Je suis moi-même originaire des Prairies. La signature d'accords commerciaux est bénéfique pour nos agriculteurs. Pourtant, aucun gouvernement au cours des dernières...

Le vice-président: Je dois interrompre le secrétaire parlementaire pour donner au député de Souris—Moose Mountain l'occasion de répondre en 25 secondes ou moins.

Steven Bonk: Monsieur le Président, je rappelle au député d'en face que tout ce qu'il vient de dire a été enregistré. Il devrait retourner écouter ce que j'ai dit. Il réaliserait alors qu'il déforme mes propos, parce que ce n'est absolument pas ce que je voulais dire. Le commerce est extrêmement important pour nous, c'est pourquoi nous devons le promouvoir, et non le décourager, comme le fait le premier ministre.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un privilège de prendre la parole cet après-midi au sujet du budget que le gouvernement a déposé cette semaine.

Je partagerai mon temps de parole avec la députée de Pickering—Brooklin.

Nous vivons dans un monde incertain. Le changement d'approche du gouvernement américain en matière de commerce, y compris les droits de douane mondiaux, a des répercussions majeures sur l'économie mondiale et l'industrie canadienne. Les pays se replient de plus en plus sur eux-mêmes, et ce n'est pas nécessairement une bonne chose pour un pays comme le Canada, qui est fortement axé sur les exportations. Les conflits géopolitiques, notamment les guerres en Europe, en Ukraine, à Gaza et en Afrique, créent également de l'instabilité.

L'intelligence artificielle offre certainement un potentiel immense, mais elle peut aussi changer les choses pour le pire. Tout dépend de la façon dont elle est utilisée. Il ne fait aucun doute, cependant, que c'est une technologie perturbatrice.

Bref, le Canada traverse une période critique, et le budget déposé cette semaine est une véritable feuille de route vers la prospérité du Canada et notre avenir commun.

Le budget repose sur trois grands piliers. Le premier consiste à mettre l'accent sur la croissance et le renforcement de l'économie canadienne, et je remercie le premier ministre de l'avoir fait. Le deuxième concerne l'abordabilité, le logement et l'outillage des Canadiens. Le troisième consiste à protéger les collectivités et la souveraineté du Canada. Tout cela se ferait tout en maintenant la discipline budgétaire et en rajustant les dépenses publiques.

C'est par là que je veux commencer. Que ce soit dans les rangs de l'opposition ou dans certaines publications sur les médias sociaux, l'idée que la situation financière du Canada n'est pas viable ou qu'il ne s'agit pas d'une bonne voie à suivre est tout simplement fausse. Je vais présenter quelques faits afin, je l'espère, de rassurer les Canadiens et de leur montrer que notre situation financière est solide. Il faut rester attentif et prudent, comme le gouvernement le montre, mais nous ne sommes pas dans l'univers chaotique et tourmenté que les conservateurs voudraient que tout le monde s'imaginer.

Il est important que les Canadiens comprennent que le gouvernement s'est engagé à équilibrer les dépenses de fonctionnement dans le budget au cours des trois prochaines années. Le gouvernement examine les dépenses publiques et il dit que nous devons nous assurer de vivre selon nos moyens en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement et les dépenses de programmes, mais il reconnaît également que le moment est venu de construire et de faire des investissements en capital qui auront des conséquences économiques positives à long terme pour le Canada. Nous sommes déterminés à reprendre le contrôle des dépenses publiques d'ici trois ans, mais nous gardons une marge de manœuvre pour des dépenses en capital à plus long terme.

Il est important de reconnaître que ce budget prévoit un ratio dette nette-PIB stable et à la baisse au fil du temps. Il s'agit bien sûr de l'ampleur de la dette du Canada proportionnellement à son économie, et elle restera dans la fourchette de 42 à 43 % du PIB au fil du temps. Le Canada a le ratio dette nette-PIB le plus faible du G7. On le dit rarement, voire jamais, sur les bancs de l'opposition. Cela tranche avec des pays comparables comme le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Japon. Le Canada a une situation financière stable. Parmi les pays du G7, nous nous classons également au deuxième rang au palmarès des déficits les plus bas proportionnellement à l'économie.

Les députés de l'opposition disent que le coût du service de la dette est intenable. Mettons les choses en contexte. Je suis né en 1991; les années 1990 ont été une époque où le Canada traversait une période financière vraiment difficile. Par exemple, en 1990, le gouvernement du Canada affectait en moyenne 35 ¢ de chaque dollar au seul service de la dette. Cela signifie que 35 % de toutes les dépenses de l'État étaient consacrées au service de la dette. À l'heure actuelle, ce coût est d'environ 10 ¢ pour chaque dollar dépensé.

Je peux accepter que les députés d'en face parlent de l'importance d'adopter une approche budgétaire prudente et faire attention aux dépenses publiques. C'est de bonne guerre. Cependant, quand des conservateurs se mettent à affirmer que la trajectoire budgétaire du Canada est tout à fait intenable, que nous sommes dans une période chaotique et que des générations de Canadiens ne pourront jamais se bâtir un avenir parce que la dette est intenable, j'estime que ce n'est tout simplement pas vrai. J'en suis la preuve vivante. En 1990, le service de la dette coûtait au pays 35 % de son budget. Ma génération a un brillant avenir au Canada. Nous sommes bien loin des niveaux de 1990, et le gouvernement nous montre que nous ne nous en approcherons pas en suivant le chemin qu'il a tracé.

• (1345)

Il est essentiel de faire croître l'économie, surtout compte tenu de certains des défis auxquels le pays fait face. Le premier ministre nous a dit de nous concentrer sur les aspects de la croissance économique du pays que nous pouvons contrôler, tout en entretenant des relations avec le reste du monde. Le Canada possède ce que le monde veut et ce dont il a besoin, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'énergie ou des minéraux critiques, et le moment est venu pour nous de nourrir le monde et de l'approvisionner en carburant et en énergie.

J'ai été particulièrement heureux de voir la grande importance accordée à l'agriculture. La circonscription de Kings—Hants est la plus grande circonscription agricole du Canada atlantique. Qu'il s'agisse d'horticulture, de la culture fruitière, des produits du bœuf ou du nouveau secteur céréalier, nous avons ce dont le monde a besoin. Je tiens à féliciter le ministre de l'Agriculture, qui s'est récemment rendu au Mexique pour promouvoir les pommes de l'Est canadien. Nous avons une occasion d'accroître les échanges commerciaux avec ces régions.

Il y a aussi le ministre du Commerce international, qui vient de signer un accord commercial avec l'Indonésie. Je pense aussi au Vietnam. L'Asie du Sud-Est offre d'énormes possibilités aux producteurs fruitiers de la Nouvelle-Écosse, qui pourront exporter plus de pommes de la vallée de l'Annapolis et trouver plus de débouchés partout dans le monde.

La foresterie est également un secteur extrêmement important dans Kings—Hants. J'ai d'ailleurs été heureux de constater que le budget accorde une grande place aux programmes qui visent à le soutenir. Mentionnons en particulier le crédit d'impôt à l'investissement pour les déchets biologiques. Je pense à Ledwidge Lumber, une entreprise qui est à pied d'œuvre pour construire une usine de carburéacteur durable. Voilà le genre de crédit d'impôt qui peut donner un coup de pouce aux projets comme celui-là. Je pense aussi à la structure destinée à la fabrication de produits en bois massif et au financement qui a été annoncé dans le cadre du Programme d'innovation forestière de Ressources naturelles Canada. Le réapprovisionnement de l'enveloppe de ce programme permettra de financer le genre d'activités qui génèrent des emplois de qualité dans des domaines liés au secteur forestier dans la circonscription de Kings—Hants. Cela fera la vraiment la différence.

Nous savons que l'infrastructure est un catalyseur important de la croissance dans nos collectivités. J'ai eu la chance, au cours des six dernières années, d'annoncer de nombreuses infrastructures qui aident les collectivités des comtés de Kings et de Hants. Je pense, par exemple, au conseil municipal du comté de Kings qui s'efforce de faire avancer son projet de complexe récréatif. Le gouvernement s'est engagé à investir 51 milliards de dollars dans les infrastructures au cours des 10 prochaines années, et ces programmes compteront quand des projets seront présentés au gouvernement du Canada, car nous serons en mesure de financer les projets, de les soutenir et d'y contribuer. Je pense aussi que ces investissements dans les infrastructures seront plus que bienvenus à East Hants et à West Hants, notamment pour le logement et les eaux usées.

En ce qui concerne les grands projets nationaux, nous travaillons dans tout le pays pour les faire progresser concrètement. Ils seront importants pour l'économie du pays. Dans la région de l'Atlantique, il est question du projet éolien Wind West et du potentiel de production d'énergie éolienne extracôtière. Je pense que c'est très important. Il reste encore du travail à faire dans ce dossier, mais nous sommes disposés à collaborer avec les provinces. Il y aura aussi des crédits d'impôt à l'investissement pour les minéraux critiques et le secteur minier, qui sont vraiment importants.

En matière de compétitivité, j'aimerais souligner que nous mettons l'accent sur la superdéduction. Il s'agit d'une déduction pour amortissement accéléré qui permettra aux entreprises de déduire très rapidement leurs dépenses. Il s'agit d'une mesure concurrentielle qui fera du Canada le pays du G7 où le taux effectif marginal d'imposition est le plus faible. C'est important pour la compétitivité

des entreprises, grandes et petites, et pour leur permettre d'aller de l'avant.

En ce qui concerne l'abordabilité, 22 millions de Canadiens bénéficieront du crédit d'impôt que nous proposons. L'exonération de la TPS sur les nouvelles constructions pour les acheteurs d'une première maison est une mesure qui sera très importante à Kings—Hants.

Nous nous sommes engagés à donner un caractère permanent au Programme national d'alimentation scolaire. J'ai été profondément déçu par les observations du député conservateur de Central Newfoundland qui a qualifié ce programme de « foutaise ». C'est extrêmement choquant. Il y a des gens à Kings—Hants qui se sont vraiment battus pour qu'un tel programme voie le jour. Cette mesure déterminante s'ajoute aux ressources provinciales, car elle est importante pour les enfants.

En ce qui concerne Maisons Canada, 13 milliards de dollars seront consacrés à la construction de logements abordables au pays.

Des mesures de soutien sont prévues pour les travailleurs des services à la personne et on met aussi l'accent sur les jeunes Canadiens, notamment par la reconstitution et l'augmentation du financement du programme Emplois d'été Canada. C'est important pour les petites entreprises et les organismes à but non lucratif, mais surtout pour les jeunes travailleurs.

Enfin, et je m'arrêterai là, il y aura un investissement de portée historique dans les Forces armées canadiennes. C'est très important.

Je vois que mon temps de parole touche à sa fin. Je me ferai un plaisir d'en dire un peu plus quand mes collègues me poseront des questions.

• (1350)

James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, j'ai trouvé que le secrétaire parlementaire du premier ministre avait vraiment un culot incroyable dans ses commentaires au sujet de l'agriculture, d'autant plus que, pendant le débat, il est intervenu à quelques reprises pour parler de la Chine.

Les droits de douane actuels sur le canola, qui est produit dans ma circonscription, et sur le porc, dont l'élevage se fait dans ma circonscription, ont une incidence directe sur des membres de ma famille, sans parler de l'ensemble des électeurs manitobains que je représente. Tous ces droits de douane sont le résultat des mesures prises par le gouvernement libéral. Ce sont les reproches que M. Trudeau, alors premier ministre, a adressés au président chinois Xi Jinping qui sont l'origine des tensions actuelles dans les relations sino-canadiennes. De plus les droits de douane sur les véhicules électriques imposés par les libéraux ont provoqué des représailles tarifaires supplémentaires contre le Canada.

C'est la faute des libéraux. Pourquoi ne règlent-ils pas le problème?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, j'étais en Corée avec le premier ministre au moment de la réunion bilatérale avec le président Xi. C'était la première fois en huit ans qu'une telle rencontre avait lieu. C'était une étape déterminante dans la résolution des problèmes mentionnés par le député.

Le budget

Les conservateurs devraient se brancher. J'en entends continuellement dire, y compris le député de Simcoe-Nord, que le Canada ne devrait pas entretenir de relations avec la Chine, que nous ne devrions pas dialoguer. Or, voilà maintenant que ce député conservateur intervient pour dire que nous devrions faire davantage efforts pour tendre la main à la Chine. Les conservateurs devraient vraiment décider quelle voie ils veulent suivre.

Notre voie est très claire: nous sommes convaincus qu'il est possible d'asseoir cette relation sur de nouvelles bases, de manière pragmatique et constructive. Nous nous engageons dans cette voie. Voilà le travail que nous accomplirons pour les agriculteurs de tout le pays.

En parlant des agriculteurs, je demanderais au député de passer en revue son programme électoral d'avril dernier. Les conservateurs n'ont pas fait la moindre mention des agriculteurs canadiens dans leurs promesses électorales. C'est une honte.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, j'ai apprécié le discours de mon collègue de Kings—Hants. Seulement, ce qui est dit de l'autre côté de la Chambre concernant le secteur forestier est tellement indécent. Le député s'est vanté dans son discours des mesures pour le secteur forestier.

On va donner 100 milliards de dollars en crédits d'impôt à l'industrie pétrolière et gazière jusqu'en 2040, mais pour la foresterie, il n'y a absolument rien. La semaine passée, le mercredi 29 octobre, des représentants de l'industrie et des syndicats, ainsi que des élus municipaux étaient présents sur la Colline du Parlement. Ils ont fait une proposition novatrice, soit que le gouvernement achète 50 % des droits compensatoires qui sont imposés de l'autre côté des douanes, et que le gouvernement récupère cet argent lorsque le conflit se règlera. Cette proposition permettrait à l'industrie d'avoir accès à des liquidités. Le gouvernement n'a rien fait alors que ces gens se sont rendus sur la Colline.

Comment mon collègue explique-t-il ça?

• (1355)

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, c'est faux. Il y a différentes mesures pour le secteur forestier dans le budget. Nous accordons un montant de 1,2 milliard de dollars pour soutenir l'industrie forestière au pays, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Colombie-Britannique. Oui, dans le cadre des négociations avec les États-Unis, le ministre responsable des relations entre le Canada et les États-Unis est très au courant de ce dossier. Nous comprenons l'importance des travailleurs du secteur forestier partout au Canada.

[Traduction]

Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.): Monsieur le Président, à la fin de son discours, mon collègue a parlé des investissements en matière de défense prévus dans le budget, qui représentent un avantage net considérable pour l'ensemble du pays, mais en particulier pour la Nouvelle-Écosse, où, depuis des siècles, le taux de vétérans est disproportionnellement élevé. Je me demande si le député pourrait nous dire en quoi, selon lui, ces investissements aideront les habitants de Kings—Hants et l'ensemble du pays.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je suis très fier des investissements que le gouvernement fait dans la défense. C'est important pour les militaires canadiens. Cela s'inscrit également dans

le cadre d'une politique industrielle de défense qui vise à créer des emplois de qualité dans tout le pays.

Quand je pense à la Nouvelle-Écosse, je pense à IMP Aerospace. Je sais que le député connaît bien cette entreprise, car de nombreux habitants de sa circonscription y travaillent. Nous pouvons faire certaines choses pour aider IMP à tirer parti des marchés publics de l'Aviation royale canadienne dans les jours à venir.

Je pense aussi à la Base des Forces canadiennes Greenwood en y voyant une occasion extraordinaire dans le domaine du logement militaire qui profiterait non seulement au comté de Kings, mais aussi, et surtout, aux membres des Forces armées canadiennes.

Ce sont là les types de projets sur lesquels le gouvernement et moi-même souhaitons travailler, de concert avec tous les députés, car ils sont importants pour la défense, l'économie et les militaires d'ici.

En cette semaine précédant le jour du Souvenir, je tiens à remercier tous les membres des Forces armées canadiennes.

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de participer au débat d'aujourd'hui sur le budget de 2025, intitulé « Un Canada fort ». Comme nous le savons, les économies avancées du monde entier doivent faire face à des vents contraires sur le plan économique, et le Canada ne fait pas exception. Étant donné la hausse historique des droits de douane qui frappe notre économie, les Canadiens ressentent de la pression dans leur vie quotidienne.

Les Canadiens n'ont pas besoin d'autres discussions sur les temps durs: ils ont besoin d'un plan pour la suite des choses. C'est exactement ce que propose le budget de 2025. C'est un budget d'investissement. C'est un budget pour un Canada confiant qui prend son avenir en main. C'est un plan qui investit dans les gens, dans le potentiel et dans les collectivités.

Dans Pickering—Brooklin, la question que j'entends le plus souvent de la part des jeunes familles, des nouveaux diplômés et même des résidents de longue date est bien simple: « Pouvons-nous nous permettre de nous bâtir un avenir ici? » Nous savons que le marché immobilier a commencé à se calmer et que les prix ont commencé à se stabiliser au cours des derniers mois. C'est encourageant, mais pour bien des gens, l'accès à la propriété semble encore tout juste hors de leur portée. Pour les locataires, la cherté des loyers et la stabilité demeurent de réelles préoccupations.

Le budget de 2025 présente un plan concret visant à construire plus de logements plus rapidement et à rendre les logements de nouveau abordables. Dans le cadre du programme Maisons Canada, le gouvernement investit 13 milliards de dollars sur cinq ans afin de doubler le rythme de construction de logements au cours de la prochaine décennie. Cette initiative contribuerait à la construction de logements abordables dans tout le pays tout en modernisant la façon dont nous construisons, en tirant parti des nouvelles technologies, de partenariats et d'outils de financement pour que les mises en chantier se fassent plus rapidement.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

HABITAT POUR L'HUMANITÉ

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner l'excellent travail d'Habitat pour l'humanité Canada et, en particulier, d'Habitat pour l'humanité — La Grande région d'Ottawa.

En tirant parti du financement hors marché, du travail bénévole et de dons reçus, et en liant les paiements hypothécaires au revenu, Habitat pour l'humanité permet aux familles d'accéder à des maisons abordables. J'ai participé à un projet d'Habitat pour l'humanité et j'ai vu la joie sur les visages des personnes qui ont apporté leur aide. Ce qu'il y avait de plus beau, c'était de voir les sourires des enfants lorsqu'ils recevaient, eux et leur famille, les clés de leur nouvelle maison. Être propriétaire d'une maison sécuritaire et abordable change des vies, et même un enfant le comprend.

Je tiens à remercier Sara Cooper, toute l'équipe d'Habitat pour l'humanité de la région d'Ottawa, les bénévoles et les donateurs pour les changements transformateurs qu'ils apportent dans la vie des gens.

Allez, Habitat, allez!

LE BUDGET

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, l'histoire du monde des affaires est truffée de scandales et d'escroqueries de la part d'entreprises qui ont trafiqué les livres pour cacher un désastre financier. La société mondiale de services financiers Lehman Brothers a caché plus de 50 milliards de dollars de prêts déguisés en ventes. Bernie Madoff a dirigé la plus grande combine à la Ponzi de l'histoire et a fraudé des investisseurs pour près de 65 milliards de dollars. La société énergétique Enron a sciemment omis d'inscrire d'énormes dettes dans son bilan, une fraude qui a coûté 74 milliards de dollars aux actionnaires.

Le nouveau budget libéral me fait penser à ces scandales. Les libéraux veulent ajouter 321 milliards de dollars à la dette nationale et ils prévoient un déficit de 78 milliards de dollars cette année seulement. Ils ont changé la méthode comptable et caché le véritable montant de la dette en la qualifiant plutôt d'« investissement ». Les Canadiens ne sont pas dupes. Ils savent que le gouvernement libéral leur demande encore une fois de payer la facture pour sa mauvaise gestion.

Le ministre des Finances et ses copains doivent savoir que les escrocs sont toujours démasqués.

LE PRIX POUR L'EXCELLENCE DANS L'ENSEIGNEMENT

Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à Shane MacLeod, un enseignant de ma circonscription qui a reçu le Prix du premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement en science, technologie, ingénierie et mathématiques.

L'approche de M. MacLeod en matière d'éducation scientifique se définit par l'innovation et l'inclusion. Il intègre l'actualité et des

Déclarations de députés

expériences vécues à la physique et aux sciences de l'environnement pour aider les élèves à s'y retrouver et à comprendre comment la science façonne notre monde. Il a notamment sa populaire chaîne YouTube, qui présente des expériences faites à la maison et des démonstrations filmées sur son perron. Il emploie également un modèle d'évaluation basé sur la maîtrise qui permet aux élèves de reprendre des examens après avoir reçu de la rétroaction, ce qui les aide à renforcer leur confiance et à mieux comprendre des concepts difficiles.

Au-delà de sa salle de classe, M. MacLeod a formé des enseignants en sciences partout au Canada par l'entremise de l'Institut Périphère, il a publié des recherches évaluées par des pairs et il a piloté des programmes qui ouvrent la voie des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques aux filles et aux élèves néo-écossais d'origine africaine.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour féliciter M. MacLeod de cette reconnaissance bien méritée.

L'ABORDABILITÉ

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, le budget présenté mardi prévoit un déficit de 78,2 milliards de dollars, ce qui fait grimper les prix et augmenter le coût de la vie pour les familles partout au Canada. L'inflation alimentaire explose et elle est aggravée par les dettes massives du gouvernement.

Cette année, au Canada, le nombre de visites aux banques alimentaires a atteint 2,2 millions. Il y a 10 ans, les collectes d'aliments de l'Armée du Salut pendant les Fêtes suffisaient à répondre aux besoins des habitants de ma circonscription, Parry Sound—Muskoka. Celle-ci rassemble des petites collectivités rurales idylliques où les gens prennent soin de leurs voisins. Aujourd'hui, Parry Sound—Muskoka compte 16 organismes d'aide alimentaire. Les banques alimentaires sont des bouées de sauvetage essentielles dans les villes comme Bracebridge et Huntsville — qui comptent trois organismes distincts de distribution alimentaire — et les nombreux petits villages de quelques centaines d'habitants — comme Argyle, Burk's Falls et Honey Harbour. Ces petits programmes alimentaires dans Parry Sound—Muskoka peinent à répondre aux besoins des gens.

Les merveilleux habitants de Parry Sound—Muskoka continuent de se soutenir mutuellement. En même temps, ils supplient le gouvernement d'arrêter de faire augmenter le coût de la vie pour eux et leurs voisins.

[Français]

L'ORGANISME ÔCHAMPFLEURY

Carlos Leitão (Marc-Aurèle-Fortin, Lib.): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui pour parler d'une organisation importante dans ma communauté, ôChampfleury, située à Laval.

Depuis plus de 35 ans, ôChampfleury est un pilier de la vie locale, offrant des programmes et des services essentiels qui rassemblent les citoyens et renforcent le tissu social. Que ce soit par des activités pour les jeunes, le soutien aux familles, des événements culturels ou l'engagement communautaire, ôChampfleury fait une réelle différence dans la vie des résidents de Laval.

Déclarations de députés

L'organisation est guidée par sa mission: famille, plaisir, respect, ambition, des valeurs qui reflètent son engagement à soutenir et à enrichir la vie de tous les membres.

Je tiens à profiter de cette occasion pour remercier tous ceux et toutes celles qui font partie de ôChampfleur de leur engagement remarquable à améliorer la qualité de vie de tant de familles.

* * *

• (1405)

[Traduction]

LORNE BENEDICT PLEMEL

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour rendre hommage au major Lorne Benedict Plemel.

Ayant grandi sur une ferme familiale à St. Gregor, il s'est enrôlé dans l'armée à l'âge de 17 ans et a servi son pays au sein de la Royal Canadian Horse Artillery et de l'Artillerie royale canadienne pendant 38 ans. Il a gravi les échelons, passant d'artilleur à major, un exploit remarquable en soi. Il a participé à beaucoup de missions de maintien de la paix et d'affectations en Afghanistan avec l'OTAN.

Bien que le major Plemel n'ait jamais recherché les éloges, son dévouement n'est pas passé inaperçu. Parmi les nombreuses récompenses qu'il a reçues, mentionnons l'Ordre du mérite militaire et la Mention élogieuse du chef d'état-major de la défense. Sa décision de protéger notre pays mérite notre gratitude. Nous lui sommes reconnaissants, ainsi qu'à sa famille, des sacrifices qu'ils ont faits pour que notre pays reste fort et libre.

Le major Plemel a été porté à son dernier repos, mais on se souviendra toujours de l'amour qu'il vouait à son pays, à sa famille et à ses amis. C'était un véritable héros de la Saskatchewan et un grand Canadien.

Je remercie Leroy de son service.

* * *

LE BUDGET

Pauline Rochefort (Nipissing—Timiskaming, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour appuyer le budget de 2025.

En préparation du budget, j'ai eu le plaisir de rencontrer de nombreux organismes et, bien sûr, des gens de tous âges, y compris des jeunes de ma circonscription, Nipissing—Timiskaming. Parmi eux, il y avait les Embers, un groupe de jeunes guides inspirantes. En ce qui concerne le budget, elles nous ont fait part de ce qui compte le plus pour elles: aider les collectivités à se développer, prendre soin de la planète, aider les personnes dans le besoin et faire preuve de gentillesse les uns envers les autres. J'ai été heureuse de constater que le budget de 2025 concrétise ces valeurs en prévoyant un investissement de 660 millions de dollars dans l'égalité et le leadership des femmes. Il comprend également de nombreux autres investissements stratégiques qui garantissent un avenir sûr aux jeunes au Canada.

Je conclurai en disant que les Embers nous rappellent que le véritable leadership commence par la sollicitude et la compassion. En leur nom, je remercie le gouvernement de créer un avenir où chaque jeune fille sait que sa voix compte, et j'encourage tous mes collègues à la Chambre à soutenir...

Le Président: Le député d'Hamilton-Est—Stoney Creek a la parole.

* * *

LE PREMIER MINISTRE

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, la société Brookfield, qui appartient au premier ministre, a été dénoncée comme étant le plus grand spécialiste de l'évasion fiscale du Canada. Brookfield a réussi à éviter de payer la somme astronomique de 6,5 milliards de dollars en impôts canadiens. En tant que président de Brookfield, le premier ministre a enregistré trois fonds d'investissement de plusieurs milliards de dollars aux îles Caïmans et à l'étage au-dessus d'une boutique de vélos des Bermudes, afin d'éviter de payer des impôts au Canada. D'un côté, dans son nouveau budget, il demande aux vaillants Canadiens de financer un déficit de 78,3 milliards de dollars. De l'autre, il a permis à ses amis élitistes d'éviter de payer 6,5 milliards de dollars d'impôts. Il n'est pas étonnant que le premier ministre ait convaincu tous les libéraux de voter contre la comparution de Brookfield à Ottawa pour répondre aux questions des Canadiens.

Le nouveau budget du premier ministre vise à rendre le Canada plus fort, mais je pense que nous nous entendons tous pour dire que le Canada serait beaucoup plus fort si Brookfield payait ses impôts ici même, au Canada.

* * *

[Français]

LE PORT DE BAIE-COMEAU

Marilène Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan, BQ): Monsieur le Président, c'est avec un immense plaisir que j'accueille aujourd'hui sur la Colline du Parlement les représentants du port de Baie-Comeau et, plus particulièrement, sa présidente-directrice générale, une femme que j'admire, Mme Karine Otis.

Je joins donc ma voix à la leur pour parler de notre Côte-Nord, de Baie-Comeau et de notre port, qui est une porte ouverte sur le monde entier et qui est lié intimement au port de Rotterdam, le plus important port d'Europe, duquel il n'a rien à envier avec une leader comme Mme Otis.

Avec 4 millions de tonnes de marchandises transbordées annuellement, étant le quatrième port d'escale pour les croisières internationales, le port de Baie-Comeau fourmille et prospère et nous rend plus que fiers, et cela, grâce également à l'ensemble de son équipe et de son conseil d'administration, qui agissent comme des catalyseurs d'innovation, de développement économique et de richesse humaine pour la communauté non seulement baie-comoise, mais nord-côtière.

Karine pourra toujours compter sur mon appui plein et entier, celui d'une alliée, pour réaliser cet avenir qu'elle forge jour après jour, un avenir qui a l'envergure de notre Côte-Nord.

• (1410)

[Traduction]

LA JOURNÉE DES CRÉATEURS DE MUSIQUE CANADIENS

David Myles (Fredericton—Oromocto, Lib.): Monsieur le Président, au nom de la SOCAN, c'est-à-dire la Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, j'aimerais inviter tout le monde à célébrer la toute première Journée des créateurs de musique canadiens le vendredi 7 novembre.

[Français]

La Journée des créateurs de musique réaffirme la mission de la SOCAN, qui est de veiller à ce que les créateurs de musique canadiens soient respectés, reconnus et rémunérés équitablement.

[Traduction]

La SOCAN accomplit cette importante mission depuis 100 ans. La date du 7 novembre a été choisie pour célébrer l'anniversaire de l'une des plus grandes compositrices canadiennes de tous les temps, Joni Mitchell.

J'invite tout le monde à s'asseoir demain et à écouter sa chanson préférée de Joni, ou une chanson d'un autre artiste canadien exceptionnel, afin de rendre hommage aux grands créateurs musicaux de ce pays à l'occasion de la Journée des créateurs de musique canadiens.

LE BUDGET

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, chaque dollar dépensé par le premier ministre provient directement des poches des Canadiens. Le 10^e budget présenté par un gouvernement libéral affiche le déficit le plus important depuis la pandémie de COVID, soit 78 milliards de dollars. Il ne fera qu'attiser l'inflation, et les Canadiens continueront d'avoir du mal à payer leurs courses. La pauvreté et l'insécurité alimentaire ont augmenté de près de 40 % en seulement deux ans, mais les libéraux continuent de manipuler les Canadiens en affirmant que leurs taxes cachées sur les denrées alimentaires et les carburants ne sont que le fruit de leur imagination. Les conservateurs ont proposé des solutions concrètes pour rendre la vie plus abordable, comme la suppression de la taxe sur le carbone industriel, de la taxe sur les emballages alimentaires et de la taxe sur les normes relatives aux carburants. Au lieu de cela, les libéraux ont choisi d'accorder des allègements fiscaux aux élites qui achètent des jets privés et des yachts.

Mes voisins d'Oshawa sont clairs. Ils ne veulent pas d'élections coûteuses. Ils souhaitent voir le gouvernement présenter un budget abordable. Les conservateurs souhaitent un avenir plein d'espoir pour nos concitoyens. Pour nos jeunes, nous voulons des logements, des emplois et de l'espoir. Pour nos aînés, nous voulons des prix abordables. Nous voulons rétablir la promesse du rêve canadien.

LE SECTEUR FORESTIER

Corey Hogan (Calgary Confederation, Lib.): Monsieur le Président, le secteur forestier est au cœur de l'identité canadienne et représente l'épine dorsale de collectivités partout au Canada. Ce secteur vital fournit de bons emplois, stimule les économies des régions et contribue à la croissance des villes et des villages.

Déclarations de députés

Récemment, pendant la Semaine nationale de l'arbre et des forêts, l'Association des produits forestiers du Canada a tenu son congrès national annuel sur les politiques forestières ici, à Ottawa. Ce congrès réunissait des chefs de file du secteur forestier des quatre coins du Canada. On y a préconisé et proposé des idées pour le secteur forestier et les plus de 200 000 emplois qu'il soutient. Je tiens à remercier tout particulièrement les travailleurs qui font tourner cette industrie, ainsi que tous les participants.

Le secteur forestier soutient le mode de vie canadien. En tant que Canadiens, nous devrions toujours soutenir l'industrie forestière, et non pas seulement en ces temps difficiles de différends commerciaux. Travaillons ensemble, au-delà des lignes de parti, pour défendre et faire croître ce secteur dynamique. Lorsque le secteur forestier est fort, le Canada est fort.

LES PEINES MINIMALES OBLIGATOIRES

Rob Morrison (Columbia—Kootenay—Southern Rockies, PCC): Monsieur le Président, la décision de la Cour suprême dans cette affaire est dévastatrice: deux hommes ont été trouvés en possession de centaines d'images et de vidéos d'enfants, dont certains n'avaient que trois ans. L'un des contrevenants avait 317 images, principalement de fillettes âgées de 3 à 6 ans, et l'autre, des centaines de vidéos d'enfants âgés de 5 à 10 ans. Il ne s'agit pas de crimes sans victimes. Chaque image est celle d'un enfant en chair et en os qui est blessé et humilié et qui portera des séquelles à vie. Ces enfants méritent plus que des excuses; ils méritent que justice soit faite. Pourtant, les tribunaux ont choisi de se concentrer sur la théorie plutôt que sur les faits horribles qui leur ont été présentés.

Les Canadiens savent que la justice consiste à protéger les plus vulnérables d'entre nous. Un futur gouvernement conservateur aura recours à la disposition de dérogation pour infirmer le jugement rendu dans cette affaire. Nous allons rétablir les peines minimales obligatoires pour le matériel d'abus pédosexuel et faire en sorte que les prédateurs soient soumis à la pleine rigueur de la loi.

[Français]

LES CAMPAGNES DE GUIGNOLÉE

Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Monsieur le Président, à l'approche du temps des Fêtes, nos communautés se mobilisent pour venir en aide à ceux et à celles qui en ont le plus besoin. Les campagnes de guignolée portées par les bénévoles au grand cœur rappellent l'importance de la solidarité et du partage. Chaque don, qu'il soit petit ou grand, contribue à assurer la sécurité alimentaire des familles défavorisées et à offrir un peu de réconfort à ceux pour qui cette période peut être très difficile.

Je tiens à saluer le travail remarquable des organismes communautaires, des banques alimentaires, des paroisses et des citoyens engagés dans Argenteuil—La Petite-Nation qui se dévouent sans compter pour que personne ne soit oublié.

En cette saison de générosité, j'invite tous les Canadiens et les Canadiennes à donner avec cœur pour que chaque famille puisse célébrer Noël dans la dignité et l'espérance.

Questions orales

• (1415)

*[Traduction]***LE BUDGET**

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, le présent budget est un piège qui impose à la prochaine génération un fardeau de factures exorbitantes et de soldes impayés.

Pendant que le premier ministre se pète les bretelles, les jeunes Canadiens se font ensevelir sous un déficit abyssal de 78 milliards de dollars. C'est non seulement une bétise, c'est aussi un abus de confiance éhonté. Le premier ministre avait annoncé qu'il réduirait les dépenses, mais celles-ci ont plutôt augmenté de 90 milliards de dollars, ce qui accule à la faillite les soutiens de famille ordinaires, et le premier ministre rejette la faute sur tout le monde sauf sur lui-même.

Maintenant, le montant consacré au service de la dette nationale dépasse celui consacré aux transferts en santé, et chaque ménage se voit facturer 5 400 \$ de plus en dépenses inflationnistes excessives, ce qui est un coup dur pour les familles qui arrivent déjà à peine à joindre les deux bouts.

Les libéraux aident leurs amis banquiers et alimentent leur bureaucratie hypertrophiée au détriment de besoins fondamentaux. Quel est le résultat pour les jeunes? De sombres perspectives et des rêves brisés. Derrière les mots à la mode et le pétage de bretelles, le budget est une mauvaise affaire pour les Canadiens. Il est temps de rétablir l'équilibre, de construire de façon responsable et de se libérer de ce cycle d'emprunts, d'esbroufe et de trahison.

* * *

LE BUDGET

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, ce budget vise à bâtir un Canada fort. Le gouvernement se soucie des gens. C'est pourquoi nous avons mis en place le programme de soins dentaires, le programme de garderies et le programme national d'alimentation en milieu scolaire, qui viendra en aide à plus de 400 000 enfants. Le budget vise à bâtir une collectivité, à investir dans le Canada. Pensons à nos hôpitaux, à nos rues, à nos ponts et à nos collectivités. Notre budget vise à investir dans les Canadiens. Les conservateurs ne croient pas au Canada, mais le premier ministre et le gouvernement, eux, y croient.

QUESTIONS ORALES*[Traduction]***LE BUDGET**

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, il y a six mois, le premier ministre a promis aux Canadiens qu'il maîtriserait le déficit, qu'il réduirait notre dette et qu'il ferait baisser l'inflation. Au lieu de cela, il a creusé un gouffre de 80 milliards de dollars dans le budget. La dette augmente, l'inflation augmente, et il a ajouté 90 milliards de dollars de nouvelles dépenses. Cela représente plus de 5 000 \$ pour chaque famille. Chaque dollar dépensé par le premier ministre se traduit par une augmentation des impôts, une hausse de l'inflation et un alourdissement de la dette pour les Canadiens.

Avec ce budget, les Canadiens paient le prix d'une bouteille de champagne pour obtenir de l'eau courante. Pourquoi leur demandait-il donc de payer davantage?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je vais revenir aux commentaires du député de Winnipeg-Nord. Le présent budget vise à bâtir le merveilleux pays qu'est le Canada, et il montre qu'avec les investissements de 1 billion de dollars que nous allons catalyser, nous allons mettre plus de 3 000 \$ dans la poche de chaque Canadien d'ici la fin de la décennie.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, les libéraux n'investissent pas dans la prochaine génération. Ils l'hypothèquent. Le premier ministre est en voie de devenir le premier ministre le plus dépensier de l'histoire du Canada. Les seuls qui en profitent sont les banquiers.

Les intérêts sur la dette nationale coûteront 55 milliards de dollars aux Canadiens cette année. Ce coût est supérieur à ce que le gouvernement dépense pour les soins de santé et à ce qu'il perçoit en TPS. Chaque dollar provenant de la TPS ne va pas aux médecins, au personnel infirmier ou aux hôpitaux. Il va aux banquiers.

Pourquoi le premier ministre est-il si déterminé à faire en sorte que les banquiers soient mieux traités que les patients?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le budget maintient le Transfert canadien en matière de santé aux provinces, qui dépasse 29 milliards de dollars, et il consacre 5 milliards de dollars aux infrastructures de santé. De plus, le budget affiche le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. On prévoit que son déficit sera le plus faible qui soit, et le coût des intérêts qui seront pris en charge est inférieur à celui enregistré lorsque les conservateurs étaient au pouvoir.

* * *

*[Français]***L'ÉCONOMIE**

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, le coût de ce budget libéral va faire grimper le prix de la nourriture, du logement, de tout ce dont les Canadiens ont besoin. Le premier ministre affirme que le Canada est dans une situation budgétaire solide. Alors pourquoi les familles peinent-elles à joindre les deux bouts? Pourquoi devenir propriétaire est-il pratiquement impossible pour les jeunes? Pourquoi 2,2 millions de Canadiens font-ils la file chaque mois dans les banques alimentaires?

Ce n'est pas solide, c'est précaire. Le chef libéral a choisi d'enrichir ses amis avec un déficit de 80 milliards de dollars.

Pourquoi le premier ministre brise-t-il sa promesse de dépenser moins en versant de l'huile sur le feu de l'inflation?

• (1420)

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, 75 % des nouvelles mesures dans ce budget de 2025, c'est pour la souveraineté du Canada et pour améliorer l'abordabilité pour les Canadiens et les Canadiennes. C'était le premier point.

Le deuxième point, c'est que c'est un budget qui investit au Canada. C'est un budget de confiance pour le Canada. C'est un budget qui va mettre plus de 3 000 \$ dans les poches des Canadiens et des Canadiennes.

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, c'est un budget qui va faire passer ce premier ministre libéral à l'histoire comme le chef de gouvernement le plus coûteux de l'histoire du Canada.

Je voudrais lui rappeler quelque chose d'important: chaque dollar qu'il dépense sort directement de la poche d'un Canadien qui a travaillé fort pour le gagner. Il avait promis de dépenser moins. Son déficit va être près de 80 milliards de dollars. Ce n'est pas pour rien qu'on lit ceci dans *Le Journal de Montréal* aujourd'hui: « Le fédéral déconnecté de la vraie vie ».

Dans quel monde parallèle vit le premier ministre pour ne pas comprendre qu'augmenter l'inflation avec ses dépenses, c'est rendre la vie encore plus difficile pour tous les Canadiens?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce n'est pas le budget le plus coûteux, c'est le budget le plus ambitieux pour le Canada.

Il est plus ambitieux en ce qui concerne les logements pour les Québécois et les Québécoises, des logements partout au pays. Il est plus ambitieux pour les ports, pour l'énergie propre, pour l'avenir du Canada. C'est un budget pour l'avenir du Canada.

* * *

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, avec son déficit de 80 milliards de dollars, le premier ministre imposera une ponction de 5 400 \$ à tous les ménages canadiens, tandis que lui-même l'évitera. On parle de l'homme qui a mis 30 milliards de dollars dans des paradis fiscaux étrangers pour Brookfield quand il en était le président. Il continue d'esquiver les questions sur les sommes qu'il a personnellement cachées à l'étranger pour éviter de payer les impôts qu'il impose à la population.

Le premier ministre va-t-il prendre la parole aujourd'hui pour dire aux Canadiens combien d'argent il a placé dans des paradis fiscaux à l'étranger?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le budget améliore l'équité fiscale. Il réduit les impôts pour 22 millions de Canadiens. Il réduit les taxes sur les nouvelles maisons pour les jeunes qui commencent dans la vie. Il réduit la taxe sur le carbone. Il contribue à la croissance de notre grand pays. Le député devrait se joindre à nous et l'appuyer.

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre évite la question tout comme il a aidé Brookfield à éviter de payer des impôts. Lorsqu'il augmente les impôts des Canadiens, ceux-ci ont le droit de savoir si le premier ministre a encore de l'argent dans des paradis fiscaux. Je vais lui donner une autre chance.

Le premier ministre va-t-il se tenir debout sur ses deux propres jambes et dire aux Canadiens exactement combien d'argent il a caché dans des paradis fiscaux? On veut juste le chiffre.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de mes réalisations dans le secteur privé, mais je suis profondément honoré de servir les Canadiens. Nous servons les Canadiens en bâtissant le merveilleux pays qu'est le Canada, en investissant dans le logement, en investissant dans l'énergie, en investissant dans les ports et en investissant dans notre avenir. Nous allons développer le pays comme jamais auparavant. Tous les députés ont la possibilité de prendre la parole pour exprimer leur appui.

Questions orales

[Français]

LES ÂÎNÉS

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, pour un Québécois, de plus en plus, se tenir debout, ça veut dire vouloir l'indépendance du Québec.

Nous avons donné une chance à ce gouvernement, qui est en campagne de recrutement. Nous lui avons demandé d'éliminer la discrimination dans la pension de la Sécurité de la vieillesse payée aux gens qui ont 65 à 75 ans, qui est 10 % plus faible que celle qui est payée aux gens de 75 ans et plus. On n'avait qu'à dire que, oui, c'est un principe de justice élémentaire.

Est-ce que le premier ministre reconnaît qu'il a simplement refusé d'aider les retraités?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, dans ce budget, il y a plus de 80 milliards de dollars de transferts pour les aînés partout au Canada. C'est 80 milliards de dollars. Oui, le montant est plus élevé pour les personnes plus âgées. C'est ça, la justice.

* * *

● (1425)

LE LOGEMENT

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas lu ses notes et il n'a pas lu son budget. Je lui offre une deuxième chance.

C'est beau, construire des maisons. Encore faut-il que les jeunes ménages puissent les acheter. Nous avons demandé au gouvernement de mettre en place un système d'accès privilégié à du crédit pour les jeunes familles qui achètent une première maison pour que quelqu'un les achète, ces premières maisons. Le gouvernement a refusé.

Est-ce que le premier ministre confirme qu'il a refusé d'aider les jeunes ménages à acheter une première maison avec l'accès au crédit?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, oui, il y a un avantage pour les jeunes qui achètent leur première maison. C'est aussi une question de justice et nous faisons de grands investissements dans le logement. Aussi, il y a le CE-LIAPP pour les jeunes.

* * *

LA SANTÉ

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, la priorité des Québécois et des Canadiens, c'est également la santé. Nous avons offert au gouvernement de travailler ensemble pour augmenter les transferts en santé pour qu'ils suivent l'augmentation des dépenses du système de santé, au Québec comme ailleurs au Canada. Le gouvernement a dit que les contribuables du Québec et du Canada allaient payer de plus en plus cher d'impôt ou allaient avoir de moins en moins d'argent pour faire autre chose dans les gouvernements du Québec et du Canada.

Est-ce que le gouvernement confirme qu'il refuse d'augmenter les transferts en santé pour qu'ils suivent les dépenses de ce système? Ça, ça serait se tenir debout.

Questions orales

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai des bonnes nouvelles pour le Québec. Dans ce budget, il y a 12 milliards de dollars de transferts pour la santé et il y a 5 milliards de dollars pour l'infrastructure de santé. Il y a 4 milliards de dollars pour Hydro-Québec. Il y a le Port de Contrecoeur, il y a le deuxième quai de Saguenay et il y a 500 millions de dollars pour la culture, notamment les institutions culturelles québécoises.

* * *

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement actuel est le plus budgétivore de l'histoire du Canada. Le premier ministre ne semble pas comprendre que plus il dépense, plus les choses coûtent cher aux Canadiens ordinaires. Les libéraux ont eu la possibilité de réduire le coût de l'alimentation en abolissant la taxe sur le carbone pour les industries, mais ils ont plutôt choisi d'augmenter le coût de l'alimentation en augmentant la taxe sur le carbone pour les industries, ce qui fait grimper le coût des facteurs de production de choses comme l'engrais et le matériel agricole.

Pourquoi le premier ministre fait-il grimper le prix de l'alimentation pour les Canadiens en augmentant la taxe sur le carbone pour les industries?

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, si les conservateurs votent contre le budget de 2025, ils voteront contre la Sécurité de la vieillesse, ils voteront contre le Supplément de revenu garanti, ils voteront contre le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, ils voteront contre les mesures antifraude qui protégeront les aînés contre les crimes financiers, ils voteront contre un crédit d'impôt pour les préposés aux services de soutien à la personne qui s'occupent des aînés et ils voteront contre les soins dentaires dont dépendent plus de 2 millions d'aînés.

Les Canadiens veulent savoir pour qui les conservateurs se battent, car ce n'est certainement pas pour les aînés.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, je vais le dire clairement aux libéraux: il n'y a pas de nourriture sans les fermes. Selon le « Food Professor », nous sommes le seul pays du G7 à avoir connu quatre mois consécutifs de hausse de l'inflation alimentaire. La taxe sur le carbone pour les industries fait grimper le prix de gros des aliments, un point c'est tout.

Les libéraux ont une fois de plus présenté un budget parmi les plus déficitaires et les plus coûteux de l'histoire du Canada. Alors que les Canadiens ont déjà du mal à se nourrir, pourquoi le premier ministre tient-il aussi obstinément à augmenter la taxe sur le carbone pour les industries afin de faire grimper le prix des denrées alimentaires?

L'hon. Heath MacDonald (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je vais citer Sylvain Charlebois.

Voici ce qu'il a écrit: « Ottawa a discrètement préparé le terrain pour une aide indirecte, pas au moyen de subventions à l'épicerie ni de politiques axées sur les consommateurs, mais au moyen d'infrastructures, d'échanges commerciaux et de réformes de nature administrative qui pourraient faire fonctionner le système alimentaire un peu plus efficacement. »

Les agriculteurs canadiens réclament certaines de ces mesures depuis longtemps. Prenez vos responsabilités et donnez-leur ce qu'ils demandent.

Le Président: Encore une fois, je vous prie de vous adresser à la présidence.

• (1430)

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement actuel est le plus budgétivore de l'histoire du Canada. Chaque dollar que le premier ministre dépense provient des poches des Canadiens. Plus les libéraux dépensent, plus les choses coûtent cher. Malheureusement, le premier ministre libéral n'a tiré aucune leçon des erreurs du premier ministre libéral précédent. Les libéraux ont eu l'occasion, dans leur budget, de réduire le coût de l'alimentation pour les Canadiens en éliminant la taxe sur le carbone pour les industries, mais ils ont plutôt choisi de rendre les aliments plus chers en augmentant la taxe sur le carbone pour les industries, ce qui fait grimper le coût des engrais et du matériel agricole.

Pourquoi le premier ministre rend-il la nourriture plus chère pour les Canadiens en augmentant la taxe sur le carbone pour les industries?

L'hon. Eleanor Olszewski (ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2025 renforce l'économie de l'Alberta en soutenant les travailleurs, les industries et les innovateurs. Il stimule l'emploi et il donne à l'Alberta un avantage économique.

Le président-directeur général de la chambre de commerce d'Edmonton, Doug Griffiths, a déclaré qu'il s'agit d'« un engagement évident en faveur de la croissance économique et de la création d'emplois ».

Les conservateurs ne peuvent pas défendre les intérêts de l'Alberta s'ils ne sont pas à l'écoute de son milieu des affaires.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, la taxe sur le carbone pour les industries imposée par les libéraux fait grimper le prix des aliments. Depuis l'entrée en fonction du premier ministre, le prix des fraises a augmenté de 25 %, celui du bœuf, de 25 % et celui du café, de 20 %. Le grand spécialiste de l'alimentation Sylvain Charlebois nous a expliqué que l'écart croissant entre les prix des aliments au Canada et aux États-Unis s'explique par un seul facteur: la taxe sur le carbone. Il prévoit de mauvaises nouvelles pour 2026 et il affirme que nous sommes le seul pays du G7 à avoir connu quatre mois consécutifs d'augmentation du taux d'inflation alimentaire.

Pourquoi le premier ministre s'entête-t-il à rendre les aliments plus chers pour les Canadiens en augmentant...

Le Président: La ministre des Pêches a la parole.

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je suis très fière de prendre la parole pour appuyer un budget qui permettra non seulement de faire croître notre pays, mais aussi d'être à l'écoute des collectivités rurales. Je peux dire aux députés qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, les investissements dans les routes, les ponts, les hôpitaux, les habitations et les collectivités sont importants. Je pose la question aux députés conservateurs de Terre-Neuve-et-Labrador: vont-ils voter en faveur des mesures qui comptent vraiment pour toute la province?

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement actuel est le plus dépensier de l'histoire du Canada. Chaque dollar que le premier ministre dépense vient des poches des Canadiens, et plus les libéraux dépensent, plus la vie coûte cher. Les libéraux viennent d'avoir l'occasion de faire baisser le prix des aliments en abolissant la taxe sur le carbone pour les industries. Au lieu de cela, ils ont choisi de faire augmenter le prix des aliments en relevant la taxe sur le carbone pour les industries, ce qui rend les aliments, le carburant et le matériel agricole encore plus coûteux. Or, ces coûts sont refilés directement aux Canadiens à l'épicerie.

Pourquoi le premier ministre n'abolit-il pas la taxe sur le carbone pour faire baisser le prix des aliments?

L'hon. Adam van Koevorden (secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, pendant que les conservateurs se concentrent sur des taxes imaginaires, nous bâtissons un Canada fort. Le budget de 2025 prévoit un investissement de 51 milliards de dollars dans le Fonds pour bâtir des collectivités fortes. C'est une bonne nouvelle pour les familles du Sud-Ouest de l'Ontario, comme celles de la région que mon collègue représente. Cet investissement inclut des fonds pour le nouveau parc sportif à Surrey. Il inclut le Royal Athletic Park à Victoria. Il inclut le YMCA du centre-ville d'Hamilton. Il inclut le centre sportif de Montréal-Nord. Nous allons bâtir un Canada fort et cela comprend des installations sportives pour nos collectivités. J'espère que ce député votera en faveur de notre budget.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Monsieur le Président, ce que je vais vous dire n'a rien d'imaginaire. Selon le spécialiste de l'alimentation surnommé le « food professor », l'écart entre les prix de gros des aliments au Canada et aux États-Unis s'est accentué, et l'un des facteurs déterminants est la taxe sur le carbone pour les industries.

Des voix: Oh, oh!

Dave Epp: Allez-y, chahutez.

Monsieur le Président, le Canada est le seul pays du G7 où l'inflation alimentaire a été en hausse constante pendant quatre mois consécutifs. Les agriculteurs, les fabricants et les constructeurs de tout le pays paient plus cher pour les engrais, l'acier et le béton. La hausse de ces coûts finit par se répercuter sur ce que les Canadiens peuvent mettre sur la table.

Alors que d'autres pays du G7 réduisent leurs coûts, le premier ministre fait fi de l'opinion des experts, augmente la taxe sur le carbone et fait grimper le prix des aliments. Pourquoi?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, Sylvain Charlebois est très souvent cité et, à propos du budget de 2025, il a dit très clairement que nos investissements, la logistique, les corridors et le commerce feront baisser le prix des aliments. Il a ajouté que le fait de rendre permanent le Programme national d'alimentation scolaire changera les choses là où ça compte. En rendant ce programme permanent, le gouvernement a fait exactement ce que cet expert demandait.

• (1435)

David McKenzie (Calgary Signal Hill, PCC): Monsieur le Président, nous savons maintenant que le gouvernement actuel est le plus coûteux de l'histoire du Canada. Chaque dollar que le premier ministre dépense sort du portefeuille des Canadiens. Plus les libé-

raux dépensent, plus la vie coûte cher. Tous les économistes le reconnaissent. Le premier ministre aurait pu éliminer la taxe sur le carbone pour les industries, qui fait grimper l'inflation, mais il a plutôt choisi de l'augmenter et de faire en sorte que tout coûte encore plus cher pour les Canadiens.

Ma question à l'intention du premier ministre est fort simple: pourquoi fait-il grimper le prix des aliments en augmentant la taxe sur le carbone pour les industries?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, voici ce que fait le gouvernement. La semaine dernière, nous avons travaillé avec neuf pays pour annoncer 25 transactions distinctes qui fourniront 6,4 milliards de dollars à six nouvelles installations d'extraction et de traitement des minéraux au pays. Si la Chambre appuie le budget, le gouvernement continuera de produire beaucoup d'autres résultats de la sorte.

* * *

[Français]

LE BUDGET

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, le budget, c'est un peu le pire des deux mondes. C'est un déficit libéral avec des idées conservatrices: rien en santé, rien pour les aînés, des coupes en environnement. C'est du Stephen Harper.

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le leader du gouvernement. Il a dit hier: c'est un budget que les électeurs conservateurs peuvent aimer. Les libéraux ne s'en cachent même plus.

Les Québécois n'ont cependant pas voté conservateur. Ils n'ont pas voté pour des coupes en santé. Ils n'ont pas voté pour l'abandon des aînés. Ils n'ont pas voté pour l'abandon de la lutte contre les changements climatiques.

Pourquoi les libéraux ne répondent-ils pas aux demandes des Québécois?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, les Québécois et les Québécoises ont voté pour 44 députés québécois et québécoises de ce côté-ci de la Chambre.

On se rappelle peut-être qui était le président de l'ADISQ en 2003. C'était le chef du Bloc québécois. Sait-on ce que les gens de l'ADISQ ont dit de notre budget? Ils ont salué le budget du gouvernement.

Il s'agit de l'investissement en culture le plus important de l'histoire du Canada, et le chef du Bloc québécois va dire à tous ses députés de voter contre des investissements en culture au Québec pour les films, pour la télévision, pour la musique, pour nos artistes. Il va dire non. Il va dire qu'ils bloquent le passage à tous ces investissements.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, c'est le budget de la capitulation climatique: coupes budgétaires de 15 % au ministère de l'Environnement; abandon du plafond pour les émissions du secteur pétrolier et gazier; crédits d'impôt pour les pétrolières; et j'en passe.

Questions orales

Or, ce matin, le commissaire à l'environnement et au développement durable a été clair: il a confirmé qu'avant même le budget, le Canada n'allait pas atteindre ses cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour 2030, et même qu'avec l'abandon de la tarification du carbone, on recule. La réponse du budget, c'est moins de mesures en environnement et plus d'argent aux pétrolières.

On fonce dans le mur. Pourquoi les libéraux pèsent-ils sur le gaz?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je le répète chaque fois: notre gouvernement va continuer de lutter contre les changements climatiques.

D'ailleurs, quand on regarde le budget, on voit ses effets. Nous allons renforcer la tarification du carbone pour l'industrie, réduire les émissions de méthane, et bien plus encore. En parcourant les pages du budget, on constate que tous les ministères du gouvernement vont participer à cette lutte. Nous allons faire le travail. C'est nous qui allons bâtir un pays fort, un Canada fort.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, le secteur de la construction résidentielle de Toronto a publié un rapport cinglant sur le budget du gouvernement, selon lequel 100 000 emplois pourraient disparaître dans ce secteur, et ce, même si le premier ministre a promis 500 000 nouveaux logements par année pendant la campagne électorale.

Le gouvernement continue de refuser de mettre en œuvre notre politique, qui serait d'éliminer la TPS sur toutes les maisons neuves de moins de 1,3 million de dollars. À l'heure actuelle, les mises en chantier ont chuté, et les promoteurs mettent à pied du personnel qualifié à cause des coûts trop élevés attribuables au gouvernement.

Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas les experts et n'élimine-t-il pas la TPS sur toutes les maisons neuves de moins de 1,3 million de dollars, afin que les constructeurs puissent se remettre au travail et construire les logements dont les Canadiens ont désespérément besoin?

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, regardons la réalité en face: le Parti conservateur du Canada vote contre le plus important investissement dans les infrastructures de l'histoire du Canada, un investissement qui représente des milliers d'emplois, des possibilités pour les apprentis et les jeunes, des possibilités de formation pour la prochaine génération, ainsi que des routes, des ponts, des centres communautaires, des hôpitaux, de grands projets d'intérêt national et des maisons.

Rien de tout cela ne se concrétisera si les conservateurs votent contre le budget. J'espère qu'ils reviendront sur leur décision.

• (1440)

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, si le fait de dépenser de l'argent pouvait résoudre la crise du logement, nous aurions un excédent de logements à l'heure actuelle.

Le gouvernement actuel a nommé un ministre du Logement qui a haussé les taxes sur le logement de 141 % à Vancouver et qui a fait grimper le prix des logements de 149 %. Nous sommes en pleine crise du logement en ce moment, et il est clair que cet homme ne

comprend pas la situation. Les experts nous avisent que 100 000 emplois pourraient être supprimés dans ce secteur.

Si le gouvernement ne veut pas nous écouter et tenir compte de nos recommandations concernant la réduction de la TPS sur les maisons dont la valeur est inférieure à 1,3 million de dollars, pourquoi n'écoute-t-il pas les experts?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, la vraie question est la suivante: les conservateurs appuieront-ils le budget le plus ambitieux de l'histoire du Canada en matière de logement?

Le gouvernement propose le plus important investissement de notre histoire dans le logement abordable, qui fera travailler les Canadiens pour leur faire construire les logements abordables dont nous avons besoin. Nous assistons à des niveaux sans précédent de mises en chantier. À l'heure actuelle, nous remarquons des progrès dans le secteur du logement, et nous redoublons d'efforts dans ce sens.

Nous allons construire des logements, et nous comptons sur vous pour appuyer le budget et nous permettre d'en faire davantage.

Le Président: Je rappelle encore une fois aux députés qu'ils doivent adresser leurs observations par l'entremise de la présidence, car je n'ai pas d'opinion à ce sujet.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, mardi, les Canadiens ont découvert la vérité sur le plan désastreux du gouvernement libéral en matière de logement. Les libéraux avaient promis de construire 500 000 logements par an, mais cela s'est transformé en un plan qui mènera à la suppression de 100 000 emplois. La Building Industry and Land Development Association de Toronto estime que le budget est particulièrement préoccupant, et qu'il ne s'agit pas d'un plan réalisable visant à réduire de manière urgente les frais de logement. Les libéraux avaient promis de réduire les frais de développement de 50 %, mais, surprise, il s'agit là d'une autre promesse non tenue des libéraux. Les ventes de logements se sont effondrées, chutant de 82 % dans la région du Grand Toronto.

Le premier ministre va-t-il enfin admettre que son gouvernement ne construit pas de logements, et qu'il accumule les promesses non tenues?

L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, le présent budget prévoit des investissements dans le Canada, dans les jeunes Canadiens et dans les familles canadiennes d'un océan à l'autre.

Nous continuons de soutenir les jeunes en leur offrant des occasions de développer leurs compétences dans les métiers spécialisés et d'accéder à des carrières et à des emplois bien rémunérés dans le cadre de projets, de la construction de maisons et de la réalisation de grands projets nationaux. Nous investissons dans la formation et le soutien de 20 000 jeunes confrontés à des obstacles à l'emploi, ainsi que dans 24 000 possibilités supplémentaires d'emplois d'été au Canada, de stages coopératifs, de stages et de formations des apprentis à travers le pays.

Nous espérons que les députés d'en face soutiendront les jeunes Canadiens et ce type d'offres d'emploi.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, nous avons déjà entendu ces idées recyclées, et le secteur immobilier canadien continue de s'effondrer. Les ventes de logements ont chuté de 82 % dans la région du Grand Toronto. L'association BILD de Toronto nous prévient que ce budget repose sur des données rétrogrades qui nous donnent de faux espoirs. En termes simples, les constructeurs ne peuvent pas construire, les vendeurs ne peuvent pas vendre et les acheteurs ne peuvent pas acheter. Ce budget entraînerait également la perte de 100 000 emplois et nous condamnerait à un avenir avec moins de logements et moins de possibilités.

Le premier ministre va-t-il revenir à la raison et enfin s'attaquer au coût des droits d'aménagement afin que nous puissions relancer la construction de logements?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, pour les conservateurs, la question du coût de la vie se règle à coups de compressions: des compressions dans les programmes dont dépendent fortement les Canadiens.

Les parents et les familles savent qu'ils peuvent compter sur le soutien de notre gouvernement. Nous avons bonifié l'Allocation canadienne pour enfants afin d'offrir aux familles près de 8 000 \$ pour les enfants de moins de 6 ans et 6 570 \$ pour les enfants âgés de 6 à 17 ans. Dans le budget, nous rendons permanent le Programme national d'alimentation scolaire, ce qui donnera aux parents la tranquillité d'esprit de savoir que leurs enfants recevront un repas complet à l'école.

La députée d'en face voulait plutôt parler de ce qui est recyclé du côté des conservateurs, soit les slogans.

LES FINANCES

Amarjeet Gill (Brampton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral est le plus coûteux de l'histoire du Canada. Chaque dollar dépensé par le premier ministre provient directement des poches des Canadiens. Plus il dépense, plus tout coûte cher.

Le premier ministre avait promis de réduire le ratio dette-PIB, mais il l'a augmenté. Il avait promis de réduire les dépenses, mais il a dépensé 90 milliards de dollars, ce qui coûte 5 400 dollars à chaque famille. Aujourd'hui, les libéraux dépensent plus pour payer les intérêts que pour les soins de santé. Ils consacrent 55,6 milliards de dollars au remboursement de la dette, tandis que les Canadiens ont du mal à payer leurs courses et leur logement.

Quand le premier ministre cessera-t-il d'hypothéquer l'avenir des Canadiens et présentera-t-il un budget abordable pour nos concitoyens?

• (1445)

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, le député a pris la parole à maintes reprises à la Chambre pour soulever des questions relatives à la sécurité publique, et je sais que les habitants de Brampton partagent ces préoccupations, car je rappelle que ce sont également les gens de ma circonscription.

Le présent budget prévoit des investissements historiques. Ce budget prévoit consacrer 1,7 milliard de dollars à la GRC. Nous déployons un millier de nouveaux agents et un millier de nouveaux

agents de l'Agence des services frontaliers du Canada. Les conservateurs ont déclaré qu'ils ne soutiendraient pas cette mesure, mais cela ne me surprend pas, puisque leur chef n'a que du mépris envers la GRC.

[Français]

LE LOGEMENT

Louis Villeneuve (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, comme ancien maire, je suis préoccupé par les problèmes liés au vieillissement des infrastructures et à la pénurie de logements. Ça ne touche pas seulement les circonscriptions urbaines, mais aussi les circonscriptions rurales comme la mienne, Brome—Missisquoi.

Le gouvernement s'est engagé à investir dans le logement et les infrastructures dans le cadre du budget « Un Canada Fort ». C'est un investissement qui ne se fait qu'une fois par génération. Le ministre des Finances et du Revenu national peut-il informer la Chambre des mesures prises pour construire plus audacieusement et rapidement que jamais dans des circonscriptions comme la mienne?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous avons plein de bonnes nouvelles pour les Canadiens et les Canadiennes, mais seulement 30 secondes pour l'expliquer.

Oui, avec Maisons Canada, nous allons bâtir plus de logements abordables. Oui, avec le Fonds pour le développement des collectivités, nous allons pouvoir investir dans les aqueducs et les infrastructures municipales. Oui, nous avons mis en place un fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé, comme le Québec nous l'avait demandé.

Alors, tous les députés de la Chambre devraient se lever en faveur d'un budget générationnel. Nous allons aider les prochaines générations et bâtir un Canada fort. Nous croyons dans le Canada.

[Traduction]

LES FINANCES

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a présenté son premier budget, qui est beaucoup plus coûteux que ce à quoi s'attendaient les Canadiens. Un déficit de 78 milliards de dollars est un obstacle difficile à surmonter, mais l'exercice n'est pas encore terminé, et le gouvernement n'a jamais fixé d'objectif de dépenses qu'il n'ait dépassé. Ne vous inquiétez pas, d'autres dettes sont à venir.

Les déficits prévus pour les cinq prochaines années ont doublé sous la direction du premier ministre, et je vais corriger le premier ministre, car il y a dix ans, sous le dernier gouvernement conservateur, le service de la dette avait baissé pour s'établir à 28 milliards de dollars. Il augmente aujourd'hui pour s'établir à 55 milliards de dollars.

Pourquoi le premier ministre choisit-il d'ignorer l'inflation qu'il provoque et qui fait grimper les coûts que doivent assumer les Canadiens?

Questions orales

L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, il s'agit d'un budget de portée historique qui accroîtra la compétitivité et la prospérité du Canada. C'est une bonne nouvelle pour les propriétaires de petites, moyennes et grandes entreprises. La présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Canada, Candace Laing, a déclaré que « le gouvernement a bien entendu l'appel provenant du milieu des affaires demandant une priorisation de l'économie et a fait des choix difficiles pour attirer les investissements ».

Il s'agit de bâtir l'économie la plus forte du G7, alors j'espère que nous pouvons compter sur le soutien de nos collègues.

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, cela ne répond pas à ma question. C'est de la pure fantaisie, en fait.

Le gouvernement a révisé une fois de plus ses prétendues cibles budgétaires. Voilà une autre cible que les libéraux ne parviennent pas à atteindre. Cela ne pose aucun problème, puisqu'ils n'ont qu'à changer la définition. Les cibles de cette année sont tellement faibles qu'elles sont pratiquement inutiles. Quand les libéraux changent une définition pour qu'elle cadre avec leur discours, ils minent la confiance et la reddition de comptes. Les Canadiens méritent de la stabilité, et non un gouvernement qui change les règles du jeu chaque fois qu'il en a envie.

La situation financière du Canada va à la dérive. Le ministre admettra-t-il que ce budget est irresponsable sur le plan financier et que ses prétendues cibles ne sont que de la propagande politique?

L'hon. David McGuinty (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a annoncé dernièrement une prolongation de trois ans de l'opération Reassurance, la plus grande mission militaire du Canada à l'étranger, dans le cadre de laquelle plus de 2 000 membres des Forces armées canadiennes sont stationnés en Lettonie.

Le député suggère-t-il sérieusement que le Canada devrait choisir de ne pas adopter un budget qui lui permettrait d'exprimer le plus fermement possible son engagement envers l'OTAN alors que les Canadiens renforcent le flanc Est de l'OTAN en contribuant à la défense collective et à la coopération en matière de sécurité dans la région? Le Canada dirige une brigade multinationale de 14 pays là-bas.

J'invite les députés d'en face à se joindre à nous pour soutenir les Forces armées canadiennes.

* * *

● (1450)

LA TARIFICATION DU CARBONE

Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement actuel est le plus coûteux de l'histoire du Canada. Chaque dollar que le premier ministre dépense vient des poches des Canadiens. Plus il dépense, plus les choses coûtent cher.

Le premier ministre a promis aux Canadiens qu'il maintiendrait le déficit à moins de 62 milliards de dollars, mais il s'élève plutôt à 78 milliards de dollars. Il a dit aux Canadiens qu'il se débarrasserait de la taxe sur le carbone imposée aux consommateurs. Au lieu de cela, la taxe sur le carbone imposée à l'industrie devrait augmenter et rendre les aliments encore plus chers en faisant grimper le coût du carburant, des engrais et de l'équipement agricole.

Pourquoi le premier ministre augmente-t-il la taxe sur le carbone pour l'industrie, et pourquoi veut-il rendre la nourriture plus chère?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, un Canadien de la classe ouvrière qui vote pour les conservateurs, c'est comme si un poulet votait pour le colonel Sanders, bon sang.

Les gens des régions rurales de la Nouvelle-Écosse auxquels je parle veulent des choses simples. Ils veulent de bons emplois, de meilleurs soins de santé et des impôts moins élevés, et ce budget répond à ces trois attentes. Les députés n'ont pas à me croire sur parole. Ils n'ont qu'à écouter une déclaration du gouvernement progressiste-conservateur de la Nouvelle-Écosse, qui a félicité le premier ministre pour son budget, qui prévoit plus d'argent pour les infrastructures de soins de santé, le logement et le développement, ainsi que des incitatifs fiscaux qui créeront de bons emplois pour les habitants des collectivités que je représente.

Des conservateurs des différentes régions du pays savent que c'est une bonne idée. Les seuls conservateurs qui ne sont pas d'accord semblent être ceux qui siègent de l'autre côté de la Chambre des communes.

[Français]

Bernard Généreux (Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Katakomiq—Témiscouata, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont présenté le budget le plus coûteux et le plus déficitaire de l'histoire du pays en dehors de la pandémie. Le coût de leur budget fera grimper le prix de la nourriture, du logement et de tout ce dont les Canadiens ont besoin. Ce sont nos familles qui paient le prix à l'épicerie de la taxe sur le carbone industrielle que le gouvernement a augmentée.

Il y a quelques semaines, j'ai posé une question au gouvernement concernant une citoyenne de La Pocatière, dans ma circonscription, qui était obligée de choisir entre se nourrir et se loger. Nous n'avons eu aucune réponse.

Pourquoi le premier ministre augmente-t-il la taxe sur le carbone industrielle qui rend la nourriture plus chère pour ma concitoyenne et pour l'ensemble des Canadiens?

L'hon. Nathalie Provost (secrétaire d'État (Nature), Lib.): Monsieur le Président, je suis un peu surprise de la réaction de mon collègue d'en face. Dans ce budget, il y a des jobs à la Davie. Il y a des jobs à La Pocatière grâce aux mesures que nous prenons.

Dans ma circonscription, Châteauguay—Les Jardins-de-Napierville, se trouve une des grosses frontières du Québec, comme dans plusieurs circonscriptions de mes collègues à la Chambre. Dans ce budget, il y a 1,7 milliard de dollars pour renforcer la sécurité à nos frontières. C'est ce que nous apporte ce budget.

Si mes concitoyens en ont besoin, je suis certaine que c'est le cas des citoyens d'ailleurs aussi.

Bernard Généreux (Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Katakomiq—Témiscouata, PCC): Monsieur le Président, les libéraux avaient l'occasion d'alléger le fardeau des Canadiens, mais, depuis l'arrivée de ce premier ministre, les prix ont flambé. Les fraises coûtent 25 % de plus, le bœuf coûte 25 % de plus et le café coûte 20 % de plus. C'est incroyable.

La taxe sur le carbone industrielle contribue à l'écart des prix avec les États-Unis et va maintenir l'inflation alimentaire élevée. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le professeur Sylvain Charlebois. Il a même dit que ça allait continuer pendant de nombreuses années.

Encore une fois, pourquoi est-ce que le gouvernement augmente cette taxe et rend la nourriture encore plus chère pour nos familles?

L'hon. Marjorie Michel (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, bâtir un Canada fort, c'est faire des investissements générationnels en infrastructure. Le budget de 2025 comprend 5 milliards de dollars pour un fonds destiné aux infrastructures de santé, qui contribuera à la construction de nouveaux hôpitaux, de salles d'urgence, de centres de soins et de facultés de médecine, entre autres. C'est ce que les provinces, y compris le Québec, et les territoires nous ont demandé et c'est ce que nous mettons en place.

LA FISCALITÉ

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, soyons clairs: les conservateurs sont pour les baisses de taxes et d'impôt pour laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes. Sait-on où les libéraux ont choisi de réduire les taxes? Restons assis sur notre chaise. Ils ont décidé de réduire les taxes sur les avions privés et les bateaux de luxe. Ce n'est pas une blague. C'est pour les amis libéraux.

J'invite les députés à venir à l'épicerie avec moi, à parler aux mères de famille monoparentale et aux personnes âgées pour leur dire que ce sont les propriétaires de bateaux de luxe qui auront droit à une baisse de taxe, et non eux, à l'épicerie.

L'hon. Mandy Gull-Masty (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, j'invite mon collègue de l'autre côté de la Chambre à parler à tous les citoyens de sa circonscription.

Dans ce budget, nous avons décidé de protéger la position des Premières Nations. Il est également important de souligner que nous avons inclus des investissements en matière d'infrastructure, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et le logement. J'invite l'opposition à travailler avec nous pour protéger ces décisions, pour protéger les nations autochtones. Je sais qu'il y a des communautés autochtones dans la circonscription de mon collègue.

● (1455)

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, en tout respect pour ma collègue, Pierre-Olivier Zappa, qui est une référence en matière d'économie et de finance, a écrit un article intitulé « Le fédéral déconnecté de la vraie vie ». La ministre nous parle des Premières Nations alors que je lui parle des bateaux de luxe et des avions. Je ne comprends pas sa réponse.

Qui a décidé de réduire les taxes sur les avions privés et les bateaux de luxe pendant que notre monde souffre et en arrache? Il n'y a rien pour nos aînés, rien pour notre monde. Qui a décidé ça?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je trouve ça fascinant quand un député du Québec se lève et dit que l'industrie aérospatiale au Québec n'est pas importante. Grâce à la décision du gouvernement, Bombardier a annoncé hier 600 nouveaux emplois au Québec.

Questions orales

En tant qu'ancien collègue de François Legault à l'Assemblée nationale du Québec, mon collègue devrait appeler le premier ministre du Québec et lui dire qu'il est contre 600 nouveaux emplois à Mirabel.

[Traduction]

LA JUSTICE

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, en démocratie, on peut débattre de tout, mais il y a des limites morales à ne jamais brouiller. La protection des enfants vulnérables doit en faire partie.

Récemment, la Cour suprême a invalidé une peine d'emprisonnement obligatoire d'un an pour deux hommes qui étaient en possession de centaines d'images d'enfants à caractère sexuel. Certains de ces enfants n'avaient que trois ans. Ils sont de vraies victimes d'abus et de traumatismes.

Pourquoi le gouvernement cherche-t-il davantage à protéger les droits des pédophiles garantis par la Charte qu'à défendre la dignité des enfants?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, c'est très simple: les agresseurs d'enfants doivent se voir imposer les peines les plus sévères prévues par lois canadiennes.

Nous allons présenter un projet de loi qui protégera les enfants. J'espère que les conservateurs l'appuieront. Ils n'avaient pas appuyé le projet de loi sur les préjudices en ligne ni l'offre d'outils d'accès légal pour que les policiers puissent attraper les prédateurs d'enfants. Ils ont fait passer la politique avant la sécurité des enfants.

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, l'exploitation sexuelle des enfants est l'un des crimes les plus évidents et les plus horribles qu'on puisse imaginer. Récemment, la Cour suprême a invalidé la peine obligatoire d'un an qui a été imposée pour la possession de matériel d'abus pédosexuels, mais le gouvernement refuse d'invoquer l'article 33 de la Charte, la disposition de dérogation, pour rétablir les peines minimales pour les pédophiles.

Pourquoi le gouvernement choisit-il de protéger les droits garantis par la Charte aux prédateurs au détriment de la sécurité et de l'innocence de nos enfants?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, les prédateurs d'enfants sont les pires criminels de notre pays et ils devraient se voir imposer les peines les plus sévères. C'est précisément pour cette raison que nous présentons une nouvelle mesure législative visant à rendre les peines plus sévères et à faire en sorte que les prédateurs d'enfants restent derrière les barreaux.

J'aimerais que les conservateurs nous promettent d'appuyer cette mesure législative et le projet de loi C-19, dont la Chambre est actuellement saisie, parce qu'ils ne nous ont pas appuyés dans le passé lorsque nous cherchions à aider et à protéger les enfants.

Je vous demande de bien vouloir mettre la politique de côté et de soutenir les enfants de ce pays.

Le Président: Je prie les députés de s'adresser à la présidence.

La députée de Cumberland—Colchester a la parole.

*Questions orales***LES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Alana Hirtle (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2025 prévoit des investissements dans l'économie, les industries et les Canadiens pour les générations à venir. Les Canadiens paient moins cher pour les services cellulaires, car les prix ont diminué de 40 % sur cinq ans, mais cette dépense continue de peser lourdement sur leur budget. Le budget de 2025 propose des mesures visant à réduire les coûts pour les Canadiens et à améliorer la concurrence.

À l'heure où les Canadiens s'inquiètent de la hausse des coûts et cherchent à maintenir leurs factures mensuelles à un niveau abordable, la ministre de l'Industrie peut-elle nous dire comment le gouvernement s'efforce de réduire les factures de téléphonie mobile?

• (1500)

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue de Cumberland—Colchester, moi-même et le gouvernement sommes déterminés à faire baisser les coûts dans le secteur des télécommunications. Nous avons pris la bonne décision cet été en confirmant la décision du CRTC d'accroître la concurrence dans le secteur des télécommunications. Nous avons également déclaré que nous serions intransigeants en matière de concurrence.

Dans le budget, nous en faisons davantage pour accroître la concurrence et réformer le secteur des télécommunications.

* * *

LES FINANCES

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont présenté le budget le plus coûteux et le plus déficitaire de l'histoire en dehors de la pandémie. Le coût du budget libéral entraînera une augmentation du coût des aliments, du logement et de tout ce que les Canadiens doivent acheter.

Les jeunes familles, les aînés et les anciens combattants de ma circonscription sont confrontés à des choix difficiles à l'approche de l'hiver. Il en coûte davantage pour chauffer leur maison et nourrir leur famille, mais, chaque jour, à la Chambre, les libéraux disent que les familles ne font qu'imaginer l'augmentation du coût de la vie, tandis que leurs taxes et leurs dépenses augmentent.

Pourquoi le premier ministre rompt-il sa promesse de réduire les dépenses et alimente-t-il davantage l'inflation?

L'hon. Stephen Fuhr (secrétaire d'État (Approvisionnement en matière de défense), Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2025 permettrait au Canada de se montrer à la hauteur de la situation en prévoyant 82 milliards de dollars pour la défense et la sécurité.

Petite anecdote intéressante: le budget de Stephen Harper en 2009, ajusté pour l'inflation, est en réalité le budget le plus déficitaire de l'histoire du Canada, sans résultats concrets à la clé. Nous n'avons aucune leçon à recevoir des conservateurs.

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, le budget est ajusté pour l'inflation que les libéraux ont provoquée.

Le nouveau budget des libéraux est coûteux à un degré générationnel. C'est un coût historique. Chaque dollar que le premier ministre dépense viendra des poches des Canadiens. Plus les libéraux dépensent, plus les choses coûteront cher. Que ce soit par l'intermé-

diaire de la pression fiscale ou de l'inflation dans l'avenir, les coûts viendront.

Quatre-vingts milliards de dollars, c'est 2 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant de notre pays. C'est 2 000 \$ pour ma fille de 3 ans et 2 000 \$ pour mon fils de 1 an. Pourquoi devraient-ils payer cette dette générationnelle que le premier ministre nous impose? Pourquoi le premier ministre manque-t-il à sa promesse de dépenser moins?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, ce budget prévoit des investissements pour réduire le coût de la vie et créer des emplois, notamment 2 milliards de dollars pour le fonds souverain pour les minéraux critiques. Les minéraux critiques se trouvent dans nos téléphones, nos ordinateurs, nos panneaux solaires, notre équipement médical et j'en passe. Le Canada est riche en minéraux et entreprend des projets dans des circonscriptions représentées par des conservateurs, des bloquistes, des néo-démocrates et des libéraux, notamment chez moi, dans les Territoires du Nord-Ouest. Ces investissements se traduiront par de bons emplois, y compris en Ontario, et par des collectivités plus fortes, et ils confirmeront le Canada dans sa position de chef de file dans les domaines des technologies, de la défense et des soins de santé.

L'Association minière du Canada a salué le budget, et j'espère que les députés d'en face en feront autant.

Colin Reynolds (Elmwood—Transcona, PCC): Monsieur le Président, le présent gouvernement est le gouvernement le plus coûteux de l'histoire du Canada. Chaque dollar dépensé par le premier ministre provient des poches des Canadiens. Plus les libéraux dépensent, plus les choses coûtent cher.

Le déficit budgétaire est de près de 80 milliards de dollars. Cela signifie que chaque mois, 450 dollars seront pigés directement dans les poches des Canadiens, qui auront encore plus de mal à payer leurs factures et leur épicerie. En échange, nous avons droit à une bureaucratie hypertrophiée et à des consultants grassement payés.

Pourquoi le premier ministre croit-il pouvoir dépenser l'argent des travailleurs canadiens plus intelligemment qu'eux?

L'hon. Rebecca Chartrand (ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, nous cherchons à garantir la souveraineté du Canada dans le Nord et dans l'Arctique au moyen d'un fonds pour l'infrastructure de 1 milliard de dollars destiné aux aéroports, aux ports maritimes et aux routes toutes saisons dans le Nord et dans le Nord du Manitoba. Nous prévoyons un financement de 2,3 milliards de dollars pour l'approvisionnement en eau potable dans les communautés autochtones.

Les conservateurs votent contre la création d'une université dans l'Inuit Nunangat destinée à développer les compétences des jeunes du Nord et à leur donner de l'espoir. Nous cherchons à bâtir, à protéger les Canadiens et à leur donner des moyens d'agir. Les conservateurs doivent se rallier à nous.

* * *

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, les habitants de ma circonscription se sont dits préoccupés par le coût de la vie. Le budget de 2025 contient une foule d'excellentes initiatives qui leur permettront, ainsi qu'à tous les Canadiens...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: De toute évidence, beaucoup de députés veulent entendre l'intervention du député à partir du début.

Le député d'Honoré-Mercier a la parole.

● (1505)

Eric St-Pierre: Monsieur le Président, mes collègues sont très excités de m'entendre aujourd'hui.

Le budget de 2025 contient une foule d'excellentes initiatives qui permettront aux Canadiens de tout le pays d'améliorer leur situation financière. Accroître la concurrence est un moyen de rendre la vie plus abordable, et le budget de 2025 propose plusieurs mesures visant à rendre le secteur financier plus concurrentiel, ce qui contribuera à réduire le coût de la vie.

Le secrétaire d'État responsable de l'Agence du revenu du Canada et des Institutions financières pourrait-il expliquer à la Chambre comment le gouvernement rend la vie plus abordable pour les Canadiens en réformant le secteur financier?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, dans son budget générationnel, le nouveau gouvernement du Canada rend la vie plus abordable pour les Canadiens en mettant en place un système financier plus concurrentiel et novateur. Entre autres choses, nous offrons aux Canadiens plus d'options financières en aidant les coopératives de crédit et les petites banques à croître et à être compétitives, ainsi qu'en faisant progresser le système bancaire ouvert, qui permettra aux Canadiens de trouver plus facilement des comptes chèques à frais peu élevés, des prêts à faible taux d'intérêt et des régimes d'épargne à taux d'intérêt élevé.

De ce côté-ci de la Chambre, nous concentrons tous nos efforts à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a informé les Canadiens qu'ils devaient faire davantage de sacrifices pour financer le déficit inflationniste des libéraux, mais ces derniers ne semblent pas faire beaucoup de sacrifices. Hier, un journal à sensation d'Ottawa a félicité les libéraux pour avoir assisté à un somptueux cocktail sur le déficit organisé par de riches initiés, des lobbyistes et des entreprises médiatiques d'Ottawa, qui étaient ravis des milliards de dollars des contribuables versés à leurs riches clients et propriétaires.

Les libéraux présenteront-ils leurs excuses pour avoir sablé le champagne avec de riches lobbyistes afin de célébrer un déficit inflationniste massif, alors que les Canadiens n'ont même pas les moyens de s'acheter une caisse de bière?

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je veux souligner que les régions rurales du Canada veulent bénéficier des investissements prévus dans le budget. C'est tout ce dont le Canada a besoin.

Nous allons soutenir les régions rurales du Canada. Je tiens à informer les députés de mon parti et les députés conservateurs que la Saskatchewan les observe attentivement.

Tout ce que nous demandons aux députés d'en face, c'est de faire ce qu'ils ont fait ces 10 dernières années, c'est-à-dire de laisser passer le budget pour que la Saskatchewan puisse enfin obtenir l'aide

Questions orales

dont elle a besoin pour réaliser son plein potentiel. Nous les invitons à se joindre à nous.

* * *

LE BUDGET

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, il y avait beaucoup d'attentes à l'égard du budget. Beaucoup de détails avaient déjà été dévoilés dans les annonces prébudgétaires. Ma question porte sur ce dont le budget ne parle pas.

Les effets des compressions de 15 % qui seront imposées dans la plupart des ministères, y compris la perte de 40 000 travailleurs, se cachent derrière des mots à la mode comme « simplifier », « moderniser » et « réorienter ». Le premier ministre dira-t-il aux Canadiens quels programmes seront supprimés, lesquels disparaîtront lorsque le financement prendra fin et comment les gens de nos collectivités seront touchés? Les Canadiens méritent de le savoir.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je pense que ma collègue a vu dans le budget que nous étions fidèles à nos valeurs, aux valeurs canadiennes. Tout en élaborant un budget axé sur l'avenir et les investissements, nous avons veillé à protéger la population, les services de garde, l'assurance-médicaments et les soins dentaires. De ce côté-ci de la Chambre, nous comprenons qu'il est essentiel de rendre le coût de la vie plus abordable et d'aider les Canadiens en cette période difficile.

Tout en bâtissant un avenir meilleur, nous allons prendre soin des Canadiens dès aujourd'hui, parce que nous croyons au Canada.

Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, il est de plus en plus évident que le budget du gouvernement n'apporte pas les changements transformationnels promis et qu'il n'est pas à la hauteur. Il ne fait rien pour offrir un répit immédiat aux millions de Canadiens malmenés par la crise du coût de la vie. Soixante pour cent d'entre eux ont du mal à payer leurs factures mensuelles. La moitié des Canadiens utilisent leurs cartes de crédit ou empruntent de l'argent pour subvenir à leurs besoins quotidiens, payant pour ce faire des taux d'intérêt de 19 %, voire plus.

Pourquoi les libéraux n'ont-ils rien fait de concret pour aider les millions de Canadiens qui ont actuellement besoin d'aide?

● (1510)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue se rappellera que la première chose que nous avons faite pour les Canadiens a été de réduire les impôts de 22 millions de Canadiens, car nous étions conscients que le coût de la vie est au cœur des préoccupations des Canadiens. Qui plus est, je suis convaincu que mon collègue a vu dans le budget une initiative que je sais qu'il appuie, car nous en avons parlé lorsque nous avons automatisé l'attribution des prestations pour les Canadiens.

C'est ainsi que nous voulons faire les choses. Nous voulons alléger les formalités administratives, nous voulons soutenir les Canadiens et nous voulons bâtir un merveilleux pays, ensemble.

*Décision de la présidence***LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE**

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, c'est le moment de la semaine parlementaire que tout le monde préfère, car c'est l'heure de la question du jeudi. J'espère que le gouvernement pourra informer la Chambre des travaux prévus pour le reste de la semaine et pour la semaine qui suivra la semaine de relâche.

Pendant que j'ai la parole, puisque c'est le jeudi avant le jour du Souvenir, je tiens à remercier tous les hommes et toutes les femmes qui portent actuellement l'uniforme, tous ceux qui ont déjà porté l'uniforme du Canada avec l'unifolié sur le bras, et tous ceux qui ont risqué leur vie pour défendre et protéger le Canada et ses alliés. Nous ne remercierons jamais assez les anciens combattants et les membres actuels des forces armées de leur service.

Le 11 novembre, j'espère que tous les Canadiens prendront un moment pour rendre hommage à un ancien combattant et pour le remercier de son service.

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je joins ma voix à celle de mon collègue pour rendre hommage aux anciens combattants du pays, à leurs familles et à leurs collectivités, ainsi qu'à tous ceux que nous commémorons le 11 novembre. Je sais que toutes ces personnes sont profondément sensibles au soutien que les Canadiens leur témoignent dans leurs collectivités le jour du Souvenir. Je tiens à me joindre à mon collègue, le leader à la Chambre de l'opposition officielle, pour leur transmettre ces vœux.

Je remercie les députés pour cette semaine de présentation du budget riche en événements. Nous sommes bien sûr impatients de poursuivre le débat sur le budget aujourd'hui.

[Français]

Le vote sur le sous-amendement du Parti conservateur aura lieu plus tard aujourd'hui. Nous reprendrons le débat sur le budget demain, ainsi que le lundi au retour de la semaine du jour du Souvenir passée dans nos circonscriptions.

Mardi, le projet de loi C-14, Loi sur les mesures de réforme concernant la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine, sera de nouveau débattu à l'étape de la deuxième lecture.

Mercredi, nous passerons à l'étape du rapport et à la troisième lecture du projet de loi C-4, Loi concernant certaines mesures d'abordabilité pour les Canadiens et une autre mesure.

[Traduction]

Je dois dire que je suis quelque peu perplexe. Nous avons inscrit le projet de loi C-4 à l'ordre du jour des débats de lundi après-midi. Je sais que les conservateurs ne s'opposent pas à l'exonération de la TPS pour les acheteurs d'une première propriété. Je sais qu'ils ne s'opposent pas à la réduction de l'impôt sur le revenu, et je sais qu'ils ne s'opposent pas à l'abolition de la taxe sur le carbone pour les Canadiens. Comme je suis assez confiant à ce sujet, je sais qu'ils voudront collaborer avec nous pour faire progresser ce projet de loi très important mercredi.

Je souhaite à tous les députés une excellente semaine de travail dans leurs circonscriptions et une bonne réflexion sur le vote final concernant le budget de cette année qui, comme nous l'avons constaté aujourd'hui lors de la période des questions, revêt une im-

portance considérable pour de nombreux Canadiens en quête de soutien et d'une voie pour l'avenir.

* * *

● (1515)

PRIVILÈGE

LE COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE —
DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je suis maintenant prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée le 24 octobre par le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes concernant le processus d'approbation des formulaires relatifs au Code régissant les conflits d'intérêts des députés.

Lors de son intervention, le député a allégué que plusieurs formulaires affichés sur le site Web du commissariat, notamment ceux concernant la déclaration de cadeaux, d'avantages reçus et de déplacements parrainés par les députés, avaient été modifiés sans l'approbation requise de la Chambre. Il a souligné que ces documents devaient obligatoirement être soumis au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, puis adoptés par la Chambre, conformément à l'article 30 du Code.

Le député a en outre affirmé que ces changements non autorisés constituaient un outrage à la Chambre et a demandé que la question soit jugée fondée de prime abord et renvoyée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

[Français]

Pour sa part, la leader adjointe du gouvernement à la Chambre a affirmé que le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre était déjà saisi de la question et qu'il serait prématuré pour la présidence de se pencher sur la question avant que le Comité ait fait rapport de ses constatations.

Il est exact que le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre joue un rôle clé concernant les questions relatives au Code régissant les conflits d'intérêts des députés, que l'on retrouve à l'annexe I du Règlement de la Chambre des communes. L'article 108(3)a)(viii) du Règlement prévoit que le Comité a pour mandat:

l'examen de toute question relative au Code régissant les conflits d'intérêts des députés et la présentation de rapports à ce sujet.

Aussi, le libellé de l'article 30(1) du Code, adopté par la Chambre le 11 juin 2007, stipule d'ailleurs:

Le commissaire soumet au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre tout projet de lignes directrices sur la procédure et l'interprétation et tous les formulaires relatifs au présent code.

(2) Les lignes directrices et les formulaires agréés par le Comité font l'objet d'un rapport présenté à la Chambre et entrent en vigueur dès l'adoption du rapport par celle-ci.

(3) Avant d'être déposés à la Chambre, les lignes directrices et les formulaires doivent demeurer confidentiels.

[Traduction]

Depuis que la question de privilège a été soulevée à la Chambre, le commissaire a admis, dans une lettre adressée à la présidence datée du 28 octobre, qu'il avait commis une erreur. Il a indiqué avoir présumé à tort que l'approbation du comité n'était pas requise étant donné que les changements étaient selon lui mineurs. Il a indiqué que lesdits formulaires avaient depuis été retirés de son site Web. Il a aussi reconnu que, au titre de l'article 30 du Code régissant les conflits d'intérêts des députés, tous les formulaires et toutes les lignes directrices doivent être soumis à l'approbation du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre pour approbation avant d'être rendus publics et devaient demeurer confidentiels jusqu'à leur approbation. Il a aussi indiqué avoir soumis les nouveaux documents pour approbation par le Comité depuis.

Il est regrettable que cette question ait dû être soulevée à la Chambre, mais à la lumière des explications fournies par le commissaire, il ne semble plus subsister de doute quant à l'interprétation de l'article 30 du Code ou à la nécessité pour le commissaire de faire approuver tout changement aux formulaires par le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre, de même que par la Chambre elle-même.

Comme on l'a souligné plus haut, le Règlement de la Chambre donne par ailleurs déjà au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre le mandat d'étudier les questions relatives au Code. La Présidence est convaincue que le Comité saura donner les suites qu'il juge appropriées à cette affaire, comme en fait foi d'ailleurs la réunion qu'il a tenue avec le commissaire au sujet des formulaires le 30 octobre.

Compte tenu du geste de contrition du commissaire et des explications qu'il lui a fournies, de même que l'étude en cours du Comité sur les questions relatives au Code, la Présidence considère, dans les circonstances, l'affaire comme étant close.

Je remercie les députés de leur attention.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1520)

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Monsieur le Président, nous porterons également la limite annuelle d'émission d'Obligations hypothécaires du Canada de 60 à 80 milliards de dollars, à compter de 2026, pour permettre la construction de milliers de nouveaux logements chaque année et contribuer au financement de grands projets à logements multiples. Pour aider les acheteurs d'une première maison à faire le premier pas, le budget de 2025 instaure le remboursement de la TPS pour l'achat d'une première habitation, qui éliminerait la TPS sur les maisons neuves de moins de 1 million de dollars et la réduirait pour les maisons dont la valeur se situe entre 1 million et 1,5 million de dollars. Il s'agit de rétablir le rêve de l'accession à la propriété, de faire en sorte que les jeunes de Pickering—Brooklin n'aient pas à quitter les collectivités qu'ils

Le budget

aiment pour trouver un logement abordable. Je suis fière de dire que c'est exactement ce que fera le budget de 2025.

Quand on parle d'abordabilité, on ne parle pas uniquement des paiements hypothécaires et des loyers. On parle de la vie quotidienne, y compris les factures d'épicerie, les factures d'électricité et les frais de transport pour se rendre au travail. Les Canadiens veulent avoir l'assurance que leur dur labeur portera ses fruits, et le budget de 2025 répond à cette attente. Pour soutenir les jeunes Canadiens qui entrent sur le marché du travail, le gouvernement investira 1,5 milliard de dollars sur trois ans, à compter de 2026, pour renforcer les programmes d'emplois pour les jeunes comme Emplois d'été Canada, la Stratégie emploi et compétences jeunesse et le Programme de stages pratiques pour étudiants, qui aidera environ 175 000 jeunes rien qu'en 2026-2027.

Nous veillons également à ce qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte. Le budget de 2025 prévoit un investissement de 115,7 millions de dollars sur quatre ans pour faciliter l'accès à la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, y compris un paiement unique supplémentaire de 150 \$ pour chaque certification ou recertification du crédit d'impôt pour personnes handicapées, tout en réaffirmant que cette prestation est exclue du calcul du revenu aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Les prestations fédérales automatiques permettraient aux millions de Canadiens qui ont un revenu faible ou modeste d'obtenir plus facilement l'aide qu'ils méritent. D'ici 2028, l'ARC produirait automatiquement les déclarations de revenus de 5,5 millions de Canadiens à faible revenu, leur garantissant ainsi de recevoir les prestations auxquelles ils ont droit, notamment les crédits pour la TPS et la TVH et l'Allocation canadienne pour enfants. Enfin, une mesure législative à venir donnerait un caractère permanent au Programme national d'alimentation scolaire du Canada, en versant 216,6 millions de dollars par an pour que tous les enfants puissent apprendre sans avoir à se soucier de son prochain repas.

Ces mesures ne sont pas des éléments abstraits. Elles visent à assurer la tranquillité d'esprit et la dignité. Elles visent à faire en sorte que tous les parents, étudiants et personnes âgées de Pickering-Brooklin aient le sentiment que leur gouvernement les soutient. Je suis fière de dire que le gouvernement tiendra ces promesses.

Lorsque nous parlons de logement et d'abordabilité, il ne faut pas oublier ce qui fait prospérer les collectivités: les infrastructures qui nous relient, nous soutiennent et nous définissent. Qu'il s'agisse d'un approvisionnement en électricité insuffisant ou de l'absence d'Internet haute vitesse dans des collectivités telles qu'Ashburn et Claremont, de l'amélioration nécessaire de la sécurité routière pour l'essor de Pickering, ou même d'un nouvel hôpital essentiel pour les habitants de Brooklin, tous ces projets d'infrastructure sont nécessaires pour Pickering—Brooklin afin que la croissance exponentielle de la région au cours des prochaines décennies se fasse efficacement et en toute sécurité. C'est exactement ce que propose le budget de 2025: des investissements structurants dans les infrastructures grâce au nouveau fonds pour bâtir des collectivités fortes, doté de 51 milliards de dollars sur 10 ans et suivi d'un investissement annuel de 3 milliards de dollars pour aider les administrations locales à planifier, à construire et à croître de manière durable.

Le budget

Ce fonds comprendrait trois grands volets: un volet communautaire, qui fournirait 27,8 milliards de dollars sur 10 ans, puis 3 milliards de dollars par année pour soutenir des projets locaux; un volet de prestation directe, doté de 6 milliards de dollars sur 10 ans pour des rénovations majeures, des projets régionaux, des projets d'adaptation climatique et des infrastructures communautaires essentielles; et un volet provincial et territorial, avec 17,2 milliards de dollars sur 10 ans pour des projets favorisant la construction de logements, notamment des routes, des usines de traitement de l'eau et des eaux usées, des hôpitaux et des infrastructures postsecondaires. Dans ce volet, 5 milliards de dollars sur trois ans seraient réservés à un fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé, afin que nos hôpitaux et nos établissements de soins puissent répondre aux besoins des Canadiens.

• (1525)

Les infrastructures ne sont pas que du béton et de l'acier ou des briques et du mortier; elles servent de base pour profiter des occasions qui se présentent. Pour Pickering—Brooklin, il s'agit de veiller à ce que notre croissance soit solide, avec des routes en bon état, des réseaux d'aqueduc durables, des soins de santé accessibles et des espaces qui rassemblent les citoyens.

Aucun plan pour l'avenir du Canada ne saurait être complet sans le soutien aux petites entreprises, qui sont le moteur de nos économies locales. Des entreprises de machines et d'outils comme Toromont Cat à la boutique Sugamaze où l'on peut se procurer de délicieuses friandises, en passant par les entreprises technologiques qui s'installent au centre-ville de Pickering, les petites entreprises sont les poumons de nos collectivités. Elles créent des emplois, parraient des équipes locales et stimulent l'innovation canadienne. Le budget de 2025 reconnaît que notre vigueur économique dépend de leur succès et leur fournit exactement ce dont elles ont besoin pour prospérer tandis que nous bâtissons un Canada fort.

Nous créons un environnement qui récompense l'investissement et l'innovation, en particulier dans les industries de l'avenir. Le gouvernement introduit et inscrit dans la loi une série de crédits d'impôt à l'investissement afin de donner aux entreprises canadiennes la confiance nécessaire pour investir: le crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, qui sera bientôt inscrit dans la loi et qui sera rétroactif à mars 2023; le crédit d'impôt à l'investissement pour les technologies propres, qui est désormais inscrit dans la loi et qui offre un incitatif de 30 % aux entreprises qui investissent dans l'innovation propre, et qui est également rétroactif à mars 2023; et le crédit d'impôt pour la fabrication de technologies propres, qui offre un incitatif de 30 % rétroactif à janvier 2024.

Nous renforçons également la tarification du carbone pour les industries en élaborant une trajectoire post-2030 qui offre aux entreprises une certitude à long terme et leur permet de planifier et d'investir de manière responsable.

Ces mesures ne visent pas seulement à favoriser une croissance propre, elles visent aussi à donner aux entreprises canadiennes, grandes et petites, les moyens d'être compétitives et de prospérer dans une économie mondiale à faibles émissions de carbone. Pour les petites entreprises de Pickering-Brooklin, cela signifie qu'elles obtiendront davantage de soutien pour se développer, embaucher du personnel et jouer un rôle de premier plan dans un monde qui s'oriente vers une croissance durable.

Le nouveau gouvernement du Canada investit dans notre économie locale et dans les Canadiens. Nous réduirons les dépenses de

fonctionnement du gouvernement afin de pouvoir investir davantage dans la croissance économique et la protection des programmes essentiels qui rendent la vie plus abordable.

Face à l'incertitude, les Canadiens vont bâtir l'avenir qu'ils souhaitent pour eux-mêmes. Le budget de 2025 est notre plan pour y parvenir, pour bâtir un pays fort, protéger et autonomiser les Canadiens. C'est le moment pour nous de faire des investissements de portée historique afin de garantir la place du Canada à titre de chef de file parmi les nations.

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, voici un autre budget libéral qui ajoute des milliards de dollars de dépenses inflationnistes sans rien faire pour stimuler notre économie. Notre système de santé s'effondre, notre système d'immigration est défaillant, et de nombreux Canadiens n'arrivent pas à joindre les deux bouts à cause du coût de la vie. Aujourd'hui, les jeunes ont du mal à trouver du travail, et les personnes âgées ne peuvent pas vivre de leur pension.

La députée estime-t-elle qu'il est juste de punir nos aînés, qui ont travaillé d'arrache-pied pendant toute leur vie, en leur imposant une dette inflationniste qui grimpe en flèche?

Juanita Nathan: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute pour moi que ce budget protège les personnes âgées. Il y a, par exemple, les fonds prévus pour le programme Nouveaux Horizons, qui permet à de nombreux aînés de sortir de leur isolement. Je suis heureuse que le programme n'ait pas été supprimé. Nous investissons dans les prestations et les avantages auxquels les aînés ont accès en ce moment. Je tiens à assurer au député d'en face que les aînés sont très bien pris en charge dans le budget de 2025.

• (1530)

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je vais revenir sur ce que mon collègue conservateur précédait a posé comme question à ma collègue, que je remercie de son discours.

Franchement, c'est insultant. Ce budget est insultant pour les aînés parce que, effectivement, à part le programme Nouveaux Horizons pour les aînés qui est renouvelé — ça va de soi — il n'y a pas une cenne de plus. Bravo, les aînés auront des activités pour briser l'isolement, mais ils n'auront pas d'argent pour se déplacer. Sérieusement, les aînés de 65 à 74 ans demandent simplement de rétablir l'iniquité inacceptable qui a été créée par le gouvernement, ces deux classes d'aînés. La pauvreté n'attend pas l'âge de 75 ans; la maladie, non plus.

Pourquoi le gouvernement s'entête-t-il à maintenir ces deux classes d'aînés et à maintenir la précarité financière des aînés de 65 à 74 ans?

[Traduction]

Juanita Nathan: Monsieur le Président, j'ai mentionné le programme Nouveaux Horizons parce que j'ai travaillé avec des personnes âgées pendant de nombreuses années dans mon ancienne vie. Je sais que ce programme sort les aînés de leur isolement, et c'est quelque chose qui me tient vraiment à cœur.

Ma collègue a parlé de deux classes d'aînés. Je crois que les besoins des aînés augmentent à mesure qu'ils avancent en âge. Le gouvernement en est conscient, et c'est pourquoi il propose un système à deux paliers. Je pense que c'est nécessaire.

À mesure que nous bâtissons un Canada fort, nos gains augmentent, et nous pourrions alors offrir plus de programmes aux aînés.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, plus de 52 000 Canadiens ont perdu la vie en raison de drogues contaminées. Le Canada a le troisième taux le plus élevé par habitant de décès liés aux drogues toxiques. Seuls les États-Unis et Porto Rico ont un taux plus élevé. Pourtant, le budget ne fait aucune mention de la crise des drogues toxiques et il ne contient aucun plan d'action pour y répondre. Le gouvernement a élaboré une stratégie antidrogue qui prévoit l'adoption d'une approche intégrée et empreinte de compassion. Pourtant, il n'y a ni échancier, ni plan, ni argent. Cette stratégie est donc inutile.

Quand le gouvernement prendra-t-il la crise des drogues toxiques au sérieux? Va-t-il continuer d'alimenter la stigmatisation en gardant la même approche face à cette terrible crise?

Juanita Nathan: Monsieur le Président, je comprends qu'il s'agit d'une crise et je compatis.

Je tiens à répéter que, pour certains programmes, la santé relève de la compétence des provinces et qu'elles doivent prêter davantage attention à certaines des crises qui se produisent dans les collectivités.

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue pourrait peut-être nous en dire un peu plus et nous indiquer quels éléments du budget concernent sa collectivité.

Dans ce budget, il y a énormément de mesures qui répondront aux besoins de toutes les circonscriptions représentées à la Chambre, mais j'aimerais que ma collègue nous dise de quels éléments du budget elle parlera à ses concitoyens.

Juanita Nathan: Monsieur le Président, je suis particulièrement en faveur des programmes et des fonds destinés aux jeunes et je m'en réjouis: 1,5 milliard de dollars sur trois ans, à compter de l'année prochaine, pour renforcer les programmes d'emplois pour les jeunes, comme Emplois d'été Canada, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à l'année dernière; la Stratégie emploi et compétences jeunesse, qui vise à préparer les jeunes à occuper un emploi; et le Programme de stages pratiques pour étudiants, qui aide environ 20 000 jeunes. Ce sont...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le député de Saint John—St. Croix a la parole.

John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt.

Je prends la parole au nom des pêcheurs de homard du comté de Charlotte, des familles de travailleurs de Saint John-Ouest, des camionneurs qui sillonnent nos routes, des retraités de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest et de tous les propriétaires de petite entreprise qui attendent de l'aide. Ces Canadiens se tournent vers le Parlement et se demandent si les personnes chargées de nous gouverner comprennent les difficultés auxquelles les familles et les retraités sont confrontés au quotidien.

Ces personnes en ont assez du gouvernement parce qu'il a fait marcher la planche à billets et qu'il a dévalué l'épargne des familles tout en faisant grimper les prix, surtout celui des maisons. Elles sont épuisées parce qu'elles travaillent plus fort, mais qu'elles s'appauvrissent de plus en plus. Elles en ont assez du gouvernement fédéral qui nous coûte trop cher, qui impose un fardeau fiscal trop

Le budget

lourd et qui obtient trop peu de résultats année après année. Elles sont sidérées de se faire dire de se serrer la ceinture et de faire davantage de sacrifices après en avoir consenti pendant des années, alors que le gouvernement fédéral ajoute 78 milliards de dollars à la dette nationale cette année seulement. Ce montant équivaut à une dette supplémentaire de 5 400 \$ pour chaque ménage canadien.

Mes concitoyens sont les personnes qui financent les dépenses du gouvernement, ainsi que la dette écrasante liée aux dépenses publiques. Ils travaillent avec diligence et respectent les règles, et, en retour, ils aspirent à conserver dignement le fruit de leur travail et à avoir la possibilité de mener une vie financièrement stable dans des communautés sûres.

Les ménages de ma circonscription ne demandent pas plus de fonctionnaires pour gérer l'économie; ils demandent un gouvernement qui respecte la valeur d'un salaire et qui dépense leur argent judicieusement. Ils réclament désespérément un changement.

Lorsque le premier ministre a pris ses fonctions, il a promis de faire preuve de rigueur budgétaire. Il a promis de diriger d'une main ferme pour améliorer la situation. Certains de mes concitoyens croyaient même que les libéraux ne continueraient pas dans la même voie après les dernières élections fédérales, mais il est évident, à la lecture du budget, que ces espoirs ont été déçus.

Sous la direction de leur nouveau chef, les libéraux ont presque doublé le déficit de 42 milliards de dollars prévu par Justin Trudeau. Nous pouvons maintenant constater que le nouveau chef est semblable à l'ancien, mais qu'il coûte encore plus cher. Le déficit actuel de 78 milliards de dollars est le plus gros de l'histoire du Canada, hors période de guerre ou de pandémie. C'est le gouvernement le plus coûteux de l'histoire du Canada, et les Canadiens n'en ont jamais obtenu si peu pour leur argent.

Notre nation est sur la mauvaise voie. Le premier ministre ajoute 10 millions de dollars à la dette chaque heure et fait porter le fardeau des dépenses actuelles à nos enfants, nos petits-enfants et même nos arrière-petits-enfants. Les Canadiens souhaitent que la prochaine génération hérite d'un Canada où le travail acharné est récompensé et où il est possible de se faire une vie, d'accéder à la propriété et d'avoir confiance en l'avenir. Or, après une décennie de possibilités manquées sous le gouvernement libéral, le Canada est devenu un pays moins prospère, moins sûr et plus coûteux. C'est un endroit où le rêve d'accéder à la propriété est désormais un cauchemar impossible et coûteux.

Bien des gens ont en mémoire ou comprennent, grâce à l'histoire récente, ce qui se produit lorsque le gouvernement dépense sans compter: avant que nous tombions dans le gouffre financier, la croissance économique ralentit, les familles éprouvent des difficultés et la vie devient plus difficile. Ce budget maintient le Canada sur la voie tracée par Justin Trudeau, qui mène à la ruine économique alimentée par la dette. C'est la voie qui mène à la servitude.

La dette nationale s'élève actuellement à près de 1,35 billion de dollars. Qu'obtiennent les Canadiens en échange de cette somme colossale, difficile à concevoir tant elle est importante? Disposons-nous de plus de médecins et d'infirmières dans nos hôpitaux, de plus de logements construits, d'une alimentation plus abordable ou de salaires plus élevés? Non, rien de tout cela, mais un nouveau-né au Canada commence désormais sa vie avec une dette de 32 000 \$, gracieuseté des libéraux.

Le budget

Le gouvernement du Canada se noie dans l'encre rouge et dépensera 55 milliards de dollars chaque année pour couvrir les intérêts de la dette. Il est stupéfiant de constater que ce montant est supérieur à ce qu'Ottawa transfère chaque année aux provinces pour les soins de santé. Il est également supérieur aux recettes qu'Ottawa tire annuellement de la TPS. Cela signifie que chaque dollar que les Canadiens versent à Ottawa au titre de la TPS va désormais aux banquiers et aux détenteurs d'obligations plutôt qu'aux programmes sociaux et fédéraux. C'est là le coût direct de l'imprudence des libéraux: les recettes de la TPS servent entièrement à financer la dette, et non à financer des programmes sociaux ou à aider les Canadiens à prospérer.

• (1535)

Pendant ce temps, les prix des aliments continuent d'augmenter en raison des politiques libérales inefficaces. Par exemple, dépenser 800 millions de dollars, et probablement le double de cette somme, pour un programme inutile de confiscation des armes à feu qui cible les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi est une priorité. Voici une idée: si le gouvernement supprimait purement et simplement ce programme, il réduirait le déficit fédéral de 1 % cette année. Nous avons besoin de 99 autres idées pour éliminer complètement ce déficit. En voici une. Si Brookfield payait ses impôts, quelques milliards de dollars de plus seraient disponibles. Nous pouvons éliminer le déficit si nous faisons preuve d'intelligence.

Le programme de confiscation des armes à feu n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des priorités mal avisées des libéraux, à une époque où les familles qui gagnent deux salaires sautent des repas, où les personnes âgées doivent choisir entre se chauffer, manger et acheter des médicaments, où 2,2 millions de Canadiens ont recours à une banque alimentaire chaque mois et où une personne sur cinq qui fréquente une banque alimentaire travaille à temps plein, sans avoir les moyens d'acheter des denrées de base. Voilà le Canada d'aujourd'hui sous la direction des libéraux. Il est temps que ça change.

Les jeunes Canadiens, qui devraient être en train de construire leur vie, reportent au contraire leur mariage, leur projet d'avoir des enfants, l'achat d'une maison et leur avenir. Ce n'est pas faute d'efforts ou d'ambition, mais parce qu'ils ne voient plus d'avenir dans leur propre pays. La solution des libéraux à ce gâchis qu'ils ont eux-mêmes créé, et la réponse des libéraux à toutes les questions, c'est toujours plus d'interventions du gouvernement, plus de bureaucratie et plus de dette.

Le Canada peut choisir une autre voie, une voie qui valorise et récompense le travail, une voie qui rend à nouveau possible l'accession à la propriété et une voie où le gouvernement vit selon ses moyens afin que les familles puissent vivre selon les leurs. C'est la promesse que font les conservateurs. C'est pourquoi les conservateurs ont proposé un amendement à ce budget, afin de corriger ses lacunes, de remettre de l'ordre dans les finances publiques du Canada et de faire enfin avancer le Canada, après 10 ans.

Ce n'est pas le moment d'essayer de répéter ce qui a déjà échoué et ce qui échouera de nouveau. Notre pays regorge de ressources, de talents et de possibilités. Nous ne pouvons pas continuer à laisser le gouvernement nous endetter davantage alors que les Canadiens s'appauvrissent. Voilà pourquoi je ne peux pas appuyer le budget dans sa forme actuelle. Voilà pourquoi les conservateurs n'appuieront pas ce budget. Voilà pourquoi les conservateurs continueront de travailler pour rétablir la promesse de notre pays pour

les familles qui travaillent fort, qui respectent les règles et qui veulent simplement avoir une chance équitable. Cela n'arrivera pas avec ce budget. Cela ne s'est jamais produit et ne se produira jamais sous le règne libéral de 10 ans et c'est pour cette raison que nous avons besoin de changement.

• (1540)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue du Nouveau-Brunswick de son discours. Je suis certain qu'il a autant à cœur que moi le développement économique de notre belle province. Au Nouveau-Brunswick on retrouve 21 des 34 minéraux critiques identifiés au Canada. Dans le budget de 2025, on prévoit justement un investissement de 2 milliards de dollars sur cinq ans pour mettre en place le Fonds pour l'infrastructure des minéraux critiques, qui va permettre d'investir dans des projets d'entreprises liés à ces minéraux essentiels.

Est-ce que mon collègue partage mon opinion selon laquelle il s'agit d'une excellente nouvelle avec beaucoup de potentiel pour notre province?

John Williamson: Monsieur le Président, depuis longtemps, je dis au Parlement que nous devons tirer profit de nos ressources naturelles. Présentement, c'est le gouvernement du Nouveau-Brunswick, gouverné par les libéraux provinciaux, qui demande à ce gouvernement de faire quelque chose pour faire avancer ces projets très importants. À ce jour, rien n'a été fait.

Oui, il est temps de faire quelque chose pour notre province, parce que, à ce jour, le premier ministre a dit non à tous les projets venant du Nouveau-Brunswick.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, une autre grande déception, un grand oublié de ce budget, c'est la question de la santé et des transferts en santé. Le gouvernement se vante d'avoir investi pour des infrastructures pour les hôpitaux.

J'étais avec des représentants du système de la santé cette semaine, après le dépôt du budget. Selon ce qu'ils m'ont dit, c'est bien de construire des hôpitaux, mais si on ne transfère pas les fonds nécessaires pour payer le personnel de la santé, pour payer la recherche et pour homologuer les médicaments, c'est un beau coup d'épée dans le dos.

Qu'est-ce que mon collègue a à répondre à ces gens du système de la santé? C'est bien beau, l'hospitalo-centrisme, mais il faut aussi du personnel et il faut en prendre soin.

John Williamson: Monsieur le Président, pour gouverner le Canada, il faut faire des choix. Je suis totalement d'accord avec ma collègue.

Sous l'ancien gouvernement conservateur de Stephen Harper, les transferts en santé ont augmenté chaque année. La santé a toujours été une priorité pour les conservateurs, mais cela implique qu'il faut couper ailleurs dans des dépenses qui ne sont pas des priorités. C'est quelque chose que nous pouvons faire, mais pas les libéraux. C'est pourquoi nous avons besoin d'un changement pour de bon.

• (1545)

[Traduction]

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, le budget libéral prouve que le premier ministre est exactement comme Justin Trudeau, sinon pire. Il prévoit des dépenses publiques démesurées qui ajouteront 321,7 milliards de dollars à la dette fédérale au cours des cinq prochaines années.

Comment les Canadiens peuvent-ils avoir confiance en ce que le gouvernement libéral fait avec l'argent qu'ils ont durement gagné?

John Williamson: Monsieur le Président, nous pouvons être sûrs qu'il gardera le cap, et que son bilan sera désastreux.

L'autre jour, lorsque le ministre des Finances a déposé son budget, qu'il a levé les yeux vers la tribune, et que nous avons vu M. Chrétien, j'ai eu de l'espoir. Il y a trente ans, les libéraux avaient un problème: trop de dettes, trop de dépenses et une faible croissance. Qu'ont-ils fait à l'époque? Ils ont examiné les dépenses et supprimé le gaspillage inutile et redondant. Ils ont équilibré le budget en trois ans, et que s'est-il passé? L'économie canadienne a reçu un coup de fouet. C'est ce que le pays doit faire à nouveau.

Or, au contraire, sous le premier ministre actuel, nous assistons exactement au même scénario que sous le premier ministre précédent, Justin Trudeau. Nous avons connu 10 années de croissance faible et anémique. Nous devons inverser la tendance. Pour ce faire, nous devons mettre de l'ordre dans nos finances publiques, réduire les impôts et laisser le champ libre au secteur privé pour qu'il puisse bâtir les logements et créer les emplois qui permettront de relancer l'économie du pays.

[Français]

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler que le ratio de la dette nette au PIB est le plus bas du G7, ce qui nous permet d'avoir une saine gestion pour investir.

Mon collègue est-il favorable à la « superdéduction à la productivité », un ensemble d'incitatifs fiscaux améliorés, couvrant tous les nouveaux investissements en capital, qui permettent aux entreprises de déduire immédiatement une plus grande partie du coût de leurs investissements et ainsi contribuer à une économie forte?

[Traduction]

John Williamson: Monsieur le Président, je crois aux réductions d'impôt en tout temps et en tout lieu pour les Canadiens, mais je ne crois tout simplement pas aux réductions d'impôt pour les entreprises. Ce budget est un échec, parce qu'il ne s'attaque pas à la crise du coût de la vie qui touche les familles de travailleurs, les jeunes familles et les retraités. C'est bien beau de parler du ratio de la dette au PIB, que le gouvernement a brisé. Ces dix dernières années, le gouvernement a promis de continuer à réduire ce ratio, mais en réalité, ce budget le fait augmenter, rompant ainsi une autre promesse du premier ministre.

Oui, je suis pour des allègements fiscaux qui assurent la compétitivité du Canada, mais je veux aussi m'assurer que le gouvernement fédéral prend des mesures destinées à réduire les coûts pour les familles. Il ne l'a pas fait, et c'est pourquoi ce budget est un échec.

Jim Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais pouvoir dire que je suis heureux de prendre la parole à la Chambre pour commenter le bud-

Le budget

get libéral, mais, hélas, je ne le peux pas. En tant que nouveau député de Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt, je dois malheureusement dire que le budget libéral ne répond en rien aux préoccupations des milliers de personnes à qui j'ai parlé pendant la campagne électorale.

Au cours de ma campagne électorale, alors que j'allais de collectivité en collectivité, le message que je recevais était cohérent et très clair: la vie est devenue de moins en moins abordable. Le coût des produits de première nécessité, comme la nourriture, le logement et l'énergie, a augmenté bien au-delà des moyens des travailleurs moyens. Ils comprenaient que les politiques libérales des 10 dernières années étaient en grande partie responsables de la hausse rapide du coût de la vie.

De mon point de vue, il semble que le gouvernement continue de suivre la même voie imprudente que celle qu'il a empruntée ces 10 dernières années. Réfléchissons-y. Il prévoit de dépenser 321 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, qui s'ajouteront à la dette fédérale de 1,3 billion de dollars que nous avons déjà dans ce pays. Qui va payer la note? Ce ne sera pas nous. Ce seront nos enfants et nos petits-enfants qui devront payer les intérêts de la dette colossale que nous avons accumulée.

[Français]

En lisant le budget, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à mes petits-fils. Ils ne le savent même pas encore, mais leur part de la dette nationale dépasse les 30 000 \$ chacun, tout cela à cause des dépenses irresponsables des libéraux.

Rien dans ce budget ne va aider à faire baisser le coût de la vie pour les gens du Nord. En fait, cela va juste empirer les choses.

Pendant la campagne électorale, il y a seulement six mois, le premier ministre a fait plein de promesses. À mes yeux, il les a toutes brisées. Il avait promis de garder le déficit en dessous de 62 milliards de dollars. Le budget de cette semaine dit que le déficit va être de 78 milliards de dollars cette année, que son plan fiscal va ajouter 321 milliards de dollars de plus à notre dette dans les cinq prochaines années.

• (1550)

[Traduction]

Il n'y a pas si longtemps, l'ancienne ministre des Finances, la députée de University—Rosedale, a démissionné de son poste parce que l'ancien premier ministre avait dépassé le plafond de 40 milliards de dollars, que les libéraux s'étaient eux-mêmes imposé, pour atteindre 62 milliards de dollars. Je me demande si les libéraux de l'autre côté de la Chambre ont oublié les paroles de cette même ministre, qui appelait à un peu de discipline budgétaire et mettait en garde contre le gaspillage d'argent dans des gadgets politiques coûteux.

Remettons cela en perspective. En 2025 et 2026, les intérêts sur la dette nationale s'élèveront à 55,6 milliards de dollars. C'est plus que le montant total que le gouvernement du Canada verse aux provinces pour les soins de santé. Si une personne est sur une liste d'attente pour passer une IRM, pour subir une arthroplastie de la hanche ou du genou ou pour toute autre intervention médicale qui améliorerait sa qualité de vie, le budget libéral ne fait rien pour sa santé ni pour celle de sa famille.

Le budget

Le montant total des dépenses du gouvernement fédéral canadien devrait s'élever à 538 milliards de dollars pour l'exercice 2024-2025. Ces coûts sont le résultat des dépenses incontrôlées du gouvernement libéral au cours des 10 dernières années, qui ont créé des pressions inflationnistes et fait grimper le coût de tout. On pourrait penser que, parmi les dépenses de 538 milliards de dollars du gouvernement, il y aurait des investissements pour aider nos aînés à faire face à la hausse constante des coûts de l'alimentation et du logement, ainsi que des fonds pour lutter contre la toxicomanie, les problèmes de santé mentale et l'itinérance.

J'avais espéré que ce budget contiendrait des mesures qui aident à exploiter les immenses richesses sources de prospérité qui se trouvent sous nos pieds dans la région du Cercle de feu, dans le Nord de l'Ontario. Ouvrir cette région à la prospection est une priorité majeure pour le Nord de l'Ontario. Or, le Cercle de feu ne figure même pas sur la liste des grands projets à examiner. Il est seulement vaguement mentionné que, dans les deux prochaines années, le gouvernement encouragera peut-être les entreprises à investir dans le Cercle de feu. Alors que de nombreux autres projets seront financés par des fonds fédéraux, nous ne savons pas quand nous pourrions commencer à prospecter afin de générer de la prospérité pour les habitants du Nord de l'Ontario.

Mes arrière-grands-parents, Joe et Azilda Bélanger, ont fait leurs valises et quitté Saint-André-Avellin, au Québec, en 1886, dans l'espoir d'une vie meilleure en Ontario. Ils travaillaient la terre du lever au coucher du soleil juste pour joindre les deux bouts. Mon grand-père a suivi leur exemple, s'occupant de la ferme et exploitant ses propres camps de bûcherons en hiver.

Mon père a suivi l'exemple de mon grand-père et est devenu entrepreneur. Il a exercé de nombreux métiers au cours de sa vie. Il a travaillé dans l'industrie forestière et dans la construction, puis il a tenu sa propre épicerie, puis un hôtel dont il était propriétaire, tout en cultivant la même terre que Joe et Azilda cultivaient en 1886. Il a accompli tout cela sans aller plus loin que la 4^e année à l'école. C'est ce que j'aime appeler la vraie détermination du Nord de l'Ontario.

Quant à moi, j'ai eu la chance de faire des études universitaires, de travailler dans le monde des affaires, puis, un jour, de diriger ma propre petite entreprise. Aujourd'hui, j'ai le privilège d'être député. Mes enfants et leur génération sont plus instruits que ceux qui les ont précédés et travaillent tout aussi dur, mais ils peinent à s'en sortir. Ça m'empêche de dormir la nuit. Pour la première fois dans notre histoire, cette génération pourrait s'en sortir moins bien que celle qui l'a précédée, et c'est ce qui m'a incité à me présenter aux élections.

• (1555)

[Français]

Depuis 10 ans, les dépenses incontrôlées, les taxes élevées, l'inflation et les mauvaises politiques en ressources naturelles ont rendu la vie plus difficile. Ce n'est pas le Canada, dans lequel j'ai grandi. Ce n'est pas non plus le Canada que je veux pour mes petits-enfants. Les libéraux parlent d'avenir et d'espoir, mais leurs agissements ne donnent jamais les résultats qui rendraient la vie plus abordable pour les Canadiens.

[Traduction]

Le ministre des Finances a déclaré que notre PIB est trop faible et que les libéraux vont y remédier, car ils croient au Canada. Il a

dit qu'ils allaient faire ceci et cela, que nous allons être les meilleurs du G7 et que les libéraux vont miser gros sur le Canada.

Je crois au Canada, mais je ne crois pas qu'il faille miser gros sur ce budget libéral. C'est une proposition très risquée. Nous avons vu beaucoup de promesses au cours des 10 dernières années. Les libéraux sont forts en paroles, mais faibles en actions et ils obtiennent peu de résultats.

J'espère que mes collègues d'en face examineront la direction que nous prenons. La situation financière du Canada n'est pas viable. Je leur demande d'accepter les amendements que nous allons proposer pour rendre la vie plus abordable pour tous les Canadiens, sinon pour leur propre bien, du moins pour celui de la prochaine génération de Canadiens, leurs fils, leurs filles, leurs nièces et leurs neveux, ces jeunes qui méritent d'avoir une chance équitable de réaliser le rêve canadien, tout comme nous l'avons fait. Ne leur léguons pas des dettes et des promesses rompues.

[Français]

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.):

Monsieur le Président, je suis un peu étonnée de voir que mon collègue n'a pas saisi que, dans le budget, nous avons fait toutes les bonnes choses pour réduire le coût de la vie: réduction des impôts pour 22 millions de Canadiens de la classe moyenne, annulation de la taxe sur le carbone à la consommation, permanence du Programme national d'alimentation scolaire du Canada, prestations fédérales automatisées, augmentation de la concurrence et réduction des coûts des télécommunications. Je pourrais continuer d'énumérer toute une série de mesures en lien avec le coût de la vie.

Les familles de Thérèse-De Blainville ont toutes bien saisi cela et ont dit que c'est important pour elles.

Mon collègue va-t-il promouvoir cela au sein de sa circonscription?

Jim Bélanger: Monsieur le Président, pour ma part, ce n'est pas du tout ce que je vois dans le budget. Ce que je vois, c'est de l'argent promis pour des choses futures. Les libéraux ne font rien pour les gens aujourd'hui. On voit qu'ils sont déconnectés de la réalité.

Ce budget va empirer les choses. On n'a pas d'aide en ce moment. On en aura peut-être dans le futur. Or le futur, c'est trop tard. Les gens ont besoin d'aide aujourd'hui.

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je veux entendre mon confrère parler d'un sujet qui me préoccupe beaucoup comme député de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine et porte-parole du Bloc québécois en matière de pêches et océans. Je sais que cela préoccupe également des députés du caucus conservateur.

Dans le budget, il y a plusieurs absents et plusieurs non-réponses à des crises. Notamment, il n'y a pas de renouvellement du fonds des pêches, un fonds qui est éminemment stratégique pour le Québec, entre autres. Ce fonds permet, avec l'aide du gouvernement du Québec, de financer des projets qui vont vers l'innovation et la recherche scientifique, qui ont notamment permis de faire des tests scientifiques pour mieux définir le début de la pêche au homard. Ils ont également permis de mettre en place des engins de pêche qui font en sorte que, si une baleine noire passe dedans, elle ne va pas rester prise. L'engin de pêche va pouvoir, finalement, la laisser passer.

Que pense mon confrère de l'oubli des libéraux, ou de leur volonté de ne pas renouveler le fonds des pêches pour le Québec, mais aussi pour l'Atlantique?

• (1600)

Jim Bélanger: Monsieur le Président, je suis malheureusement obligé de m'excuser auprès de mon collègue et de lui dire que je ne suis pas très au courant des pêches et de ces choses-là. Ce que je vois toutefois dans le budget, c'est qu'on promet toujours certaines choses sans beaucoup de détails.

[Traduction]

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ne cessent de qualifier d'investissements les dépenses prévues dans le budget libéral. Lorsque j'étais conseiller financier, on m'a appris que les investissements sont quelque chose dont on se départit dans l'espoir de récupérer non seulement le capital, mais aussi une somme substantielle supplémentaire.

En ce qui concerne la saisie d'armes à feu, je me demande si mon collègue pense que le mot « investissement » est approprié. Nous consacrons des millions de dollars, mais à quoi nous attendons-nous exactement en retour? Selon le député, s'agit-il de dépenses ou d'investissements?

Jim Bélanger: Monsieur le Président, selon moi, il s'agit de dépenses. En fait, il s'agit davantage de dettes.

Les gens de ma région sont consternés par cette saisie d'armes à feu. Nous essayons de retirer les armes à feu aux citoyens respectueux des lois pendant que les criminels se promènent avec des armes à feu. Ce sont eux que nous devrions cibler.

Pour moi, une dette, c'est une dette. L'ancien premier ministre avait promis de respecter un budget de 40 milliards de dollars, mais le nouveau premier ministre a fait pire en faisant gonfler la dette à 80 milliards de dollars.

Giovanna Mingarelli (Prescott—Russell—Cumberland, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Surrey Newton.

[Français]

Je suis fière de prendre la parole aujourd'hui au nom des gens de Prescott—Russell—Cumberland pour faire part à la Chambre de mes réflexions concernant le nouveau budget qui a été déposé cette semaine.

Prescott—Russell—Cumberland est une circonscription rurale, majoritairement francophone et profondément enracinée dans le tissu économique et social de la région de la capitale nationale du Canada. C'est une région de familles d'agriculteurs, d'entrepreneurs, d'enseignants, de travailleuses et de travailleurs communautaires;

Le budget

une région où l'on croit à la valeur du travail bien fait, à la solidarité et à la bienveillance.

Le budget de 2025 représente un investissement générationnel pour bâtir un Canada, et un Prescott—Russell—Cumberland, plus fort, plus durable et plus résilient. Ce budget prévoit 1 milliard de dollars d'investissements au cours des cinq prochaines années. Je travaille fort pour ramener cet investissement chez nous, dans notre communauté.

Durant ma campagne électorale, je me suis assurée que les gens de Prescott—Russell—Cumberland connaissent mes priorités, qui incluent notamment de lutter contre les droits de douane et de soutenir l'agriculture ainsi que les petites et moyennes entreprises, l'industrie et la francophonie, tout en traitant les gens avec dignité et inclusion.

[Traduction]

Tout d'abord, les droits de douane, ces mesures tarifaires imposées à l'heure actuelle par les États-Unis, sont les plus élevés depuis la Grande Dépression des années 1930. Ils s'appliquent à tous les pays et à presque tous les biens. Je suis fière d'annoncer que le Canada a le meilleur accord de tous les partenaires commerciaux des États-Unis, puisque 85 % de nos échanges commerciaux sont exempts de droits de douane. Bien que certains secteurs demeurent durement touchés, la moyenne des droits de douane que paient les exportateurs canadiens, dans l'ensemble, se situe à 5,4 %, ce qui est la plus faible moyenne de tous les pays.

Je suis aussi très fière du Fonds pour bâtir des collectivités fortes, qui investira 51 milliards de dollars sur 10 ans, et 3 milliards de dollars par année par la suite, pour revitaliser les infrastructures locales, y compris les hôpitaux, les universités et les collèges, et pour construire les nouvelles routes et les nouveaux ponts dont nous avons besoin pour le transport de nos marchandises. Ces investissements serviront également à améliorer les réseaux d'aqueduc et de transports en commun essentiels pour nos villes, nos municipalités et nos collectivités.

Compte tenu de l'urgence de la situation, le gouvernement a annoncé une série de nouvelles mesures visant à protéger les travailleurs et les entreprises dans les secteurs les plus touchés par les droits de douane américains et les perturbations commerciales. En cette période d'incertitude, le gouvernement soutient les travailleurs canadiens de l'automobile, les producteurs agricoles, les fabricants et les autres travailleurs qui ressentent les effets des tensions commerciales.

Plus de 25 milliards de dollars ont été annoncés pour soutenir les travailleurs et les entreprises. Le gouvernement s'attend également à des recettes douanières de 4,4 milliards de dollars. Ces mesures aideront à donner aux industries et aux travailleurs les outils dont ils ont besoin pour bâtir une économie canadienne plus résiliente.

Le budget

● (1605)

[Français]

En ce qui concerne l'agriculture, au cours des derniers mois, j'ai eu la chance de rencontrer des agriculteurs passionnés comme Michel Dignard et Jeannette Mongeon, de la ferme Michel Dignard et Jeannette Mongeon, à Embrun, ainsi que les familles de la ferme Gillette, qui est également située à Embrun. Ce sont des familles qui travaillent la terre depuis des générations. Lorsque je visitais ces fermes, on m'a parlé de durabilité, d'accès aux marchés et de la nécessité d'appuyer la relève agricole. Ce budget reconnaît ces réalités.

[Traduction]

Le budget prévoit plus de 639 millions de dollars sur cinq ans pour renforcer le secteur agricole, notamment en augmentant les indemnités versées aux producteurs dans le cadre du programme Agri-stabilité, en améliorant le soutien à la commercialisation et en augmentant temporairement le Programme de paiements anticipés.

Ces mesures aideront les agriculteurs à faire face à la hausse des coûts, à s'adapter aux changements du marché mondial et à continuer de nourrir les Canadiens d'un océan à l'autre. Ces investissements permettront à des fermes comme la ferme familiale Dignard-Mongeon et la ferme Gillette de continuer à innover, à diversifier leurs produits et à transmettre leurs connaissances à la prochaine génération.

Le soutien aux industries locales et aux petites et moyennes entreprises, qui sont l'épine dorsale de l'économie rurale, se trouve également au cœur de notre plan. Je pense à des entreprises comme la distillerie Dunrobin, à Vankleek Hill, Nonna's Gelato, à Plantagenet, ou le pub Homestead, à Embrun, que j'ai eu le plaisir de visiter cet été. Ces entreprises permettent aux habitants des petites villes de s'animer, de s'amuser et de prospérer.

C'est pourquoi je salue les nouvelles initiatives fédérales telles que le Fonds de réponse stratégique, un investissement de 5 milliards de dollars destiné à aider les entreprises canadiennes à s'adapter, à se diversifier et à croître. Cela comprend l'affectation de 1 milliard de dollars au Fonds pour l'innovation stratégique pour soutenir la transition de l'industrie sidérurgique vers de nouveaux secteurs d'activité et renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales.

À Prescott—Russell—Cumberland, je me bats pour les métallurgistes d'Ivaco Rolling Mills à L'Orignal, ce qui contribue à protéger des centaines d'emplois locaux. Je les rencontre régulièrement depuis le printemps. J'ai également eu le plaisir de rencontrer les représentants d'IMI Manufacturing, également à L'Orignal, qui produit des structures métalliques, des abris pour générateurs et des réservoirs sous-base. C'est une entreprise qui s'efforce d'être un chef de file en matière de sécurité et de qualité.

À Hawkesbury, Tulmar Safety Systems aide le Canada à atteindre ses objectifs de 5 % à l'égard de l'OTAN. Forte de plus de 30 ans d'innovation, Tulmar conçoit, fabrique et entretient des solutions de sécurité avancées pour des applications terrestres, aériennes et maritimes, au service des industries de la défense, de l'aviation et de la sécurité civile dans le monde entier. Ce sont des entreprises comme Tulmar Safety Systems qui permettront de concrétiser les investissements prévus dans le budget pour les Forces armées canadiennes.

Le budget propose 81,8 milliards de dollars sur cinq ans, selon la comptabilité de caisse, à compter de 2025 pour reconstruire, réarmer et réinvestir dans les personnes qui défendent notre pays et assurent notre sécurité à tous. Cela comprend plus de 9 milliards de dollars en 2025, comme l'a annoncé le premier ministre en juin.

Le nouveau gouvernement du Canada s'est donné pour mission de rendre le Canada plus fort grâce à de grands projets d'infrastructure, à une industrie de la défense moderne et à la construction de millions de logements supplémentaires.

Grâce à la nouvelle politique d'achat de produits canadiens, nous faisons du gouvernement un moteur de la construction nationale, en devenant notre meilleur client, en protégeant les entreprises canadiennes et en donnant à nos travailleurs les moyens d'accéder à des carrières bien rémunérées qui contribuent à la prospérité de notre pays. La nouvelle politique d'achat de produits canadiens est cruciale, car grâce à elle, au lieu de faire notre possible pour acheter canadien, nous aurons l'obligation de le faire, ce qui fera en sorte que nos deniers publics soutiennent les emplois et les entreprises de chez nous.

Ce budget vise à renforcer la résilience, et non la dépendance, et à donner à nos entreprises les outils dont elles ont besoin pour être compétitives et réussir dans un monde en mutation.

● (1610)

[Français]

Un autre pilier essentiel de ma circonscription, c'est la francophonie. Cette semaine, j'ai eu le privilège de participer au Forum communautaire de la Communauté francophone accueillante à Hawkesbury, qui soulignait la Semaine nationale de l'immigration francophone. J'y ai rencontré de nouveaux arrivants inspirants, des familles qui ont choisi de vivre, de travailler et d'élever leurs enfants en français. Ils enrichissent nos communautés et renforcent le tissu social du Canada et, surtout, de la communauté de Prescott—Russell—Cumberland.

Je pense aussi à nos organismes communautaires francophones aujourd'hui, comme l'Association canadienne-française de l'Ontario Prescott et Russell, qui travaille sans relâche pour offrir des services, promouvoir la culture et soutenir l'intégration. C'est pourquoi je me réjouis que ce budget appuie nos institutions francophones et investisse dans des programmes comme celui de Patrimoine canadien nommé Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine, qui soutient les festivals, les projets culturels et la vitalité de nos régions.

La semaine passée, j'ai aussi rencontré des membres passionnés de la Fédération des aînés francophones du Canada, qui défendent les droits et les intérêts des aînés en situation minoritaire afin qu'ils puissent s'épanouir pleinement dans leur langue et leur culture.

Bien sûr, la protection de CBC/Radio-Canada fait partie de cette vision, avec un investissement de 150 millions de dollars pour moderniser notre diffuseur public et garantir une offre de qualité en français et en anglais. Je veux également souligner le travail exceptionnel de nos journaux locaux à Prescott—Russell—Cumberland qui sont essentiels à la démocratie et à la vitalité de nos régions: *Le Carillon*, *The Review*, *Vision*, *Tribune-Express*, *Reflét-News*, *Le Régional* et *TVC22*, entre autres.

[Traduction]

Je suis très fière que le budget prévoie d'accorder à Patrimoine canadien la somme de 38,4 millions de dollars sur trois ans à compter de 2026 pour le volet Mesures spéciales pour appuyer le journalisme du Fonds du Canada pour les périodiques afin d'aider les petits organes de presse et les médias communautaires à maintenir la production de contenu éditorial et journalistique canadien de qualité.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, tout comme moi, ma collègue représente l'une des circonscriptions avec les plus fortes proportions de francophones à l'extérieur du Québec. Comme elle l'a mentionné, notre budget comporte plusieurs mesures intéressantes, notamment des cibles en matière d'immigration ambitieuses pouvant ramener le poids démographique des communautés francophones sur le chemin de la croissance, un appui aux arts et à la culture et une bonification du financement de Radio-Canada. Cela s'ajoute aux investissements historiques que le gouvernement avait faits en 2023 en matière de langues officielles. C'étaient les investissements les plus importants dans l'histoire du Canada pour appuyer nos langues officielles.

J'aimerais poser la question suivante à ma collègue. Pourquoi est-il important pour elle, comme ce l'est pour moi, de faire partie d'un gouvernement qui a à cœur nos communautés francophones et qui met des mesures concrètes en place pour appuyer leur vitalité et leur croissance démographique?

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, Prescott—Russell—Cumberland est la seule circonscription de la province de l'Ontario qui est majoritairement francophone. Il est très important pour notre communauté et nos organismes locaux d'avoir des fonds et l'appui du gouvernement fédéral en matière de langues officielles. En fait, 60 % de notre population est francophone, et 40 % de la population est anglophone. Il est très important de continuer d'appuyer les fonds et les projets qui vont promouvoir les langues officielles dans notre région.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, on entend souvent les libéraux dire que ce budget est visionnaire pour les générations futures. Cependant, dans le budget, il n'y a aucun nouveau montant pour l'environnement, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n'y a aucun montant non plus pour la protection des parcs. Ce matin, le commissaire à l'environnement et au développement durable a dit que le Canada n'allait pas atteindre ses cibles de réduction de gaz à effet de serre ni ses cibles d'aires protégées, autant pour 2025 que pour 2030.

Comment ce budget peut-il répondre à la crise climatique et à la perte de biodiversité s'il n'y a pas un sou pour le climat, les parcs et la biodiversité?

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, le gouvernement en fait beaucoup pour appuyer la lutte contre les changements climatiques. Je suis très fière de tous les projets que nous faisons à cet égard.

• (1615)

[Traduction]

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, les libéraux enlèvent aux jeunes qui tentent de se bâtir une vie et de fonder une famille tout espoir de devenir un jour propriétaire d'une habitation. Quelle est leur solution? Grossir l'appareil gouvernemen-

Le budget

tal, ajouter des couches de bureaucratie et multiplier les mêmes problèmes. Le premier ministre a dit aux jeunes qu'ils doivent souffrir.

Ma question à l'intention de la députée est la suivante: pourquoi le gouvernement libéral n'a-t-il pas écouté les conservateurs? Nous avons suggéré d'éliminer la TPS sur tout achat d'un logement d'une valeur égale ou inférieure à 1,3 million de dollars et de réduire les droits d'aménagement pour favoriser la construction d'habitations.

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, le gouvernement fait beaucoup pour soutenir le logement abordable, notamment par l'entremise du fonds Maisons Canada, qui fournit des milliards de dollars de financement pour construire des logements durables, en particulier pour les membres les plus vulnérables de la société. J'invite le député à se renseigner sur le fonds Maisons Canada. Il découvrira tous les excellents moyens par lesquels cette initiative soutient les Canadiens, en particulier les jeunes.

[Français]

Shannon Miedema (Halifax, Lib.): Monsieur le Président, j'étais heureuse de constater qu'il y avait dans ce budget des fonds qui soutiennent la francophonie partout au pays, y compris les Acadiens et les Acadiennes. Le financement de la Fête nationale de l'Acadie a été doublé et pérennisé.

Mon honorable collègue pourrait-elle nous parler de l'importance de soutenir la francophonie, non seulement dans sa circonscription, mais partout au Canada?

Giovanna Mingarelli: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de cette belle question.

Je suis très fière du fait que des nouveaux fonds sont accordés pour soutenir la Fête nationale de l'Acadie. Je pense qu'il est très important pour toutes les communautés partout au Canada d'avoir accès aux fonds pour promouvoir nos communautés francophones dans tous les coins de ce beau pays. Lorsqu'on promeut les festivals et la culture francophone, cela a un double effet, car on promeut aussi les langues officielles, qui enrichissent notre pays.

[Traduction]

Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Richmond-Centre—Marpole.

Je prends la parole aujourd'hui en tant que député élu par les habitants de Kamloops—Shuswap—Central Rockies et je m'en voudrais de ne pas profiter de l'occasion pour remercier ces concitoyens de la confiance qu'ils m'ont accordée. La représentation des citoyens est au cœur du travail de tous les députés. Malgré toutes les demandes et les distractions auxquelles nous sommes confrontés en tant qu'élus, nous ne devons jamais oublier que les Canadiens nous ont accordé leur confiance et nous ont choisis pour les défendre à la Chambre.

J'ai été élu pour la première fois à la Chambre le 19 octobre 2015, il y a environ 10 ans et 18 jours. Mais qui compte? Je me contenterai de dire que, depuis, beaucoup de choses ont changé pour nous tous et pour le Canada; toutefois, comme on l'a dit, plus ça change, plus c'est pareil.

Le budget

J'ai prononcé mon premier exposé budgétaire le 14 avril 2016, et j'aimerais partager avec la Chambre certains points de cet exposé, car ils sont tout aussi pertinents aujourd'hui dans le cadre de ce débat qu'ils l'étaient alors. Ce jour-là, il y a près de 500 semaines, j'ai pris la parole pour interpeller le gouvernement libéral au sujet de sa promesse non tenue d'équilibrer le budget fédéral. Incroyable. En 2015, les libéraux ont fait campagne en promettant de « ramener le Canada à l'équilibre budgétaire en [2019] ». C'est un fait. C'est de notoriété publique. C'était leur programme électoral de 2015. C'était une promesse libérale.

Le 14 avril 2016, j'ai pris la parole pour dire que le budget de 2016 ne faisait aucune mention de cette promesse et ne contenait aucune vision pour ramener le pays à l'équilibre budgétaire. Si les libéraux avaient eu un plan pour tenir leur promesse d'équilibre budgétaire en 2019, ils y auraient certainement consacré au moins une ligne dans leur budget de 2016 qui comptait 269 pages.

Cependant, ils ne l'ont pas fait, et malheureusement pour tous les Canadiens qui paient des impôts aujourd'hui et qui en paieront pendant des décennies, la promesse des libéraux d'équilibrer le budget avant 2019 a été l'une des premières promesses faites aux Canadiens que les libéraux n'ont pas tenues, et il y en a eu bien d'autres.

Dans mon exposé budgétaire de 2016, je déclarais:

Le gouvernement semble malheureusement vouloir rompre une autre promesse qu'il avait faite aux Canadiens: il n'a pas de plan pour rembourser ces dépenses et emprunts effrénés. La population veut des résultats de la part du gouvernement. Ce sont les vaillants travailleurs et travailleuses et leurs enfants qui vont devoir un jour payer la note et rembourser le déficit des libéraux.

Nous voici, neuf ans et demi plus tard, et mon discours de 2016 est étrangement pertinent dans le cadre du débat d'aujourd'hui sur le budget de 2025. Plus ça change, plus c'est pareil.

Certains des vaillants travailleurs et travailleuses dont j'ai parlé en 2016 ont pris leur retraite, mais d'autres, non, parce qu'ils n'en ont pas les moyens à cause de l'inflation libérale. Les enfants des vaillants travailleurs et travailleuses dont j'ai parlé en 2016 ont également été directement touchés par les échecs des libéraux.

Parce que le gouvernement libéral n'a pas réussi à enrayer le trafic de stupéfiants et de précurseurs de stupéfiants au Canada, la crise des opioïdes qui ravage le pays, des grandes villes jusqu'aux petits villages ruraux, a coûté la vie à certains des enfants dont j'ai parlé en 2016. Or, les ratages du gouvernement qui se sont traduits au Canada par des vies fauchées par les stupéfiants ne sont pas survenus en période d'austérité.

Non, le gouvernement libéral n'a pas su protéger les Canadiens en améliorant la répression et les services d'inspection à la frontière durant la même décennie où ses dépenses déficitaires ont dépassé le total de toutes les dépenses déficitaires depuis la Confédération. C'est exact: le déficit s'est plus creusé au cours des 10 dernières années qu'au cours des 150 années précédentes.

• (1620)

Aujourd'hui, les enfants de ces femmes et de ces hommes qui travaillent dur, dont je parlais en 2016, connaissent une pénurie de logements et, encore une fois, ce n'est pas faute de dépenses publiques massives simultanées. Le budget de 2025 est le dixième budget déficitaire consécutif des libéraux, et tous les budgets déficitaires des libéraux de la dernière décennie prévoyaient des affectations qui visaient à augmenter le nombre de logements pour les Canadiens. Cependant, de toute évidence, les budgets déficitaires des

libéraux ont tous échoué à relancer la construction de logements au Canada.

Comme je l'ai déclaré en 2016, ce sont les vaillants travailleurs et travailleuses et leurs enfants qui vont devoir un jour payer la note et rembourser le déficit des libéraux. En vérité, quand le gouvernement fédéral dépense, ce sont les Canadiens qui paient. Malheureusement, que les affectations budgétaires et les investissements du gouvernement portent fruit ou non, ce sont les Canadiens ordinaires et extraordinaires qui paient. Une fois de plus, ce sont donc les femmes et les hommes qui travaillent dur dans ce pays et leurs enfants qui devront éponger un autre déficit libéral.

Comme je l'ai mentionné au début de mon intervention, nous, les députés, ne devons jamais oublier que les Canadiens nous ont accordé leur confiance et nous ont choisis pour venir ici défendre leurs intérêts. Lorsque les Canadiens nous accordent leur confiance, ils s'attendent à un rendement sur cet investissement, et ils le méritent. Les Canadiens méritent que leur confiance et les impôts qu'ils n'ont d'autre choix que de payer soient optimisés, et il devient de plus en plus difficile pour eux de gagner l'argent dont ils ont besoin pour vivre et payer les impôts qui servent à rembourser la dette nationale libérale.

En 2016, le ministre des Finances préféré de Trudeau a dit aux Canadiens de s'habituer à la soi-disant « précarité des emplois », c'est-à-dire des emplois à court terme et plusieurs changements de carrière au cours d'une vie. Eh bien, même un écureuil aveugle trouve parfois un gland, et dans ce cas-ci, le gouvernement libéral a été honnête avec les Canadiens. Les emplois sûrs, stables et bien rémunérés disparaissent rapidement partout au Canada, ce qui oblige les Canadiens à chercher de nouvelles carrières, les empêche de se constituer un pécule pour leur retraite, retarde l'achat d'une maison et les condamne à se contenter de rêver de pouvoir un jour prendre leur retraite. C'est tout le contraire de donner aux citoyens un rendement de leur capital de confiance.

Dans mon exposé budgétaire 2016, j'ai déclaré ce qui suit:

Le gouvernement n'a rien prévu pour rétablir l'équilibre budgétaire ni pour créer des emplois. Il se contente de prendre d'obscurs engagements et d'augmenter la dette publique. La triste réalité, c'est que le pays attend autre chose que ce budget de la part de ses gouvernants.

Qu'ils gèrent les finances de leur ménage ou de leur entreprise, les Canadiens comprennent qu'il faut vivre selon ses moyens et adhèrent à cette idée, utilisant le crédit avec prudence et dépensant avec mesure et rigueur. Malheureusement, le gouvernement est déconnecté des Canadiens à ce chapitre.

Mes propos de 2016 sont toujours d'actualité aujourd'hui, puisque le gouvernement libéral n'a pas réussi à mettre à profit ses dépenses publiques sans précédent pour réaliser les plans et les mesures nécessaires pour protéger les Canadiens et les collectivités contre les menaces et les défis qui n'ont fait que s'aggraver et se multiplier au cours de la dernière décennie. Ces temps-ci, on ne manque pas de souffrances et de difficultés au pays, alors retrouvons-nous les manches. Mettons-nous au travail afin d'obtenir des résultats pour les gens qui ont placé leur confiance en nous et en notre capacité à le faire. Nous devons être honnêtes au sujet de ce que nous faisons ici et de la façon dont cela touchera les gens pendant des décennies. Il s'agit de nos concitoyens et de nos collectivités. Ils ont placé leur confiance en chacun d'entre nous.

Enfin, je m'en voudrais de ne pas mentionner que je représente désormais une circonscription qui compte près de 550 kilomètres de la Transcanadienne. Les gens empruntent cette route quotidiennement pour se rendre à leur travail, et des marchandises d'une valeur de plusieurs millions de dollars transitent chaque jour par les cols de montagne. Certaines parties de cette autoroute n'ont pas connu d'améliorations majeures depuis l'achèvement du col Rogers en 1962, il y a plus de 63 ans aujourd'hui. Le mot « autoroute » n'est mentionné que trois fois dans ce budget: deux fois dans un contexte historique et une fois en référence au Nord.

Les Canadiens qui nous ont accordé leur confiance et qui nous ont choisis pour venir ici défendre leurs intérêts méritent mieux. Nous ne pouvons pas les décevoir.

• (1625)

Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs semblent avoir beaucoup de mal à trouver quoi que ce soit de positif dans ce budget. Je tiens à souligner que le budget prévoit l'octroi à Transports Canada de 5 milliards de dollars sur sept ans, à compter de 2025-2026, pour la création du fonds pour la diversification des corridors commerciaux. La Transcanadienne traverse aussi une grande partie de ma circonscription.

Le député ne voit-il pas la possibilité qu'une partie de cet argent soit affectée à la Transcanadienne et aide les habitants de sa propre circonscription?

Mel Arnold: Monsieur le Président, j'espère sincèrement qu'une partie des dépenses sera consacrée à ce segment incroyable de la Transcanadienne qui traverse la circonscription de Kamloops—Shuswap—Central Rockies. Toutefois, vu la manière dont le gouvernement libéral fonctionne, cet argent pourrait bien finir dans les poches des amis bien nantis du Parti libéral.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre et le ministre des Finances ont inventé cette notion d'équilibre sur les dépenses opérationnelles. En vertu des nouvelles règles que le ministre des Finances a inventées, le gouvernement Trudeau aurait eu des surplus budgétaires en 2015-2016, suivi de deux années d'équilibre, des surplus en 2018-2019, ainsi qu'une année de surplus budgétaire après la pandémie.

Ces règles, si on était dans le secteur privé, de calculer le capital comme ça, ce serait considéré comme une fraude comptable. Il n'y a pas un comptable professionnel agréé au Canada, un auditeur, qui accepterait de signer et de mettre son nom sur ces états financiers.

Je me demande ce que mon collègue pense du fait que le premier ministre et le ministre ont tenté de cacher au public, avec ces manœuvres malhonnêtes, 58 % de leur déficit dans un contexte où ils jugent et considèrent que, des dépenses pour un match de soccer à la FIFA ou un programme qui identifierait des investissements éventuels, ce sont des investissements.

Que pense mon collègue de ces manœuvres frauduleuses?

• (1630)

[Traduction]

Mel Arnold: Monsieur le Président, je n'oserais pas dire que le gouvernement libéral commet de la fraude ou quoi que ce soit du genre. Nous ne sommes pas autorisés à tenir ce genre de propos à la Chambre.

Le budget

La pratique comptable consistant à séparer les dépenses en capital des dépenses de fonctionnement est un tour de passe-passe. Certains pourraient ne pas prêter attention à ce qui se passe sous la table parce que j'attire complètement leur attention sur ce qui se passe dessus. C'est de la supercherie. Je ne fais pas confiance au gouvernement pour équilibrer les comptes ou gérer les impôts qui sortent de la poche de chaque Canadien pour financer cet énorme déficit. Aucun Canadien ne devrait lui faire confiance.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, nous savons maintenant que le gouvernement va laisser tomber la cible budgétaire la plus importante, le ratio dette-PIB, que nos alliés utilisent. Tous les pays sérieux l'utilisent pour se guider.

Le député peut-il parler de la gravité que représente l'abandon de la cible budgétaire et expliquer peut-être pourquoi le gouvernement a choisi d'agir ainsi?

Mel Arnold: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question très intéressante sur le ratio dette-PIB.

Quiconque exploite une entreprise doit prêter attention à son ratio dette-revenu net, sinon il ne peut emprunter ni auprès des banques ni auprès de qui que ce soit. Je trouve incroyable que le gouvernement fasse accroire aux Canadiens qu'ils n'ont pas à s'inquiéter de ce qu'il fait, car il va arranger les livres pour donner l'impression que le Canada va bien alors qu'en raison de ses manœuvres, c'est tout le contraire.

[Français]

Louis Villeneuve (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, à écouter les partis de l'opposition, il n'y a absolument rien de bon dans ce budget, tout est faux et il n'y a rien qui fonctionne.

Le Canada fait face à un monde qui évolue rapidement et qui est plus incertain que jamais, on le sait. L'ordre international fondé sur des règles et des systèmes commerciaux qui ont alimenté la prospérité du Canada pendant des décennies sont en train d'être remodelés.

Pourtant, notre cote de crédit AAA est la plus solide au monde. Le ratio de la dette au PIB est le plus faible du G7 et le taux d'intérêt à long terme est le plus bas du G7, malgré la situation actuelle.

Mon collègue est-il d'accord sur le fait que nous devons travailler ensemble?

[Traduction]

Mel Arnold: Monsieur le Président, il est intéressant que le député d'en face parle de collaboration. C'est ce que les conservateurs tentent de faire depuis le début. Ils tentent de proposer au gouvernement libéral des idées sur la façon dont nous pouvons tous travailler ensemble, en tant que Canadiens, pour réduire la dette, de sorte que la part du budget que nous consacrons au service de la dette ne soit pas supérieure aux transferts en santé ni à ce que rapporte la TPS. Cela n'a tout simplement pas de sens sur le plan financier à long terme.

Le premier ministre actuel a fui le Royaume-Uni après avoir mis à mal son économie. Je ne souhaite absolument pas voir la même chose arriver au Canada.

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Northumberland—Clarke.

Le budget

Le budget fédéral de cette année est un chef-d'œuvre d'illusion, une présentation attrayante qui semble généreuse sur papier, mais qui cache une dette considérable, des impôts plus élevés et moins de perspectives. Les Canadiens reconnaissent que le gouvernement libéral fait de vaines promesses, qu'il s'enfonce de plus en plus et qu'il contracte des dettes infinies. Chaque année, le gouvernement brosse un nouveau tableau de prospérité et fait miroiter de nouvelles promesses. Il promet la croissance, l'abordabilité et les débouchés, mais ces promesses sont faites d'argent emprunté et de rhétorique et ne sont accompagnées d'aucun plan pour payer la note. Les libéraux appellent cela investir dans les Canadiens. Les Canadiens voient les choses telles qu'elles sont: un cycle sans fin d'argent emprunté et d'échecs recyclés.

Derrière chaque nouvelle annonce se cache une nouvelle strate de dette, de l'argent emprunté à la prochaine génération pour masquer les problèmes du présent. Le gouvernement ne gère pas l'économie; il emprunte à l'avenir pour acheter l'illusion du progrès. Les déficits qui étaient autrefois qualifiés de temporaires sont devenus structurels. Ce budget ajoute 78 milliards de dollars de nouvelles dépenses déficitaires, les plus élevées en dehors de la COVID, et porte la dette fédérale totale à 1,35 billion de dollars. Les paiements d'intérêts sur cette dette atteindront 55,6 milliards de dollars l'année prochaine, dépassant à la fois le transfert canadien pour la santé et les recettes de la TPS.

Chaque dollar que les Canadiens versent actuellement en TPS ne va pas aux médecins et aux infirmières, mais aux banquiers et aux détenteurs d'obligations. Ce n'est pas ce que j'appelle de la gestion financière, mais de la négligence financière déguisée en compassion. Si l'on ajoute à cela les dettes provinciales et municipales, les Canadiens portent désormais le fardeau de près de 100 000 \$ par personne en dettes publiques combinées. Tel est le véritable héritage de 10 ans d'idéologie libérale: un cycle sans fin d'emprunts, de dépenses et d'imposition qui s'accélère chaque année, tandis que les Canadiens accusent un retard de plus en plus important. Ce budget prouve une fois de plus que les libéraux sont friands de taxes.

Soyons francs. Voici ce que vivent les Canadiens. Quand ils gagnent de l'argent, ils sont imposés. Quand ils dépensent de l'argent, ils sont imposés. Quand ils économisent de l'argent, ils sont encore imposés. Les Canadiens paient désormais plus et reçoivent moins. Les familles sont poussées à bout. Les jeunes Canadiens n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Les personnes âgées réduisent leurs dépenses en nourriture et en médicaments. Les petites entreprises croulent sous le poids des charges sociales et des formalités administratives. Les libéraux prétendent aider la classe moyenne, mais, en réalité, ils la taxent de manière excessive. La seule croissance qu'ils ont générée est celle de la bureaucratie gouvernementale, de la dette et du désespoir.

Le premier ministre a pris cinq engagements clairs il y a six mois, et il les a tous rompus. Il avait promis de limiter le déficit à 62 milliards de dollars, mais il s'élève maintenant à 78 milliards. Il avait promis de réduire le ratio dette-PIB, mais la dette et l'inflation sont toutes deux en hausse. Il avait promis de réduire les dépenses, mais celles-ci ont augmenté de 90 milliards de dollars, soit 5 400 \$ par ménage. Il avait promis de réduire les taxes municipales sur la construction de logements, mais les coûts du logement sont plus élevés que jamais. Il avait promis d'attirer des investissements, mais la Banque Royale du Canada confirme que les investissements s'effondrent. Le gouvernement affirme qu'il bâtit la prospérité, mais il est en train de la détruire.

Selon le rapport de RBC intitulé « Grandes ambitions, marge de manœuvre étroite », le budget mise sur « les investissements pour dynamiser la croissance », un pari risqué qui nécessite 500 milliards de dollars de nouveaux investissements privés. RBC note également que les cibles budgétaires sont faibles et que seul un tiers des nouvelles dépenses correspond à du capital productif. Le reste relève de la mise en scène politique, à savoir des programmes conçus pour ressembler à des investissements, mais qui fonctionnent comme des subventions.

• (1635)

Nous avons déjà vu ce scénario. Le gouvernement aide les entreprises à démarrer grâce à des subventions financées par les contribuables et il fait leur promotion à l'aide de séances photo et de gros titres. Ces entreprises prospèrent temporairement, puis déménagent vers des territoires plus compétitifs une fois les subventions arrivées à terme.

Ce n'est pas une stratégie industrielle; c'est du gardiennage industriel. Ce scénario est alimenté par la taxe sur le carbone pour les industries, une politique qui augmente les coûts pour les agriculteurs, les fabricants, les mineurs et les travailleurs du secteur de l'énergie, tout en faisant fuir les investissements à l'étranger. À elle seule, cette taxe ajoute chaque année des milliards de dollars en coûts de conformité, érodant la compétitivité et alimentant l'inflation qu'elle prétend combattre. Il en résulte un cycle qui s'autoperpétue, une économie à porte tournante où le gouvernement taxe la production, subventionne la dépendance et appelle cela de la croissance. Les conservateurs supprimeront cette taxe destructrice et remplaceront l'idéologie par l'innovation: une politique environnementale pratique qui récompense les résultats, et non les belles paroles.

Le même schéma se répète dans le domaine de la sécurité publique. Le gouvernement annonce davantage de financement, mais la criminalité continue d'augmenter parce que les lois manquent toujours de mordant et que la responsabilisation fait défaut. Il dépense des millions pour traiter la criminalité, mais il refuse de la faire cesser. Les délinquants sont libérés, les victimes perdent confiance et les forces de l'ordre sont chargées de réprimer le problème sans le résoudre. C'est la porte tournante de la justice. C'est un système qui fait passer les délinquants par les tribunaux sans conséquences, tandis que les collectivités sont contraintes de supporter les dommages et d'en payer le prix de leur poche.

Les conservateurs mettront fin à ce scénario. Nous rétablirons les peines minimales obligatoires pour les crimes les plus graves, nous invoquerons la disposition de dérogation si cela s'avère absolument nécessaire et nous recentrerons la justice sur la protection des victimes, et non sur l'accommodement des délinquants.

Ce budget est plus qu'un document financier; c'est un miroir qui reflète l'image d'un gouvernement prisonnier de sa propre idéologie. Confronté à l'échec, il ne change pas de cap. Il double la mise. Lorsque les dépenses ne donnent rien, il dépense davantage. Lorsque les règlements freinent la croissance, il en crée davantage. Lorsque l'inflation augmente, il imprime davantage de billets. Le gouvernement avance à tâtons et pédale dans le vide.

Le leadership ne se mesure pas à l'éclat des annonces de nouveaux programmes, mais à leur efficacité réelle. Après 10 ans d'annonces, les Canadiens posent une question simple: où sont les résultats?

Les conservateurs proposent une meilleure solution: un leadership plein de bon sens pour tous les Canadiens. Nous croyons que la prospérité se construit, elle ne s'emprunte pas; que le gouvernement doit vivre selon ses moyens, comme le font les familles; et que le travail doit être récompensé, et non découragé par des impôts. Notre plan est clair: nous équilibrerons le budget pour assurer la stabilité à long terme, nous mettrons fin aux taxes cachées et nous supprimerons la taxe sur le carbone pour les industries, nous réduirons les dépenses inutiles, nous mettrons fin à l'aide sociale aux entreprises parasites, nous simplifierons la réglementation afin de construire des logements et d'attirer les investissements, et nous rétablirons la justice afin que ceux qui portent préjudice aux autres en subissent les conséquences réelles. Nous remplacerons la porte tournante de l'idéologie par une porte ouverte à la croissance, à la responsabilité et à l'espoir.

Le Canada a été bâti par des gens travaillants, qui ont économisé, pas par des gouvernements qui ont emprunté et imposé des taxes pour ensuite présenter des excuses. Avant, le Canada était un pays de bâtisseurs. Après 10 ans de gouvernement libéral, c'est maintenant un pays qui a emprunté 100 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant du pays. Il faut que cela cesse.

Il en faut plus aux Canadiens. Il leur faut un gouvernement qui mesure le succès non pas en fonction de ses dépenses, mais en fonction des résultats qu'il obtient.

● (1640)

Ils veulent un plan qui mettra un terme au cercle vicieux de l'endettement, de l'inflation et de l'idéologie pour la remplacer par l'abordabilité, la reddition de comptes et la croissance.

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, L'emploi; le député de York—Durham, Le logement; la députée de Saanich—Gulf Islands, L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je crois qu'avant d'être député fédéral, mon collègue était conseiller municipal. Il comprend donc l'importance des fonds pour appuyer les infrastructures. Dans le budget, on renouvelle le Fonds pour le développement des collectivités du Canada à hauteur de 27,8 milliards sur 10 ans. Il y a des investissements de plus de 22 milliards de dollars, notamment 6 milliards de dollars pour des projets d'initiative régionale et 17 milliards de dollars en collaboration avec les provinces et les territoires pour, notamment, des projets qui permettent de développer le logement comme des eaux, les égouts et les routes.

Je crois que mon collègue a aussi une expérience dans le domaine de la santé. Nous faisons aussi un investissement de 5 milliards de dollars pour des infrastructures dans le domaine de la santé.

En tant qu'ancien conseiller municipal et en tant que personne qui a de l'expérience professionnelle dans le domaine de la santé, mon collègue est-il aussi enthousiaste que moi en raison de ces annonces en matière d'infrastructure?

Le budget

● (1645)

[Traduction]

Chak Au: Monsieur le Président, il a raison de dire que j'ai de l'expérience en administration municipale. Voici la plus grande différence: les administrations municipales n'ont pas le droit de présenter un budget déficitaire. Le gouvernement libéral présente des budgets déficitaires sans égard aux conséquences, année après année. Comme je l'ai mentionné, le succès d'un gouvernement ne se mesure pas à la somme d'argent qu'il dépense. Le gouvernement ne peut pas se contenter de jeter de l'argent par les fenêtres sans obtenir de résultats concrets, d'autant plus que la vérificatrice générale a mentionné qu'il s'agit d'un problème systémique. Le gouvernement dépense sans surveiller ni mesurer le succès.

J'espère qu'il pourra apprendre des administrations municipales du Canada.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, d'après ce que je comprends, mon collègue a déjà été conseiller municipal. J'aimerais savoir ce qu'il pense du fait que, dans le budget fédéral qui a été présenté, il y a seulement 9 milliards de dollars sur cinq ans d'argent frais pour les infrastructures. De plus, à l'intérieur de ça, il y a 5 milliards de dollars sur trois ans pour des hôpitaux d'un océan à l'autre. Aujourd'hui, construire un seul hôpital universitaire coûte plus de 5 milliards de dollars L'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, va coûter plus cher.

En tant que conseiller municipal, mon collègue se serait-il senti insulté d'obtenir des grenailles et des miettes du gouvernement fédéral?

[Traduction]

Chak Au: Monsieur le Président, l'un des plus grands problèmes du budget, c'est qu'il ne s'attaque pas aux problèmes auxquels tous les Canadiens sont confrontés en ce moment. Les libéraux peuvent promettre beaucoup de choses pour l'avenir, mais ils ne font rien pour régler les véritables problèmes des Canadiens. Ils peuvent promettre un hôpital, mais où sont les médecins? Où est le personnel médical? Ils n'ont même pas réussi à régler ce problème. Ils ne font que broser un autre tableau idyllique pour que nous oublions ce qui nous fait souffrir en ce moment. Leur attitude est trompeuse.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, de toute évidence, on se rappellera que l'un des slogans que répétaient sans cesse le gouvernement et le premier ministre il y a quelques mois, c'était qu'il fallait dépenser moins. Maintenant que nous avons le budget sous les yeux, nous constatons que les libéraux augmentent les dépenses de 141 milliards de dollars. Le déficit est plus élevé que le premier ministre ne l'avait promis. La dette augmente; 324 milliards de dollars s'y ajoutent. Des Canadiens ont voté en fonction du slogan promettant moins de dépenses. Ce n'est toutefois pas ce qu'on voit dans le budget.

Le député pourrait-il nous dire quels sentiments ce budget provoquerait chez ses concitoyens?

Le budget

Chak Au: Monsieur le Président, voici la réalité à laquelle les Canadiens sont confrontés en ce moment. Quand un gouvernement accumule un déficit de plus en plus grand, il faut rembourser cette dette tôt ou tard. C'est donc dire que les taxes et impôts vont augmenter de plus en plus à l'avenir. Comme je l'ai mentionné, les Canadiens doivent déjà composer avec le fait qu'il faut payer des taxes ou des impôts quand on gagne de l'argent, quand on en dépense et même quand on économise de l'argent. Voilà la réalité qui découle du déficit. Des taxes et des impôts, des impôts et des taxes, c'est le quotidien des Canadiens.

Philip Lawrence (Northumberland—Clarke, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre. Je pense que, finalement, ce sont les paroles de Winston Churchill qui résument le mieux ce budget: une nation qui se taxe elle-même pour prospérer, c'est comme un homme debout dans un seau qui essaie de se soulever en tirant sur la poignée. Dans toute l'histoire de l'humanité, aucun pays n'a réussi à atteindre la prospérité à coup de taxes, et nous n'y arriverons pas plus.

J'aimerais commencer par un brin d'humour pour illustrer mon propos. Sans surprise, on a annoncé un déficit de 78 milliards de dollars. Les Canadiens ont peut-être de la difficulté à bien saisir l'ampleur de cette somme, car la plupart d'entre eux n'auront jamais l'occasion de voir 78 milliards de dollars au cours de leur vie. Enfin, peut-être s'ils travaillent pour Brookfield, mais ce n'est pas le cas pour le Canadien ordinaire. Je vais donc donner aux gens une idée de ce qu'ils pourraient faire avec 78 milliards de dollars.

Avec 78 milliards de dollars, ils pourraient acheter plus de 7 000 îles privées. Ils pourraient acheter plus de 700 mégayachts de classe Icon. C'est le genre de choses que font Jeff Bezos et les gens comme ceux de Brookfield. Ils pourraient acheter plus de 30 000 habitations luxueuses à Beverly Hills. Ils pourraient acheter 100 des plus prestigieux clubs de soccer. Ils pourraient acheter une quinzaine de franchises de la Ligue nationale de football. Ils pourraient s'acheter 15 000 jets privés.

Si certains n'ont pas des goûts de luxe, j'ai d'autres idées qui pourraient les intéresser. Les gens pourraient financer pendant 10 ans le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations unies pour en finir avec la faim. Ils pourraient remplir les ventres affamés pendant 10 ans. Pour 78 milliards de dollars, les adeptes de l'exploration spatiale pourraient diriger 780 missions Artemis sur la Lune. Il y a peut-être quelqu'un qui s'intéresse à l'énergie renouvelable et qui pense, comme moi, que c'est important. Cette personne pourrait faire construire des installations de 1 500 gigawatts. Assurément, les soins de santé nous importent tous. Si nous n'avions pas le déficit, nous pourrions faire construire plus de 7 000 hôpitaux. Dans le domaine de l'éducation, nous pourrions injecter 78 milliards de dollars dans plus de 1 500 universités à la Harvard partout au pays.

La comparaison suivante est amusante: si nous empilions des billets de 100 \$ jusqu'à atteindre 78 milliards de dollars, nous dépasserions l'altitude d'entrée en orbite dans l'espace. Si c'était de l'or, nous aurions 10 % de tout l'or jamais extrait dans l'histoire de l'humanité. Cela représente 39 milliards d'iPhones. C'est aussi assez pour donner 10 \$ à tout le monde sur la planète. C'est beaucoup d'argent.

Je vais répéter aux députés ce que certains experts ont dit.

Kim Moody a dit:

L'affreux l'emporte de loin sur le bon. Ce budget est un désastre financier. Les jeunes et les futurs néo-Canadiens continueront à rembourser ces dépenses effrénées longtemps après que les auteurs de ces dégâts auront quitté ce monde. Pour y parvenir, il n'y aura en fait que trois options: soit des hausses d'impôts considérables pour rembourser la dette croissante et les intérêts sur la dette, soit une grande austerité, soit les deux.

En fin de compte, ce budget n'est pas un western spaghetti, c'est une fusillade financière au ralenti où l'arme du crime est laissée aux mains des contribuables. Ce qu'il y a de bon fait un passage éclair, le mauvais domine au milieu, et l'affreux s'enfuit en laissant notre avenir plombé par la dette.

Si c'est ce qui passe pour un « investissement générationnel », les générations futures risquent de déplorer de ne pas avoir été rayées du scénario.

Voilà la réalité du budget. Je me suis un peu amusé à montrer ce que 78 milliards de dollars pourraient nous apporter, et nous avons entendu quelques experts. La réalité, c'est que le Canada traverse une période angoissante. Ce budget accablera notre pays d'une dette générationnelle, sans aucune transformation positive, ou, du moins, aucune à souligner. Nous avons 78 milliards de raisons de ne pas voter en faveur du budget.

La réalité, c'est que nous sortons de 10 années de ce que nous pouvons qualifier de mauvaise conduite financière. Le gouvernement a laissé tomber les Canadiens à chaque occasion. Au cours des 10 dernières années, nous avons connu la pire croissance économique depuis la Grande Dépression. Comment en sommes-nous arrivés là? Le gouvernement a créé un déséquilibre budgétaire. Il bonifie de plus en plus les ressources du secteur public tout en appauvrissant le secteur privé.

• (1650)

Le secteur public est absolument nécessaire. Il est important pour notre filet de sécurité, nos soins de santé et notre équité, mais à un moment donné, nous devons cesser de priver le secteur privé de ressources. C'est finalement de là que provient notre productivité.

Il n'est donc pas surprenant que, à mesure que le gouvernement réaffectait de plus en plus de ressources du secteur privé vers le secteur public, nous ayons constaté une baisse de la productivité. L'OCDE nous classe parmi les pays les moins performants en matière de productivité. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas les meilleurs travailleurs au monde. Nous les avons. Le problème réside à la fois dans l'innovation et dans le capital.

Sur le plan des investissements, nous avons été l'un des pays les moins performants des 10 dernières années. Les travailleurs américains, par exemple, utilisent des outils et des équipements qui bénéficient de deux à trois fois plus d'investissements que ceux des travailleurs canadiens. Il y a une analogie que j'utilise souvent. Si deux travailleurs sont en concurrence pour creuser un trou et qu'un a une pelle et l'autre, une rétrocaveuse, celui qui a la rétrocaveuse gagnera à tout coup, peu importe les efforts déployés par celui avec la pelle.

Nous avons vu l'économie être de plus en plus privée de capitaux. Quelle est la réponse du gouvernement? Il va étouffer encore plus le secteur privé. Il va pomper davantage de ressources du secteur privé et de ceux et celles qui sont les plus aptes à répartir ces ressources.

Le budget

Que se passe-t-il lorsqu'il y a une répartition des ressources? Le capitalisme fonctionne en comptant sur des millions de Canadiens pour prendre des milliers de décisions différentes. Chacune de ces décisions nous permet d'être plus efficaces. Ce qui s'est produit à Ottawa, c'est une centralisation croissante de ces fonds. Nous avons pris l'argent de tous ceux qui l'ont gagné et qui sont si brillants pour répartir les ressources, et nous l'avons donné à des fonctionnaires qui, malheureusement dans de nombreux cas, le gaspillent, comme nous l'avons vu avec la caisse noire environnementale et les nombreux scandales associés à de l'argent qui s'envole. Nous devons redonner une plus grande partie de ces ressources aux gens qui les ont réellement gagnées et qui sont si prudents dans la façon dont ils dépensent chaque dollar, afin de maximiser les ressources que nous produirons à l'avenir.

Les libéraux diront qu'ils dépensent moins et plus en même temps. Ce sont des propos à la George Orwell. Ils disent aux conservateurs qu'ils dépensent moins et aux néo-démocrates qu'ils dépensent plus. De toute évidence, ils ne peuvent pas faire les deux en même temps, même si c'est ce qu'ils affirment.

Le verdict est tombé. Nous constatons que les dépenses au titre des programmes vont augmenter de plus de 16 % pour dépasser les 100 milliards de dollars. Quelles en seront les conséquences? Les frais liés à la dette passeront de plus de 50 milliards à plus de 70 milliards de dollars. Cet argent doit provenir de quelque part. Il proviendra des Canadiens qui travaillent fort, soit à travers la fiscalité directe, soit à travers l'inflation. Dans les deux cas, on retirera davantage d'argent auprès du secteur privé, ce qui, en soi, n'est pas souhaitable.

Le problème, c'est que le préjudice sera encore pire, car dans le secteur privé, l'argent fait des petits. Quand les grands entrepreneurs de tout le pays, du Québec à la Colombie-Britannique, se servent de l'argent pour développer leurs entreprises et embaucher des employés supplémentaires, qui à leur tour dépensent davantage, ce qui élargit encore plus les moyens d'action des entreprises, l'argent fructifie. À l'inverse, le plan du gouvernement consiste à transférer des sommes de plus en plus importantes à Ottawa afin de financer des programmes. Ces fonds ne fructifieront pas. Au contraire, leur valeur sera diminuée.

Après près d'une centaine d'années de vérité indéniable, nous avons constaté que lorsqu'on allège le fardeau du secteur privé et des particuliers et qu'on leur accorde davantage de liberté, la prospérité s'en trouve accrue. C'est le cas depuis bien plus de 100 ans. Chaque fois que des réductions d'impôt ont été mises en œuvre, que ce soit par Brian Mulroney, Stephen Harper ou l'un des grands premiers ministres du passé, l'économie a connu une croissance. Chaque fois que l'on a augmenté les impôts, l'économie s'est contractée.

Nous pouvons le constater. L'une des preuves les plus convaincantes de ce phénomène, c'est que si l'on examine le cours du dollar canadien au cours des 30 ou 40 dernières années, on constate que sous la direction d'absolument tous les premiers ministres conservateurs, la valeur du dollar canadien a grimpé en flèche. Les députés savent-ils ce qui se passe dès qu'un gouvernement libéral est porté au pouvoir? La valeur du dollar chute presque immédiatement. C'est vraiment étrange. Le dollar plonge.

Nous avons la possibilité de libérer nos concitoyens ou de garnir les poches des bureaucrates et des initiés libéraux, mais nous savons ce que les libéraux ont décidé de faire.

• (1655)

Parm Bains (Richmond-Est—Steveston, Lib.): Monsieur le Président, juste avant le discours du député, nous avons entendu celui d'un conseiller municipal de Richmond qui siège également comme député de Richmond-Centre—Marpole.

Son discours m'a fait sourire parce qu'il a parlé de dépenses inutiles. Pensons à l'usine de traitement des eaux usées de l'île Lulu, à l'usine de traitement des eaux usées d'Iona et à un certain nombre d'investissements dans les infrastructures qui ont été réalisés dans ma ville, Richmond, en Colombie-Britannique, comme les stations de pompage, les digues et le terrain de soccer à l'anneau olympique, qui se trouve dans la circonscription du député de Richmond-Centre—Marpole. Il s'est fait photographe avec moi à chaque annonce.

Je suis curieux. Le député d'en face pense-t-il que ce sont des investissements inutiles pour notre ville, comme il l'a dit, ou ne faudrait-il pas continuer de remettre cet argent aux collectivités qui sont importantes...

• (1700)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Northumberland—Clarke a la parole.

Philip Lawrence: Monsieur le Président, avec 78 milliards de dollars, on pourrait rebâtir sa collectivité entière, toutes les maisons, tous les hôpitaux. Nous pourrions tout reconstruire. Avec les 50 milliards de dollars en intérêts, on pourrait aussi reconstruire la collectivité entière du député d'en face.

Au lieu d'accroître la dette et les déficits et d'aider les gens de la société Brookfield, tâchons plutôt de soutenir les Canadiens.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, j'ai l'impression que ce discours de mon collègue vient encore plus accentuer la question du déséquilibre fiscal. Il confirme que l'argent est à Ottawa, mais que les obligations et l'engagement sont à Québec.

J'ai posé tantôt une question à un de mes collègues sur les transferts en santé, qui ne sont pas là. On met une somme de 5 milliards de dollars pour des hôpitaux, mais, comme me le disaient des travailleurs de la santé cette semaine, c'est une vision hospitalo-centriste et ce n'est pas ce qui va donner des moyens, des ressources humaines, au système de santé. Un autre endroit qui contribue à ce déséquilibre fiscal: les infrastructures. Je ne suis pas la seule à le dire. Même des gens à Québec le disent. On l'entend aussi de plus en plus du côté des municipalités, surtout avec les changements climatiques qui ont un impact sur les finances des municipalités, sur les infrastructures. On est loin de la coupe aux lèvres. C'est loin d'être ce que les villes et le Québec ont demandé comme infrastructures.

Que pense mon collègue du fait que ce budget contribue à aggraver le déséquilibre fiscal?

[Traduction]

Philip Lawrence: Monsieur le Président, la réalité est que, à mesure que le gouvernement continue d'accroître sa dette et ses déficits et d'hypothéquer l'avenir du Canada, le Québec et les autres provinces verront leurs investissements diminuer. L'argent finira tout simplement par s'épuiser.

Le budget

Si nous pressons constamment le secteur privé comme un citron, il finira par cesser de produire des miracles. Nous devons réinvestir dans le secteur privé. Nous devons réinvestir dans les Canadiens, et non dans le gouvernement canadien.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, ce qui a vraiment retenu mon attention dans ce budget et dans le discours du député, c'est l'occasion manquée d'abroger des lois comme celles issues du projet de loi C-48 et du projet de loi C-69. En effet, ces lois constituent des obstacles à la réussite de notre économie.

Ce que les libéraux aiment faire, et c'est ce qu'ils font toujours, c'est faire en sorte que toute l'économie canadienne dépende d'une décision prise par une ou deux personnes là-bas. Il y avait autrefois des projets de pipelines. M. Trudeau a hérité de plus de 18 terminaux d'exportation de GNL en 2015. Tous ont disparu.

Les libéraux ont mis en place toutes sortes d'obstacles, puis ils ont dépensé des milliards et des milliards de dollars provenant des contribuables pour s'associer à quelqu'un qu'ils auraient pu trouver dans le secteur privé afin de faire quelque chose. Ils ont chassé Kinder Morgan, par exemple, qui allait construire un pipeline pour moins de 10 milliards de dollars, et le coût est passé à plus de 30 milliards de dollars.

Mon collègue est-il d'accord avec moi pour dire que le gouvernement veut essentiellement contrôler tous les aspects de l'économie canadienne? En quoi cela risque-t-il de ruiner l'espoir et l'avenir...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Northumberland—Clarke a la parole.

Philip Lawrence (Northumberland—Clarke, PCC): Monsieur le Président, quand le gouvernement choisit les gagnants et les perdants, ce sont finalement les Canadiens qui sont perdants. Ce sont les femmes et les hommes d'affaires canadiens qui sont les mieux placés pour prendre ces décisions.

En ce qui concerne la loi issue du projet de loi C-69 et d'autres mesures législatives semblables, le fait est qu'au Canada, nous avons un problème de PIB par heure, un problème de productivité. Au Canada, le PIB par heure moyen oscille entre 50 et 60 \$. Dans le secteur pétrolier et gazier, le PIB par heure s'élève à 500 \$. Si nous voulons résoudre notre problème de productivité, nous devons faire appel à l'Alberta, à l'énergie canadienne et au pétrole et gaz canadiens.

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer le budget de 2025, un budget qui présente un plan audacieux et tourné vers l'avenir afin de bâtir un Canada plus fort et plus résilient. Fondamentalement, le budget de 2025 reconnaît que le Canada se trouve à un tournant. Partout dans le monde, nous assistons à une évolution des relations commerciales, à une incertitude mondiale croissante, à une économie internationale de plus en plus concurrentielle et à des troubles internationaux qui prennent toujours plus d'ampleur. Ces défis nécessitent un plan qui renforce nos assises et s'inscrit dans le long terme. C'est exactement ce que propose le budget.

Ce plan bâtit un Canada fort en réduisant les dépenses liées au fonctionnement du gouvernement et en augmentant celles consacrées aux gens, aux industries et aux infrastructures qui définiront notre avenir. Il concilie discipline budgétaire et ambition. Tout en maintenant le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7, le gouvernement fait des investissements historiques dans le logement, les in-

frastructures et l'innovation, des investissements qui contribuent à l'édification du pays.

Le budget de 2025 vise à catalyser 1 billion de dollars d'investissements au cours des cinq prochaines années. Le plan est axé sur trois objectifs: construire des infrastructures majeures, bâtir plus de logements et renforcer les collectivités. Ces investissements de 1 billion de dollars vont transformer le Canada et ce que nous sommes.

Au cours des cinq prochaines années, le budget de 2025 prévoit près de 280 milliards de dollars en nouveaux investissements pour améliorer l'économie canadienne et donner aux Canadiens les moyens de réussir. Cette somme comprend 115 milliards de dollars pour les infrastructures afin de moderniser nos villes, de développer nos corridors commerciaux et de donner à toutes les collectivités du Canada les outils dont elle a besoin pour prospérer. Il y a 110 milliards de dollars pour stimuler la productivité et l'innovation grâce à des investissements dans des technologies émergentes comme celles qui sont liées à l'intelligence artificielle et à l'énergie propre. Il y a 30 milliards de dollars pour la défense et la sécurité, ce qui permettra au Canada de protéger sa souveraineté et de jouer un rôle de premier plan dans le monde. Enfin, il y a 25 milliards de dollars pour le logement dans le cadre de la nouvelle initiative Maisons Canada, un programme qui doublera le rythme de la construction, réduira les coûts pour les acheteurs d'une première habitation et créera des emplois bien rémunérés.

Qui plus est, comme je siège à la Chambre depuis longtemps, je peux dire aux députés qu'au cours des dernières décennies, pas un seul dollar n'a été investi dans les immobilisations dans le domaine de la santé. Or, le budget prévoit 5 milliards de dollars pour les infrastructures liées à la santé. Que je sois à Surrey, en Colombie-Britannique, ou en déplacement à Edmonton, je constate que les gens cherchent des infrastructures hospitalières. Ce fonds aidera non seulement les habitants de Surrey, mais toute la population d'un océan à l'autre.

Combinés, ces investissements renforceront notre économie et amélioreront la qualité de vie des Canadiens dans toutes les régions du pays.

Le budget est également axé sur l'efficacité et la reddition de comptes. Grâce à un examen exhaustif des dépenses, l'État économisera 60 milliards de dollars sur 5 ans en allégeant les formalités administratives et en modernisant son fonctionnement. N'est-ce pas ce que recherchent les conservateurs? Je pense que c'est ce qu'ils recherchent. Les économies de 60 milliards de dollars sont écrites noir sur blanc.

● (1705)

Ce faisant, nous passons d'un modèle de croissance sans fin des dépenses de fonctionnement à un modèle d'investissements stratégiques, où chaque dollar est consacré à des projets qui accroissent la productivité, la capacité concurrentielle et la résilience. D'ici 2028-2029, notre objectif sera d'équilibrer les dépenses courantes et les revenus tout en maintenant un modeste déficit entièrement rattaché à des investissements à long terme qui stimuleront l'économie.

Quatre grands objectifs orientent la vision du budget de 2025

Premièrement, il faut exploiter nos forces et prendre conscience que le Canada possède ce dont le monde a besoin: énergie propre et énergie conventionnelle, minéraux critiques, technologies de pointe et main-d'œuvre hautement scolarisée. Nous sommes une superpuissance en matière d'énergie et d'innovation, et nous investissons dans notre capacité à être des chefs de file dans ces deux domaines.

Le deuxième objectif consiste à bâtir notre nation. Nous mènerons à bien de grands projets qui viendront établir des liens entre les régions, qui créeront des emplois bien rémunérés et qui soutiendront des industries canadiennes comme celles de l'acier et du bois d'œuvre résineux. L'agence Maisons Canada est un exemple des mesures que nous prenons pour favoriser une croissance dont les Canadiens constateront les retombées concrètes, au quotidien.

Le troisième objectif, c'est d'unifier notre économie. Grâce à la Loi sur l'unité de l'économie canadienne, nous ferons tomber les obstacles au commerce intérieur, nous créerons des débouchés pour les travailleurs et les entreprises, et nous veillerons à ce que les communautés autochtones soient des partenaires à part entière de la croissance du Canada.

Le quatrième objectif consiste à diversifier les échanges commerciaux. Nous irons au-delà des marchés traditionnels pour établir un réseau de partenaires flexible et résilient. Grâce à des initiatives comme la stratégie de diversification commerciale et d'autres grands projets, le Canada renforcera ses corridors commerciaux, ouvrira de nouveaux marchés et bâtira une économie d'exportation résiliente.

Bien qu'il s'agisse là d'objectifs nationaux, les résultats se feront sentir plus directement à l'échelle locale. Dans des collectivités comme Surrey Newton ou Richmond-Centre—Marpole, c'est important. Surrey est l'une des villes qui connaissent la croissance la plus rapide au Canada: on y trouve des perspectives d'avenir, de la diversité et un esprit d'entreprise. Les infrastructures doivent donc évoluer au même rythme. Nous avons besoin de parcs, de transports en commun et d'espaces communautaires qui améliorent la qualité de vie des habitants. Tout à l'heure, le député de Richmond-Centre—Marpole a dit que les villes n'ont pas besoin qu'on investisse dans les parcs et dans les sports. C'est inacceptable.

Les maires des villes nous remercient pour les mesures que nous prenons dans le budget. C'est pourquoi je suis particulièrement fier que le budget de 2025 comprenne un soutien fédéral pour la modernisation du parc d'athlétisme de Newton. Cet investissement permettra de construire de nouveaux terrains de gazon artificiel, des aires de pratique, des courts de tennis et des sentiers. Les familles et les jeunes de Surrey Newton disposeront ainsi d'espaces récréatifs sécuritaires, accessibles et modernes.

Et ce n'est pas fini. En fait, dans toute la Colombie-Britannique, la communauté philippine milite depuis longtemps pour obtenir son centre communautaire. Quand ils m'ont rencontré, j'ai demandé conseil au député de Winnipeg-Nord, car il est très impliqué dans la communauté philippine. En fait, il a fortement insisté sur la nécessité de réaliser un tel projet, ce qui a été fait: le centre culturel et communautaire philippin de la région métropolitaine de Vancouver, en Colombie-Britannique, est maintenant une réalité. C'est ce que notre gouvernement fait et continuera de faire.

La liste est longue. En fait, White Rock, la circonscription voisine de la mienne, aura également droit à une jetée. Ce sont là des investissements communautaires qui font la différence dans la vie quotidienne des gens: des espaces où les enfants peuvent jouer, où

les familles peuvent se réunir et où les nouveaux arrivants peuvent se sentir intégrés à la collectivité.

● (1710)

C'est l'objectif du budget: bâtir un Canada plus fort, non seulement grâce à des politiques nationales, mais aussi grâce à des mesures locales. Le budget de 2025 renforce également la sécurité des collectivités, un enjeu qui tient à cœur aux habitants de Surrey Newton. Nous investissons dans l'embauche de 1 000 nouveaux agents de la GRC et de 1 000 nouveaux agents de l'Agence des services frontaliers du Canada, dont 150 seront affectés uniquement à la lutte contre les crimes financiers.

Voilà le genre d'investissements dont nous avons besoin. Je demande donc à tous les députés, qu'ils soient conservateurs, bloquistes, néo-démocrates ou verts, d'appuyer ce budget et...

● (1715)

Le vice-président adjoint (John Nater): Comme il est 17 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ le sous-amendement dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur le sous-amendement.

Si un député participant en personne désire que le sous-amendement soit adopté ou adopté avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Blaine Calkins: Monsieur le Président, nous demandons un vote par appel nominal.

Le vice-président adjoint (John Nater): Convoquez les députés.

Après l'appel de la sonnerie:

● (1745)

Le Président: Le vote porte sur le sous-amendement.

Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture du sous-amendement.]

● (1800)

(Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 48)

POUR

Députés

Aboultiaf
Albas
Anderson
Arnold
Baber
Baldinelli
Barrett

Berthold
Bezan
Bonk
Bragdon
Brock
Caputo
Cobena
Cooper
Dancho
Davies (Niagara South)

Aitchison
Allison
Anstey
Au
Bailey
Barlow
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)
Bexte
Block
Borrelli
Brassard
Calkins
Chambers
Cody
Dalton
Davidson
Dawson

Le budget

Deltell
Diotte
Dowdall
Epp
Falk (Provencher)
Généreux
Gill (Calgary Skyview)
Gill (Calgary McKnight)
Gill (Abbotsford—South Langley)
Godin
Groleau
Gunn
Hardy
Hoback
Jackson
Jivani
Khanna
Kirkland
Konanz
Kramp-Neuman
Kuruc
Lake
Lawrence
Lefebvre
Lewis (Essex)
Lloyd
Ma
Majumdar

Mantle
Mazier
McKenzie
Melillo
Moore
Morrison
Muys
Patzner
Poilievre
Reid
Reynolds
Roberts
Ross
Ruff
Schmale
Shipley
Steinley
Strahl
Thomas
Tolmie
Van Popta
Viersen
Wagantall
Wagh
Zimmer — 139

DeRidder
Doherty
Duncan
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)
Gallant
Genuis
Gill (Brampton West)
Gill (Windsor West)
Gladu
Gourde
Guglielmin
Hallan
Ho
Holman
Jansen
Kelly
Kibble
Kmicc
Kram
Kronis
Kusie
Lantsman
Lawton
Leslie
Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lobb
Mahal
Malette (Kapusasing—Timmins—Mushkego-
wuk)
Martel
McCauley
McLean (Calgary Centre)
Menegakis
Morin
Mutz
Nater
Paul-Hus
Redekopp
Rempel Garner
Richards
Rood
Rowe
Scheer
Seebach
Small
Stevenson
Strauss
Tochor
Uppal
Vien
Vis
Warkentin
Williamson

Clark
Cormier
Dabrusin
Danko
DeBellefeuille
Deschênes
Desrochers
Dhillon
Duclos
Dzerowicz
Ehsassi
Erskine-Smith
Fancy
Fergus
Fonseca
Fortin
Fraser
Fry
Gaheer
Garon
Gaudreau
Gerretsen

Gould
Greaves
Guilbeault
Hajdu
Harrison
Hirtle
Hogan
Hussen
Idlout
Johns
Joseph
Kelloway
Klassen
Lalonde
Lamoureux
Lapointe (Sudbury)
Lattanzio
Lavack
LeBlanc
Lemire
Long
MacDonald (Malpeque)
MacKinnon (Gatineau)
Maloney
McGuinty
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)
Ménard
Michel
Miller
Morrissey
Naqvi
Nguyen
Normandin
Oliphant
O'Rourke
Perron
Plamondon
Provost
Rana
Rochefort
Royer
Saini
Sari
Sawatzky
Sgro

Connors
Coteau
Dandurand
Davies (Vancouver Kingsway)
d'Entremont
Deschênes-Thériault
Dhaliwal
Diab
Duguid
Earle
El-Khoury
Eyolfson
Fanjoy
Fisher
Fortier
Fragiskatos
Freeland
Fuhr
Gahey
Gasparro
Gazan
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassi-
nan)
Grant
Guay
Gull-Masty
Hanley
Hepfner
Hodgson
Housefather
Iacono
Jaczek
Joly
Kayabaga
Khalid
Koutrakis
Lambropoulos
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)
Larouche
Lauzon
Lavoie
Leitão
Lightbound
Louis (Kitchener—Conestoga)
MacDonald (Cardigan)
Malette (Bay of Quinte)
May
McKelvie
McKnight
McPherson
Mendès
Miedema
Mingarelli
Myles
Nathan
Noormohamed
Ntumba
Olszewski
Osborne
Petitpas Taylor
Powlowski
Ramsay
Robertson
Romanado
Sahota
Sarai
Savard-Tremblay
Schiefke
Sheehan

CONTRE

Députés

Acan
Ali
Anand
Auguste
Baker
Barsalou-Duval
Beaulieu
Belanger (Desnethé—Mississippi—Churchill Ri-
ver)
Bittle
Blanchet
Blois
Boulerice
Brunelle-Duceppe
Carr
Chagger
Champoux
Chartrand
Chen
Chi

Al Soud
Alty
Anandasangaree
Bains
Bardeesy
Battiste
Beech
Bendayan

Blair
Blanchette-Joncas
Bonin
Brière
Carney
Casey
Champagne
Chang
Chatel
Chenette
Church

Sidhu (Brampton East)
Simard
Solomon
Ste-Marie
Sudds
Thériault
Turnbull
van Koeverden
Villeneuve
Weiler
Yip
Zerucelli

Sidhu (Brampton South)
Sodhi
Sousa
St-Pierre
Tesser Derksen
Thompson
Valdez
Vandenbeld
Watchorn
Wilkinson
Zahid
Zuberi — 198

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare le sous-amendement rejeté.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

• (1805)

[Traduction]

LOI SUR LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES CÔTES

Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.) propose que le projet de loi C-244, Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

— Monsieur le Président, je suis l'un des 5,5 millions de Canadiens qui ont le privilège de vivre sur les côtes canadiennes. Je sais donc que ce n'est pas seulement l'endroit où nous vivons, c'est aussi une partie intrinsèque de notre identité, depuis l'apprentissage du cycle de vie du saumon dans notre enfance jusqu'à la pêche dans les rivières et les océans, sans oublier l'incroyable sensation que procure l'observation d'une baleine dans son milieu naturel. La côte rassemble les résidents et les visiteurs, stimule notre économie et nous nourrit.

Aujourd'hui, ces mêmes côtes sont soumises à des pressions croissantes qui découlent de la pollution marine et des bateaux abandonnés. Les habitants des zones côtières constatent ces répercussions chaque jour. Ils ont écrit des lettres, lancé des pétitions et rencontré tous les ordres de gouvernement pour leur dire la même chose: nos lois et nos politiques sont tout simplement inefficaces. Ils veulent que nous agissions. Ils savent que nos océans sont des biens communs, mais ce ne sont pas des dépotoirs publics. Ces habitants sont frustrés parce qu'ils voient ce qui se passe lorsque les gouvernements interviennent trop tard, lorsqu'un navire coule, que du carburant fuit et que la collectivité doit assumer le coût d'un problème qui aurait dû être évité. C'est pourquoi je suis honoré de prendre la parole aujourd'hui pour présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, c'est-à-dire le projet de loi C-244, Loi sur la lutte contre la pollution des côtes.

La mesure législative renforce la capacité du Canada à prévenir la pollution marine et à réagir à celle-ci, en comblant deux lacunes importantes de nos lois. Premièrement, elle précise que l'immersion en mer est une infraction de responsabilité stricte en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Deuxièmement, elle modifie la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux afin d'interdire le transfert de navires à des personnes dont le vendeur sait qu'elles n'ont pas les moyens de les entretenir ou d'en disposer en toute sécurité. Ensemble, ces deux mesures dé-

Affaires émanant des députés

courageront les comportements irresponsables qui mettent en danger nos côtes et garantiront que ceux qui polluent nos océans ont la responsabilité de nettoyer leurs déchets, et non le public.

Ces modifications tiennent compte des défis quotidiens auxquels font face les localités côtières, en particulier en Colombie-Britannique. Les habitants des régions côtières constatent les effets cumulatifs de la pollution marine, des navires abandonnés et des infrastructures qui tombent en ruine.

Nulle part cette situation n'est plus apparente que dans la région de la baie Porpoise, où des résidents de longue date, comme Angelia, ont vu ce déclin se produire au cours de leur vie. Angelia a passé son enfance à se baigner et à ramasser des palourdes avec sa famille, mais aujourd'hui, elle ne croit pas qu'elle retournera un jour se baigner au même endroit. La baie, où jouent maintenant les petits-enfants de sa voisine, est jonchée de bateaux abandonnés et de débris flottants qui libèrent du pétrole, du carburant et des déchets dans l'eau. L'eau de cette anse, qui était autrefois propre et claire, est maintenant embrouillée et contaminée par la pollution et les déchets provenant de navires en ruine. Les enfants qui passaient leurs fins de semaine à chercher des coquillages passent maintenant leur temps à ramasser le plastique et les morceaux de mousse qui s'échouent sur la rive.

Elaine, quant à elle, est la propriétaire d'un petit gîte touristique riverain qui a déjà été présenté dans le *New York Times* comme une des escapades côtières les plus pittoresques du Canada. Pour elle, la pollution dans la baie est devenue un enjeu économique autant qu'un enjeu environnemental. Les clients ne voient plus une baie immaculée; ils voient une flottille de navires abandonnés et des structures improvisées. La situation nuit au tourisme ainsi qu'à toutes les entreprises de la région qui en dépendent.

Lorsque les gouvernements tardent à agir, des gens comme Don McKenzie, un exploitant de marina âgé de 90 ans, prennent les choses en main. M. McKenzie a passé des années à pomper l'eau, à ses frais, d'embarcations en train de couler parce qu'il sait qu'une fois qu'une embarcation a sombré, il en coûte 10 fois plus cher pour s'en occuper. Au bout du compte, ce sont les contribuables qui paient la note. Je remercie Don McKenzie de tout ce qu'il fait.

Il n'y a pas que les bâtiments abandonnés qui sont source de pollution marine. Le long de la côte, de la mousse de polystyrène en provenance de quais et d'installations d'aquaculture délabrés se désagrège en milliers de petits fragments qui se répandent sur les plages et dans des habitats fragiles.

Des groupes communautaires comme la West Vancouver Shoreline Preservation Society, l'Âtl'ka7tsem/Howe Sound Marine Stewardship Initiative et la Sunshine Coast Conservation Association, ainsi que leurs bénévoles consacrent d'innombrables heures à ramasser des choses que des lois plus strictes auraient pu dès le départ empêcher de se répandre dans l'océan. Le nettoyage des côtes de la Colombie-Britannique peut coûter des milliers de dollars le kilomètre, et ce ne sont pas les pollueurs qui paient la note, mais plutôt les bénévoles et les résidents des environs.

Il ne s'agit pas là de contrariétés ponctuelles, mais bien des symptômes d'un système qui bouge seulement après que le mal a été fait. Alors que des collectivités comme Gibsons, Sechelt et Bowen Island constatent les conséquences de près, les mêmes lacunes juridiques sont évidentes à plus grande échelle. Lorsque la pollution atteint l'océan, ses effets se font sentir bien au-delà d'une baie ou d'un port.

Affaires émanant des députés

La Loi canadienne sur la protection de l'environnement est la loi environnementale la plus importante au Canada. Elle protège les gens et l'environnement contre les substances toxiques. Or, compte tenu de l'interprétation que les tribunaux ont faite de ses dispositions sur l'immersion de déchets en milieu marin, seuls les rejets intentionnels dans l'océan sont désormais interdits. Autrement dit, même si des actes de négligence, des omissions ou un entretien déficient entraînent des déversements dans l'océan, les particuliers ou les entreprises en cause peuvent s'en laver les mains.

● (1810)

La marée noire provoquée par le *Marathassa* en 2015 dans la baie English de Vancouver en est un exemple flagrant. Ce vraquier nouvellement construit a déversé plus de 2 700 litres de combustible de soute dans l'océan qui ont recouvert les plages, la faune marine et les habitats côtiers à proximité. Les coûts de nettoyage se sont chiffrés en millions de dollars. Il a fallu plusieurs semaines et la participation de bénévoles, des municipalités, des Premières Nations et de la Garde côtière. Même après tous ces efforts, nous savons que le pétrole déversé continue d'avoir un impact à long terme.

Bien qu'ils aient déversé du pétrole dans la baie pendant plusieurs jours, les propriétaires du navire ont finalement été acquittés de toutes les accusations. Cette affaire a révélé une faille critique. Il appartenait à la Couronne de prouver l'intention plutôt qu'au pollueur de démontrer le caractère responsable de sa conduite.

La Loi sur la lutte contre la pollution des côtes viendrait corriger ce déséquilibre. Elle établirait un cadre de responsabilité stricte qui transférerait la charge de la preuve de la Couronne au pollueur. Selon ce modèle, si un navire rejette des polluants dans le milieu marin, le propriétaire ou l'exploitant doit prouver qu'il a pris toutes les mesures appropriées pour empêcher cela. Il doit faire ce qu'une personne raisonnable ferait dans la même situation et simplement agir de manière responsable. Cela a toujours été l'intention de la loi et le projet de loi apporte des précisions à cet égard.

L'idée n'est pas de criminaliser les accidents. L'idée consiste à obliger les personnes et les entreprises qui mènent des activités dans nos eaux à respecter les normes les plus élevées, conformément à nos attentes à leur égard. Le projet de loi encouragerait un meilleur entretien, l'adoption de meilleurs protocoles de sécurité et une meilleure planification, ce qui permettra à la fois de réaliser des économies et de protéger les océans. En faisant reposer la responsabilité au bon endroit, c'est-à-dire sur les épaules des responsables des bâtiments qui risquent de causer des dommages, la Loi sur la lutte contre la pollution des côtes ferait de la prévention la règle plutôt que l'exception.

La Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux, adoptée en 2019, était un pas important dans la bonne direction. Cette loi a érigé en infraction le fait d'abandonner un bâtiment au lieu d'en disposer adéquatement. Incroyablement, avant l'adoption de cette loi, rien n'interdisait cela.

La création de cette nouvelle interdiction d'abandonner un bâtiment a incité les gens à éviter cette pratique. Certains propriétaires de bâtiment tentent maintenant de se soustraire à leur responsabilité en transférant leur bateau, habituellement à la fin de sa vie utile, à des personnes qu'ils savent incapables de l'entretenir. Ces transferts sont faciles à déceler. Des résidents m'ont fait parvenir des captures d'écran de petites annonces en ligne sur des plateformes telles que Craigslist où l'on offre un bateau pour 1 \$ ou gratuitement. Dans

certains cas, on trouve sur ces mêmes sites Web des annonces pour « mouillage isolé » ou « amarrage sur flotteurs de fortune », invitant d'autres gens à vivre sur l'eau sans installations adéquates, sans ordre, ni autorisation, ni surveillance.

Certains pourraient se demander qui accepterait volontairement ce type de responsabilité. Trop souvent, ce sont les personnes les plus vulnérables de notre société, comme les sans-abri qui cherchent simplement un toit pour s'abriter. Elles ont des préoccupations plus immédiates que le coût de la mise au rebut adéquate d'un bateau.

Certains pourraient se demander pourquoi cela pose problème. Ces embarcations ne sont souvent pas en état de naviguer et risquent de couler. À Porpoise Bay, ce danger est devenu réalité lorsqu'un homme qui vivait sur un bateau inapte à la navigation a perdu la vie en tentant de rejoindre la côte à bord d'un petit canot pneumatique. Au-delà du danger pour la vie humaine, ces bateaux constituent un risque permanent pour la navigation et augmentent le risque de déversement de déchets dans les eaux côtières, facteurs qui dégradent la qualité de l'eau dans la région environnante.

En discutant avec des organisations telles que la Coastal Restoration Society, qui a retiré plus de 100 navires abandonnés des côtes de la Colombie-Britannique depuis 2017, j'ai pu constater par moi-même à quel point il est coûteux de retirer ces navires une fois qu'ils ont coulé. Le retrait en toute sécurité d'un seul navire en bois de 45 pieds peut coûter jusqu'à 40 000 \$, un coût que les petites autorités portuaires et les propriétaires de bateaux ne peuvent tout simplement pas se permettre, et le prix est souvent plus élevé. En l'absence d'options de mise au rebut accessibles, de nombreux navires sont dépouillés de leurs pièces, puis laissés à l'abandon dans l'eau, où ils se détériorent et rejettent des polluants dans l'écosystème environnant.

Le projet de loi sur la lutte contre la pollution des côtes comble une lacune importante. Il interdirait le transfert d'un bâtiment à toute personne dont le vendeur sait qu'elle n'a pas les moyens de l'entretenir en toute sécurité, en plus de garantir que la responsabilité accompagne le bâtiment tout au long de son cycle de vie. Ainsi, on ne pourrait pas transférer sa propriété pour se soustraire à sa responsabilité.

Le projet de loi sur la lutte contre la pollution des côtes s'appuierait sur les progrès déjà réalisés par le Canada en matière de protection des océans. Il renforcerait les outils existants plutôt que d'en créer des nouveaux. Grâce au Plan de protection des océans, nous avons amélioré les interventions en cas de déversement et la restauration des habitats. De plus, nous avons fourni des fonds pour retirer les bateaux coulés dans le cadre du Programme de bateaux abandonnés.

● (1815)

Le projet de loi vise à prendre les devants pour régler le problème à moindre coût. Une telle démarche ne réussira que si les lois qui la sous-tendent peuvent être appliquées. C'est ce que ferait la loi sur la lutte contre la pollution des côtes: elle permettrait de veiller à ce que la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux fonctionnent efficacement. Il ne s'agit pas d'une réforme radicale, mais d'une solution pratique qui protégerait les eaux et qui avantagerait les contribuables.

La protection des océans n'est pas seulement un devoir national; c'est une responsabilité partagée par tous les ordres de gouvernement. À l'heure actuelle, la responsabilité à l'égard des épaves et des bâtiments abandonnés est éparpillée. Transports Canada supervise la sécurité de la navigation, le ministère des Pêches et des Océans gère les ports pour petits bateaux, Environnement et Changement climatique Canada intervient en cas de pollution et la Garde côtière intervient en cas d'urgence. Les provinces sont responsables des fonds marins côtiers et des rivages, tandis que les municipalités doivent gérer les répercussions de la pollution à l'intérieur de leur territoire.

Comme aucun organisme n'est clairement responsable de la prévention de la pollution et de l'application de la loi, tout le monde finit trop souvent par pointer les autres du doigt. Des collectivités comme Sechelt savent ce qui passe lorsque cette approche fragmentée échoue: la pollution s'aggrave, des bâtiments coulent et les collectivités côtières et les contribuables en paient le prix. Le projet de loi sur la lutte contre la pollution des côtes vise à mettre fin à ce cycle. Il met l'accent sur la prévention pour que la responsabilité ne puisse pas être transférée d'un propriétaire, d'une administration ou d'un ministère à un autre.

Il y a déjà eu un leadership fort de la part d'organisations locales et de bénévoles qui se mobilisent pour faire le travail qui ne devrait pas leur incomber. Des groupes comme la Dead Boats Disposal Society montrent que les Canadiens sont prêts à agir. Ils ont besoin que le gouvernement fédéral les soutienne en leur fournissant les bons outils.

Je dirais aussi que la question n'est pas partisane. Dans son rapport bipartite sur les bateaux délaissés et abandonnés, le Comité permanent des pêches et des océans a formulé d'importantes recommandations pour régler le problème, y compris des suggestions réfléchies dans le rapport supplémentaire des conservateurs. Je tiens à saluer le député de Kamloops—Shuswap—Central Rockies, porte-parole du Parti conservateur en matière de pêches, pour son travail dans ce domaine et, en particulier, pour la recommandation à laquelle je souscris entièrement et que le gouvernement devrait adopter: obliger les vendeurs de bateaux plutôt que les acheteurs de bateaux à enregistrer le transfert des bateaux.

Je tiens également à remercier le député de Courtenay—Alberni d'avoir appuyé le projet de loi et de militer depuis longtemps pour régler le problème des bateaux abandonnés, qui est un vrai fléau dans sa circonscription.

Le cadre de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux n'existerait pas si l'ancienne ministre des Pêches, Bernadette Jordan, n'avait pas présenté son projet de loi d'initiative parlementaire. Plus près de chez nous, l'ancien député de ma circonscription, John Weston, défend également cette cause depuis longtemps.

Nous sommes tous soucieux de la propreté des côtes, et nous savons qu'à lui seul, le projet de loi ne résoudra pas le problème. Nous avons besoin d'un système de registre des navires plus moderne afin de pouvoir identifier aisément leurs propriétaires, et nous avons besoin de trouver une source de financement suffisante et durable par l'intermédiaire du Fonds d'assainissement des bâtiments pour pouvoir retirer et éliminer les navires dont nous ne pouvons identifier les propriétaires. Ces deux règlements auraient dû être élaborés depuis longtemps, et j'exhorte le gouvernement à agir de toute urgence pour les achever.

Affaires émanant des députés

De plus, sur la côte Ouest, il n'y a toujours pas d'installation réservée au démantèlement ou au recyclage des navires en fin de vie. Nous devons changer cela. Nous devons permettre aux propriétaires de se débarrasser de leurs bateaux facilement et à un coût abordable. En associant cela à une réforme législative, nous pourrions apporter un changement durable et nous attaquer aux causes profondes de la pollution marine plutôt qu'à ses symptômes, beaucoup plus coûteux à traiter.

En conclusion, j'aimerais ajouter qu'un récent sondage réalisé par Glacier Media révèle que près de 97 % des répondants sont favorables à une réglementation plus stricte en matière d'immersion en mer et de navires abandonnés. La Loi sur la lutte contre la pollution des côtes répondrait exactement à ce besoin. J'invite donc tous les députés à appuyer cette mesure pragmatique, à se ranger aux côtés des communautés côtières, à honorer les personnes qui réclament des mesures depuis des années et à veiller à ce que nos océans restent propres, sains et productifs pour les générations à venir.

● (1820)

Jeff Kibble (Cowichan—Malahat—Langford, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de se préoccuper de l'environnement et des navires abandonnés sur les côtes de la Colombie-Britannique, ainsi que d'avoir souligné, pour citer le député d'en face, que le gouvernement « tarde à agir ».

Il y a eu une explosion du nombre de navires abandonnés qui, s'ils étaient auparavant de simples bateaux hors d'usage, sont maintenant convertis en petites communes où vivent des gens. C'est en effet le reflet d'une économie chancelante. C'est vrai qu'il y a un problème.

Le député d'en face a indiqué que le projet de loi transférerait la responsabilité au vendeur et que ce dernier serait responsable du bateau et des actes du nouveau propriétaire. Le député d'en face pourrait-il expliquer à quoi s'exposerait le vendeur, à qui la responsabilité incomberait, à partir du moment où un nouveau propriétaire prendrait ce bateau? S'agirait-il seulement des répercussions environnementales ou d'autres répercussions également?

L'exemple que j'aimerais donner est celui de la vente d'une voiture. Une fois immatriculée au nom du nouveau propriétaire, ce dernier devrait assumer les responsabilités...

Le vice-président: Le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country a la parole.

Patrick Weiler: Monsieur le Président, c'est une question importante. Avec les changements proposés dans le projet de loi, le vendeur aurait l'obligation de prendre des mesures pour s'assurer qu'il ne vend pas son bateau à quelqu'un qui, à sa connaissance, n'a pas les moyens de l'entretenir ou d'en disposer adéquatement. Il y a de nombreuses façons d'y parvenir, notamment en étant honnête à propos de l'état du bateau et en veillant à ce que le vendeur puisse également fournir par écrit des renseignements sur son mode d'entretien. C'est une façon de remédier à la lacune que j'ai mentionnée. Par la suite, le vendeur du bateau n'aurait aucune autre responsabilité, car, bien sûr, que pourrait-il faire à ce stade?

Comme je l'ai dit, l'objectif est de combler une lacune importante qui a été créée lorsque nous avons interdit l'abandon d'un bateau. C'est quelque chose que nous devons faire pour corriger la lacune en question.

*Affaires émanant des députés**[Français]*

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon confrère de son travail, de son exposé. C'est un projet de loi sur lequel nous allons en effet pouvoir travailler de façon transpartisane.

Ma question porte sur un des articles. Il y a quatre articles dans le projet de loi; c'est assez précis et ciblé. Il y en a un qui vient modifier la Loi canadienne sur la protection de l'environnement pour interdire non seulement à une personne de procéder à l'immersion de substance, qui peut vouloir dire de couler des bateaux, par exemple, mais aussi « ou de permettre à quiconque de procéder à l'immersion ».

Quel est l'objectif derrière cet ajout à cette loi?

Patrick Weiler: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. J'aime travailler avec lui au Comité permanent des pêches et océans.

Cette modification vise à corriger un problème créé par une décision judiciaire. La pénalité et l'interdiction ont toujours été conçues comme une infraction de responsabilité stricte. La cour a interprété la loi d'une manière qui a modifié son application. Grâce à cette modification, nous revenons à l'intention initiale: tout acte commis délibérément ou par négligence sera désormais prohibé.

• (1825)

[Traduction]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, les populations côtières de tout le Canada constatent trop souvent les effets de la pollution et les dangers que représentent les navires échoués et abandonnés. Le projet de loi aurait des retombées positives de chez moi, sur la côte atlantique, jusque chez lui, sur la côte Ouest.

J'aimerais connaître la réaction des populations côtières, en particulier celles de sa province, la Colombie-Britannique, aux mesures proposées dans le projet de loi.

Patrick Weiler: Monsieur le Président, j'ai mentionné dans mon discours que cette question relevait de la compétence de plusieurs ordres de gouvernement. La province a également pris certaines mesures pour lutter contre la pollution marine. C'est un domaine dans lequel nous pouvons vraiment collaborer. Nous sommes tous conscients qu'il s'agit d'un problème. Si le problème se situe dans l'eau, il relève généralement de la compétence du gouvernement fédéral. Quand il touche les côtes, c'est la compétence provinciale qui entre en jeu. Nous devons travailler en étroite collaboration.

Il s'agit d'anticiper ces problèmes et d'empêcher qu'ils ne s'aggravent en évitant que de plus en plus de navires soient abandonnés en mer. Il s'agit également de veiller à ce que les personnes et les entreprises responsables de la pollution marine soient tenues de rendre des comptes.

Tous les pouvoirs publics et tous les députés devraient pouvoir s'accorder sur ce point, car il s'agit d'une valeur fondamentale, celle de la responsabilité individuelle, et de la garantie que le pollueur paie pour ses actes.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face d'avoir présenté le projet de loi C-244, qui modifie la Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999 et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux.

Je viens du village de Kitamaat, qui se trouve au bout du chenal marin de Douglas, sur la côte ouest de la Colombie-Britannique. J'ai grandi dans un milieu où il y avait des activités maritimes, de la chasse et de la pêche, mais il n'y avait pas d'activités récréatives. Nous avons un port privé depuis 70 ans, mais à part les navires de l'industrie des pâtes et papiers, les navires de l'industrie de l'aluminium qui transportent de la bauxite et du minerai et les navires qui transportent du méthanol, nous ne voyons pas vraiment d'activités maritimes, et nous n'y contribuons même pas, d'ailleurs.

Dans notre petite communauté des Premières Nations, nous avons tenté de nous occuper non seulement des navires abandonnés qui ont coulé, mais aussi des mesures dont le député vient de parler, comme les interventions en cas de déversement. Nous nous sommes aussi penchés de plus près sur la dégradation de la qualité de l'air, du sol et de l'eau causée par l'industrie. Plus on se penchait sur la question, à partir des années 1970, plus on se rendait compte que les cadres réglementaires et législatifs ne respectaient pas certains engagements. On ne respectait pas vraiment les limites imposées par les permis et les organismes de réglementation, que ce soit à l'échelle du pays ou en Colombie-Britannique.

En fait, lorsque nous sommes arrivés à la consultation en 2003, nous nous sommes rendu compte que les permis étaient essentiellement faits de règles que les entreprises pouvaient enfreindre. Si une entreprise ne pouvait pas respecter les limites imposées par un permis, ces limites étaient élargies. Nous nous sommes battus vigoureusement pour que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral respectent les exigences fixées dans les règlements et les permis. Nous n'avons réussi que dans certains cas.

Ce n'est que lorsque nous avons commencé à participer pleinement aux évaluations environnementales menées par les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique que nous avons compris que nous pouvions faire d'une pierre deux coups: nous pouvions rehausser les normes de protection environnementale concernant l'eau, les terres et l'air, non seulement dans le cadre du processus d'évaluation environnementale, mais aussi pour les permis existants.

À l'heure actuelle, notre petite collectivité est encore confrontée aux problèmes que posent les navires qui coulent non seulement dans le chenal marin de Douglas, mais aussi aux quais de la communauté. Le quai dont nous parlons dans mon village appartient en fait au gouvernement fédéral en vertu de la loi sur les petits ports. Nous pensions vraiment que la réglementation existante nous aiderait non seulement à empêcher que des navires coulent, mais aussi à remédier à la situation en faisant en sorte que ces navires cessent de polluer nos eaux. Ce ne fut pas le cas.

Lorsque nous examinons certains des processus existants, comme le Plan de protection des océans dont le député a parlé, les 300 millions de dollars qui y étaient destinés ont permis, à ce jour, de retirer 791 navires afin d'enlever ce facteur polluant de notre milieu marin. Toutefois, sur la liste du ministère des Pêches et des Océans, il y a encore 1 355 navires abandonnés qui attendent d'être retirés. Nous avons encore beaucoup à faire. Lorsqu'on y pense et qu'on fait les calculs, avec plus de 300 millions de dollars consacrés à ces navires, nous devons trouver une meilleure façon de mettre en œuvre et d'appliquer les règlements existants. Nous devons rendre leur application plus facile.

Je suis d'accord avec le député pour dire qu'il faut un effort coordonné entre les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral, les municipalités et les Premières Nations, qui sont accablées par les coûts et la pollution dont nous parlons. Ce sont les Premières Nations comme ma bande qui sont aux prises avec ces coûts et qui tentent de trouver des solutions. Nous avons eu les mêmes problèmes que ceux dont le député a parlé. Nous avons du mal à retrouver les propriétaires pour tenter de récupérer une partie des coûts que le conseil de bande payait.

● (1830)

À l'époque, le conseil de bande n'avait pas d'argent. Notre communauté était fauchée. Nous tentions de trouver un moyen, dans le cadre de l'accord conclu au titre de la Loi sur les Indiens, de trouver les fonds requis pour régler le problème de ces bâtiments abandonnés, non seulement pour les retirer des eaux, mais aussi pour procéder au nettoyage. Ce n'est pas une mince affaire sans argent. La plupart du temps, nous avons dû laisser ces bâtiments à quai jusqu'à ce que nous puissions trouver un moyen d'atténuer les risques, sans parler de nettoyer les dégâts.

L'objectif du projet de loi est bon. Les Autochtones et les non-Autochtones veulent tous un environnement plus propre, qu'il soit terrestre ou marin. En fait, le bilan des 20 dernières années des revendications de ma communauté le prouve dans tous les dossiers, qu'il s'agisse de déchets ou de déversements en milieu marin. Dès les tout débuts de la prospection pétrolière et gazière, dans le cadre des propositions qui touchaient notre territoire, nous avons tenté d'être inclus dans les interventions en cas de déversement. Nous voulions être des partenaires du Canada et de la Colombie-Britannique pour être les premiers intervenants en cas de déversement, qu'ils soient causés par des activités industrielles ou résidentielles, y compris sur les routes, ou encore les déversements des eaux usées.

Les eaux usées sont un gros problème sur la côte ouest de la Colombie-Britannique. La ville de Prince Rupert, par exemple, supplie les gouvernements provincial et fédéral de l'aider parce que ses eaux usées ne font pas l'objet d'un traitement primaire. Elles sont directement versées dans l'océan. La ville est menacée d'amendes par le gouvernement provincial. En même temps, elle n'a pas les fonds nécessaires pour fournir de l'eau potable à ses citoyens. Elle est dans une situation très difficile.

J'ai grandi sur l'eau. J'ai acheté des bateaux, pour moi ainsi que pour des amis et des membres de ma famille. Je trouve intéressant le concept d'imposer au vendeur d'un bateau la responsabilité de vérifier que l'acheteur éventuel a la capacité et l'intention de s'occuper de ce bateau, et qu'il a les ressources pour le faire.

Je ne sais pas comment il faudrait s'y prendre. Faudrait-il interviewer les acheteurs, ou vérifier leur cote de crédit ou leur compte bancaire? Je ne sais pas comment un acheteur pourrait s'assurer que le nouveau propriétaire puisse entretenir le bateau. On ne fait rien de tel pour les véhicules ou quoi que ce soit d'autre. Il sera intéressant de voir comment le gouvernement ou l'organisme de réglementation s'assurera que cela se produit. J'entrevois un fouillis juridique et des poursuites judiciaires. À moins que le règlement contienne des dispositions qui indiqueraient plus tard les mesures que le vendeur devrait prendre pour s'assurer que l'acheteur ne fait pas preuve d'insouciance.

Soit dit en passant, beaucoup de bateaux achetés au Canada proviennent des États-Unis, ce qui pose différents problèmes. Il y a dé-

Affaires émanant des députés

jà des règles différentes à suivre lorsqu'on achète un bateau provenant des États-Unis. Dorénavant, le vendeur aux États-Unis aurait des obligations lorsqu'il vendrait un bateau à une personne vivant au Canada, ce qui devient un problème complètement différent.

Le Canada est un vendeur de bateaux, tout comme la Colombie-Britannique. On procède surtout par ventes aux enchères d'articles excédentaires. Le Canada serait dans le même bateau...

● (1835)

Le vice-président: Nous reprenons le débat. Le député de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj a la parole.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon confrère de son projet de loi C-244, qui va nous permettre de traiter d'un sujet important.

Quand nous quittons la terre ferme et que nous prenons le large, le navire qui nous transporte nous emmène dans un autre environnement. En mer, c'est autre chose. L'horizon est tout autour, l'odeur est saline, le ciel prend toute sa place. Les bateaux sont une passerelle vers l'ailleurs. Cependant, ils ne sont pas éternels. Les bateaux s'usent, se brisent et parfois s'échouent et deviennent des épaves. Il arrive que des bateaux soient abandonnés.

Au Canada, il y a des milliers de bateaux abandonnés. Certains sont toujours à flot, amarrés comme des bateaux fantômes dans des ports. D'autres ont déjà coulé et sont devenus des épaves. Que fait-on alors de ces bateaux abandonnés? Ils posent un risque environnemental évident. Je me permets de raconter l'histoire du *Corfu Island*, qui se dérouta dans ma circonscription, aux magnifiques Îles-de-la-Madeleine, afin de donner une idée du sujet dont nous traitons aujourd'hui.

Le *SS Corfu Island* s'est échoué le 20 décembre 1963 sur la dune de l'Ouest de l'Île du Cap aux Meules, dans le secteur de L'Étang-du-Nord, avec à son bord 27 marins grecs. C'était en décembre et il y avait un blizzard intense. Grâce au courage, à l'ingéniosité et au désir d'aider des sauveteurs madelinots, on a évité ce qui aurait pu devenir une tragédie. À la fin, tous les matelots ont été secourus, mais le *Corfu Island* est devenu une épave remplie d'huile lourde.

En 1966, trois ans après le naufrage, une compagnie de Québec a acquis le contrat de démolition de la carcasse du *Corfu Island* pour l'envoyer à la ferraille. Cependant, l'exécution du contrat était difficile. La coque a refusé de glisser suffisamment et on a dû procéder au découpage de l'épave. Par contre, tout ce qu'on a pu faire, c'est découper ce qui était au-dessus de ce qui avait été ensablé. Une dizaine de pieds du navire demeurent donc toujours à ce jour dans la dune, aux Îles-de-la-Madeleine, sur un endroit qu'on appelle maintenant la plage du Corfu.

L'épave est soumise à l'ensablement et au désensablement, ce qui expose parfois des petites parties métalliques coupantes, et elle a récemment été à l'origine de fuites d'hydrocarbures. Deux de ces fuites ont eu lieu cet été, en août. Elles étaient de faible ampleur, d'environ 500 millilitres, mais quand même. Pour les gens des Îles, qui sont tellement amoureux de leur environnement, lorsqu'on voit de petites traînées d'hydrocarbures dans la mer, c'est inquiétant et ça les interpelle.

Affaires émanant des députés

Depuis 1996, 186 opérations ont été menées pour récupérer des hydrocarbures sur le *Corfu Island*. Depuis 2015, 200 litres d'hydrocarbures ont été récupérés, mais il en resterait toujours. C'est la Garde côtière canadienne qui gère maintenant l'épave et qui estime que celle-ci présente peu de risques pour l'environnement et la population, mais qu'elle demeure dangereuse pour les visiteurs. La question qu'on se pose, aux Îles-de-la-Madeleine, c'est: que va-t-on faire du reste du *Corfu Island*? Lorsqu'on regarde ça, on voit que ce n'est pas beau. C'est un restant d'épave pris dans le sable des Îles-de-la-Madeleine. La Garde côtière dit qu'avant de s'en débarrasser, elle doit s'assurer que les opérations qu'elle va faire ne comporteront pas plus de risques environnementaux que le bénéfice de l'enlever. On en est là. Je reçois encore des courriels de Madelinots qui me demandent ce qui arrive avec le *Corfu Island*.

Bref, l'archipel est toujours aux prises avec ce bateau 62 ans après le naufrage. On voit, par cette histoire, que les navires abandonnés sont un problème important qu'il faut mieux gérer. Souvent, il est difficile de retrouver les propriétaires. Souvent, les coûts d'enlèvement sont trop élevés. Il existe des fonds publics pour aider, mais ils sont insuffisants compte tenu du nombre de bateaux à éliminer. Ces bateaux posent aussi des risques pour la sécurité maritime lorsqu'ils sont dans des voies de navigation. Ils posent également des risques environnementaux, vu les fuites d'hydrocarbures qui peuvent survenir, comme on l'a vu.

Comment faire en sorte que l'histoire du *Corfu Island* ne se répète pas? Je pense que le projet de loi C-244 tente partiellement, mais quand même, de répondre à cette question, et c'est pourquoi le Bloc québécois y est favorable et votera en faveur.

● (1840)

Le projet de loi C-244 vise à modifier deux lois, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés et dangereux, dans le but de mieux protéger les eaux marines en élargissant la responsabilité en cas de dommage à celles-ci. On parle de la responsabilité des propriétaires.

Voici la première modification qui est proposée. À l'interdiction « de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé », la modification ajoute l'interdiction « de permettre à quiconque de procéder à » un tel exercice. Cela peut ressembler un peu à du charabia. Je vais donc donner un peu de contexte aux gens qui nous écoutent. Dans la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, le terme « immersion » inclut le sabordage en mer de navires ou d'aéronefs et le sabordage ou l'abandon en mer de plateformes ou d'autres ouvrages.

La modification proposée précise que c'est non seulement interdit pour une personne qui est propriétaire d'un navire de le couler tout simplement et de polluer, mais que c'est également interdit que quelqu'un permette à quelqu'un d'autre de le faire. Les explications que j'ai eues de mon confrère, c'est que cette modification répond à un jugement de la cour. Dans le fond, c'est ainsi que cela se passe. Lorsqu'on constate cette situation, il y a une infraction pénale et on se retrouve en cour.

Il y a quelqu'un qui a plaidé que, selon cet article, il fallait un degré d'intention pour que la personne soit déclarée responsable en matière pénale. On vient donc colmater cette brèche. Si c'est le cas, je suis tout à fait d'accord. Cependant, lorsque je lis l'article, je ne suis pas sûr de comprendre ce c'est ce qu'on fait. J'aurai des questions au sujet de l'article et de son effet.

Au Bloc québécois, nous sommes favorables à l'idée de faire en sorte qu'il soit plus facile de poursuivre un individu qui saborde un navire ou qui est complice de sabordage. Dans le fond, en se donnant plus de pouvoir et en étant plus vigilant, on va éviter de créer des problèmes qui vont durer des décennies. Une fois que le navire est abandonné et qu'il a été coulé, il faut des décennies pour s'en débarrasser, et parfois on n'y parvient même pas.

Il y a une autre avancée dans ce projet de loi, et c'est la modification de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux. L'article 34.1 concerne le transfert de propriété. On précise qu'il sera maintenant interdit aux propriétaires d'un navire de le vendre à quelqu'un en sachant que cette personne n'a pas l'intention ou n'est pas en mesure, notamment en raison d'un manque de ressources, d'entretenir ce bateau, de l'exploiter ou d'en disposer de manière à éviter qu'il ne devienne une épave ou un bâtiment abandonné. L'article va plus loin en disant non seulement qu'on ne peut pas vendre le bateau si on sait que l'acheteur n'a pas les ressources pour s'en occuper, mais qu'on ne peut pas non plus vendre le navire si on ne se soucie pas de la capacité de l'acheteur de s'en occuper.

C'est intéressant. Ce sont des cas qu'on a documentés. Un navire qui n'est plus navigable, c'est un paquet de trouble, comme on dit chez moi. Il faut trouver une façon de se débarrasser de cela. Il peut être tentant pour des gens de tout simplement le vendre à rabais à quelqu'un qui va s'en accommoder, qui va s'en faire un refuge. C'est ce qui est arrivé à certains endroits sur la côte Ouest.

On dit au vendeur qu'il doit vérifier si l'acheteur a la capacité de prendre soin correctement du bateau. Comment va-t-on faire cela? Il faudra en discuter en comité. Qu'est-ce qu'on va demander au vendeur? Jusqu'où doit-il aller? Doit-il demander des relevés bancaires? Comment fait-on pour savoir qu'une personne a la capacité de gérer un bateau? Ce sont des questions assez pertinentes. Jusqu'à quand va-t-on être responsable? Mon confrère a quand même répondu tantôt. C'est une question à poser comme vendeur. Si on vend son navire et que la personne semble être solvable et sérieuse, mais que six mois plus tard elle coule le navire, est-ce qu'on est toujours tenu responsable? Ce sont des questions qu'on pourra se poser.

Je répète que nous sommes d'accord sur le principe. En effet, nous voulons empêcher des transferts de propriété qui débouchent sur de nouvelles épaves.

En terminant, j'aimerais dire qu'il faut agir pour empêcher de nouvelles épaves de polluer nos côtes afin que l'histoire du *Corfu Island* ne se répète pas.

● (1845)

[Traduction]

Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au sujet de ce projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-244, Loi sur la lutte contre la pollution des côtes, présenté par le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country. Essentiellement, le projet de loi C-244 vise à fournir un outil qui fera en sorte que les gens qui bénéficient des voies navigables du Canada assument également la responsabilité de leur utilisation et de la gestion sécuritaire de leurs bâtiments en fin de vie.

Le projet de loi C-244 propose des modifications à deux lois fédérales importantes: la Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999 et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux. La modification proposée à la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux interdirait aux propriétaires de bâtiments de transférer leurs bâtiments à des personnes qui n'ont pas l'intention de les entretenir, de les exploiter ou d'en disposer de façon responsable.

Comme l'a souligné le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, l'objectif du projet de loi est de faire en sorte que, lorsque des bâtiments passent d'un propriétaire à un autre, ils ne soient pas négligés au point de devenir des épaves ou d'être abandonnés ou dangereux. Pour ce qui est des habitants des collectivités côtières, nous savons que cela peut polluer nos eaux et créer des dangers pour les Canadiens.

Les Canadiens sont de fiers gardiens de nos côtes, de nos lacs et de nos rivières. La navigation est un droit qui a contribué à façonner notre économie, nos collectivités et notre identité. Cependant, ce droit est accompagné par la responsabilité de faire ce qui s'impose lorsque les bâtiments atteignent la fin de leur vie.

Bien que la grande majorité des propriétaires de navire prennent cette responsabilité au sérieux, il y a des cas, trop fréquents et trop visibles, où des personnes choisissent d'abandonner un navire plutôt que de s'en débarrasser correctement. À l'échelle du Canada, plus de 1 300 navires ont été désignés comme des épaves, des bâtiments abandonnés ou des bâtiments dangereux. Bon nombre de ces navires n'ont plus de propriétaire connu.

Lorsqu'on ne peut pas retrouver le propriétaire, il incombe aux contribuables et aux collectivités de gérer les risques pour l'environnement et la sécurité. Ces risques peuvent inclure des fuites de carburant, des coques qui coulent, des dangers pour la navigation et des répercussions sur les habitats des poissons et de la faune. Ce problème a une incidence sur les collectivités de toutes les régions, que ce soit le long des côtes du Pacifique ou de l'Atlantique, partout dans le Nord, dans les lacs intérieurs, le long de la Voie maritime du Saint-Laurent ou dans les Grands Lacs. C'est un défi national aux conséquences locales.

Les zones marines ont une grande importance culturelle, spirituelle et historique, en particulier pour les communautés autochtones qui naviguent, récoltent et vivent le long de ces cours d'eau depuis des temps immémoriaux. Les navires abandonnés nuisent aux écosystèmes et peuvent également perturber des sites importants sur le plan culturel, des ressources archéologiques et des zones destinées à l'utilisation traditionnelle. Pour ces raisons, le gouvernement fait de la gestion des navires problématiques une priorité depuis plusieurs années. L'approche a été axée sur la prévention, la préparation et la responsabilisation, tout en tenant compte des réalités communautaires et du contexte culturel.

Une étape clé de cet effort a été le lancement, en novembre 2016, de la Stratégie nationale relative aux bateaux abandonnés et aux épaves au Canada. Cette stratégie a été conçue pour réduire le nombre de navires problématiques, pour empêcher qu'il y en ait de nouveaux et pour soutenir les propriétaires responsables et l'élimination sécuritaire.

L'un des piliers de la stratégie nationale a été l'instauration de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux, qui est entrée en vigueur en juillet 2019 avec l'appui de tous les partis à la Chambre. Cette loi a rendu illégal l'abandon d'un bâtiment dans

Affaires émanant des députés

les eaux canadiennes, elle a renforcé les pouvoirs d'application de la loi et elle a instauré de nouvelles sanctions. Elle a renforcé le principe selon lequel c'est le pollueur, et non le public, qui doit payer pour réparer les dégâts.

Parallèlement, conformément à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999, le gouvernement administre le programme d'immersion en mer, qui réglemente l'élimination de substances en mer au moyen d'un système de permis strict et qui permet au Canada de respecter ses obligations internationales au titre de la Convention de Londres et du Protocole de Londres.

Ce programme n'autorise l'élimination d'un ensemble limité de substances en mer qu'après une évaluation des risques et dans des conditions environnementales strictes. Le programme délivre de 80 à 100 permis par année environ et il effectue une surveillance pour assurer la conformité et protéger les écosystèmes marins sensibles. Ces efforts s'inscrivent dans l'engagement général du Canada à l'égard de la protection de l'environnement, notamment au moyen de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de ses principes fondamentaux, notamment la précaution, le principe du pollueur-payeur et la prévention de la pollution.

● (1850)

Même si le gouvernement a créé un fondement solide de mesures législatives, de programmes et de partenariats, l'expérience révèle des vides juridiques, notamment en ce qui concerne le transfert de bâtiments et la gestion de la fin de la vie utile. De nombreux bâtiments changent toujours de mains à répétition et aboutissent souvent entre les mains de personnes ou d'entités incapables de les gérer ou réfractaires à l'idée de le faire. En fin de compte, ce sont les communautés côtières, les autorités portuaires, les gouvernements autochtones et les contribuables qui héritent des coûts et des risques. Le projet de loi propose d'empêcher le transfert de bâtiments à des personnes qui n'ont pas la capacité ou l'intention de les gérer de manière responsable, et de tenir les propriétaires responsables des bâtiments.

On travaille déjà à moderniser l'approche du Canada en ce qui a trait à la propriété des bâtiments. Les mesures comprennent: mettre à jour les règles concernant l'enregistrement et l'immatriculation des bâtiments de manière à ce que les renseignements sur la propriété demeurent à jour; exiger l'enregistrement des bâtiments transférés dans un délai plus court, ce qui aidera à trouver qui est le responsable; créer un fonds d'assainissement financé par les propriétaires, ce qui créera une source durable de financement pour le retrait des bâtiments dont on ne peut trouver le propriétaire ou lorsque le propriétaire n'a pas les moyens de payer; tenir un inventaire national des bâtiments qui constituent une source de préoccupation afin d'appuyer l'application de la loi et la planification; soutenir les efforts de retrait et d'élimination par la voie de programmes tels que le Programme de bateaux abandonnés et le Programme d'élimination des épaves et des navires abandonnés des Ports pour petits bateaux de Pêches et Océans Canada.

Ces outils sont importants. Ils signifient que Transports Canada, Environnement et Changement climatique Canada et la Garde côtière du Canada peuvent collaborer plus efficacement pour tenir les propriétaires responsables et prévenir l'accumulation de bâtiments abandonnés dans les communautés et les voies navigables. Cela dit, comme les parlementaires l'ont entendu de la part des résidents côtiers, des exploitants de port et des partenaires autochtones, on peut faire plus pour remédier aux causes de l'abandon de bâtiment.

Affaires émanant des députés

Le projet de loi C-244 vise à décourager les transferts irresponsables, à soutenir le principe du pollueur-payeur et à instaurer une culture de propriété maritime plus responsable. Certains pourraient se demander pourquoi cette question est importante alors que de nombreux Canadiens ne sont jamais mis en présence de bateaux abandonnés. Pour les habitants des régions côtières, en particulier en Colombie-Britannique, comme l'a souligné mon collègue, le problème est très visible. Les navires laissés à l'abandon près des marinas, des mouillages ou des plages sont plus qu'une nuisance visuelle; ils représentent une dégradation de l'environnement, une perte de débouchés économiques et un fardeau injuste pour les collectivités.

Au-delà des répercussions locales, il y a un intérêt national. Les navires abandonnés créent des dangers pour la navigation, ils nuisent à la sécurité des bateaux commerciaux et de plaisance, et leur enlèvement coûte cher au trésor public. Le défi ne fera que s'amplifier à mesure que les flottes vieillissent, que le marché de la revente en ligne se développe et que les changements climatiques augmentent les risques associés aux navires endommagés par des conditions météorologiques extrêmes.

Le Parlement a déjà démontré sa volonté de régler cette question. L'adoption à l'unanimité de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux en 2019 reflète un consensus selon lequel les navires abandonnés n'ont pas leur place dans les eaux canadiennes et les propriétaires doivent être tenus responsables. Le traitement des épaves et des navires abandonnés est un travail de longue haleine. La stratégie nationale a déjà jeté les bases essentielles: un cadre législatif moderne, un inventaire national, des processus améliorés d'identification des propriétaires et des programmes fédéraux pour aider les collectivités. Des règlements visant à soutenir un fonds dédié à l'enlèvement des navires sont en cours d'élaboration.

Je tiens à remercier le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country de son travail de longue date pour protéger les côtes. Je le remercie d'avoir présenté le projet de loi C-244, qui contribuera à améliorer la prévention.

• (1855)

Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui en tant que député de Kamloops—Shuswap—Central Rockies, une circonscription qui s'étend de la ligne continentale de partage des eaux du parc national Yoho aux prairies de Kamloops en passant par les lacs et les hauts plateaux de Shuswap.

Je prends la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi C-244, qui vise à modifier la Loi canadienne de 1999 sur la protection de l'environnement et la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux. Je remercie le parrain du projet de loi, le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, de l'avoir présenté. J'ai le plaisir de siéger au Comité permanent des pêches et des océans avec le député, et je sais que la protection des aires marines est une question importante pour lui et pour les Canadiens qu'il représente.

La protection des eaux et des habitats aquatiques du Canada est une priorité que mes concitoyens de Kamloops—Shuswap—Central Rockies et moi-même partageons avec les Canadiens d'un océan à l'autre. Ayant passé des décennies à travailler avec des organismes de conservation locaux, j'ai pu constater de mes propres yeux la valeur et l'importance de nos eaux. Elles sont essentielles pour les espèces aquatiques et la faune, pour la biodiversité et pour

tous les Canadiens qui dépendent des pêches et des ressources marines pour se nourrir, gagner leur vie et se divertir. Nos eaux sont également essentielles à notre survie, et la conservation de leur pureté est une priorité sur laquelle nous pouvons tous nous entendre.

Comme je l'ai mentionné, le parrain du projet de loi et moi siégeons au Comité permanent des pêches et des océans. Le 22 octobre 2025, notre comité a présenté un rapport sur la question des bateaux délaissés et abandonnés. L'étude a été lancée au cours de la 44^e législature. Durant l'étude, de nombreux témoins, dont des fonctionnaires, ont décrit les difficultés liées au traitement des bateaux délaissés et abandonnés parce que les autorités ne sont pas en mesure d'identifier les propriétaires actuels des bateaux.

J'encourage tout le monde à lire le rapport afin de mieux comprendre le défi que représentent ces bateaux, et je les encourage tout particulièrement à lire le rapport supplémentaire des conservateurs, qui contient des recommandations pour trouver une solution viable au problème du registre des navires.

Transports Canada gère une base de données des permis de bateau de plaisance, mais les transferts de propriété ne sont pas systématiquement consignés dans cette base de données. Ainsi, un bateau peut changer de propriétaire, parfois plusieurs fois, sans que la base de données de Transports Canada ne reflète ces changements si les transferts ne sont pas signalés et que les nouveaux propriétaires omettent d'enregistrer les navires après leur achat. Cela crée une grave lacune dans l'application de la Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux et de son règlement d'application. Des lois et des règlements sont en place, mais il n'est pas possible de les appliquer lorsqu'on ne peut pas identifier le propriétaire actuel d'un navire.

Selon le témoignage des représentants de Transports Canada devant le comité des pêches et des océans, des modifications réglementaires liées aux exigences relatives à l'enregistrement du transfert de propriété d'un bâtiment sont en suspens, mais on ne sait pas trop quelles seront ces modifications. Les modifications réglementaires feront-elles en sorte qu'il incombera à l'acheteur ou au vendeur d'un bâtiment de déclarer le transfert de propriété du bâtiment?

Il s'agit d'une question très importante, car si on ne peut pas identifier le propriétaire actuel d'un bâtiment qui pollue ou qui risque de polluer les eaux, il est impossible d'appliquer les lois et les règlements qui assurent le respect du principe du pollueur-payeur, qui est le principe actuel inscrit dans la loi fédérale qui vise à prévenir et à interdire la pollution de nos eaux. Le principe du pollueur-payeur est essentiel à une politique judicieuse visant à protéger notre environnement, en particulier nos eaux et nos habitats aquatiques.

En 2015, le gouvernement Harper a officiellement entériné le principe du pollueur-payeur par l'intermédiaire de la Loi sur la sûreté des pipelines, qui a inscrit ce principe dans la loi. Le gouvernement a également intégré le principe du pollueur-payeur dans d'autres lois, dont la Loi sur la sûreté et la sécurité en matière énergétique et les accords internationaux. Les conservateurs ont également renforcé le principe du pollueur-payeur relativement à l'environnement marin en présentant des modifications législatives et réglementaires visant à améliorer la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires du Canada.

• (1900)

Depuis, le gouvernement libéral a pris d'autres mesures pour étendre l'application de ce principe essentiel, mais en ce qui concerne les bâtiments abandonnés, comme je l'ai indiqué, les responsables de l'application de la loi doivent savoir qui est responsable de la pollution avant de pouvoir le faire payer. J'espère sincèrement que l'on s'attaquera rapidement et efficacement à cet angle mort pour les autorités chargées de l'application de la loi.

L'article 3 du projet de loi prévoit une interdiction liée au transfert de propriété d'un bâtiment, plus précisément:

Il est interdit au propriétaire d'un bâtiment d'en transférer la propriété à une personne en sachant que celle-ci n'a pas l'intention ou n'est pas en mesure, notamment en raison d'un manque de ressources, de l'entretenir, de l'exploiter ou d'en disposer de manière à éviter qu'il ne devienne une épave ou un bâtiment abandonné ou dangereux, ou en ne s'en souciant pas.

Je comprends l'intention du projet de loi, qui est, je crois, de prévenir la pollution. Nous pouvons tous convenir, je l'espère, qu'il s'agit d'un objectif louable. Cependant, j'ai des questions concernant ce que prévoit l'article 3, que je viens de citer.

Par exemple, comment une personne qui transfère la propriété d'un bâtiment peut-elle déterminer si la personne qui en fait l'acquisition est apte à en prendre soin? De même, en matière d'application de la loi, comment les autorités compétentes pourraient-elles déterminer et prouver qu'une personne a transféré sciemment la propriété d'un bâtiment à une personne inapte à en prendre soin ou qu'elle ne s'est pas souciée de savoir si la personne qui a fait l'acquisition du bâtiment était inapte à en prendre soin?

Le parrain du projet de loi envisage-t-il que le vendeur d'un bâtiment demande des états financiers aux acheteurs potentiels ou que les responsables de l'application de la loi pressent le vendeur d'un bâtiment de lui dire s'il a obligé un acheteur à produire des états financiers prouvant qu'il avait les moyens de s'occuper du bâtiment en question? Qu'en est-il de la vente aux enchères en ligne, une solution de plus en plus courante pour la vente de bâtiments d'occasion? Pendant combien de temps après la vente le vendeur serait-il tenu responsable?

J'aimerais également que mon collègue qui a parrainé le projet de loi et qui, je le sais, a de l'expérience en droit nous dise si les modifications proposées à l'article 3 seraient préférables sous forme de modifications législatives ou de modifications réglementaires.

L'emploi que j'ai occupé dans le secteur maritime m'a permis de déceler les causes profondes des défaillances du système actuel d'immatriculation des bâtiments. Le gouvernement ne les a toujours pas corrigées malgré les changements qu'il a tenté d'apporter au fil des ans. J'espère que le député pourra nous éclairer sur ces points, puisque nous en sommes à la première heure de l'étape de la deuxième lecture et que nous aurons d'autres débats à ce sujet.

L'article 2 du projet de loi dit ceci: « Il est interdit à toute personne et à tout navire de procéder ou de permettre à quiconque de procéder à l'immersion de substances dans un espace visé à l'un des alinéas 122(2)a) à e), sauf s'il s'agit de déchets ou autres matières et que l'immersion est effectuée conformément à un permis canadien. »

En ce qui concerne la partie de cet article qui dit « ou de permettre à quiconque de procéder », je vois mal quel genre de scénarios elle vise à interdire. Donnerait-elle aux personnes qui sont témoins d'une immersion de substances l'obligation, la responsabilité ou le devoir d'intervenir? Par exemple, si un plaisancier est témoin

Motion d'ajournement

de l'immersion de substances provenant d'un cargo commercial dans une zone décrite et que ce plaisancier n'intervient pas, permet-il l'immersion de substances en n'intervenant pas?

Je le répète, le débat d'aujourd'hui n'est que le début du processus législatif. J'espère que le député qui a présenté le projet de loi pourra nous éclairer davantage sur les propositions qu'il contient. J'ai beaucoup de questions à poser au sujet du projet de loi à mesure qu'il va de l'avant, s'il passe le cap de la deuxième lecture.

Comme je l'ai dit, d'après mon expérience du secteur maritime, des bateaux peuvent être vendus, revendus et re-vendus à plusieurs reprises, au point qu'il est impossible de remonter jusqu'au propriétaire initial. Je crois que la réponse à ce problème se trouve dans les recommandations du rapport complémentaire conservateur que j'ai mentionné plus tôt dans mon discours, à savoir que le vendeur aurait simplement l'obligation de signaler la vente du bateau.

• (1905)

En transférant la responsabilité à l'acheteur, celui-ci assume une obligation en déclarant l'achat, la première obligation étant les taxes. J'ai été témoin de cette situation. Quand un acheteur enregistre un bateau, la première chose qui se produit, c'est qu'il reçoit une lettre du percepteur lui demandant de s'assurer du paiement des taxes provinciales et de la TPS. Cela dissuade les acheteurs de déclarer la vente. Il serait préférable que ce soit le vendeur qui la déclare et qu'une petite amende soit imposée s'il ne le fait pas.

[Français]

Le vice-président: La période prévue pour l'étude des affaires émanant des députés est maintenant expirée et l'affaire retombe au bas de l'ordre de priorité au Feuilleton.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

L'EMPLOI

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'ai été profondément déçu cette semaine de constater que le budget des libéraux ne contient absolument aucun plan de création d'emplois. La situation actuelle est vraiment désastreuse en ce qui concerne le chômage, en particulier chez les jeunes. Comme les députés le savent, puisque je l'ai dit à maintes reprises, le taux de chômage chez les jeunes s'élève à 14,7 %, presque à 15 %. Près d'un demi-million de jeunes âgés de 15 à 24 ans sont sans emploi. Notre pays affiche son pire bilan en matière d'emploi en plus de 25 ans, mais le budget de 2025 ne prévoit absolument aucun plan de création d'emplois.

Motion d'ajournement

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons présenté des propositions constructives avant la publication du budget dans le cadre du plan conservateur pour l'emploi des jeunes. Nous avons proposé des mesures pour stimuler la croissance économique, améliorer le système d'immigration, combler les lacunes dans le domaine de la formation et construire des logements là où il y a des emplois. Au lieu de cela, ce budget propose les mêmes mauvaises politiques libérales qui ont mis notre pays dans ce pétrin. Nous constatons un déficit budgétaire de plus de 78 milliards de dollars; le maintien de politiques qui limitent la croissance économique, qui ont un effet dissuasif sur les investissements et qui n'ont aucun effet pour libérer le potentiel de notre économie ni pour l'orienter vers l'avenir; une multiplication des échecs dans de nombreux secteurs; sans oublier le refus de mettre en œuvre les propositions que nous avons présentées, qui auraient créé des emplois et des débouchés.

Le mieux que les libéraux ont pu faire, c'est d'annoncer le maintien de programmes qui sont en place depuis les années 1990. Lorsqu'il est question de chômage, les députés ministériels disent qu'ils ont telle stratégie et tel programme. Ces programmes sont en place depuis les années 1990, et les libéraux n'ont aucune idée nouvelle. De toute évidence, ils n'obtiennent aucun résultat.

En ce qui concerne le chômage, ce qui importe, ce sont les résultats, et non les bonnes intentions des politiciens, les programmes en place ou les dépenses qui y sont consacrées. Ce qui importe, c'est que les jeunes travaillent. Malheureusement, la situation actuelle en matière d'emploi, qui est le résultat de 10 années de mauvaises politiques libérales, est la pire que nous ayons connue en plus de 25 ans.

Soulignons que les libéraux répondent souvent qu'il y a le programme Emplois d'été Canada, un programme qui existe depuis les années 1990. Le programme Emplois d'été Canada offre des emplois d'une durée de huit semaines en moyenne. Alors que nous vivons une crise et que près d'un demi-million de jeunes sont sans emploi, ce n'est certainement pas en subventionnant quelques emplois supplémentaires pendant huit semaines qu'on pourra répondre aux besoins actuels et résoudre une crise de cette ampleur.

Les conservateurs ont élaboré un plan clair pour y parvenir. Nous avons présenté le plan conservateur pour l'emploi chez les jeunes dans l'espoir que les libéraux en intègrent certains éléments dans leur budget, qu'ils s'inspirent de nos bonnes idées pour libérer le potentiel économique, réparer le système d'immigration, réformer la formation et bâtir des logements là où se trouvent les emplois. Cependant, les libéraux ont choisi de ne pas mettre en œuvre ces idées et de ne proposer aucune nouvelle idée de leur cru. Au lieu de cela, ils ont présenté un budget qui ne contient aucun plan pour l'emploi chez les jeunes. Il se contente de mentionner la poursuite de quelques programmes mis en place dans les années 1990.

Pourquoi les libéraux n'ont-ils pas saisi cette occasion pour reprendre nos bonnes idées et les intégrer dans le budget afin de lutter contre le chômage chez les jeunes?

• (1910)

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de participer à un débat, en particulier avec le député, que je connais depuis près de 10 ans. Je respecte sincèrement sa passion.

Je sais qu'il étudie de nombreux penseurs, dont Milton Friedman. Je dis cela parce qu'il a déclaré que l'intention n'a pas d'importance,

que seul le résultat compte. C'est ce qu'a soutenu Milton Friedman. Je suis d'accord avec cela. Je n'ai pas une prédilection pour les arguments de Milton Friedman, même s'il a parfois soulevé des points très intéressants. Je trouve Keynes plus intéressant, par exemple, mais je m'éloigne du sujet.

Le député dit que les résultats sont particulièrement importants. D'accord, mais les idées comptent aussi. Tout son discours a porté sur les années 1990 et le passé. Nous devrions nous concentrer sur le présent et l'avenir. Dans les années 1990, j'étais à l'école primaire. Je ne suis même pas sûr que mon collègue était déjà né, et je le dis comme un compliment. Le fait est que s'il a des idées à présenter à la Chambre des communes, il devrait le faire. Cela m'intéresserait, et je le dis très sincèrement.

Dans ce contexte où nous parlons de résultats, je constate toutefois que le Parti conservateur, placé devant un budget qui a le potentiel de transformer le pays pour le mieux, va s'y opposer. Ce budget contribuera, entre autres choses, à bâtir le pays sur le plan des infrastructures et de la construction de logements.

Nous avons particulièrement besoin d'un plus grand nombre de logements hors marché. Nous allons compter sur le secteur privé pour construire ces logements, mais d'une manière qui correspond aux besoins du moment. Les logements hors marché sont essentiels. Il peut s'agir, par exemple, de logements hors marché assortis de services de soutien complémentaires sur place pour améliorer le sort des sans-abri, des toxicomanes et des personnes aux prises avec d'autres problèmes liés à l'alcoolisme. Nous pourrions donner de nombreux exemples. Les services de soutien complémentaires sont essentiels pour ce genre de logements. Les organismes à but non lucratif sont prêts à continuer de relever le défi. On pourrait aussi parler, par exemple, des logements à loyer proportionné au revenu des locataires.

Quelle que soit la forme que prennent les logements, nous pouvons compter sur des gens de métier qualifiés, y compris des jeunes, pour aider à les construire.

En ce qui concerne le secteur de la défense, je viens du Sud-Ouest de l'Ontario, une région cruciale pour le pays et son secteur de la défense. Nous avons un certain nombre d'entreprises qui travaillent particulièrement à fournir de l'équipement militaire aux démocraties du monde entier, y compris au gouvernement canadien. Le budget a le potentiel d'entraîner la construction de logements dans cette région. C'est bon pour l'économie. Les jeunes souhaitent la même chose.

Le député parle de l'assurance-emploi. Il parle de programmes de formation. Je dois dire que chaque fois qu'il en a eu l'occasion, lorsque l'ancien gouvernement fédéral ou le gouvernement actuel ont proposé des mesures pour aider les travailleurs et régler les problèmes commerciaux que nous avons, le Parti conservateur s'y est opposé. Je vais donner un exemple. Nous avons proposé des mesures relatives à l'assurance-emploi pour aider de façon très ciblée les secteurs et les travailleurs touchés par les droits de douane. Soit les conservateurs n'ont rien dit, soit ils s'y sont opposés quand ils ont pris la parole.

J'ai de la difficulté à comprendre cela. Tout à coup, le Parti conservateur se définit comme le parti de la classe ouvrière. Si on gratte un peu, on constate que le parti est contre les syndicats et contre les travailleurs. Je ne dirai pas qu'ils sont contre les jeunes, car je sais qu'ils se soucient d'eux, mais ils n'ont aucune idée. Où sont ces propositions vitales pour faire avancer la cause, les besoins, les intérêts des jeunes? Nulle part.

Enfin, nous parlons des jeunes, mais nous devons aussi parler des jeunes familles et de l'Allocation canadienne pour enfants, qui, depuis 2015, a permis de sortir pas moins de 650 000 enfants de la pauvreté. Le Parti conservateur ne l'a pas appuyée une seule fois. Je ne comprends pas pourquoi.

Garnett Genuis: Monsieur le Président, bon nombre des observations du député n'avaient absolument rien à voir avec la question que j'ai posée.

J'ai parlé du plan pour l'emploi chez les jeunes des conservateurs, une proposition constructive qui vise à libérer l'économie, à réparer l'immigration, à réformer la formation et à bâtir des logements là où se trouvent les emplois. J'ai aussi souligné que le budget ne contient tout simplement aucun plan pour l'emploi. Nous aurions aimé que les libéraux adoptent notre plan.

Il est intéressant que le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration soit ici ce soir. Au comité des ressources humaines, nous avons entendu parler à maintes reprises du lien entre l'échec des politiques libérales en matière d'immigration et le chômage. En fait, dans le budget, les libéraux semblent pour ainsi dire admettre que leurs politiques d'immigration des 10 dernières années ont été extrêmement inefficaces et qu'elles ont miné le consensus qui régnait auparavant sur l'immigration.

J'ai une question simple à poser au député au sujet de son portefeuille. Le député convient-il que les politiques libérales en matière d'immigration ont contribué au taux élevé de chômage chez les jeunes?

• (1915)

Peter Fragiskatos: Monsieur le Président, mon collègue m'accuse de ne pas répondre à la question, mais sa question allait dans tous les sens. Je ne suis pas tout à fait certain de ce dont il parlait.

Je m'intéresse vraiment beaucoup au plan d'emploi pour les jeunes des conservateurs. Je vais m'informer, mais nous ne le connaissons pas. Peut-être que certains d'entre nous le connaissent, mais je pense que je suis les choses d'assez près, et je ne l'ai pas vu.

En ce qui concerne la politique d'immigration du gouvernement, le député est figé dans le passé. Il continue de parler des années Trudeau. Je crains qu'au cours des prochaines semaines, des prochains mois et des prochaines années, les conservateurs ne cessent de parler de Justin Trudeau.

Nous nous concentrons sur le présent et l'avenir, et le plan concernant les niveaux d'immigration présenté hier en témoigne. Cette politique d'immigration est aussi une politique économique. Des immigrants qui seront au Canada, 64 % contribueront à renforcer l'économie. Il s'agit d'une augmentation par rapport au pourcentage précédent, soit 59 %. Des chercheurs vont venir.

Les conservateurs ont fait des travailleurs temporaires leur seul problème. Leur grande idée audacieuse consiste à se débarrasser d'un programme qui soutient, à bien des égards, les entreprises des collectivités éloignées...

Motion d'ajournement

Le vice-président: Le député d'York—Durham a la parole.

LE LOGEMENT

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, c'est la semaine du budget au Parlement. J'ai épluché le budget en m'intéressant à la question du logement. Comme les députés le savent, j'ai soulevé cette question à maintes reprises, et je continuerai à le faire jusqu'à ce que le gouvernement libéral prenne des mesures concrètes pour permettre à la prochaine génération d'accéder à la propriété.

Malheureusement, ce budget est un véritable désastre en matière de logement et d'habitation. Examinons les déclarations de quelques experts. L'Association canadienne des constructeurs d'habitations affirme que « le budget fédéral n'appuie pas l'accession à la propriété pour la prochaine génération » et que « malgré les appels à l'action urgents, le budget ne présente aucune nouvelle mesure pour rendre les logements plus abordables du point de vue du Canadien moyen qui souhaite toujours devenir propriétaire ».

La Large Urban Centre Alliance déclare: « Ce qui était autrefois une promesse de construire 500 000 logements par année est devenu un plan qui entraînera la perte de 100 000 emplois. » Enfin, la Building Industry and Land Development Association estime que le budget « a manqué une occasion de remédier au ralentissement historique du secteur du logement » et qu'il « s'appuie sur des données rétrospectives qui donnent l'impression trompeuse que le secteur immobilier canadien est prospère et que les prix deviennent plus abordables ».

Il n'est pas nécessaire de me croire sur parole; c'est ce que disent les experts qui sont capables de nous expliquer les conséquences de ce budget.

Ce n'est pas surprenant: les libéraux ont déjà renoncé à toutes les promesses qu'ils avaient faites il y a seulement six mois pendant la campagne électorale. Dans leur plateforme, ils promettaient de réduire de moitié les redevances d'aménagement municipales. Que dit le budget à ce sujet? Il faut maintenant espérer qu'ils seront réduits grâce à des cadres d'ententes fédérales, provinciales et territoriales. Je ne sais pas de quoi il s'agit. La secrétaire parlementaire pourra peut-être nous éclairer.

La deuxième promesse concernait un incitatif à la construction d'immeubles résidentiels à logements multiples, présenté comme une idée fabuleuse qui permettrait de créer des milliers de nouveaux logements. Où cette mesure figure-t-elle dans le budget? Je ne sais pas, car elle ne s'y trouve pas. Enfin, les libéraux ont promis de rendre publics les progrès réalisés par les municipalités pour accélérer la délivrance des permis et des autorisations. Là encore, pas un mot sur le sujet dans le budget.

Le rêve d'accéder à la propriété s'évanouit et est remplacé par le mensonge selon lequel la prochaine génération doit se contenter de moins. Je veux que la prochaine génération de Canadiens sache que je rejette ce mensonge. Ils méritent d'avoir la possibilité d'accéder à la propriété et de fonder une famille, tout comme leurs parents et leurs grands-parents avant eux.

La secrétaire parlementaire conviendra-t-elle avec moi que nous devons construire des logements, et non alourdir la bureaucratie? Pense-t-elle comme moi que nous devons fixer des objectifs aux municipalités, réduire les cibles d'aménagement — les redevances d'aménagement — et fournir des logements à la prochaine génération?

Motion d'ajournement

Jennifer McKelvie (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face, qui vient comme moi de la région de Durham, de sa question. Le gouvernement du Canada est déterminé à apporter des changements et à veiller à ce que le système de logement du pays fonctionne pour tout le monde. Nous savons que de nombreux Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts et à acheter leur première maison. Le budget de 2025, intitulé « Un Canada fort », prévoit des investissements générationnels de 25 milliards de dollars sur cinq ans pour le logement et de 115 milliards de dollars sur cinq ans pour les infrastructures. Ces investissements stratégiques permettront de construire des habitations et des infrastructures majeures ainsi que d'assurer une prospérité durable, ce qui permettra aux Canadiens d'améliorer leur sort.

Nous collaborons avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones pour bâtir une économie plus forte, réduire le coût du logement et rendre la vie plus abordable pour les familles canadiennes. Pour aider les nouveaux acheteurs à accéder à la propriété, nous offrons aux acheteurs d'une première maison des économies pouvant atteindre 50 000 \$ en éliminant la TPS sur les maisons neuves d'une valeur maximale de 1 million de dollars ou moins et en la réduisant sur les maisons neuves d'une valeur entre 1 et 1,5 million de dollars. Pour éliminer les obstacles au développement et construire plus de logements plus rapidement, le gouvernement du Canada a investi 4,4 milliards de dollars dans le Fonds pour accélérer la construction de logements. Plus de 240 collectivités d'un bout à l'autre du pays bénéficient de ce financement et de la mise en œuvre de changements qui nous aideront à accroître l'offre de logements plus rapidement.

Nous travaillons aussi avec les provinces, les territoires et les municipalités pour investir dans les infrastructures essentielles qui sont nécessaires pour soutenir des collectivités en croissance. Ces initiatives sont complétées par le lancement récent de Maisons Canada, la nouvelle approche audacieuse du gouvernement en matière de construction de logements abordables. Cette nouvelle agence fédérale financera et construira des logements abordables à grande échelle et mettra en place des méthodes de construction modernes pour favoriser l'émergence d'une industrie de la construction résidentielle plus productive. L'organisme mettra à contribution des terrains publics, offrira des incitatifs financiers flexibles, mobilisera des capitaux privés, facilitera la conclusion d'importantes transactions de portefeuille et aidera les constructeurs à bâtir les logements dont les Canadiens ont besoin.

Maisons Canada s'emploiera à favoriser l'émergence d'une nouvelle industrie canadienne de l'habitation, une industrie qui construit plus rapidement et de manière plus durable. L'organisme contribuera à stimuler la demande de méthodes de construction innovantes et durables, comme la construction de maisons préfabriquées, ce qui aidera l'industrie à prendre de l'expansion et à renforcer les chaînes d'approvisionnement.

Pour l'avenir, nous continuerons de trouver et de mettre en œuvre des solutions innovantes pour construire plus de logements plus vite pour les Canadiens. Nous renforcerons nos relations avec les principales parties prenantes et nous continuerons de tirer parti d'une approche « Équipe Canada » avec nos partenaires municipaux, provinciaux, territoriaux et autochtones. En concertation avec nos partenaires, nous élaborerons des programmes innovants et nous prendrons des mesures ciblées pour augmenter l'offre de logements, réduire les coûts du logement et transformer le secteur de l'habitation.

• (1920)

Jacob Mantle: Monsieur le Président, s'il suffisait de dépenser de l'argent et de créer de la bureaucratie pour construire des logements, tous les Canadiens auraient un logement en ce moment. Nous avons eu droit à 10 ans de ce genre de mesures. Nous avons trois instances bureaucratiques chargées du logement et nous en avons maintenant une quatrième. Ces magnats du Monopoly qui distribuent des milliards de dollars ici et là n'ont pas permis à une seule personne de plus de se loger au Canada.

Je suis heureux que la secrétaire parlementaire ait parlé de la construction modulaire et des nouvelles formes de construction, car j'ai une question à lui poser à ce sujet. Dans le budget, on peut lire ce qui suit: « Maisons Canada retiendra les services d'équipes de conception-construction possédant une expertise reconnue en matière de logements préfabriqués. Des méthodes de construction modernes seront utilisées [...] »

S'engagera-t-elle à ce qu'aucune entité de Brookfield — ni Modulaire Group, ni Yes Communities, qu'elle pourrait acquérir, ni aucune entité affiliée à Brookfield — ni aucun investissement du premier ministre dans le secteur immobilier ne reçoive d'argent du gouvernement pour construire des logements avec cette bureaucratie? Le confirmera-t-elle à la Chambre?

Jennifer McKelvie: Monsieur le Président, Maisons Canada est axée sur la construction de propriétés abordables à grande échelle. Grâce à cette nouvelle agence, Maisons Canada, nous adoptons une approche « Équipe Canada » et nous resserrons nos liens avec des partenaires clés du secteur de l'habitation. Le gouvernement utilisera tous les outils à sa disposition pour s'attaquer à la crise du logement au Canada, réaliser son ambitieux plan sur le logement et rendre le logement plus abordable et accessible pour tous les Canadiens.

Nous aidons également les nouveaux acheteurs à accéder au marché immobilier en rendant l'accession à la propriété plus abordable, notamment en éliminant la TPS sur les nouvelles maisons de moins de 1 million de dollars pour les nouveaux acheteurs et en réduisant la TPS sur les nouvelles propriétés de 1 à 1,5 million de dollars.

Ces mesures font toutes partie de notre approche audacieuse pour construire les maisons dont les Canadiens ont besoin.

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je prends la parole ce soir pour soulever une question que j'ai initialement soulevée il y a quelques mois au sujet d'une décision quelque peu nébuleuse. Depuis un certain temps, j'essaie de savoir si le gouvernement a pris la décision d'interdire au groupe Kneecap d'entrer au Canada. Je pense que les Canadiens ont pu voir passer des articles sur ce sujet dans certains médias. Cela a suscité une vive controverse.

Apparemment, on a dit à ce groupe irlandais qu'il ne pouvait pas entrer au Canada. Bien que nous n'ayons pas de chronologie claire sur les raisons qui ont mené à cette décision et sur la façon dont elle a été communiquée aux membres de ce groupe, les médias ont certainement rapporté que ces derniers étaient présumés avoir des points de vue inacceptables et qu'ils n'avaient pas l'autorisation de venir au Canada. On ne sait pas exactement pourquoi cette décision a été prise ni, en fait, si une décision a bel et bien été prise. C'est pourquoi j'ai soulevé la question auprès de la ministre de l'Immigration à la Chambre. Elle a répondu qu'aucun cas particulier ne peut faire l'objet de discussions pour des raisons de confidentialité, évidemment.

Ce groupe avait attiré l'attention ailleurs dans le monde et il avait déclaré très clairement qu'il n'existait aucune preuve qu'il ait jamais soutenu le Hamas ou le Hezbollah. Le groupe a soutenu que les allégations à cet effet étaient sans fondement et inexacts et qu'elles portaient atteinte à sa réputation. Par ailleurs, le groupe a également déclaré que personne au Canada ne lui avait dit explicitement qu'il n'était pas le bienvenu, mais qu'il avait simplement vu les reportages dans les médias.

Cela remonte à longtemps maintenant, car nous sommes absorbés, pour des raisons évidentes, par des questions plus récentes, comme le budget qui a été présenté il y a deux jours. Nous avons beaucoup de choses en tête. Cependant, les principes fondamentaux de la primauté du droit respectés par notre pays, notre engagement en faveur des droits de la personne et notre engagement en faveur de la liberté d'expression ne devraient pas être remis en question par un incident.

J'avoue que le nom Kneecap me fait uniquement penser à une prothèse du genou, une chose à laquelle je n'aime pas vraiment penser. Quoi qu'il en soit, je pense que toute entreprise artistique devrait être la bienvenue au Canada. Sur la base des maigres preuves contestées par le groupe, je me demande si le gouvernement du Canada lui-même a pris la décision d'interdire à ce groupe de faire une tournée au Canada. Si tel est le cas, les preuves devraient être mises à la disposition de l'examen parlementaire. La décision a-t-elle été prise au sein d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ou, comme je l'ai demandé dans ma question, au moins un membre du caucus libéral a-t-il déclaré que les membres de ce groupe de musique en particulier avaient été interdits de séjour? La ministre n'a pas été en mesure de répondre à cette question.

Je n'ai pas besoin de m'éterniser là-dessus. Je sais que le secrétaire parlementaire attend pour donner une réponse. Dans le cadre du débat d'ajournement de ce soir, je cherche vraiment à obtenir des éclaircissements. Je n'ai pas d'autre idée en tête, si ce n'est de savoir quelle décision a été prise, si elle a été prise correctement et si elle a été prise en fonction de preuves selon lesquelles ce groupe musical représentait une menace pour le Canada qui était inacceptable selon nos valeurs. À tout le moins, j'aimerais qu'on dise à la Chambre qui a pris la décision et si elle a été prise en vertu des lois sur l'immigration et les réfugiés, comme on le ferait normalement,

Motion d'ajournement

ou s'il s'agissait, selon ce qui a été rapporté dans les médias à l'époque, d'un député rebelle qui a décidé de l'annoncer pour quelque avantage que ce soit. Il est certain que la question est très controversée. Par conséquent, il se peut que des gens cherchent à obtenir un avantage dans un sens ou dans l'autre. J'aimerais simplement savoir ce qui s'est passé.

• (1925)

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, la députée sait tout le respect que mes collègues et moi avons pour elle. Bien sûr, elle a servi notre pays et ne manque jamais de soulever les questions qui sont importantes pour elle et pour ses concitoyens. Je le comprends très bien.

Ce que je dirais, et elle le sait également, c'est que, pour des raisons de confidentialité, on ne devrait pas fournir de détails sur des cas particuliers à la Chambre des communes. Je comprends qu'elle veuille soulever la question, mais pour ce qui est de la réponse, il ne serait pas convenable d'en dire davantage à ce sujet. Je dirais également qu'il serait tout aussi malavisé de discuter du genre d'information que certains ministères peuvent communiquer.

Ce que je recommande à la députée — et je le dis avec beaucoup de respect parce qu'elle a déjà soulevé la question —, c'est de communiquer avec les ministères concernés et de tenter d'obtenir une réponse de cette façon.

Elizabeth May: Monsieur le Président, je remercie le secrétaire parlementaire de ses paroles bienveillantes.

Je vais suivre ses conseils et effectuer les démarches nécessaires, mais j'aurais cru que sans parler d'un cas précis, nous aurions à tout le moins pu obtenir des précisions à savoir si la question est fondée. Je ne crois pas que cela empiète sur la confidentialité entourant un cas particulier, car à ce jour, je ne sais toujours pas, et je crois que nul Canadien ne sait, si cette décision a été prise par le gouvernement. Chose certaine, Kneecap n'en a pas été informé.

Un simple oui ou non serait satisfaisant. Le gouvernement du Canada a-t-il décidé de ne pas admettre ce groupe de musique au pays?

• (1930)

Peter Fragiskatos: Monsieur le Président, je crains de devoir me répéter. Je ne parlerai pas de cas en particulier à la Chambre des communes. Je ne parlerai pas non plus des autorisations délivrées par des ministères en particulier. La députée peut communiquer avec les ministères concernés pour tenter d'obtenir une réponse de cette façon. Je l'invite à le faire si elle le souhaite.

Le vice-président: La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 31.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 6 novembre 2025

AFFAIRES COURANTES		Leitão	3523
Le commissaire à l'environnement et au développement durable		Champoux	3524
Le Président	3517	Auguste	3524
Les affaires étrangères		Brunelle-Duceppe	3525
Ramsay	3517	Kronis	3525
Réponse du gouvernement à des pétitions		Sousa	3525
Lamoureux	3517	Zimmer	3527
Les comités de la Chambre		Blanchette-Joncas	3527
Examen de la réglementation		Lamoureux	3527
Davidson	3517	Cobena	3527
Le Code criminel		Ntumba	3529
Block	3517	Brunelle-Duceppe	3529
Projet de loi C-255. Présentation et première lecture	3517	Kronis	3529
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	3517	Davidson	3529
Les comités de la Chambre		Lamoureux	3531
Examen de la réglementation		Champoux	3531
Davidson	3517	Chong	3531
Motion d'adoption	3517	May	3531
Adoption de la motion	3518	Rocheffort	3531
Pétitions		Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)	3533
La taxe sur les produits et services		Blanchette-Joncas	3533
Fortier	3518	Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	3534
Les opioïdes		Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	3534
Vis	3518	Deschênes	3535
Les organismes de bienfaisance		Anstey	3535
Vis	3518	Lamoureux	3535
La traite des personnes		Champoux	3536
Vis	3518	Baber	3536
Les droits de la personne		Lamoureux	3537
May	3518	Champoux	3537
Questions au Feuilleton		Anstey	3538
Lamoureux	3518	Chagger	3538
		Anstey	3538
		Earle	3540
		Deschênes	3540
		Bonk	3540
		Blois	3540
		Schiefke	3541
		Zimmer	3542
		Garon	3542
		Joseph	3543
		Johns	3543
		Sgro	3543
		Bonk	3544
		Deschênes	3545
		Kayabaga	3545
		Cody	3545
		Chambers	3545
		Blois	3546
		Champoux	3547
		Kronis	3547
		Bonk	3547
		Blois	3549
		Blanchette-Joncas	3549
		Aboultaif	3549
		Lamoureux	3549
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT			
Le budget			
L'exposé financier du ministre des Finances			
Motion	3519		
Lefebvre	3519		
Lamoureux	3520		
Brunelle-Duceppe	3520		
Bragdon	3520		
Hallan	3520		
Sous-amendement	3522		
Ntumba	3522		
Chong	3522		
Blanchette-Joncas	3523		

Blois	3550	Carney	3557
Bezan	3551	L'éthique	
Brunelle-Duceppe	3552	Hallan	3557
Clark	3552	Carney	3557
Nathan	3552	Hallan	3557
		Carney	3557
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS		Les aînés	
Habitat pour l'humanité		Blanchet	3557
Fanjoy	3553	Carney	3557
Le budget		Le logement	
Abouttaif	3553	Blanchet	3557
Le Prix pour l'excellence dans l'enseignement		Carney	3557
Clark	3553	La santé	
L'abordabilité		Blanchet	3557
Aitchison	3553	Carney	3558
L'organisme ôChampfleury		La tarification du carbone	
Leitão	3553	Rood	3558
Lorne Benedict Plemel		McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	3558
Block	3554	Rood	3558
Le budget		MacDonald (Malpeque)	3558
Rocheport	3554	Calkins	3558
Le premier ministre		Olszewski	3558
Kuruc	3554	Calkins	3558
Le port de Baie-Comeau		Thompson	3558
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)	3554	Epp	3559
La journée des créateurs de musique canadiens		van Koeverden	3559
Myles	3555	Epp	3559
Le budget		Hajdu	3559
Kirkland	3555	McKenzie	3559
Le secteur forestier		Hodgson	3559
Hogan	3555	Le budget	
Les peines minimales obligatoires		Garon	3559
Morrison	3555	Guilbeault	3559
Les campagnes de guignolée		Le changement climatique	
Lauzon	3555	Bonin	3559
Le budget		Dabrusin	3560
Cody	3556	Le logement	
Le budget		Aitchison	3560
Lamoureux	3556	Zerucelli	3560
		Aitchison	3560
		Robertson	3560
		Cobena	3560
		Gainey	3560
		Cobena	3561
		Valdez	3561
QUESTIONS ORALES		Les finances	
Le budget		Gill (Brampton-Ouest)	3561
Lantsman	3556	Sahota	3561
Carney	3556	Le logement	
Lantsman	3556	Villeneuve	3561
Carney	3556	Champagne	3561
L'économie		Les finances	
Berthold	3556	McLean (Calgary-Centre)	3561
Carney	3556	McKnight	3562
Berthold	3556	McLean (Calgary-Centre)	3562

McGuinty	3562
La tarification du carbone	
Falk (Provencher)	3562
Fraser	3562
Généreux	3562
Provost	3562
Généreux	3562
Michel	3563
La fiscalité	
Lefebvre	3563
Gull-Masty	3563
Lefebvre	3563
Joly	3563
La justice	
Lewis (Haldimand—Norfolk)	3563
Sahota	3563
Lewis (Haldimand—Norfolk)	3563
Sahota	3563
Les télécommunications	
Hirtle	3564
Joly	3564
Les finances	
Morin	3564
Fuhr	3564
Strauss	3564
Alty	3564
Reynolds	3564
Chartrand	3564
Les institutions financières	
St-Pierre	3564
Long	3565
L'économie	
Rempel Garner	3565
Belanger (Desnethé—Mississippi—Rivière Churchill)	3565
Le budget	
Kwan	3565
Champagne	3565
Davies (Vancouver Kingsway)	3565
Champagne	3565
Les travaux de la Chambre	
Scheer	3566
MacKinnon	3566
Privilège	
Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique — Décision de la présidence	
Le Président	3566

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le budget	
L'exposé financier du ministre des Finances	
Motion	3567
Nathan	3567
Bailey	3568
Larouche	3568

Johns	3569
Kayabaga	3569
Williamson	3569
Deschênes-Thériault	3570
Larouche	3570
Bailey	3571
Chenette	3571
Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt)	3571
Chenette	3572
Deschênes	3572
Anderson	3573
Mingarelli	3573
Deschênes-Thériault	3575
Bonin	3575
Bailey	3575
Miedema	3575
Arnold	3575
Powlowski	3577
Garon	3577
Cobena	3577
Villeneuve	3577
Au	3577
Deschênes-Thériault	3579
Garon	3579
Cobena	3579
Lawrence	3580
Bains	3581
Larouche	3581
Calkins	3582
Lawrence	3582
Dhaliwal	3582
Rejet du sous-amendement	3585

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi sur la lutte contre la pollution des côtes	
Weiler	3585
Projet de loi C-244. Deuxième lecture	3585
Kibble	3587
Deschênes	3588
Deschênes-Thériault	3588
Ross	3588
Deschênes	3589
Morrissey	3590
Arnold	3592

MOTION D'AJOURNEMENT

L'emploi	
Genuis	3593
Fragiskatos	3594
Le logement	
Mantle	3595
McKelvie	3596
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
May	3596
Fragiskatos	3597

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>